

Panorama : La diversité des paysages de l'Espace Sud

a : Les champs de canne de Ducos

b : Les bananeraies du François

c : Les îlets du François

d : La baie du Marin

e : La savane sèche de Sainte-Anne

f : La plage des Salines de Sainte-Anne

g : Le littoral de Sainte-Luce

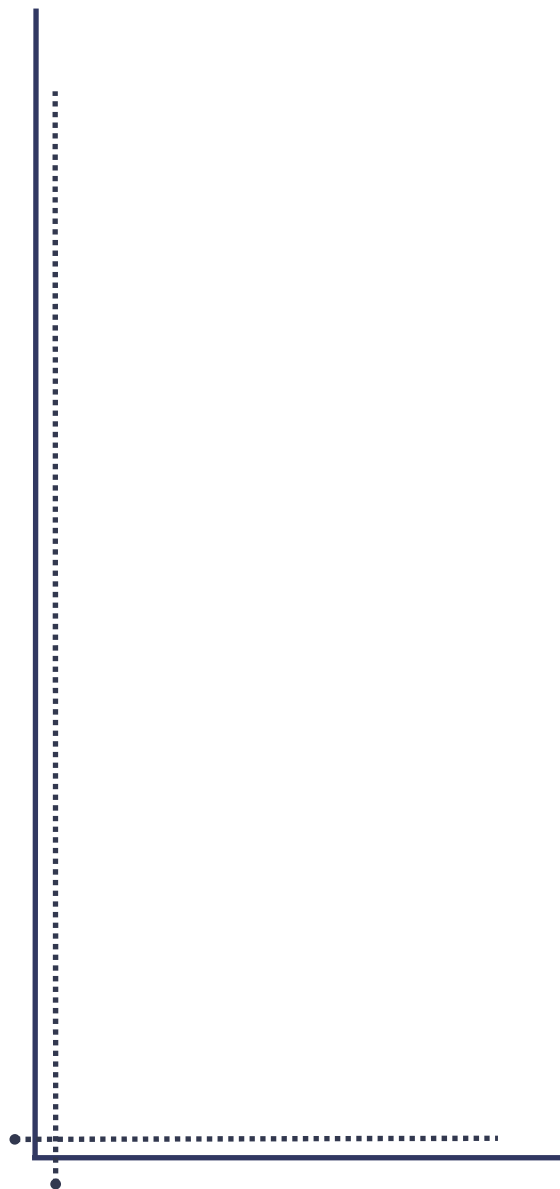
h : La plage et les mornes des Anses d'Arlet

i : Les mornes de Rivière-Pilote

Sources : Données : bdtopo04 et bdortho04
Réalisation : stage de groupe

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	3	III. L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE SUD.....	68
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	6	III.1. Le monde des entreprises.....	68
MÉTHODOLOGIE	7	III.1.1. Emploi et généralités	68
PRÉSENTATION DU TERRITOIRE	13	III.1.2. Les caractéristiques des demandeurs d'emploi dans l'espace Sud.....	71
DIAGNOSTIC PROSPECTIF.....	21	III.1.3. La formation et la réinsertion	72
I. LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL DE L'ESPACE SUD	22	III.1.4. Le phénomène du « job »	72
I.1. Les caractéristiques environnementales de l'Espace Sud.....	22	III.2. Les activités économiques d'agriculture, de pêche et d'aquaculture	73
I.1.1. Les sites et paysages remarquables.....	22	III.2.1. Les objectifs poursuivis par le SAR en termes d'agriculture (1998)...	73
I.1.2. Les écosystèmes terrestres.....	26	III.2.2. Les orientations données par le SMVM pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture (SAR-1998)	75
I.1.3. Le milieu marin	28	III.2.3. Les constats du diagnostic du territoire de l'Espace Sud (en 2004 CAESM).....	77
I.1.4. Les risques naturels et leurs conséquences sur l'environnement	29	III.3 Le tourisme dans l'Espace Sud	93
I.2. Les priorités de l'Espace Sud	30	III.3.1. Le poids économique du tourisme.....	93
I.2.1. L'eau.....	30	III.3.2. Les emplois directs du tourisme	93
I.2.2. L'assainissement.....	32	III.3.3. Les capacités d'accueil	95
I.2.3. La qualité des sols et la qualité de l'air.....	33	III.3.4. La fréquentation touristique	96
I.2.4. La gestion des déchets	33	CONCLUSION	105
II. LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE, UNE SOCIÉTÉ EN MOUVEMENT	40	TABLES DES ILLUSTRATIONS	107
II.1. Le milieu urbain martiniquais	40		
II.1.1. La démographie.....	40		
II.1.2. Le foncier	43		
II.1.3. L'habitat	45		
II.1.4. L'urbanisation	49		
II.2. L'équipement : une situation hétérogène	53		
II.2.1. Un faible équipement en terme de transport.....	53		
II.2.2. Des équipements avec un potentiel important.....	56		
II.2.3. Les équipements ayant atteint leur « niveau de croisière »	57		
II.3. La société antillaise face à la mondialisation.....	59		
II.3.1. L'impact de l'ouverture de la Martinique sur la société.....	59		
II.3.2. Une population face à de nouveaux problèmes	62		



REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit d'un stage de 13 semaines effectuées à la Direction Départementale de l'Équipement de la Martinique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique. Cette période de stage a été ponctuée de rencontres avec les acteurs locaux du développement et de l'aménagement du territoire. Ceux-ci ont enrichi l'étude de leurs expériences et de leurs connaissances de la région. Nous tenons à remercier :

- Mme Piétri, directrice du Service Prospective Observatoire et Territoires, DDE Martinique
- M. Masset, directeur adjoint du Service Prospective Observatoire et Territoires, DDE Martinique
- M. Griffon, responsable du Système d'Information Géographique

Les membres de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) :

- M. René-Corail, Président de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique
- M. Vilet, Directeur Général des Services,
- Mme Guillet-Lenerand, Directrice du pôle aménagement, développement, transport et projet de territoire
- Mme Letord, Directrice du développement économique
- Mme Mostor, Chargée de mission Transport

Nos tuteurs du Département Aménagement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours :

- M. Thomas, maître de conférences et responsable du service des stages
- M. Martouzet, enseignant chercheur

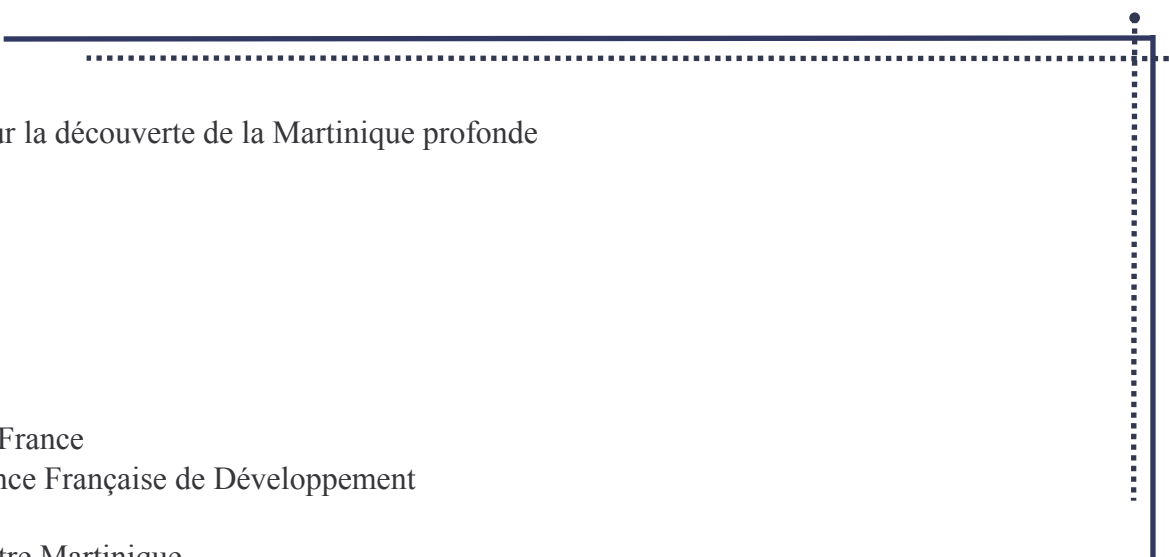
Tous les acteurs des services de l'État qui ont participé aux ateliers d'aménagement :

- Mme Augier, Parc Naturel Régional Martinique
- Mme Bardi, Direction Régionale de l'innovation et de l'environnement
- M. Birota, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement
- M. Bonnardet, Service Général à l'Aménagement Régional
- Mme Borromée, Parc Naturel Régional Martinique
- M. Chapelier, Direction Régionale de l'Environnement

- M. Courtade , Agence Départementale de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- M. Delaunay-Belleville, Direction Régionale au Tourisme
- M. Faraut, Direction Régionale au Tourisme
- M. de la Foye, Direction de l'Agriculture et de la Forêt
- M. Griffon, Direction Départementale de l'Équipement
- M. Holdebourg, Direction de la Santé et du Développement Social
- M. Humbert, Direction Départemental à la Jeunesse et les Sports
- M. Marran, Parc Naturel Régional Martinique
- Mme Marrian, Chambre d'Agriculture
- Mme Minguy, Conservatoire du littoral de Martinique
- Mme de Montaigne, Délégué académique à l'enseignement technique et à la formation continue
- M. Moutoussamy, Chambre d'Agriculture
- Mme Nancy, Direction Départementale de l'Équipement
- M. Salaün, OSEO

Tous les acteurs du territoire qui ont participé aux réunions territorialisées :

- Mme Acharne, Chargée de l'insertion à la Mairie de Sainte-Anne
- Mme Alexandrine, Fédération Martiniquaise des Offices du Tourisme et des Syndicats d'Initiative
- Mme Birba, Agence pour le Développement Économique de la Martinique.
- M. Boulet-Tongier, Mairie de Saint-Esprit, Directeur Général des Services
- Mme Brador, Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique
- M. Carius, Mairie de Sainte-Anne Directeur, Général des Services
- M. Dorion, Académie de la Martinique
- M. Menacé, Maire de Ducos
- Mme Moreau, Conservatoire du Littoral
- M. Naud, Chambre de Commerce et d'Industrie
- M. Praville, Adjoint au Maire des Trois-Ilets
- Mme Prigent, Centre d'Information et d'Orientation du Marin
- M. Sainte-Rose-Rosemond, Mairie du Diamant, Directeur Général des Services

- 
- M. Trigla, Président de l'association touristique et culturelle pour la découverte de la Martinique profonde
 - M. Valiami, Mairie de Saint-Esprit
 - M. Jean-Charles, Agence Nationale Pour l'Emploi
 - M. Joseph, Directeur de l'hôpital du Marin

Tous les acteurs du territoire qui nous ont accordés un entretien :

- M. Alvera, ADEME
- Mme Bauchaint, Directrice de l'Office du Tourisme de Fort-de-France
- Mme Duchet, Chef du Service Collectivités Publiques de l'Agence Française de Développement
- Mme Eloïse, Présidente de la Boutique de Gestion Martinique
- M. Guichard, Président du Comité Régional de Tourisme Équestre Martinique
- M. Harnois, Chef du Service Régional de l'Institut National de Statistiques et d'Études Économiques de la Martinique
- M. Jean-Joseph, Directeur de la Société Antillaise d'Exploitation de Ports de Plaisance
- M. Libault, Responsable Unité Territoriale Sud à l'Office National des Forêts
- M. Marquesse, Comité Martiniquais du Tourisme
- Mme Py-Di Puccio, Chambre de Commerce et d'Industrie
- M. Reynal, Délégué Régional IFREMER pour les Antilles

Les élèves du lycée industriel professionnel du Marin

Les membres de l'Association de l'Association Sportive Culturelle et d'Entraide de l'Équipement

INTRODUCTION

La décentralisation a amené l'Etat à adopter une nouvelle position vis-à-vis des collectivités. De nombreuses compétences de gestion du territoire sont ainsi reléguées aux collectivités territoriales tandis que l'Etat concentre ses actions sur le contrôle légal des actions mises en place. Cependant, l'Etat n'abandonne pas totalement l'organisation et la structuration du territoire aux collectivités. Ainsi, il cherche à se placer comme conseiller, voire partenaire. Dans ce contexte, la Direction Départementale de l'Equipeement (DDE) choisit d'amorcer une nouvelle relation avec les collectivités. Par conséquent, elle a décidé d'intervenir en amont de l'élaboration du SCoT de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) afin d'établir une démarche de co-construction avec les principaux acteurs de ce territoire. La DDE ne veut plus seulement intervenir en fin de procédure en tant que partenaire public associé mais plutôt accompagner les collectivités dans leur élaboration de documents d'urbanismes. Elle précise ainsi dès le début la position des services de l'Etat. Dès l'apparition de la volonté exprimée par la CAESM de mettre en place le SCoT, la DDE a missionné notre groupe d'étudiantes pour effectuer une étude prospective sur l'Espace Sud. Cette démarche peu courante a pu surprendre différents services de l'Etat aussi bien que certains acteurs de la collectivité en raison de son caractère novateur. Néanmoins, elle fut accueillie avec enthousiasme et ainsi elle a pu atteindre le but souhaité : un échange entre les services de l'Etat et les acteurs du territoire. Cet accueil positif montre une amélioration des relations entre la DDE et la CAESM, malgré un passé moins évident, dû à la forte autorité exercée par la Préfecture. C'est le passage au statut de communauté d'agglomération qui a changé les relations et l'implication des élus dans l'intercommunalité.

La commande initiale était d'engager une analyse fine des réalités et enjeux du territoire de la CAESM afin de proposer des orientations territorialisées pertinentes aux élus. Cette étude a pour but :

- d'aider à la réalisation du porter-à-connaissance dans le cadre de l'élaboration du futur SCoT
- de déterminer les enjeux d'après l'ensemble des services de l'Etat
- de déterminer une vision du territoire à l'horizon 2030

Pour cela, une réflexion prospective territorialisée basée sur une approche thématique et transversale est souhaitée. Elle devra mobiliser l'ensemble des services de l'Etat et consulter les élus, les techniciens et les membres de la société civile pour prendre en compte leurs expériences et visions du territoire. Cette vision globale qui en découlera devra se projeter aux horizons de 2025-2030 selon la démarche prospective et stratégique demandée.

Notre position d'universitaires nous a permis de nous placer en dehors des enjeux politiques. Ainsi, nous avons pu nous détacher de la position unilatérale de l'Etat pour déterminer les enjeux du territoire et non pas seulement ceux du territoire selon l'Etat. Par conséquent, nous avons décidé de traiter des domaines pour lesquels l'Etat ne possède pas formellement les compétences.

Notre travail, tout au long de ce stage qui s'est déroulé du 16 Avril au 16 Juillet, s'est divisé en deux parties : nous avons tout d'abord réalisé un diagnostic prospectif se basant sur les nombreuses études spécifiques existantes sur l'Espace Sud ou l'île en général (volume 1). Puis à partir des différents enjeux et problématiques se dégageant de ce travail, nous avons élaboré cinq scénarii traçant différentes perspectives d'avenir selon des choix proposés pour les différents acteurs du territoire (volume 2). Nous expliquerons plus précisément le déroulement de notre démarche dans la partie méthodologie de ce projet.

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

Afin de mener notre étude prospective sur l'Espace Sud, il nous a fallu conduire une réflexion quant à la méthode à adopter. Orientées par notre commanditaire nous avons choisi de nous baser sur la méthodologie de prospective territoriale du Professeur Loingé.

Il s'agit d'explorer les futurs possibles pour notre territoire en tenant compte des évolutions du contexte extérieur. Nous nous demanderons comment les futurs possibles du territoire étudié peuvent prospérer ou être contrariés par les futurs possibles du contexte extérieur.

Le prospectiviste doit identifier une rupture capable de rompre la structure du système dans le futur. Il essaye ensuite de remonter la chaîne de causalités pour pouvoir proposer des actions successives supposées conduire à cette rupture souhaitée. A la suite de cette rupture, c'est enfin le nouveau système qui se met en place. Il s'agit donc pour nous d'imaginer pour l'Espace Sud un autre système, une bifurcation, une rupture.

La première étape de ce travail consiste à réaliser un diagnostic prospectif. Ce dernier se construit en deux parties, la première étant l'équivalent d'un diagnostic traditionnel, c'est-à-dire une photo instantanée du territoire qui fait un état des lieux des différents secteurs sur le territoire (économie, environnement, société...). La seconde partie s'attache à identifier toutes les dynamiques à l'œuvre sur ce territoire et ce de façon transversale aux différentes thématiques abordées. C'est à partir de cette première phase qu'il nous est possible de déterminer les variables clefs, éléments décisifs autour desquels s'articulent les futurs possibles du territoire. C'est en jouant sur celles-ci que l'on peut passer en revue toutes les façons dont le territoire peut évoluer. Plus tard, elles serviront de leviers d'actions pour construire les futurs souhaitables.

La prospective implique une démarche participative dans la mesure où la construction des futurs souhaitables doit impérativement émaner d'un débat entre les acteurs du territoire (élus locaux, services de l'Etat, représentants de la société civile...).

Quelques définitions...

La notion de prospective : La prospective est souvent présentée comme la recherche de réponses à deux questions « fondatrice » :

Que peut-il advenir ?

Que pouvons-nous faire ?

Il s'agit d'envisager tout un panel de futurs possibles ou de scénarios. A ces futurs correspond une variété de trajectoires possibles partant du moment présent. L'élaboration de ces scénarios s'appuie sur l'observation des tendances émergentes susceptibles de faire bifurquer des processus existants. La prospective étudie les transformations d'un territoire dans un contexte qui se modifie.

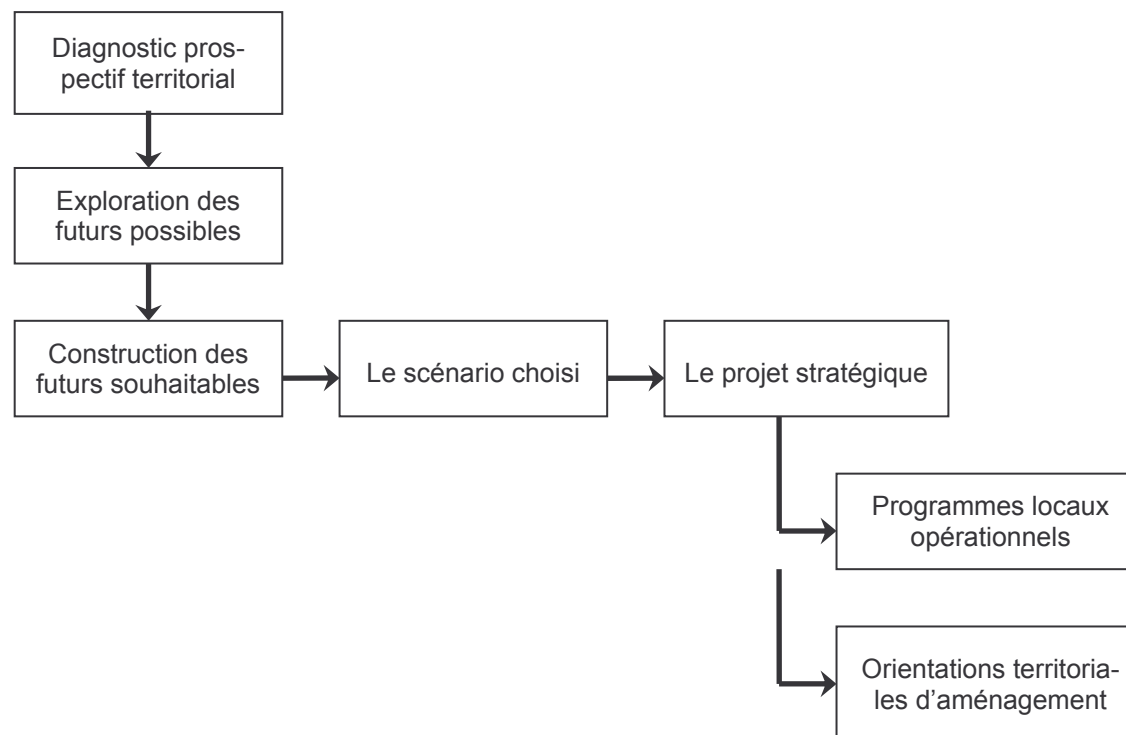
La prospective territoriale a pour objet l'élaboration de visions, de perspectives et d'orientations concernant le devenir d'un territoire et de ses habitants pour éclairer et pour permettre des prises de position et des options stratégiques.

Futurs possibles : Les évolutions envisageables du territoire.

Futurs souhaitables : La stratégie d'évolution qu'il est préférable d'adopter pour le territoire.

Variables clefs : Les paramètres du territoire qui conditionnent son évolution (la démographie, les mentalités, la pression foncière...).

LES ÉTAPES INCONTOURNABLES DE LA PROSPECTIVE TERRITORIALE :



ADAPTATION DE LA MÉTHODOLOGIE À NOTRE CONTEXTE D'ÉTUDE

Nous sommes donc parties sur la base de cette méthodologie, que nous avons réadaptée face aux impératifs du terrain et aux contraintes de temps. Notre mission était de dégager les enjeux du territoire de l'Espace Sud et ses différentes perspectives d'évolution dans les vingt prochaines années. Il s'agissait également de mener une étude en amont de la réalisation du SCoT dans laquelle la CAESM s'est engagée, occasion de renforcer le nouveau positionnement des services de l'Etat en tant qu'Etat-conseil. Nous devons construire une vision à long terme du territoire enrichie par les positions de l'Etat, des collectivités locales, de l'EPCI nouvellement créé et de tous les acteurs du territoire concernés. Notre position d'universitaires nous a également permis de nous libérer des contraintes politiques et de prendre un certain nombre de libertés quant aux propositions que nous allions faire. A cet effet, la DDE, en partenariat avec la CAESM et en cohérence avec la démarche participative de la prospective, a choisi d'associer les différents acteurs du territoire à la co-construction des scénarii d'avenir envisagés pour l'Espace Sud.

Nous avons commencé par réaliser un diagnostic dynamique « en chambre », enrichi par une quinzaine d'entretiens des personnes ressources du territoire (CCI, ONF, DIREN, Capitainerie du port du Marin, CMT, etc.). Ces entretiens nous ont également permis d'obtenir des pistes thématiques d'évolution et des enjeux du territoire. Cette forme d'échange permet d'obtenir des avis personnels voire des positions engagées qui ne sont pas toujours exposés lors des réunions officielles. A l'issue de chaque entretien, nous avons rédigé un compte rendu (annexe 1) auquel la personne interrogée pouvait réagir et apporter des précisions.

Ensuite nous avons choisi de poursuivre notre étude suivant deux modules nous permettant d'intégrer la dimension participative de la prospective :

- Une série d'Ateliers d'Aménagements, réunions inter – services de l'Etat. Cet outil avait déjà été utilisé auparavant par la DDE, il nous a été suggéré de nous le réapproprier dans le cadre de notre étude :
 - Trois Ateliers ont été successivement dédiés à la détermination des enjeux « Etat » sur l'Espace Sud pour le premier, puis à celle des futurs possibles, et enfin au choix d'une vision commune de l'Etat sur l'avenir de l'Espace Sud, riche des débats menés en parallèle sur le territoire.
- Une série de réunions de travail territorialisées impliquant des élus locaux, des agents des services techniques communaux et intercommunaux et des représentants de la société civile. Les personnes ayant exprimé des propositions pertinentes quant au futur du territoire lors des entretiens ont été associées à ces débats. Il s'agissait pour les représentants de la DDE et de la CAESM de se rendre ensemble dans trois mairies des communes de l'Espace Sud pour animer les débats de concert :
 - Dans un souci d'efficacité, pour palier aux contraintes de temps et de disponibilité des différents acteurs nous avons choisi de traiter ces réunions différemment des Ateliers précédemment cités. Plutôt que de consacrer une réunion à chacune des étapes de prospective (enjeux, possibles, souhaitables), nous avons préféré proposer des problématiques transversales et plus concrètes pour lesquelles il s'agissait de dégager dans un même temps les possibles, les souhaitables et les moyens éventuels d'y aboutir. C'est à cet égard que nous avons convié des porteurs de projets pour pousser les discussions jusqu'aux phases opérationnelles de la prospective.

Phase 1 : La construction de la prospective par la concertation

Pour organiser les débats, nous avons repris les comptes rendus des entretiens et des deux premiers Ateliers d'Aménagement afin de dégager les enjeux du territoire. Cette étape nous a alors permis de construire les trois grandes problématiques qui ont servi de cadre aux réunions territorialisées :

- La réunion 1 : L'intérêt communautaire : la polarisation du territoire ?
 - Revitalisation des centres bourgs
 - Société et conditions de vie
 - Répartition des équipements

- Identité communale et spécificités des communes
- Mobilité et transports
- La réunion 2 : L'avenir de l'Espace Sud : le littoral ?
 - Conflits d'usages : tourisme, pêche, nautisme...
 - Pression foncière et protection des espaces naturels
 - Reconquête du littoral par les habitants (sports nautiques, pêche...)
 - Dynamisme du rétro littoral
- La réunion 3 : La CAESM : un soutien pour les acteurs du territoire ?
 - Formation
 - Accompagnement de projet
 - Accompagnement aux entreprises

Au cours de ces réunions nous avons présenté un certain nombre d'éléments de diagnostic, des enjeux mais aussi des pistes d'action, parfois provocatrices, dans le but de faire réagir les participants sur ce qu'ils souhaitent pour leur territoire. Les débats nous ont alors permis de prioriser les enjeux évoqués et d'en faire émerger de nouveaux. En réaction aux pistes proposées, les intervenants nous ont soumis des stratégies d'actions envisageables et en ont invalidé d'autres. Ces réunions ont aussi été le théâtre des rapports de forces entre les différentes institutions présentes, occasion pour nous de mieux cerner le jeu d'acteurs. Cette étape de notre travail a donc été essentielle pour déterminer par la suite qui serait en position de porter les différents projets.

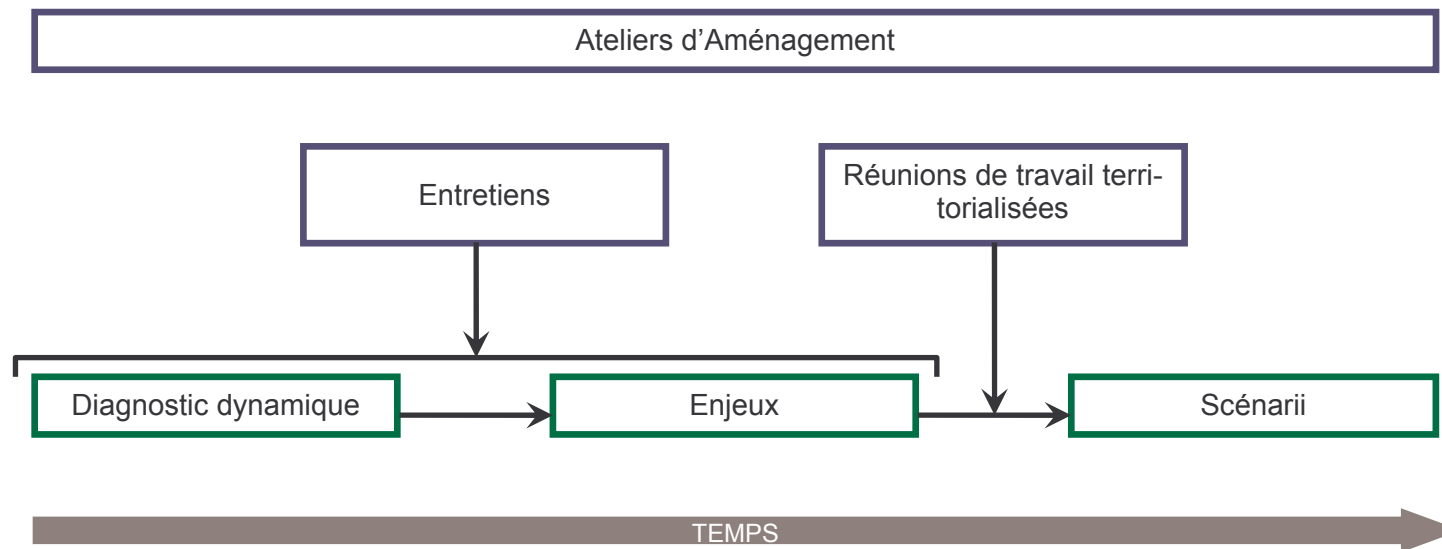
La finalité de ces réunions était toutefois de nous donner des éléments clefs nous permettant par la suite d'élaborer des scénarii d'évolution en cohérence avec la réalité du territoire et les ambitions des acteurs.

Phase 2 : L'élaboration des scénarii prospectifs

Lors des diverses réunions organisées, nous avons pu nous rendre compte que généralement, les stratégies de développement du territoire se limitent à solutionner des problèmes immédiats dans une logique de guichet. C'est pourquoi, nous avons pris le parti de nous détacher des trois problématiques évoquées précédemment, qui ont essentiellement conduit à des réponses « au cas par cas ». Nous avons donc choisi d'élaborer des scénarii transversaux englobant tous les aspects du territoire. Ces scénarii ont aussi pour objectif de territorialiser l'ensemble des actions envisagées afin de visualiser l'évolution concrète du territoire. Ainsi, nous avons élaboré cinq scénarii intégrant l'ensemble des réflexions émanant des étapes précédentes.

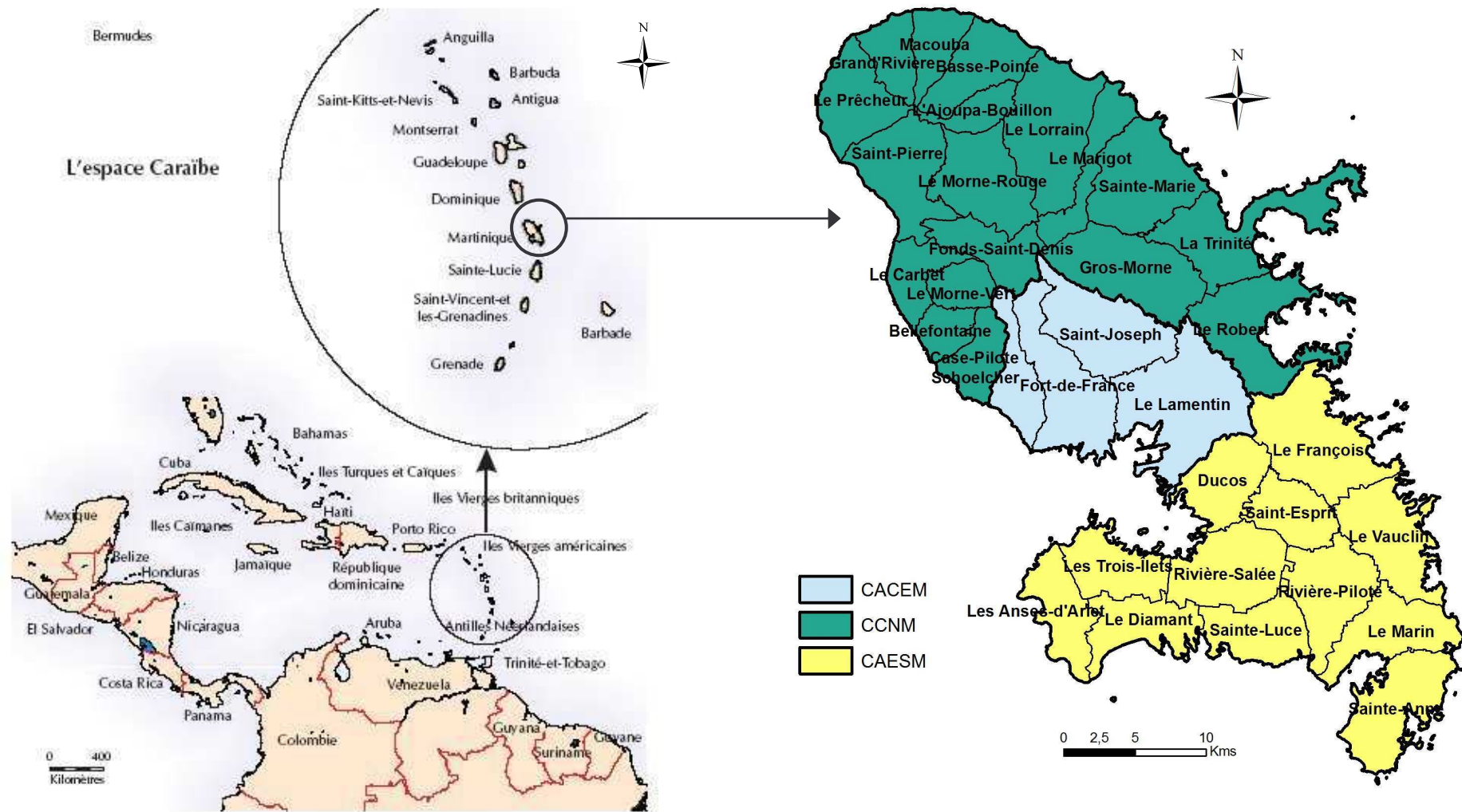
Pour la prospective, les scénarii sont des visions du futur territoire. Les représentations et les visions orientent l'action. La difficulté de la prospective territoriale est de construire des visions suffisamment globales qui soient susceptibles d'orienter l'action de façon explicite. Il s'agit bien d'imaginer un futur permettant de transformer le présent. Mais il est évident, par ailleurs, que la vision du futur va évoluer et qu'il faudra redéfinir sans cesse les stratégies dans le présent.

Les étapes de notre travail



PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

Carte 1 : Localisation de la Martinique



Source Bd topo 04

Sources : www.zananas.com
Réalisation : stage de groupe

PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

I- CONTEXTE GÉOPOLITIQUE DU TERRITOIRE

La Martinique, île de la caraïbe mais aussi département d'Outre Mer depuis 1946, est un territoire au fonctionnement ambigu de par son inscription dans l'Espace Caraïbéen, son attachement aux institutions françaises et par conséquent à l'Europe. Cette île dont la superficie est de 1 128 Km² comporte 34 communes. Il est à noter que la Martinique était en 1999 un des départements français où la densité de peuplement était la plus importante : 338 hab./km². La population qui était de 381 427 en 1999 est estimée à 399 000 habitants depuis le 1^{er} janvier 2006.

Ce territoire, de par ses relations privilégiées avec la France et l'Europe, est très peu intégré économiquement dans l'Espace Caraïbéen. Ce dernier est composé de 37 autres états et territoires s'étendant des Bermudes au Nord jusqu'à Trinidad et Tobago au Sud et du Mexique au plateau des Guyanes pour la partie continentale. De manière générale, on constate que les différents territoires composant l'Espace Caraïbéen restent marqués par les héritages des rivalités coloniales. Celles-ci ont laissé une grande diversité de langues, mais aussi d'influences culturelles et de modèles sociopolitiques. Ainsi, on remarque que cet ensemble entretient des liens intenses avec l'Europe, l'Amérique du Nord, au détriment des relations intra-caraïbéennes. Ce manque d'intégration se retrouve jusqu'au sein des « Petites Antilles » où se situe la Martinique et la Guadeloupe, autre département français, avec lequel la Martinique entretient des relations complexes du fait de rivalités, qui sont là encore un héritage du passé colonial.

L'économie de la Martinique repose essentiellement sur des activités de services, une industrie faible, des activités traditionnelles (agriculture et pêche) et du tourisme. Ces activités sont réparties différemment sur l'île, selon les atouts et potentialités des différents ensembles qui la compose. Ainsi, on distingue trois sous ensemble : le Nord Martinique, le Centre et le Sud Martinique.

Le Nord Martinique est organisé autour de la Communauté de Commune du Nord Martinique ou CCNM. Cette dernière composée de 18 communes connaît une désaffection de son territoire par la population comme lieu de résidence, cela en dépit du cadre de vie qu'elle offre (paysages attrayants : la forêt tropicale, les chutes et rivières d'eau douces).

Le Nord est un espace essentiellement agricole avec 46% de la SAU de l'île où se cultive essentiellement la banane. Cependant cet espace connaît une diminution des exploitations de plus de 58% qui doit être mise en relation avec la crise que connaît la banane. On retrouve également au Nord de la Martinique des entreprises de construction, des établissements industriels, des services non marchands, de l'élevage et de la pêche. De manière générale, on peut dire que ce territoire est en perte de vitesse.

Quant au Centre de la Martinique, celui-ci est composé de 4 communes, parmi lesquelles on compte la capitale de l'île : Fort-de-France. Ces communes, organisées au sein de la Communauté Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) profitent d'un espace économiquement attractif. En effet, ce dernier concentre l'essentiel des entreprises industrielles et commerciales en raison de la proximité du port autonome de Fort-de-France. Ainsi, ce territoire regroupe une grande part de l'emploi du département, 60% en 1999, et occupe la position de pôle administratif et économique de l'île. Toutefois, malgré cette attractivité et ce dynamisme, ce territoire et surtout la ville de Fort de France perdent peu à peu leur population qui se dirige vers l'Espace Nord et l'Espace Sud.

L'Espace Sud, constitué de 12 communes et organisé au sein de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM), se voit privilégié par ces phénomènes de mobilité de la population. En effet la CAESM accueillait 28% de la population de l'île soit 106 771 habitants en 1 999. Ce territoire présente deux sous-ensembles :

- le Sud Caraïbe, qui concentre l'essentiel de l'activité industrielle et de l'activité touristique du Sud ;
- le Sud Atlantique, plus tourné vers les activités dites traditionnelles (agriculture, élevage, pêche).

L'Espace Sud tire son dynamisme de la multiplicité des secteurs qui sont présents sur son territoire. Cette diversité économique fut d'ailleurs à l'origine de la première coopération intercommunale au sein d'un SIDER, ayant pour but de mettre en place une coordination à une échelle plus vaste des différents secteurs économiques. Après de multiples changements de statut et d'acquisition ou de perte de compétences, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique fut créée.

Historique de l'intercommunalité de l'Espace Sud

1972-1976 :

Création du SIDER (syndicat intercommunal de développement économique régional)

Compétences : promotion de l'agriculture, de la pêche, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'aménagement et de l'urbanisme.

1976 :

Transformation du SIDER en SIVOM (syndicat intercommunal à vocations multiples)

Compétences : collecte et traitement des déchets, architecture et informatique

30/12/2000

Transformation du SIVOM en communauté de communes du Sud

Compétences : gestion des déchets, aménagement du territoire, restauration scolaire, équipement informatique, architecture.

29/12/2004

Transformation de la communauté de communes en communauté d'agglomération (CAESM)

Compétences : développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat, politique de la ville dans la communauté, transports urbains...

La compréhension du fonctionnement de l'espace martiniquais et de ses habitants nécessite, au-delà du fonctionnement géopolitique du territoire, quelques notions d'histoire.

II- CONTEXTE HISTORIQUE DU TERRITOIRE

L'histoire du territoire martiniquais commence en 100 av.J-C avec les **Arawaks**, premiers habitants ayant vécu sur l'île. Ils constituaient un groupe pacifique d'agriculteurs venus d'Amérique du Sud et remontant les Antilles d'île en île. Ils apportèrent leurs connaissances de la poterie et de nombreuses espèces végétales domestiquées sur ce continent. C'est en réalité vers 300 ap. J-C que les Arawaks atteignirent le milieu de l'arc antillais. Ils s'installèrent dans le nord-est de l'île, vivant de pêche, cueillette, chasse et agriculture.

L'arrivée des **Caraïbes**, agriculteurs et guerriers, à la fin du XI^{ème} siècle, bouleversa la vie des Arawaks. Les exterminant peu à peu, ils asservirent les femmes Arawaks pour assurer leur descendance et les jeunes hommes, quant à eux, étaient castrés, engraisés et mangés lors de rituels sacrés.

Illustration 1: Présentation du Territoire



Source: Guide « Sa ou fè »

Le **31 juillet 1498**, lors de son troisième voyage vers les Amériques, Christophe Colomb débarqua sur la plage du Carbet et pris possession du territoire au nom du roi d'Espagne. Il faudra attendre 1635 pour que la Martinique devienne française avec l'arrivée du gouverneur de l'île, Pierre Belain d'Esnambuc. En 1658, les Caraïbes furent pratiquement exterminés.

De 1642 à 1693, le commerce se développa grâce à l'introduction du cacao, de la canne à sucre et de la déportation d'esclaves africains autorisée par Louis XIII. Ce fut le début de la « **traite des noirs** ». La ville de Saint-Pierre, en plein essor, devint la capitale économique de l'île.

En 1658, Colbert créa la Compagnie des Indes Occidentales qui interdisait tout commerce avec l'étranger. Ce fut le **régime de l'exclusif**. Plusieurs gouverneurs se succédèrent ajoutant leur pierre à l'édifice du commerce de sucre dont l'incroyable succès fit décupler le besoin en main d'œuvre. En 1783, 60 000 esclaves constituaient le « patrimoine humain » des **Habitations sucrières** de la Martinique.

Entre 1787 et 1802, la colonie connut de nombreux troubles : guerres civiles, conflits entre planteurs et négociants, émeutes et revendications des esclaves.

L'**abolition de l'esclavage** fut définitivement proclamée le 22 mai 1848, sous la Seconde République, suite à la signature du décret de l'abolition par Victor Schoelcher. Pour palier à la crise de main d'œuvre dans les plantations, les premiers travailleurs sous contrat originaires des Indes et de Chine débarquèrent en Martinique.

La Montagne Pelée entra en éruption le 8 mai 1902 et détruisit la ville de Saint-Pierre faisant plus de 30 000 morts. Fort-de-France devint quelques années après, la préfecture de la Martinique.

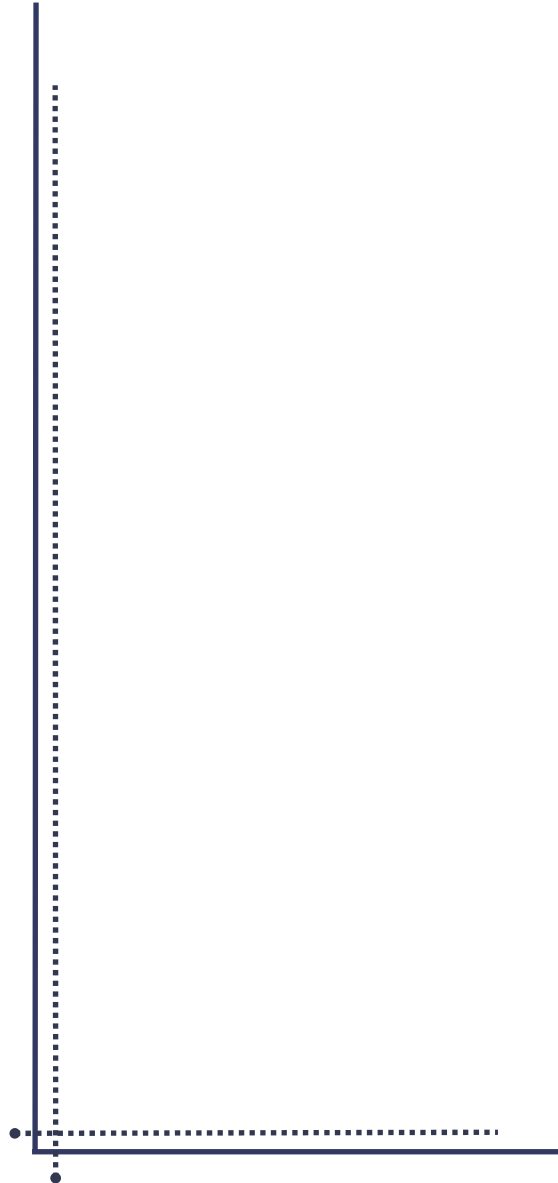
En 1946, l'île est reconnue **Département Français d'Outre-Mer**. La loi de décentralisation imposa la création d'un Conseil Régional en 1982. Deux assemblées (Conseil Général et Conseil Régional) sont alors chargées de l'administration sous le contrôle du Préfet de Région, représentant local de la République Française.

Ces événements historiques sont essentiels à la compréhension du territoire martiniquais. Ils sont à l'origine non seulement de son organisation mais aussi des différentes dynamiques qui y sont à l'œuvre (phénomènes urbains, politiques, économiques...). Ils permettent aussi d'appréhender un certain nombre d'aspects culturels et de logiques comportementales de la société martiniquaise.

- La première composante du territoire à développer est celle de la **Créolisation**, née de la rencontre sur un territoire fini de logiques différentes voire opposées. En Martinique, la conjugaison du modèle colonial importé et des spécificités locales (naturelles comme la géographie et la biodiversité, ou culturelles comme l'héritage des populations primitives et des différentes vagues de populations immigrantes) ont permis la création de dispositifs originaux tant sur l'espace que dans les esprits. Ainsi la Créolisation ne se limite pas à l'élaboration d'une langue symbole de la culture créole ou d'un patrimoine historique figé. C'est au contraire un processus continu et durable de création intégrant, aujourd'hui encore, tout apport extérieur quelque soit le domaine.
- De cette même logique coloniale, mais surtout du régime de l'exclusif de 1658, enfermant la Martinique dans une logique d'importation métropolitaine, découlent les problématiques économiques actuelles de ce territoire. Cette politique explique la **dépendance** du DOM puisque, étant donnée sa position géographique, aucune autonomie économique ne peut être envisagée sans des échanges avec ses voisins caribéens ou avec d'autres pays. Des décennies d'attitude attentiste ralentissent aujourd'hui la Martinique lorsqu'elle décide de prendre en charge son développement économique dans le contexte de décentralisation et face à la perte imminente des subventions européennes.

- A la même époque, l'apanage du système esclavagiste laisse une marque indélébile dans l'esprit des martiniquais. Les rapports sociaux étaient alors structurés autour de l'exploitation cannière, où les Békés régnaient en maîtres sur l'ensemble de la plantation, y compris sur leur « patrimoine humain ». La conséquence logique de cette injure faite au genre humain est qu'aujourd'hui, les martiniquais (descendants d'esclaves, de mulâtres, de libres de couleurs et à fortiori de marrons) sont réticents à travailler dans les exploitations cannières, où sont finalement employés une majorité d'immigrants à la situation précaire (sainte-luciens, dominicains). De la même façon, le secteur touristique pâtit d'un **principe de l'inconscient collectif** : « servir le blanc, c'est dégradant ».
- Quand à la dissolution progressive du système esclavagiste, elle est à l'origine de plusieurs tendances urbaines actuelles. Les premiers esclaves à qui de modestes terrains avaient été cédés se sont installés en groupements familiaux de cases (lakous) en périphérie du domaine. A l'abolition de l'esclavage, ce phénomène s'est renforcé, les anciens esclaves s'installant là où la terre avait été délaissée. Ainsi la liberté se concrétise par la possession d'une parcelle bien à soi, quelque soit son emplacement. Il est très probable que cela explique le penchant naturel des antillais pour l'habitat individuel, de préférence sur une parcelle cultivable. Ainsi, le processus de **mitage** découle de pratiques plus vieilles que la création des villes elles-mêmes. Ces dernières, comme les bourgs, se sont construites aux abords du littoral, là où les premières habitations s'étaient concentrées pour faciliter le cabotage et les échanges avec la métropole.
- Enfin, tous ces événements historiques sont responsables de l'essentiel des **rapports de force** encore observables entre les acteurs du territoire. Le conflit entre les Békés, héritiers de l'essentiel des activités économiques et les autres antillais en charge de la politique locale, pour exemple, se justifie en large partie par le passé colonial. En ce qui concerne les désaccords politiques, notamment entre la Région et le Département, ils sont largement liés au fait que ces deux institutions aux compétences pas toujours bien délimitées exercent leurs prérogatives sur le même périmètre. Notons que cette mésentente constitue un véritable frein aux dynamiques de développement et décourage les initiatives des porteurs de projets (économiques essentiellement).

Pour conclure, les phénomènes décryptés plus haut, qui sous-tendent le fonctionnement de la société martiniquaise, sont des outils indispensables pour aborder le travail de prospective sur l'Espace Sud Martinique, obéissant lui-même à ses propres logiques. Celles-ci feront donc l'objet du premier volume de notre étude qui s'attache, à travers le diagnostic dynamique de l'Espace Sud, à faire émerger les éléments clefs du développement futur de ce territoire.



DIAGNOSTIC PROSPECTIF

I. LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL DE L'ESPACE SUD

I.1 LES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE L'ESPACE SUD

I.1.1 Les sites et paysages remarquables

✧ *Une identité paysagère affirmée*

La région Martinique offre toute la palette des paysages caractéristiques des îles volcaniques en climat tropical, paysages plus ou moins façonnés par les activités humaines passées ou actuelles. L'identité paysagère de la Martinique se fonde sur le contraste entre le Nord de l'île volcanique, humide, forestier et agricole, et le Sud maritime, sec, au relief ancien faiblement accidenté, marqué par les paysages de savane.

Quatre grands types de paysages naturels et ruraux peuvent être distingués sur le Sud de l'île :

- Les paysages de mornes, collines plus ou moins abruptes provenant de l'érosion volcanique, façonnent le territoire martiniquais. Couverte d'une végétation arbustive au Sud, les mornes sont souvent menacés par l'urbanisation incontrôlée des piémonts et des crêtes, les défrichements sur les pentes trop fortes et par la présence de carrières mal intégrées.
- Les paysages littoraux, composés de plages tropicales, mangroves, falaises et îlets s'étendant le long des 400 km de côte. Très fragiles sur le plan écologique et soumis à une fréquentation intense et une forte urbanisation (lotissements ou grands complexes touristiques comme par exemple du François au Vauclin ou sur le littoral de Sainte-Luce), leur préservation constitue un enjeu prioritaire.
- Les savanes sèches du Sud de l'île, constituent des paysages de reconquête végétale après déprise agricole, en constante évolution selon l'intensité de la pression de pâturage. Ces paysages, peu étendus en surface, sont parfois altérés par des constructions éparses.
- Les paysages de grandes cultures de canne à sucre principalement et de bananeraies, caractérisent le versant Atlantique et la plaine de Rivière Salée. Ils offrent des ambiances rurales, mais sont également menacés par des phénomènes de mitage (par exemple les zones industrielles et lotissements de Ducos et Rivière Salée)

C.f. : « Panorama » joint au dossier (Format A3), pour cette page 23

Les paysages de la Martinique sont altérés par de nombreux points noirs, comme la prolifération anarchique des panneaux publicitaires ou la multiplication des décharges sauvages. Mais c'est le mode d'urbanisation actuel de la Martinique, caractérisé par un habitat rural diffus, qui constitue la principale menace pour la qualité du cadre de vie et de l'identité paysagère de l'île. Encore actuellement, l'insertion paysagère par une qualité architecturale et un accompagnement végétal font rarement partie des projets de construction.

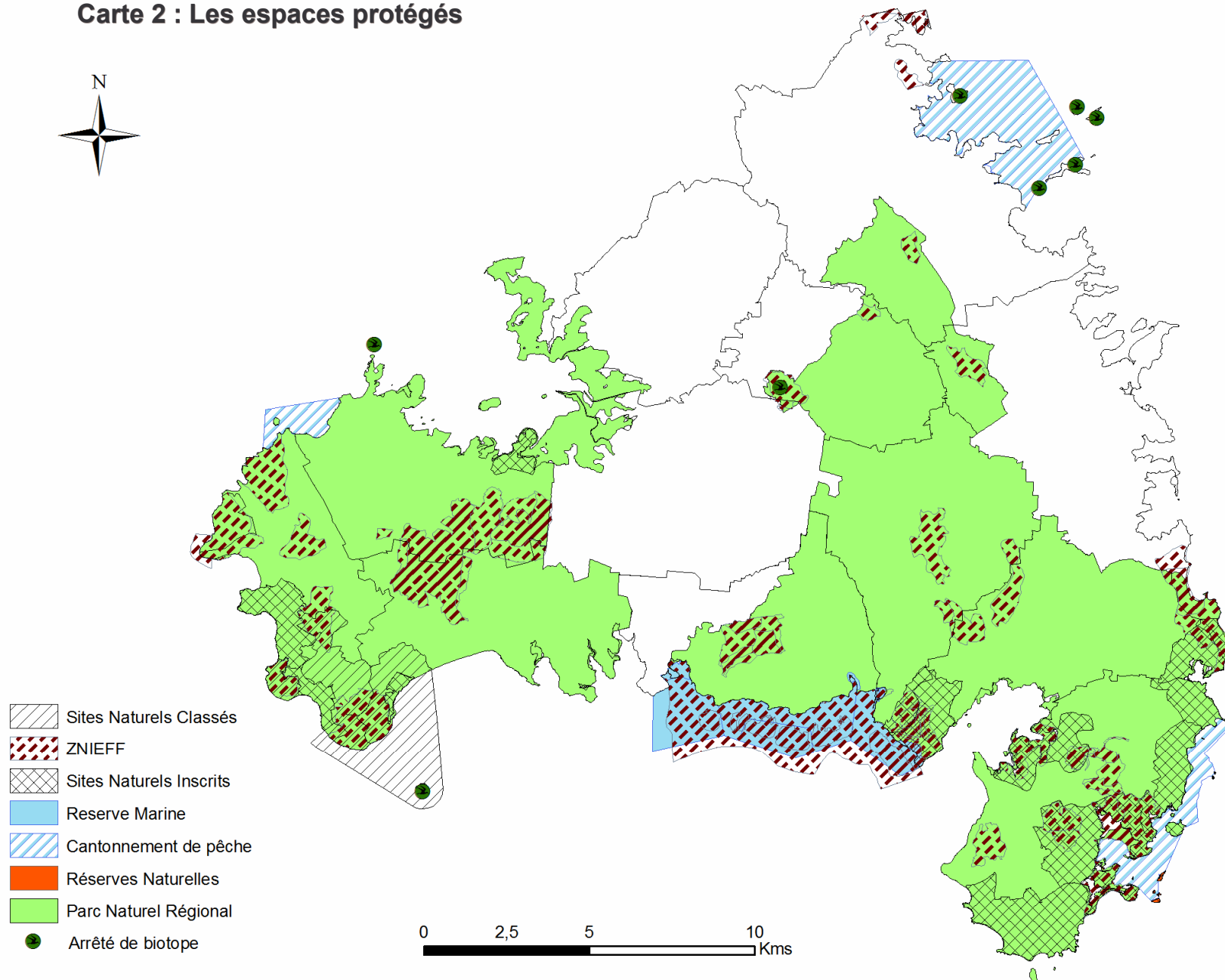
✧ *Une multitude d'instruments de protection*

Pour protéger ces espaces, plusieurs procédures peuvent être suivies. Sur l'île, le SAR (Schéma d'Aménagement Régional) est l'outil le plus fort. De plus ce dernier est mis en place uniquement sur les DOM. A ce document, peuvent s'ajouter des procédures assez contraignantes (prescriptions fortes en terme d'aménagement) permettant de faire passer les espaces majeurs en sites classés ou inscrits. Il existe aussi des inventaires dans les Zones Naturelles d'Intérêt Environnementales Faunistique et Floristique. Cependant ces derniers n'entraînent aucune réglementation spécifique. Les autres outils disponibles sont le classement en réserves naturelles régionales ou nationales et les arrêtés de biotope. En ce qui concerne, l'évolution des superficies de ces zones protégées, on constate la création d'une réserve naturelle supplémentaire et la mise place de 4 nouveaux arrêtés de biotope (passage de 94ha à 250ha de superficie des arrêtés de biotope).

Sur le territoire Sud, les espaces qui présentent un enjeu particulier et qui font l'objet de ces mesures sont les suivants (carte 2) :

- Les sites classés des Anses d'Arlet et son proche périmètre (site inscrit)
- Les sites classés du Diamant, dont le rocher fait l'objet d'un arrêté de biotope
- Les îlets du François protégés par arrêté de biotope
- La réserve marine les Cayes du Sud de la Martinique au large du Marin
- La réserve naturelle des îlets de Sainte-Anne
- Les sites inscrits de Sainte-Anne pour lesquels une opération Grand Site est en cours
- La Baie de Génipa dont la mangrove n'est pas encore protégée par une des mesures précédentes.
- Les contrats de baie déjà mis en place sur le Marin et Saint Anne, et en cours de réalisation sur la baie de Fort-de-France.

Carte 2 : Les espaces protégés



Source : bdtopo04 et DIREN

De manière générale, la conservation du patrimoine n'étant pas une priorité, elle avance au coup par coup selon les aléas politiques ou budgétaires, sans réelle stratégie ou planification. On constate néanmoins que des projets sont en cours comme : la protection d'une partie de la mangrove, de certains îlets et un projet d'opération Grand Site à Sainte-Anne. Ces projets permettent la collaboration des communes, de la CAESM, et du PNRM.

Le rôle du paysage en tant que levier de développement durable, notamment dans le domaine du tourisme se fait de plus en plus ressentir. La préservation du paysage touche tous les types de milieux : ruraux, agricoles, naturels, etc. Les acteurs locaux prenant de plus en plus conscience du rôle du paysage, sont en faveur des quelques actions qui se mettent en place : charte signalétique, requalification des entrées communales, des espaces publics, etc.

Aujourd'hui, très peu de sites nécessitent une réglementation supplémentaire, il s'agirait plutôt de les faire respecter. Il faudrait également reconsidérer les aménagements pour mieux contrôler la pratique des sites.

I.1.2 Les écosystèmes terrestres

L'espace Sud de la Martinique présente une série d'espaces naturels divers et variés, souvent situés sur le littoral. En effet, 95% du territoire correspond à des espaces naturels et ruraux soumis à différentes menaces telles que :

- la pression de l'urbanisation,
- l'intensification des systèmes de production agricole ou forestière,
- la surfréquentation touristique d'espaces naturels dont la mise en valeur n'est pas maîtrisée,
- une faible protection des espaces sensibles,
- une faible préservation des ressources en eau.

De plus, la valorisation de ces espaces se révèle souvent difficile car ils présentent une faible capacité à s'ouvrir aux activités de tourisme et de loisirs. En effet ces espaces naturels comprennent : des milieux naturels boisés, des sites et paysages remarquables, les plages et le front de mer.

✧ *Les milieux naturels boisés*

Le Sud abrite 4 types de forêts sur les 6 présents sur l'île :

- la mangrove (photo 1)
- les formations sèches des côtes
- la forêt sèche
- la forêt semi humide.

Les mangroves, type de forêt qui se développe dans les fonds de baies à l'abri de la houle marine, ont un rôle écologique important et ont un potentiel en terme de tourisme vert peu exploité.

Les forêts sèches, sont très dégradées par l'élevage et ne se rencontrent que rarement à l'état originel, sur quelques mornes escarpés. Elles ne sont le plus souvent représentées que par des stades dégradés arbustifs ou de savanes.

Les forêts moyennement humides ne se retrouvent que sur quelques mornes dans le Sud. Elles se caractérisent par une grande richesse en espèces (1/4 des richesses arborées de l'île, 50% de l'avifaune de l'île). Véritable réservoir génétique par la présence de nombreuses espèces arborées rares en Martinique et souvent peu représentées dans le reste des petites Antilles, elles constituent un patrimoine biologique exceptionnel, à préserver en priorité dans le Sud de l'île.

Le couvert forestier souffre d'un mitage intensif dû aux habitations sauvages, ce qui s'explique par un nombre important de propriétaires privés dans l'Espace Sud. Néanmoins quelques massifs importants sont protégés mais toutefois, ce patrimoine est en régression.

Concernant les milieux naturels boisés littoraux présents dans les 50 pas géométriques, ces domaines sont, depuis 1981, des forêts domaniales gérées par l'ONF. Cependant ils sont sujets à une forte squattérisation, à laquelle s'ajoute de manière ponctuelle du camping sauvage. Les sites balnéaires réputés bénéficient de travaux de boisement et d'assistance au renouvellement des essences locales en voie de disparition. De plus, des structures d'accueil au public viennent compléter ces travaux, ces dernières sont gérées par l'ONF.

✧ *Les plages et le front de mer*

Les plages et le front de mer constituent un des attraits majeurs du littoral Sud. En effet, les plages bordées de sables blancs, où de nombreuses essences cohabitent, permettent de créer diverses ambiances. Cependant, en terme de loisirs, on peut constater un manque d'équipement pour l'accueil des bateaux le long des côtes ce qui entraîne des mouillages sauvages et par conséquent dégrade la côte.

Dans certains cas, le front de mer souffre de l'érosion naturelle due à la houle, à ce phénomène naturel, s'ajoutent les incivismes sur le littoral (feu aux pieds des arbres, entaille,...), qui se dégrade donc rapidement. Des enrochements peuvent être réalisés dans certains cas mais ces derniers restent très onéreux et peu efficaces.

Enfin, il faut noter qu'en matière de construction, tous types de constructions confondus, les 50 pas géométriques sont rarement respectés.

Photo 1 : La Mangrove

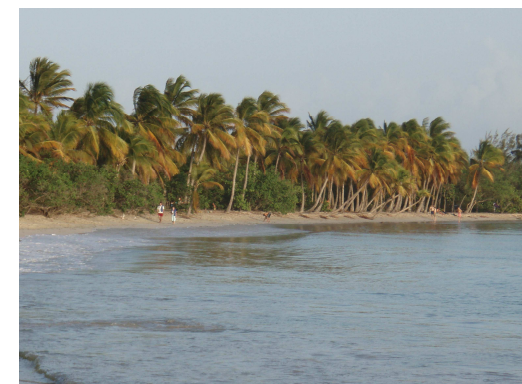


Photo 2 : La plage des Salines à Sainte-Anne

✧ *La conservation de la flore*

Les enjeux de conservation de la flore sont en général mal connus. Le taux d'endémisme de la flore est cependant considérable, 40% du millier d'espèces végétales étant endémique des Antilles et 3% de la Martinique. Parmi ces dernières, plusieurs d'entre elles ne se rencontrent que sur des aires précises, voire sur une seule station.

Photo 3 : Un Flamboyant jaune



✧ *La conservation de la faune*

La faune de la Martinique se caractérise par une diversité plus réduite, mais offre plusieurs espèces endémiques potentiellement vulnérables à l'introduction d'espèces prédatrices ou concurrentes. Plusieurs espèces endémiques sont d'ailleurs menacées d'extinction, et d'autres se raréfient comme l'oiseau Carouge, inféodé aux forêts sèches.

Les îlets de la Martinique jouent une fonction essentielle pour la conservation de plusieurs espèces d'oiseaux marins menacés des Caraïbes et pour la protection des sites de pontes des tortues marines. Par exemple, le dérangement et l'introduction accidentelle de rats sont à l'origine de la régression considérable des populations de Sterne de Dougall (photo 4). Les îlets de Sainte-Anne servent ici de refuge pour ces oiseaux. Leur protection efficace constitue donc un enjeu de conservation important.

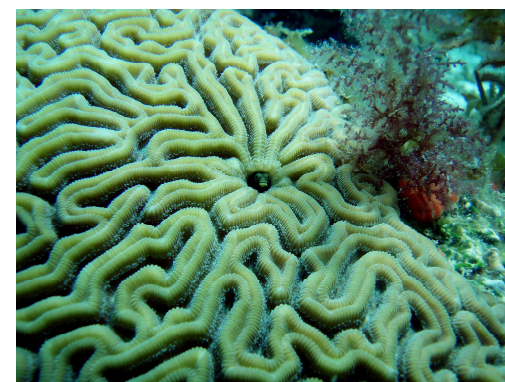


Photo 4 : Une Sterne de Dougall

I.1.3 Le milieu marin

L'espace marin martiniquais est très riche d'un point de vue écologique et représente un atout pour le développement d'activités touristiques, balnéaires et maritimes. Ainsi la connaissance de ce milieu est enjeu important pour l'Espace Sud.

Photo 5 : Un cerveau de Neptune



Un premier état des lieux a été réalisé lors de l'élaboration du Schéma de Mise en Valeur de la Mer et a permis de distinguer différents profils dans le milieu marin martiniquais. Cependant des ouvrages publiés sur les récifs coralliens des régions d'Outre-mer ont fait un bilan alarmant :

- 80% des écosystèmes sont dégradés (observées à partir des années 80),
- une forte régression du recouvrement en coraux,
- un fort développement des algues,
- une quasi-disparition de la bordure récifale orientale de la baie de Fort de France (où toutes les formations coralliennes sont condamnées),
- une régression de la mangrove de 30% en 10 ans.

L'espace Sud comporte 2 baies, Fort-de-France et le Marin, ces deux baies sont les principaux lieux d'activités portuaires de l'île. Ces zones présentent un gradient de pollution croissant selon les études. De plus cette pollution s'étend aux zones voisines, ce qui se traduit par des phénomènes de sédimentation et d'augmentation de la turbidité de l'eau. Par ailleurs on observe une diminution des populations végétales et animales au profit d'algues brunes, indicateur de pollution.

Ainsi, on peut dire que le milieu marin, au potentiel important en matière de biodiversité, souffre de pressions dues aux impacts des activités urbaines, portuaires et agricoles. Il nécessite une protection efficace et rapide.

Cependant, des actions de préservation sont mises en place. Parmi ces actions, on peut noter la création de l'Observatoire des milieux marins martiniquais. Cet organisme a pour mission de suivre l'état de santé des récifs coralliens à travers le réseau de surveillance national.

Par ailleurs, l'apparition de certains décrets a permis la création de 3 zones marines protégées (8 zones sur l'île), il existe une ZNIEFF marine dans le Sud (2 sur tout le territoire).

Enfin, concernant les baies de Fort de France et du Marin, afin de diminuer la pollution, un contrat de baie est en cours d'élaboration pour la baie de Fort de France et celui de la baie du Marin a été signé.

I.1.4 Les risques naturels et leurs conséquences sur l'environnement

La région de la Martinique est fortement exposée à des risques naturels (cyclones, inondations, séismes, volcanisme), qui imposent des programmes de prévention rigoureux et une gestion efficace des crises, d'autant plus les dégâts provoqués peuvent constituer un handicap pour les collectivités durant plusieurs années.

La Martinique, comme toutes les îles de la Caraïbe, se trouve régulièrement sur la trajectoire des cyclones et des pluies tropicales. La période de risque s'étend de Juin à Novembre. Les cyclones s'accompagnent de vents violents, de pluies torrentielles, et sur mer, de très fortes houles et d'ondes de tempêtes, qui entraînent des risques de destruction par le vent, d'inondations par les crues, de submersion de côtes et d'érosion du littoral.

- Les vents d'ouragan, qui caractérisent les tempêtes tropicales et les cyclones se manifestent essentiellement sur les côtes atlantiques de la Martinique. Les secteurs les plus sensibles sont les baies, où sont généralement implantés les centres urbains littoraux. Les conséquences de ces vents sont : l'arrachage de la végétation, de certaines infrastructures sensibles, les toits voire des habitations et par conséquent, la mise en danger des personnes.
- Les risques d'inondation, sont liés à la forte pluviométrie, qui entraîne des crues de type torrentiel. Ce risque concerne plus de 80 ravines et cours d'eau, dans le lit majeur desquels, de nombreuses habitations sont implantées. A titre préventif, les constructions aux abords ou dans les lits majeurs des rivières doivent être proscrites.
- Le risque littoral, est le résultat de houles marines très importantes, engendrées par les cyclones, dont les effets très destructeurs sont aggravés par la marée de tempête. Ces marées peuvent ainsi provoquer des inondations catastrophiques sur la frange littorale et à l'embouchure des rivières. Dans les zones exposées (Sud Caraïbe), la prévention passe par le recul de tout nouvel aménagement sur le littoral, conformément à la Loi Littoral. Seuls les équipements légers et les aménagements liés aux activités maritimes dont la proximité à la mer est indispensable, sont admissibles, sous réserve des prescriptions de la Loi Littoral.

Les décideurs et le public disposent maintenant d'une bonne connaissance des risques au travers d'une cartographie des aléas naturels et d'études concernant autant les différents aspects de la prévention (prévision, vulnérabilité, mesures préventives) que la gestion des crises. L'enjeu principal est maintenant la prise en compte effective de ces éléments dans les documents d'urbanisme réglementaires et opérationnels (POS, PPR, Schémas d'Aménagement, normes de construction).

I.2 LES PRIORITÉS DE L'ESPACE SUD

I.2.1 L'eau

La Martinique, du fait d'une forte pluviométrie, présente un bilan global ressources/besoins largement positif. Plusieurs facteurs limitent pourtant l'accès à la ressource en eau :

- l'eau est mal répartie dans le temps et dans l'espace,
- les réseaux de distributions sont peu performants et entraînent un fort gaspillage de l'eau,
- les ressources en eaux souterraines sont peu utilisées : plus de 95% de la consommation d'eau potable et d'irrigation provient des eaux de surface
- le différentiel de pluviométrie entre le Nord et le Sud provoque des ruptures d'approvisionnement en saison sèche, malgré un transfert de plus de 30% de la ressource en eau potable du Nord vers le Sud.

L'alimentation de l'Espace Sud se fait donc à partir de ressources superficielles situées dans le Nord et dans le Centre. En effet bien qu'il existe de nombreuses ravines dans le Sud, celles-ci sont sèches durant la période du Carême (période de sécheresse de janvier à juin).

Cependant les ressources mobilisées actuellement sont insuffisantes pour faire face aux périodes d'étiages sévères, comme l'illustre le tableau suivant :

Tableau 1

Nombre d'habitants desservis (CESM+Robert, Trinité, Saint-Joseph, le Lamentin)	180 000 habitants
Volume distribué	Environ 55 000 m ³ /jour, 16 millions de m ³ annuel
Volume produit (2 usines)	Environ 40 000 m ³ /jour
Volume acheté (au Conseil Général – Sta- tion de la Capot)	Environ 15 000 m ³ /jour
Croissance annuelle des besoins	Faible (2%)
Manque en période de sécheresse	10 à 15 000 m ³ /jour

Source : SICSM

D'autres problèmes ont été révélés lors de la mise en place du SDAGE, en 2001 tels que :

- le potentiel mal connu des ressources souterraines exploitables, qui pourrait couvrir 30% des besoins (11% en 2000)
- la vétusté des réseaux,
- l'absence de protection des points de captages,
- le non respect de la réglementation en vigueur concernant les débits minima dans les cours d'eau, les rejets dans le milieu et les prélèvements,
- le retard sur le plan d'assainissement,

Concernant l'eau à usage agricole, la demande est croissante, elle est due à l'apparition de nouvelles bananeraies et au développement de productions de melons. Actuellement, la distribution est effectuée par le réseau PISE (Périmètre d'Irrigation du Sud Est) dont les ressources étaient déjà insuffisantes en 2004.

Par conséquent, il serait indispensable pour l'Espace Sud Martinique :

- d'avoir une bonne maîtrise de l'alimentation en eau, garant du développement de l'agriculture par l'irrigation, et du tourisme par la qualité du service,
- d'avoir une délégation de service de l'eau efficace avec un coût raisonnable.

1.2.2 L'assainissement

Le Sud de la Martinique connaît un retard significatif en terme de collecte et d'épuration des eaux usées. De nombreuses petites stations ont été mises en place à l'échelle communale, cependant il est difficile pour les communes de faire face aux coûts d'entretien et de gestion.

De plus les rejets des stations collectives et des dispositifs d'épuration individuels se font majoritairement dans les rivières et dans certains cas directement dans la mer sans traitement préalable. L'assainissement individuel est donc inefficace lorsqu'il existe, 85% des installations sont inadaptées à un traitement approprié des eaux usées. De plus, aucun contrôle de ces installations n'est réalisé (compétence obligatoire des communes).

Le traitement des eaux industrielles qui concerne essentiellement des industries agroalimentaires (distilleries en particulier) et des exploitations de carrières, est quasi inexistant. En effet on peut noter l'installation, dans 4 distilleries sur les 9 que compte l'île, de séparateurs de fonds de cuve et dans 3 d'entre elles de dispositifs de lagunage. Ces équipements réduisent de 1/3 les pollutions des eaux rejetées.

La collecte et le traitement des eaux pluviales sont inexistants. Elles s'écoulent directement dans les rivières, la mer, s'infiltrant dans le sol.

Concernant les boues de station d'épuration, elles sont évacuées dans les décharges.

On en déduit donc que l'Espace Sud Martinique :

- ne maîtrise pas bien les différentes sources de pollution qui ont des impacts variés
- a une filière de collecte et traitement des déchets encore incomplète.

Compte tenu de l'importance de l'eau et des forts impacts des rejets d'eaux usées sur les milieux marins, des études pour la réutilisation de ces eaux, sont effectuées.

Dans le domaine de l'assainissement, les objectifs du SDAGE sont :

- atteindre un taux de raccordement à 90% en 2005, objectif qui à l'heure actuelle, n'a pas été atteint,
- rendre 80% des installations d'assainissements non collectifs conformes en 2010.

L'assainissement est un enjeu important pour l'Espace Sud de par sa vocation touristique. Si aucune action n'est mise en œuvre, cela pourrait nuire à cette activité.

I.2.3 La qualité des sols et la qualité de l'air

La Martinique souffre également de problèmes de pollution des sols notamment par des composés organochlorés, aujourd'hui interdits mais anciennement utilisés pour la culture de la banane. Le Sud est moins touché que le Nord Martinique par cette pollution, cependant la gestion de cette pollution est un enjeu important pour cet espace.

Les problèmes de qualité de l'air concernent plus particulièrement l'agglomération de Fort-de-France. En effet, elle concentre une majorité des activités industrielles et commerciales et des embouteillages.

I.2.4 La gestion des déchets

✧ *Les déchets ménagers et assimilés*

La gestion des déchets est une compétence de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM). Actuellement la quasi-totalité des déchets sont orientés vers les 5 décharges existantes sur l'île et qui sont déjà en saturation.

Devant l'urgence de cette situation, le développement d'une filière de valorisation spécifique est en étude. Ceci s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEMA) et du Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS).

Parallèlement, la CAESM étudie la mise en place de son Schéma Directeur de Gestion des Déchets conformément au PDEDMA.

Quelques chiffres pour illustrer la quasi-inexistence de valorisation des déchets ménagers, en 2001 sur l'Espace Sud :

Tableau 2

Total	80 000 Tonnes de déchets
Part incinérée	17%
Part enfouie	83%

Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 18 Décembre 2004



Photo 6 : Une décharge sauvage

Il faut tout de même noter que 52 décharges sauvages ont été répertoriées dans le Sud.

L'objectif poursuivi par le PDEMA est de valoriser 50% des tonnages collectés par un recyclage de matière ou une valorisation organique. En 2001, uniquement 0,35% du tonnage collecté était valorisé. Jusqu'en 2003 des aides, pour accompagner les projets de gestion des déchets, de l'ADEME, de l'Etat et de l'Europe permettaient d'apporter des subventions à hauteur de 80%, le reste étant à la charge des communes. Cependant ces communes sont aujourd'hui dans l'incapacité d'assumer les coûts de fonctionnement des installations mises en place. On note néanmoins que malgré cette difficulté de financement, des projets de filière et de traitement des déchets se poursuivent avec l'appui de l'ADEME.

La CAESM gère depuis 2003, la collecte et le traitement des déchets. Concrètement les actions menées sur le terrain ont permis :

- la fermeture des décharges communales
- la création de déchetteries, notamment au Vauclin
- la mise en place de 2 centres de transfert au Marin et au François
- la création d'un centre d'enfouissement technique à Sainte Luce.

Cependant, ce mode de gestion était de plus en plus remis en cause, privilégiant la valorisation des déchets. Des projets ont été menés en ce sens en 2004 :

- la création de plate forme de compostage des déchets verts
- la réhabilitation (traitements des effluents,...) et mise au normes du centre d'enfouissement technique de Sainte Luce
- le traitement des déchets résiduels
- l'ouverture de nouvelles déchetteries
- la création de centres de transfert.

Les déchets fermentescibles, quant à eux, seront méthanisés en vue d'une valorisation énergétique au sein d'une usine de méthanisation, prévue pour 2007.

✧ *Les autres déchets*

Source : « Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 18 Décembre 2004 »

Il s'agit notamment, des véhicules hors d'usage (VHU), des déchets industriels banals, des boues de station d'épuration, etc.

Photo 7 : Un Véhicule hors d'usage abandonné sur le bord de la route



Tableau 3

Déchets	Estimation des stocks	Gestion	Objectifs/Observations	Pourcentage Valorisé en 2004
Les véhicules hors d'usage (VHU)	15 000 VHU (augmentation de 3 à 5%/an)	Compétence du Conseil Régional Programme d'intervention mis en œuvre en 2001	Taux de recyclage de 85% en 2015	4,6%
Boues de STEP	25 000 tonnes	Destination actuelles : décharges	Destination prévue : usine de méthanisation	0%
Déchets de nettoyage de voirie	17 500 tonnes	Compétence communale		0%
Déchets industriels banals	45 000 tonnes	80% destiné au centre d'enfouissement technique 20% en décharge	Zones de production : Zones industrielles	14,9%
Déchets agricoles (hors canne)	50 800 tonnes	Pas de filière organisée	Déchets de conditionnement des produits, produits phytosanitaires	89,6%
Déchets toxiques en quantités dispersées	3 000t d'huiles 1 350t de batteries 195t piles et accumulateurs	Par des filières organisées (huiles, batteries) Pas de filières pour le reste	Expédition vers la Métropole	100% : huiles 22,2% Batteries Piles et accumulateurs : 0%
Autre déchets	127 tonnes	Pas de filières organisées		0%

Il faut enfin souligner deux points : les déchets sur les plages nuisent à l'image que l'EPCI souhaite véhiculer dans l'industrie touristique et d'autre part, elle souffre de fortes pollutions au niveau de ses ports (Baie de Fort de France et baie du Marin).

Ces deux points cruciaux dans le développement de l'activité touristique de cet espace ne sont pas pris en compte dans le Schéma Directeur de la Gestion des Déchets de la CAESM.

De manière générale, on peut dire que des efforts ont été réalisés en matière de gestion des déchets, cependant ils semblent se heurter à des difficultés de financement et à des problèmes de coûts d'entretien et de fonctionnement.

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Une faune et une flore remarquable, avec un taux d'endémisme élevé - Une grande diversité des milieux et des paysages - Une gestion durable par l'ONF des forêts bénéficiant du régime forestier - Des écosystèmes aquatiques continentaux diversifiés - La mangrove assure naturellement une fonction physique de protection du littoral et d'épuration des eaux - Attrait touristique et paysager de la mangrove - Attrait touristique des fonds sous-marins - Collecte efficace des huiles usagées - Bonne valorisation des déchets agricoles - Une prise de conscience progressive des collectivités des potentialités environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> - Une dégradation et une consommation d'écosystèmes remarquables par étalement urbain et mitage ; occupation de la bande des 50 pas géométriques - Des forêts sèches réduites à des reliques sur les mornes, le plus souvent non gérées ni protégées (forêts privées) - Dégradation des peuplements faunistiques et floristiques marins du fait d'une très forte pression - Méconnaissance de l'état du patrimoine naturel sous-marin, manque de spécialistes - Réduction des surfaces de mangrove depuis plusieurs décennies - Absence de dispositif de traitement des eaux pluviales - Déresponsabilisation des communes vis-à-vis de l'entretien des rivières, propriétés de l'Etat - Pas de respect de la réglementation fixant les débits minima dans les rivières et la comptabilisation des prélèvements - Nappes phréatiques vulnérables aux infiltrations - Pas de localisation précise des rejets industriels - Mauvaise répartition des ressources en eau dans le temps et l'espace ; ressources actuellement mobilisées insuffisantes pour les périodes d'étiages sévères - L'insularité entraîne des surcoûts considérables de gestion de la collecte des déchets, ainsi que des difficultés de valorisation - Retard en matière d'équipement (déchetterie, centre de tri...) - Très peu de dispositifs de valorisation des déchets - Nombreuses décharges sauvages, en raison de la saturation de certaines décharges mais également de la faible responsabilisation des habitants - Faible prise de conscience de la population pour l'intérêt et la vulnérabilité des écosystèmes remarquables

OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - L'intégration des ZNIEFF et des espaces remarquables au titre de la loi Littoral à l'occasion de la révision des POS - Le potentiel offert par le PNRM, pouvant jouer un rôle pilote auprès des élus pour la gestion durable du patrimoine naturel - L'important programme d'acquisition foncière du Conservatoire du Littoral - Le SDAGE - Perspectives de valorisation des ressources en eaux souterraines permettant d'envisager un ralentissement du prélèvement des eaux de surfaces - La mise aux normes progressive des installations classées pour la protection de l'environnement - La mise aux normes du réseau d'assainissement non collectif - Les contrats de baies du Marin et de Fort de France - La création de 4 cantonnements de pêche - La mise en œuvre du Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés - La motivation des collectivités territoriales pour l'éducation à l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le risque d'extinction imminent ou de disparition de plusieurs espèces - Réchauffement des eaux (blanchissement des coraux) - L'introduction accidentelle d'espèces végétales invasives ou d'animaux prédateurs ou concurrents. - L'exportation illégale d'espèces exotiques dont l'ampleur est mal connue - La culture du passe-droit et le non-respect des règles d'urbanisme - Affaiblissement du pouvoir auto-épurateur des rivières - Retard en matière d'assainissement des eaux domestiques - L'accroissement constant de la production de déchets - L'aggravation de la saturation des décharges et de la pratique des décharges sauvages - Le principe du pollueur/payeur non-appliqué - Les difficultés de l'Etat à faire appliquer les réglementations en matière de gestion des déchets et des ressources en eau

LES ENJEUX :

Les espaces naturels et agricoles :

- Renforcer la sensibilisation à la préservation et la protection des espaces naturels
- Etablir un zonage des espaces naturels à l'échelle intercommunale
- Utiliser pertinemment ou adapter les outils à l'insularité de l'île pour éviter le phénomène de sanctuarisation ou à l'inverse la destruction du capital environnemental
- Associer protection de l'environnement et développement économique, passer d'une logique de sanctuarisation à une logique d'aménagement des espaces naturels
- Encourager l'insertion paysagère par une qualité architecturale et un accompagnement végétal des projets de construction
- Améliorer la concertation entre les acteurs

Les déchets :

- Améliorer la gestion, le retraitement et la valorisation des différents types de déchets
- Eliminer les décharges sauvages
- Renforcer la sensibilisation du public quant à la propreté espaces publics

L'eau :

- Systématiser les infrastructures permettant le traitement des eaux usées au niveau des zones industrielles et des zones d'activités
- Traiter les eaux usées des entreprises au niveau de la baie du Marin
- Mieux connaître la qualité et la capacité des eaux souterraines
- Anticiper les cycles du territoire en terme de besoins en eau (période touristique) pour éviter les coupures d'eau systématiques
- Poursuivre les actions en faveur d'une mise aux normes de l'assainissement collectif et industriel et les étendre à l'assainissement individuel
- Assurer un meilleur contrôle des systèmes d'assainissement
- Redimensionner le réseau d'adduction de l'eau en anticipant le développement futur des bassins de vie

L'Espace Sud présente donc une grande richesse environnementale et paysagère ce qui pourrait potentiellement fournir un cadre de vie agréable à la population du territoire. Cependant, l'urbanisation mal maîtrisée due à une évolution rapide de la société martiniquaise menace ce potentiel. Il est donc nécessaire de comprendre l'origine de ces phénomènes pour enrayer le problème.

On note également une forte disparité suivant la distance à l'agglomération foyalaïse et la position par rapport à la RN 5. On se rend donc compte

II. LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE, UNE SOCIÉTÉ EN MOUVEMENT

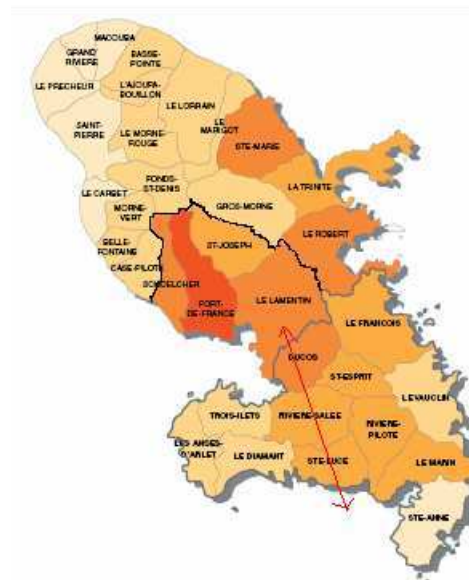
II.1. LE MILIEU URBAIN MARTINICAIS

II.1.1. La démographie

Entre 1974 et 1999, la population de l'Espace Sud a augmenté de 38%. Ainsi, en 1999, elle concentre 28% de la population sur 36% du territoire. De nos jours, elle connaît la plus forte croissance démographique en raison :

- d'un solde naturel de 1,17% entre 1982 et 1998
- du seul solde migratoire positif de l'île

Les cartes 3 et 4 illustrent la densité démographique importante de l'Espace Sud par rapport au Centre et au Nord de l'île due à son évolution démographique récente, la plus importante.

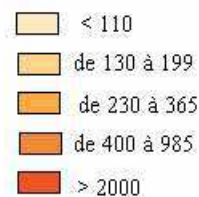


Carte 3 : Densité démographique de la Martinique en 1999

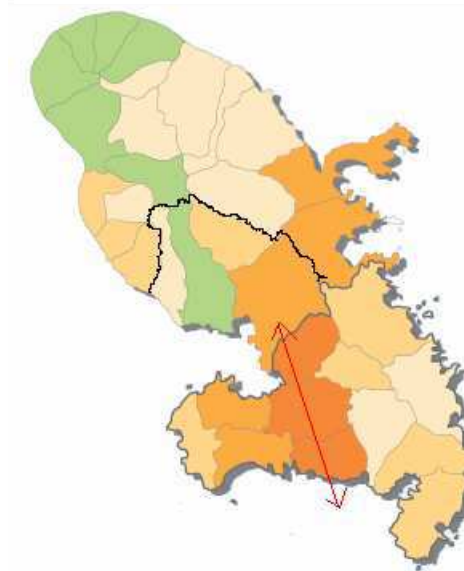
— Contour de l'Espace Sud
— Contour de l'agglomération foyaleise

← Axe de la RN5

Densité démographique en 1999, hab/km²



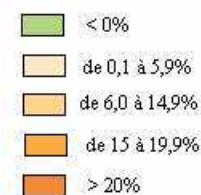
Moyenne de la Martinique : 338



Carte 4 : Evolution démographique de la Martinique entre 1990 et 1999

← Axe de la RN5

Evolution démographique 1990-1999



Moyenne de la Martinique : 6,1%

Sources : bdtopo04 et Diagnostic du Territoire de l'Espace Sud 2004

Réalisation : Stage de groupe

d'une séparation Est/Ouest qui se répercute en terme d'urbanisation. Cette séparation est surtout visible en terme de croissance démographique. Cependant, on peut noter également que la faible croissance démographique dans le Sud Atlantique contribue à la séparation Est/Ouest. L'indice de jeunesse représenté dans la carte 5 est un indicateur qui met bien en évidence ce phénomène.

	Taux/an entre 1982-1990	Nombre entre 1982-1990	Taux/an entre 1990-1999	Nombre entre 1990-1999
Sud Caraïbe	1,15%	3778	1,24%	4780
Sud Atlantique	1,03%	3890	1,12%	4781
CAESM	1,09%	7668	1,17%	9562
Département	1,12%	3680	0,99%	3560

Tableau 4 : Évolution du solde naturel entre 1982 et 1999

Source : Tableau de bord de l'Espace Sud, 2005

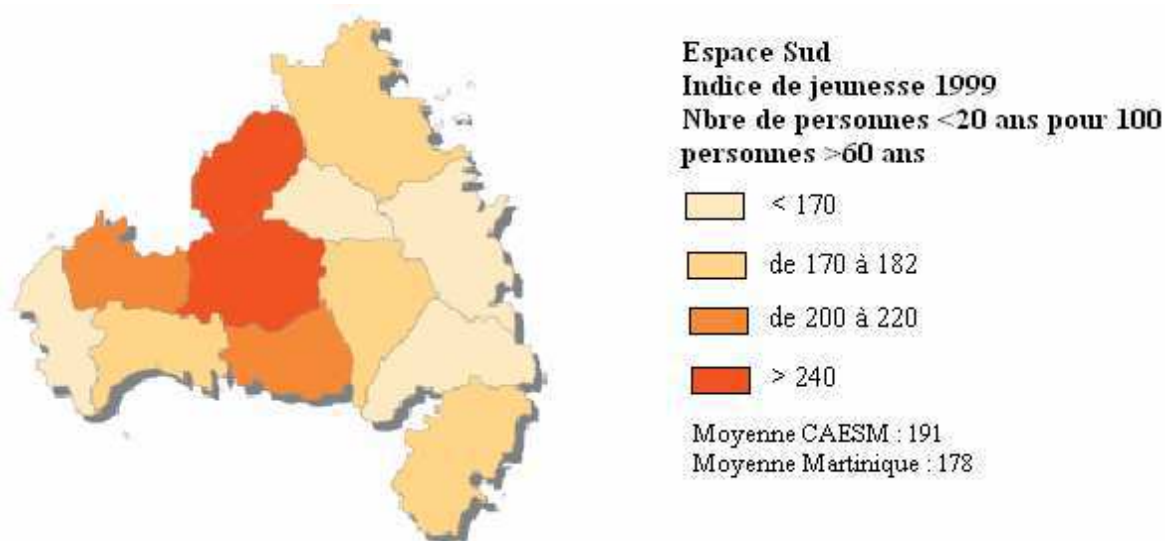
Tableau 5 : Répartition de la population par tranche d'âge en 1999

En effet, le dynamisme de la zone centrale de l'île participe fortement à la croissance démographique du Sud même si la part de l'activité touristique n'est pas à négliger. Ainsi, on comprend le rôle de Ducos et de Rivière-Salée vis-à-vis de cette croissance puisque ces communes concentrent la moitié des habitants supplémentaires venus sur le territoire de la CAESM. De même, on peut expliquer le rôle de la RN5 qui diffuse le dynamisme de l'agglomération foyale. Le Sud Atlantique plus enclavé ne bénéficie pas de cette dynamique. Cette dernière est aussi en corrélation avec une population légèrement plus jeune dans l'Espace Sud qu'en Martinique comme le montre le tableau 5 :

	0-19ans	20-39ans	40-59ans	60-74ans	75ans ou +	Totaux
Pourcentage de la tranche d'âge par rapport à la population totale de la CAESM	30,2	30,7	23,3	10,7	5,1	100
Pourcentage de la tranche d'âge par rapport à la même tranche d'âge pour le département	28.6	28.1	28.0	27,1	25.8	28

Source : Tableau de bord de l'Espace Sud, 2005

Carte 5 : Espace Sud : Indice de jeunesse 1999



Cette population plus jeune favorise un taux de natalité relativement fort expliquant en partie un solde naturel très élevé, trois fois supérieur à la moyenne nationale. Ainsi, entre 1982 et 1999, le solde naturel de la CES a connu une légère augmentation, tendance contraire à ce qui se passe à l'échelle du département.

L'accroissement important de la population de la CAESM est surtout le résultat de sa proximité à l'agglomération foyalaise. Cela explique une répartition non homogène de la croissance démographique. Cet accroissement de la population met donc en évidence l'attractivité de l'Espace Sud. Néanmoins, la pression démographique sur le territoire Sud, qui en découle, a des conséquences négatives sur les proportions de vente de terrain.

II.1.2. Le foncier

Parallèlement à la croissance démographique forte, l'évolution du prix moyen du m² de terrain à bâtir montre une hausse importante due à une augmentation de la demande (tableau 6).

Ainsi, la pression démographique et les nouveaux besoins de la société moderne participant à la pression foncière dans la ville favorisent l'étalement urbain. Cet étalement urbain est particulier en raison d'une préférence pour l'habitat individuel en « campagne », terme qui a une signification différente en métropole

Tableau 6 :

	1995	2005
Prix du m² pour l'habitat diffus	25 euros	37 euros
Prix du m² pour le lotissement	45 euros	79 euros

Sources: Etude prospective de 2001 et Diagnostic du territoire de l'Espace Sud 2004

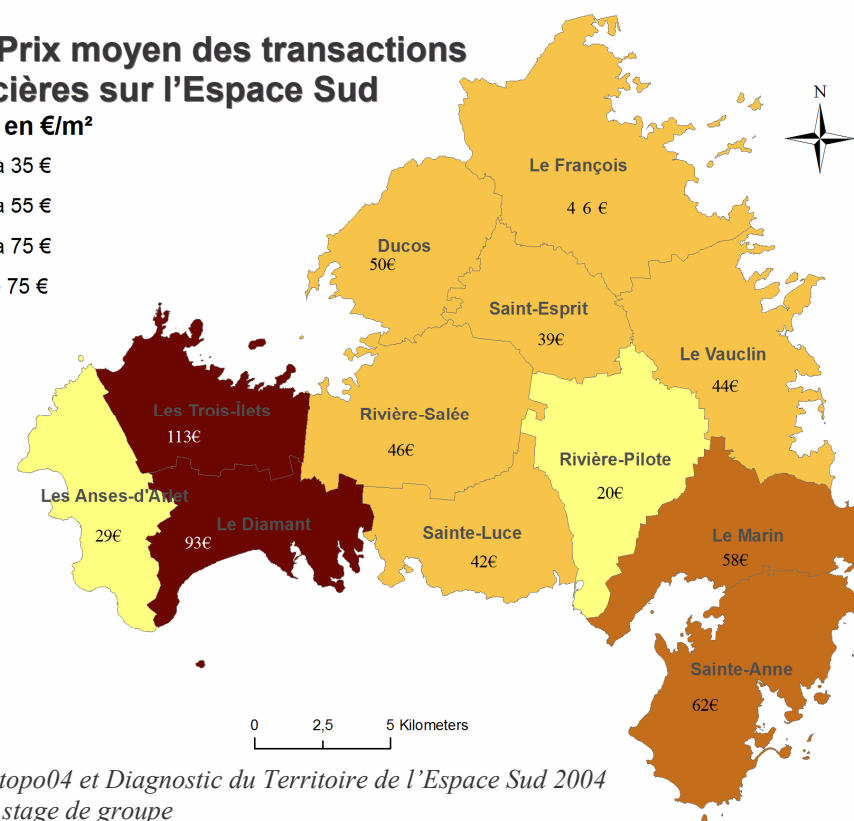
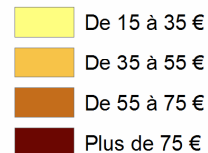
De manière générale, le prix moyen du m² de terrain à bâtir est de 43 euros en 2005 dans l'Espace Sud. Cette augmentation du prix du terrain sur l'ensemble du territoire est surtout le résultat de la pression démographique du Sud qui entraîne un besoin grandissant en logement. Elle exerce des effets croissants sur la situation de rareté du foncier.

Cette pression foncière s'explique également par de nouveaux besoins en matière de logement tels que les résidences secondaires notamment dans les zones touristiques. Face à cette augmentation du prix du terrain, on observe un morcellement des terrains, notamment pour les terrains agricoles.

La carte 8 illustre la répartition du foncier montrant que la pression foncière est surtout importante dans les zones touristiques.

Carte 6 : Prix moyen des transactions foncières sur l'Espace Sud

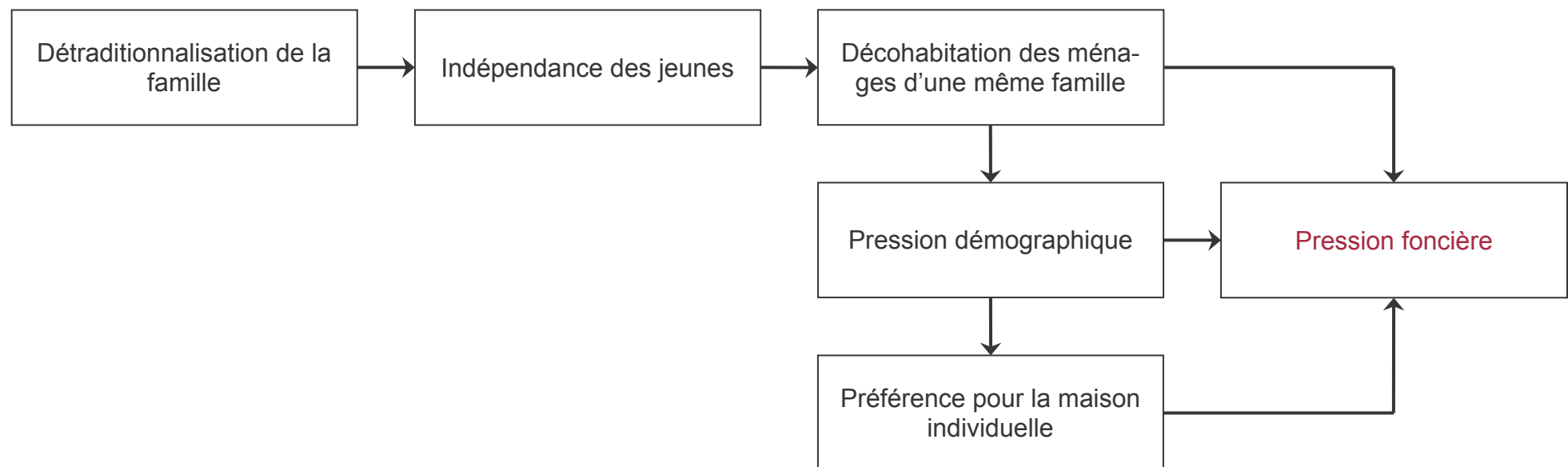
Prix moyen en €/m²



Sources : bdtopo04 et Diagnostic du Territoire de l'Espace Sud 2004

Réalisation : stage de groupe

Schéma récapitulatif : Des facteurs influent sur la pression foncière



Source et réalisation personnelles

II.1.3. L'habitat

✧ *Le développement de l'habitat collectif*

Malgré la baisse observée récemment, la maison individuelle reste prédominante, comme l'illustre le tableau suivant :

Tableau 7 :

	Part d'individuel	
	1990	1999
Sud Caraïbe	83,80 %	68,60 %
Sud Atlantique	87,70 %	76,40 %
CAESM	85,70 %	72,50 %
Département	73,50 %	65,00 %

Source: insee rgp 82, 90, 99

En matière d'habitat précaire, problème important en Martinique, de nombreux efforts ont été faits, comme le prouve l'augmentation du nombre de logements sociaux. En effet, le parc de logements sociaux a doublé en 20 ans. Ainsi, il représente 20% du nombre de résidences principales.

La tendance à vivre dans l'habitat collectif, est favorisée par un régime fiscal avantageux pour la construction.

La part des logements collectifs est passée de 14,3% à 27, 5% en raison de la croissance démographique. Cependant cet accroissement est à nuancer. En effet, il est plus dû au résultat de la croissance démographique et à la pression foncière qui en résulte, qu'à une nouvelle volonté de la population d'habiter dans des logements collectifs. Néanmoins, la famille détraditionnalisée change son mode d'habiter. Certains ménages tels que des mères célibataires ou des jeunes voulant leur indépendance trouvent dans les logements collectifs une réponse à leur besoin mais il ne s'agit que d'un moment de leur vie. Les logements collectifs répondent donc à un nouveau besoin provisoire mais qu'en sera-t-il dans 20 ans ?

Toutefois, le manque d'équipements commerciaux, sportifs, culturels... proches de ces zones de logements collectifs traduit une lacune en terme de planification des projets. Cet absence d'équipement pourrait à long terme se traduire par des phénomènes de violences urbaines reflétant le malaise des personnes vivant dans ces logements. En effet, certains services et équipements permettant d'intégrer ces logements à la ville ne sont pas mis en place (photo 8).



Photo 8 : Des logements collectifs isolés

De plus, d'une manière générale, le confort des logements augmente. En effet, le nombre de personnes par logement diminue tandis que le nombre de pièces par logement augmente (tableau 8). De plus, l'électrification et l'accès à l'eau courante se sont systématisés.

Tableau 8 :

Source : Porter à connaissance 2004, DDE

	Nombre de personnes par ménage	Nombre de pièces par logements
1982	3,85 pers/ménage	—
1990	3,37 pers/ménage	3,69 pièces
1999	2,91 pers/ménage	3,8 pièces

Par conséquent, on se rend compte que la qualité du parc de logement dans l'Espace Sud a rattrapé celle de la métropole. La population a accès à un confort égal malgré quelques poches résiduelles d'habitat précaire.

✧ *Le problème de la vacance et de la faible réhabilitation.*

Au problème de la maison individuelle, s'ajoute une augmentation de la vacance de l'habitat, dont la part est de 14% en 1999. Le tableau 9 illustre la tendance actuelle en matière d'habitat :

Tableau 9 :

	Part de logements vacants	
	1990	1999
Sud Caraïbe	7,60%	12,30%
Sud Atlantique	7,60%	15,70%
CAESM	7,60%	14,00%
Département	8,00%	12,00%

Source: insee rpg 82, 90, 99

Malgré le potentiel architectural (photo 9), on remarque aussi une faible réhabilitation (photo 10) des habitations traditionnelles, due à un manque de savoir-faire.

Cette faible réhabilitation peut s'expliquer en partie par l'évolution rapide de la population vers la société moderne. Ce phénomène s'accompagne souvent de la recherche du confort, synonyme de neuf dans les mentalités. Ainsi, les professionnels ont cherché à répondre à ce besoin de la population et n'ont pas développé le savoir-faire permettant la réhabilitation. Par ailleurs, face à cette question, il faut se poser la question de la pérennité de ce patrimoine restauré. Effectivement, le climat et les risques naturels entraînent des coûts d'entretien supplémentaires par rapport à la métropole mais les personnes possédant ce patrimoine, surtout en centre bourgs, ont peu de moyens. Se pose alors la question suivante : « comment permettre la réhabilitation sans pénaliser les propriétaires ou locataires ? »



Photo 9 : Le potentiel architectural de l'Espace Sud



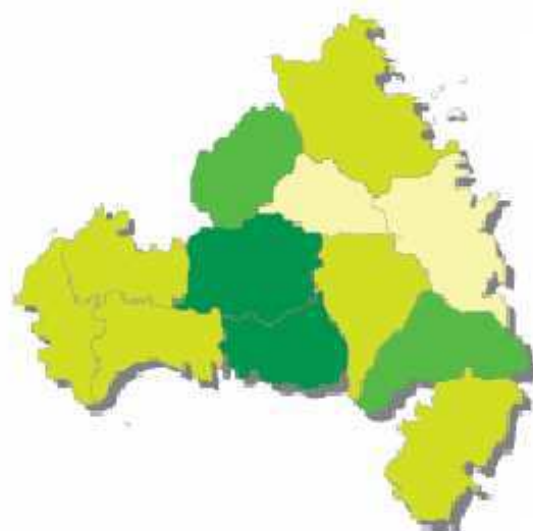
Photo 10 : Les difficultés de réhabilitation

Au vu de la perte de dynamisme et de la dégradation des centres bourgs, certaines opérations de revitalisation de ces centres pourraient être l'occasion d'impulser une réhabilitation aidée du bâti. En effet, les espaces publics et la voirie urbaine doivent être réaménagés (photo 11).



Photo 11 : Voirie en mauvais état

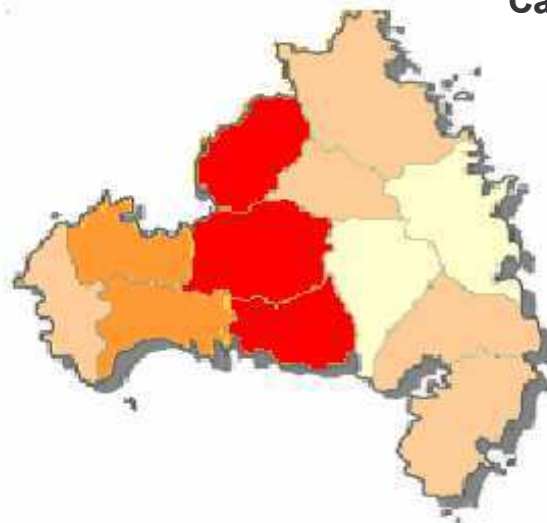
Enfin, on constate un doublement du parc de logement en 20 ans. Ce rythme est plus élevé que la croissance démographique à cause de la décohabitation des familles et de la construction d'un certain nombre de logements destinés à la location. Les cartes 7 et 8 illustrent cette tendance :



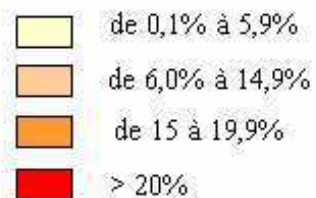
**Carte 7 : Evolution du nombre de logement
en Espace Sud entre 1990 et 1999**



Moyenne de la CAESM : 33,3%
Moyenne de la Martinique : 22,8%



**Carte 8 : Evolution démographique en Es-
pace Sud entre 1990 et 1999**



Moyenne de la Martinique : 6,1%

Sources : bdtopo04 et Diagnostic de l'Espace Sud 2004

Trois facteurs affectent le type d'urbanisation dans l'Espace Sud :

- un habitat consommateur de terrain
- la vacance des logements (augmentation ou diminution)
- l'absence de réhabilitation

Ces 3 facteurs corrélés ont pour conséquence un mitage très visible.

Ainsi, l'augmentation de la population, à l'origine d'une demande de logement plus importante favorise la pression foncière. Elle est également en grande partie la cause de l'étalement urbain qui détruit les espaces naturels et agricoles. Ce phénomène est d'autant plus dangereux en Martinique en raison de l'insularité. En effet, la quantité d'espace disponible est limitée par rapport aux besoins croissants. Malheureusement cette tendance évolutive ne semble pas se résorber. On en arrive alors à un constat alarmant en terme d'urbanisme.

II.1.4. L'urbanisation

✧ *Les problèmes de l'urbanisation de l'Espace Sud*

En 1998, la superficie des zones d'habitat diffus a augmenté au détriment des zones naturelles et agricoles notamment en raison des révisions des documents de planification ayant lieu tous les dix ans seulement. Les maires déclassent souvent des parcelles non constructibles en parcelles constructibles pour légaliser des constructions. Ce phénomène favorise donc les constructions illégales et illustrent le manque de planification. A cette lacune, s'ajoute un faible contrôle de l'Etat. Le manque de planification entraîne des problèmes de nuisances (olfactives et sonores) lorsqu'une zone habitée jouxte une zone d'activité

Les problèmes d'urbanisme sont aussi liés en majeure partie à deux problèmes :

- la confusion entre le droit de propriété et le droit de construire, fréquente en Martinique,
- le paradoxe de nombreux terrains urbanisables qui ne sont pas tous constructibles : 1/3 seulement sont constructibles à 100%.

Il en découle en partie un mitage des espaces naturels (photo 12), une squattérisation et une absence de maîtrise foncière. Par ailleurs, l'Etat a cédé 111 parcelles situées dans les 50 pas géométriques dans le Sud sur les 318 au total, soit 35% de ces parcelles. Enfin, l'urbanisation des 50 pas géométriques représente un problème épineux car les habitations sont souvent illégales et appartiennent à une population défavorisée difficile à reloger (photo 13).



Photo 12 : Mitage de zone naturelle



Photo 13 : Urbanisation de la côte

Par ailleurs, l'urbanisation du Sud étant liée au développement de Fort de France, le phénomène de ville-dortoir, est inévitable. Ce dernier s'accompagne souvent d'une difficulté à répondre au besoin en équipement vu le faible développement économique des communes dortoirs. Ce phénomène est d'autant plus vrai qu'on observe depuis peu un dépeuplement de Fort-de-France en faveur de l'Espace Sud. L'exemple de Ducos et de Rivière-Salée illustre bien cette tendance. Ce lien entre l'urbanisation du Sud et le dépeuplement de Fort de France est également mis en évidence par l'augmentation du nombre de résidences principales et non secondaires dans le Sud (tableau 10). L'impact du tourisme que l'on peut mesurer grâce à la part de résidences secondaires, joue donc un rôle moindre par rapport à l'influence de l'agglomération foyale, dans la croissance démographique de l'Espace Sud.

L'autre problème lié au développement de Fort-de-France est la difficulté de l'Espace Sud à s'affirmer comme second pôle. L'exiguïté du territoire et l'urbanisation diffuse sont également des obstacles à la mise en place de ce pôle.

Tableau 10 : Evolution du parc de résidences principales entre 1982 et 1999

	1982	1990	1999
Sud Caraïbe	9495	13 537	18 795
Sud Atlantique	10 068	12 969	16 534
CAESM	19 563	29 506	35 329
Département	85 265	106 536	130 844

Source: insee rgp 82, 90, 99

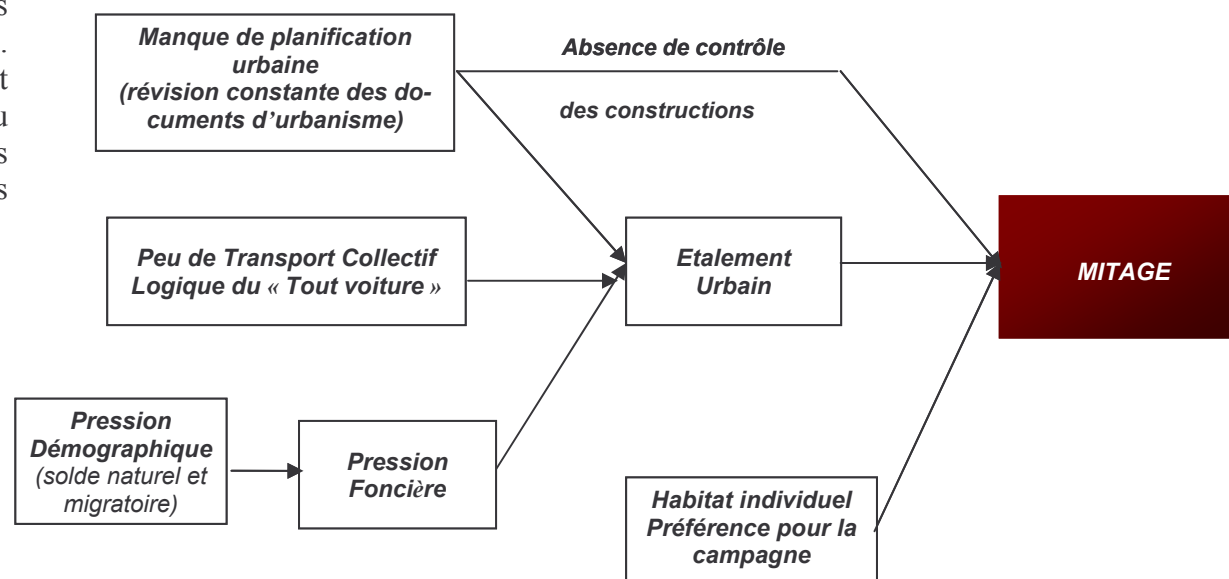
Les sites urbains, qui se multiplient, sont maillés par la route et les supermarchés. Ce sont les nouveaux espaces publics de la modernité. L'urbain n'a plus de surface délimitée par des rues, ni de fonctions commerciales, administratives ou socioculturelles. Il s'agit d'un espace en réseau où les déplacements continuels de la population forment des flux continus de voitures. La ville antillaise est donc basée sur le mouvement permis par la voiture dont la primauté est renforcée par l'absence de réel transport en commun. Ce tout voiture entraîne le gaspillage de foncier en parkings qui sont toujours insuffisants. Finalement, il ressort que penser l'urbanisme en Martinique, c'est penser à l'automobile.

Pour conclure, malgré un fort potentiel en terme de surfaces à urbaniser dans le Sud, la protection des espaces agricoles devient un enjeu fort. Malheureusement, le processus de protection fait preuve d'une certaine inertie. La mise en place du SAR en 1998, n'a pas permis d'endiguer les tendances de pression foncière, les constructions illégales et les pertes d'espaces naturels et agricoles.

Schéma récapitulatif :

Les facteurs influants sur le mitage

Source : réalisation personnelle



✧ *Les moyens mis en œuvre*

Face à ces problèmes connus depuis longtemps, des mesures ont été prises. En effet, en 1998, le SAR, opposable à tous les documents d'urbanisme, recommande de lutter contre la spéculation foncière sur les terres agricoles, de programmer la construction des terrains à bâtir et de rechercher une grande stabilité des documents d'urbanisme. Il détermine aussi les vocations des différentes parties du territoire en Martinique en vue d'une cohérence entre les SCoT notamment pour les zones d'urbanisation et les zones naturelles. Néanmoins on a pu remarquer que les effets du SAR avaient été faibles sur le territoire.

De plus, l'Agence Départementale de l'Urbanisme et de l'Aménagement de la Martinique (l'ADUAM) a mis en place une cellule spécifique et un Observatoire de l'Habitat et du Foncier pour avoir une vue d'ensemble des zones d'urbanisation.

Enfin, le PLU mis en place par la loi SRU, permet d'instaurer une plus grande stabilité en terme de zonage. En 2005, toutes les communes du Sud ont un PLU soit en cours, soit en projet. De plus, les nouvelles contraintes tels que les PPR favorisent la maîtrise et la planification de l'urbanisation.

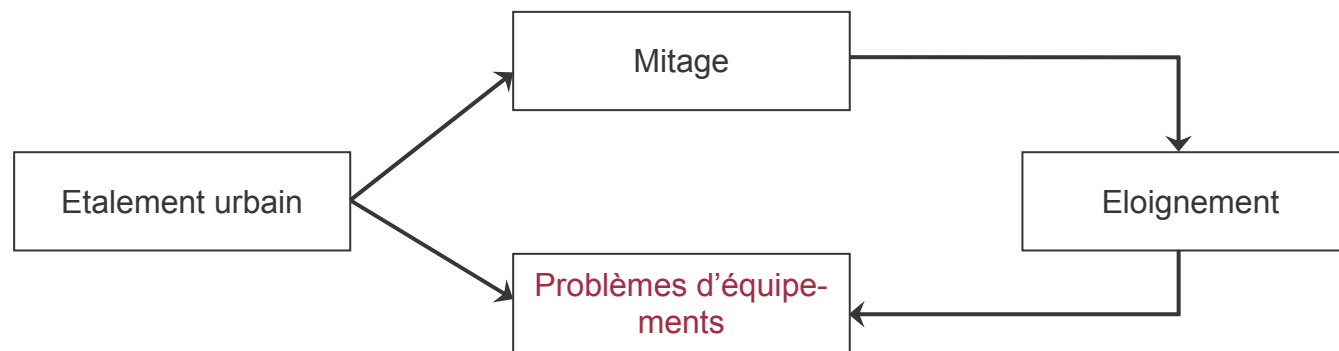
Dans un même temps, des mesures sont mises en place pour protéger les terres agricoles. Le principe de protection de 40 000 ha des meilleures terres agricoles est énoncé malgré la disponibilité de seulement 33 000 ha actuellement. De plus, la SAFER récupère des terres agricoles (500 ha en 2003). Elle propose et met en œuvre un Plan de Développement Agricole Durable pour définir des Zones Agricoles Protégées empêchant tout déclassement ultérieur pour une urbanisation. Enfin, le Conservatoire du Littoral peut exercer un droit de préemption ce qui permet de protéger certains espaces présentant une grande valeur environnement.

Malheureusement, l'urbanisation galopante n'a pas été freinée mais la situation est à une période charnière. La révision du SAR et celle des PLU ainsi que l'élaboration du futur SCoT de l'Espace Sud sont l'occasion d'afficher une volonté plus forte de stopper cette consommation de terrains à urbaniser.

II.2. L'ÉQUIPEMENT : UNE SITUATION HÉTÉROGÈNE

On a pu mettre en évidence le principal danger de l'urbanisation martiniquaise dans l'Espace Sud : le mitage. Mais l'équipement est aussi un problème accompagnant une urbanisation rapide et étendue. Qu'en est-il dans l'Espace Sud ?

Schéma explicatif : Le processus simplifié de l'étalement urbain



Source : réalisation personnelle

II.2.1. Un faible équipement en terme de transport

Les transports ont une grande influence sur le type d'urbanisation. En effet, la voiture, qui a permis d'augmenter la distance à l'agglomération foyale tout en diminuant le temps d'accès, a favorisé l'étalement urbain. La problématique des transports concerne à la fois la question des routes (le réseau et son état en terme de qualité et de quantité), du trafic routier (flux, encombrement), du transport des personnes (transport public, particulier ou scolaire), du transport des matériaux. En Martinique, les transports peuvent s'effectuer par voie routière mais aussi par voie maritime.

La gestion, la création et l'entretien du réseau routier incombent à la Région et au Département. Bien que cela ne relève pas des compétences de la CAESM, il paraît essentiel d'en dresser un bilan étant donné que le transport est un pilier organisant le territoire et soutenant l'économie. Des infrastructures routières performantes permettent un meilleur développement mais aussi une meilleure sécurité. La Région engage ainsi chaque année une partie importante de son budget pour moderniser le réseau existant (mise en sécurité des routes, dédoublement de voies) afin, d'améliorer la fluidité du réseau. Cependant, un travail conséquent reste encore à effectuer pour la mise en place d'un réel transport en commun.

✧ *L'état des lieux, bilan des routes et du réseau*

Le réseau routier de l'espace Sud est de bonne qualité et bien développé par rapport à celui du Nord, notamment en raison d'un relief moins accidenté. Il est composé de 93,5 km de routes nationales, de 227,3 km de routes départementales. Les 30 km de RN 5 reliant le carrefour de l'aéroport du Lamentin et la commune du Marin sont en deux fois deux voies. Ils constituent un des axes prioritaires pour l'Espace Sud étant donnée leur importance pour la croissance économique de l'île. Cette route reste cependant excessivement engorgée en particulier pendant les heures de grandes affluences. Le tracé du réseau des routes départementales se situe essentiellement en zone rurale. Malgré les efforts d'amélioration de ce réseau, de nombreux points difficiles subsistent pour la circulation notamment dans le cas de véhicules de grand gabarit, du fait de l'étroitesse des voies, des fortes pentes ou de la sinuosité des tracés.

✧ *Flux et utilisation du réseau*

La problématique majeure du réseau routier est la même pour toute l'île : il s'agit de l'utilisation essentiellement individuelle de la voiture pour le moindre trajet. Le parc de véhicules s'agrandit incessamment et l'usage dominant de la voiture ne fait qu'accroître. Ainsi le taux d'équipement des ménages en voiture individuelle en 1999 sur l'Espace Sud dépasse les 66% (avec une moyenne de 64% pour le département). Ceci induit des coûts importants du kilomètre parcouru en véhicules individuels en ce qui concerne : le temps perdu dans les transports par les personnes, la création et l'entretien des infrastructures, les nuisances dues à la pollution atmosphérique et sonore, l'importance de l'emprise foncière du réseau routier et l'augmentation des risques d'accidents.

Sur ce dernier point, l'Espace Sud enregistrait en 2003 une baisse significative du nombre d'accidents (-30,8%). De même en 2004, le nombre de personnes ayant perdu la vie sur les routes représente pratiquement 27% des décès sur ce territoire. Les communes les plus touchées étant celle de Rivière Salée, de Ducos et Le François.

Les principales raisons de la localisation des zones de congestion du trafic, sont l'attraction entretenue par l'agglomération foyalaise et la structure du réseau. En effet, c'est la principale zone d'emploi de l'île. Ainsi plus de 46% de la population active occupée quitte le territoire de la CAESM pour rejoindre son lieu de travail, dont 86% pour le Centre et le reste pour le Nord. Les voies les plus utilisées sont alors celles permettant de rejoindre ces communes soit la RN5 pour les résidents du Sud Caraïbe et la RN6 pour les résidents de la partie Atlantique. L'essentiel de la population de la CAESM concernée par ces déplacements est situé à la périphérie immédiate de l'agglomération Centre ou aux abords des grands axes structurants. Certaines communes plus éloignées sont cependant aussi touchées par ce phénomène, ceci dans une moindre mesure (16% des actifs pour la commune de Sainte-Anne par exemple), malgré la distance influant sur les déplacements.

Photo 14 : Les embouteillages aux abords de Fort-de-France



Ces déplacements pendulaires provoquent des embouteillages quotidiens démesurés sur ces mêmes routes lors des heures d'embauche et de retour au domicile, mais aussi le week-end lors du retour des plages (photo 14). Les déplacements domicile travail à l'intérieur du territoire de la CAESM sont quant à eux beaucoup moins nombreux (40% de la proportion d'actifs sortant de leur commune).

✧ *Le transport des personnes*

Le mode de déplacement « tout voiture » peut s'expliquer par l'inexistence d'un réseau de transport en commun intercommunal. Seul un service de taxi collectif a été mis en place. Bien qu'il soit en convention avec le Département (à qui revient la compétence de mettre en place un transport public intercommunal), un manque de régularité et de constance est à déplorer ainsi que l'application de tarifs n'arrangeant que les chauffeurs. Ce « service » ne tient pas compte des besoins des utilisateurs qui se voient régulièrement refuser l'accès à ce transport tant que le taxi n'est pas plein ou lorsque la destination ne correspond pas au prix maximum que le chauffeur pourrait obtenir avec d'autres clients. Le covoiturage n'est pas non plus exploité malgré la mise en place (assez récente toutefois) d'un site Internet pouvant favoriser ce mode de transport alternatif.

En ce qui concerne le transport scolaire, de nombreuses compagnies privées se partagent ce secteur en convention avec le Département qui le subventionne à hauteur de 60%, le reste étant à la charge des communes et des familles. On compte ainsi environ 157 services scolaires.

✧ *Le cas du transport maritime*

Sur les douze communes composant la CAESM onze sont littorales, chacune possédant un ponton suite à un projet départemental souhaitant la mise en place d'un transport par voie maritime. Pourtant à ce jour cette voie n'est que très peu exploitée, avec seulement une liaison entre Les Trois-Ilets et Fort de France qui ne paraît pas suffisante.

Bien qu'aucun port industriel ne soit recensé sur le territoire Sud, des ports de plaisance, notamment celui du Marin ont pour ambition de se développer afin d'accroître leur apport économique.

Enfin, aucun transport inter îles n'a pour le moment été mis en place dans le territoire Sud.

La CAESM n'a pas directement la compétence sur la plupart des problématiques du transport. Elle a toutefois pour ambition d'harmoniser ce secteur avec par exemple le projet d'un Plan de Déplacement Urbain et Interurbain.

Par l'intermédiaire de leur PLU les communes encouragent à ce jour un mode d'utilisation exclusif de la voiture en raison de la localisation des zones d'activités (qu'elles soient commerciales ou industrielles) à la périphérie de leur territoire. Un aménagement plus concerté et réfléchi permettrait de réduire ce phénomène.

II.2.2. Des équipements avec un potentiel important, les équipements culturels, sportifs et sanitaires

✧ *L'équipement culturel et sportif*

Les équipements culturels (salles de réunions, centres sociaux, bibliothèques) sont présents mais vétustes et de faible envergure car ils sont réalisés dans un cadre communal. De plus, leur localisation est surtout proche de la conurbation foyalaïse. L'intercommunalité pourrait résoudre ce problème d'équipement culturel structurant.

Par ailleurs, la valorisation du patrimoine est insuffisante malgré son importance et sa diversification. Il y a 362 sites divisés en 4 grandes parties :

- les foyers de peuplements amérindiens,
- les épaves de navires,
- les fortifications, édifices religieux, bâtiments publics,
- archéologie industrielle.

Un effort est fait dans la valorisation du patrimoine historique à des fins commerciales (habitation clément, musée de la Pagerie) mais ils sont inorganisés. Quant à la protection des sites fragiles, notamment ceux de l'archéologie précolombienne, ils sont surtout protégés par le classement de sites naturels. Cette absence pourrait s'expliquer par une prise de conscience récente de la valeur patrimoniale.

Cependant la valorisation inexistante de ce type de patrimoine est un enjeu fort, plus particulièrement pour le tourisme.

Les équipements sportifs sont aussi dans le même état. Des équipements d'une plus grande ampleur permettraient de développer le potentiel existant notamment dans l'athlétisme, le tennis, le vélo et le golf.

✧ *L'équipement sanitaire*

Les pathologies rencontrées fréquemment dans l'Espace Sud sont :

- l'hypertension artérielle, le diabète et les maladies cardiovasculaires
- les pathologies liées au vieillissement de la population
- les maladies de la prostate
- la mortalité infantile et périnatale malgré les efforts
- la toxicomanie et l'alcoolisme

Le problème de l'alcoolisme est également extrêmement important dans le Sud. Chez les jeunes, une consommation de drogues, surtout le cannabis, est un problème grave d'autant plus que ces drogues s'expérimentent plus tôt qu'en métropole.

Toutefois, il n'y a pas de structure hospitalière performante pour traiter l'ensemble de la population. Ainsi, un équipement hospitalier traitant au moins efficacement les urgences, manque à l'Espace Sud. Cette lacune se ressent d'autant plus en période touristique où la demande de soins hospitaliers des touristes se rajoute à celle des locaux.

De plus, l'espérance de vie étant en augmentation, le vieillissement de la population devient un enjeu pour les années à venir, notamment en matière de structure paramédicale.

II.2.3. Les équipements ayant atteint leur « niveau de croisière »

Actuellement, le nombre d'élèves au primaire et au lycée professionnel est en baisse et celui d'élèves au lycée général et technologique est à la hausse. Cette situation est le résultat de la forte croissance démographique entre 1982 et 1999, elle sous entend un essoufflement entre 1999 et 2004.

Concernant l'équipement scolaire, celui-ci est relativement suffisant et bien réparti comme l'illustre le tableau 11:

Tableau 11 : L'adaptation du nombre d'établissements au nombre d'élèves

	Ecoles		Ecoliers		Collèges		Collégiens		Lycées		Lycéens	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
CAESM	69	25%	14 932	28%	15	33%	8474	30%	7	22%	4091	22%
Martinique	272	100%	51 926	100%	45	100%	27 948	100%	32	100%	19 066	100%

Source : Portrait de territoire de l'INSEE

D'après l'Agence Française de Développement, ces équipements ont seulement besoin d'une rénovation, notamment pour respecter les nouvelles normes sismiques et d'équipement informatique.

Par contre le taux de scolarisation montre une faible proportion de personnes suivant des études supérieures. On note une chute de près de 50% des élèves scolarisés entre 16-18ans et 19-24ans (tableau 12). En effet, les perspectives d'embauche sont faibles pour les jeunes diplômés dans l'Espace Sud (tendance valable dans toute la Martinique).

Tableau 12 : Part de la population totale scolarisée selon l'âge en 1999

	1999		1990	
	Population totale	% scolarisée	Population totale	% scolarisée
3 à 6ans*	6 257	83.8	///	///
7 à 15ans*	16 335	99.0	///	///
16 à 18ans	4 951	96.8	5 576	88.6
19 à 24ans	7 238	48.8	10 960	27.4
25ans ou plus	68 594	1.6	53 565	0.6

Source : Portrait de territoire de l'INSEE

* cette donnée n'était pas disponible en 1990

Cependant, le problème le plus important en terme de formation est l'anticipation car il n'y a aucune communication sur les projets qui vont se faire.

De plus, les organismes de formation sont soumis à des logiques économiques puisqu'ils sont parapublics ou publics, en plus de leurs contraintes techniques. En effet, pour mettre en place une formation, il est indispensable de se fournir en matériel. Cet investissement doit être rentabilisé et cela ne peut se faire que si la formation est pérenne dans le temps. Ainsi, on comprend mieux la difficulté de ces organismes à anticiper les demandes du marché de l'emploi.

Les services tels que la poste, les services médicaux et pharmaceutiques, les services de protection contre l'incendie, les services bancaires et les services de gendarmerie sont bien assurés.

II.3. LA SOCIÉTÉ ANTILLAISE FACE À LA MONDIALISATION

L'urbanisation pose un problème d'un point de vue de l'environnement et de l'équipement. L'étalement urbain est en majeure partie dû à l'héritage du mode d'habiter individuel. Mais un changement de fonctionnement de la société martiniquaise s'amorce comme le montre un mode d'habiter plus collectif adapté au mode de vie et au climat martiniquais. Se pose alors la question suivante : « Comment la société martiniquaise évolue-t-elle ? »

L'ouverture de la Martinique sur le reste du monde est en grande partie à l'origine de son développement et des conséquences qui en découlent. Le processus de mondialisation affecte la Martinique à travers la Métropole, ce qui participe à l'augmentation fulgurante du niveau de vie. Ainsi, on a l'impression que la Martinique se « métropolise » mais ce n'est pas à confondre avec une perte de l'identité culturelle.

II.3.1 L'impact de l'ouverture de la Martinique sur la société

✧ *De nouveaux modes de sociabilité*

Un nouveau mode de sociabilité est en train d'apparaître. Cette sociabilité concerne :

- les relations de civilités,
- les rapports de parenté et de voisinage,
- l'autonomie grandissante pour les jeunes,
- les nouvelles pratiques sociales liées à l'individualisme typique de notre société moderne,
- la famille détraditionnalisée ce qui fragilise le lien familiale et favorise la délinquance et la toxicomanie

Ainsi, la famille antillaise devient de plus en plus une famille « typique » de nos sociétés modernes.

✧ *La toxicomanie, un fléau pour la sécurité et l'insertion*

En Martinique, on constate une insécurité croissante (tableau 13) essentiellement liée à l'augmentation de la toxicomanie. Ce type d'insécurité concerne particulièrement le Sud.

Tableau 13 :

	2001	2002	Evolution
Infractions en hausse			49%
<i>Infractions de voie publique</i>			
Vols avec arme blanche	37	39	5%
Destructions et dégradations	138	159	15%
Cambriolages	926	1115	20%
Vols à mains armées	40	68	70%
<i>Autres catégories d'infractions</i>			
Homicides et tentatives de coups et blessures volontaires mortels	7	12	71%
Coups et blessures volontaires	187	334	80%
Viols	25	45	80%
Infraction en baisse			-18%

Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 18 Décembre 2004

En effet, le nombre d'interpellations pour usage de stupéfiant baisse en Martinique mais, dans le Sud, on observe une croissance importante des infractions dues aux stupéfiants.

Tableau 14 :

Bilan chiffré de l'Espace Sud	2001	2002	Evolution en %
Personnes mises en cause	1300	1623	25%
Nombre de garde à vue	392	465	20%
personnes écrouées	128	233	82%
Mineurs	130	201	55%
% mineurs/personnes m.c	10%	12%	

Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 18 Décembre 2004

Le problème de cette délinquance réside dans la proportion de plus en plus importante de mineurs concernés. Cette délinquance de plus en plus jeune s'explique par :

- l'attitude des parents exerçant un faible contrôle parental,
- l'échec scolaire,
- le développement de la toxicomanie et du « deal »,
- la personnalité immature, associée à une forte impulsivité, un comportement dans l'instant, une forte crédulité, une difficulté de se mettre à la place d'autrui, la frustration et la dépendance agressive
- le sentiment d'impunité qui se développe chez ces jeunes.

Face à cette délinquance, des Contrats Locaux de Sécurité des Anses d'Arlets, du François, du Marin, de Rivière Salée, et bientôt de Ducos essaient d'accompagner les parents, de prévenir la délinquance et de lutter contre ce phénomène. Pourtant, aucune mesure ne traite le problème de la délinquance dans sa globalité ce qui déplace seulement le problème.

Cependant il ne faut pas confondre insécurité et sentiment d'insécurité. Le sentiment d'insécurité est l'impression d'une personne à se sentir menacée physiquement ou à travers ses biens, le facteur risque variant selon le lieu et le moment. C'est le sentiment de ne plus maîtriser une situation à risque.

Dans le Sud ce sentiment est suscité par des attroupements de 10 à 50 jeunes sur les plages et par la présence de nombreuses personnes errantes. Ainsi, si l'insécurité augmente, le sentiment d'insécurité augmente encore plus.

Ainsi, le rattrapage du retard de la Martinique a changé la société martiniquaise. Comme on a pu le noter, le confort est aujourd'hui presque égal à celui de la métropole. Mais cette homogénéisation apporte aussi son lot de problèmes tels que la montée de l'insécurité et, dans les Antilles, de la toxicomanie. Face à ces nouveaux problèmes, des systèmes sont mis en place mais la situation est difficile à gérer. En effet, l'Espace Sud doit organiser un territoire qui a évolué encore plus rapidement qu'en métropole.

II.3.2. Une population face à de nouveaux problèmes

✧ *Une enfance et une vieillesse à protéger*

La protection de l'enfance dépend du nombre et de la qualité des structures mises en place. Dans le Sud, l'équipement est loin d'être à la hauteur des besoins. Les assistantes sociales cherchent essentiellement à prévenir les risques concernant la santé psychologique et physique des enfants. D'ailleurs, l'Espace Sud a traité 37% des dossiers sur l'enfance à risque au sein du département. On se rend donc compte que le Sud est surreprésenté à ce sujet.

De même, l'augmentation du nombre de personne âgées risque de poser problème à long terme. La perte d'autonomie due à la vieillesse va demander de plus en plus d'aides et de structures spécialisées.

De plus, les disparités sont importantes selon le territoire même si l'offre suit globalement la population. En effet, les personnes âgées du Sud bénéficient d'un confort légèrement inférieur à celui des autres territoires.

Ainsi, les équipements proposés ne sont pas suffisants pour satisfaire les besoins en terme de protection de l'enfance et d'aide aux personnes âgées. En effet, la population de l'Espace Sud demande plus de services pour son confort. Sa population vit donc de plus en plus au même niveau que la métropole. Ce rattrapage se voit également dans le vieillissement de la population mais il soulèvera des problèmes dans les années à venir.

✧ *Les difficultés rencontrées par les jeunes*

On constate une exposition plus importante des jeunes face à la toxicomanie. Même si ce problème reste grave, les jeunes connaissent d'autres difficultés concernant par exemple :

- l'éducation
- la socialisation
- la protection, notamment contre les produits toxiques
- les grossesses non désirée

Ces derniers peuvent être illustrés en partie par le taux important (31%) de personnes reçues par les assistantes sociales ayant entre 7 et 26 ans.

Il existe à Rivière Pilote (l'AASM) une structure polyvalente, innovante sur le plan méthodologique. Cet établissement rassemble des institutions dans l'action socio-éducative et d'insertion qui desservent neuf communes du Sud.

De même, un travail important a été réalisé aux Anses d'Arlet et au Marin pour l'insertion des jeunes dans le cadre du contrat de ville.

D'autres outils existent, comme par exemple :

- le Fond d'Aide aux Jeunes, cofinancé par l'Etat et le Département, géré par les missions locales et les PAIO
- le programme TRACE (trajet d'accès à l'emploi) concernant les jeunes entre 16 ans et 25 ans.

Paradoxalement, il y a une demande assez faible d'aide de la part des jeunes dans le Sud. Il reste alors à en découvrir la raison.

✧ *Une population active assistée*

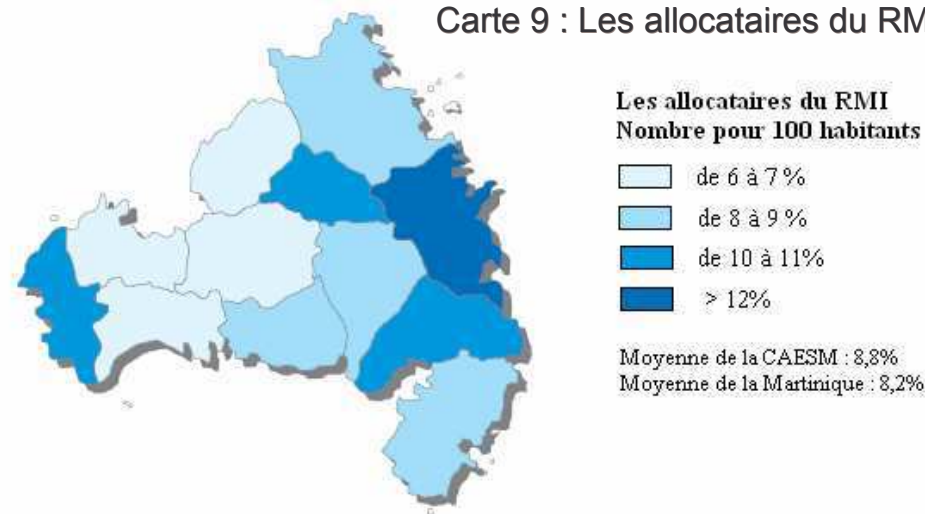
Sur ce territoire, les caractéristiques sociales sont très marquées. Les catégories socioprofessionnelles présentes sont proches de la moyenne du département. Cependant on distingue un marquage social entre les sous régions du Sud Caraïbe et du Sud Atlantique. En effet, le Sud Atlantique semble être plus populaire que le Sud Caraïbe, plus bourgeois.

D'une manière générale il faut noter que :

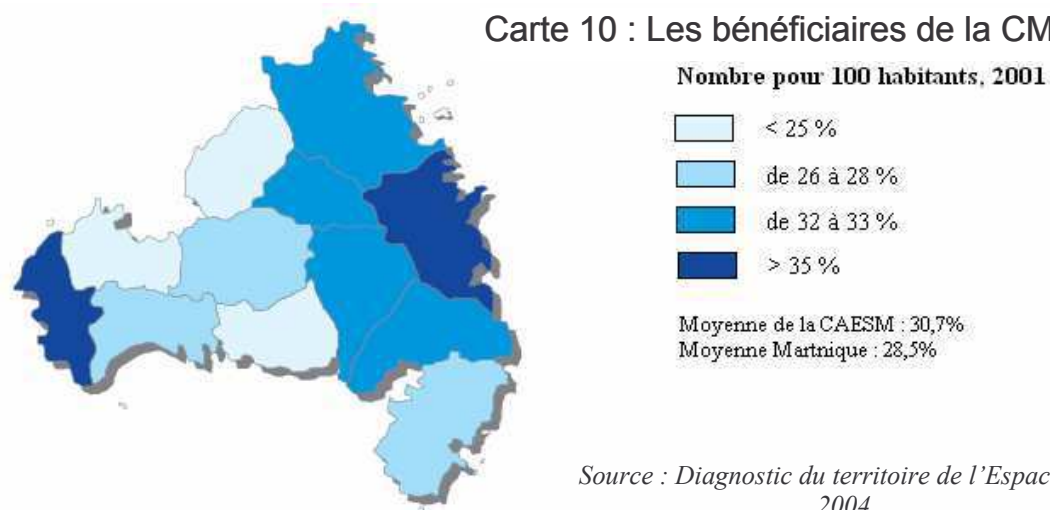
- 20% de la population du Sud bénéficie du RMI (augmentation de 3% des bénéficiaires entre 2003-2004), celle-ci se situe surtout dans le Sud Atlantique (carta 11)
- 27,6% des mères célibataires sont sur le territoire de l'Espace Sud,
- 19% des ménages martiniquais dépendent entièrement des prestations de la CAF. Cette proportion est identique à l'échelle du département et a connu une augmentation entre 2003-2004 de 2,8%. Il faut également noter que la précarité des ménages est plus grande dans le Sud Atlantique : 20,5%
- les bénéficiaires de la CMU sont de plus en plus nombreux dans le Sud : 38,6% contre 35% dans le département (8,3% pour la moyenne France métropolitaine, carte 12).

La proportion de bénéficiaires de la CMU dans le Sud Atlantique est de 42% contre 35,6% dans le Sud Caraïbe. La CMU est un indicateur de dégradation sociale. On déduit que les familles du Sud Atlantique sont de manière générale plus en difficulté que dans le Sud Caraïbe.

Carte 9 : Les allocataires du RMI



Carte 10 : Les bénéficiaires de la CMU



Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud
2004

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Une forte croissance démographique - Une population plus jeune - Pression foncière (en terme de maîtrise de l'étalement urbain) - Logements sociaux de plus en plus nombreux - Le confort des logements plus important - Importance et diversification du patrimoine culturel - Situation globale de la Martinique suffisante en terme de santé - Equipement scolaire de qualité à part la difficulté de respecter les nouvelles normes sismiques - Nouveaux modes de sociabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Une forte disparité (en terme de déséquilibre du territoire) - Pression foncière (en terme de maîtrise du prix du foncier) - La prédominance de l'habitat individuel - Faible réhabilitation - Mitage très visible - Une squatérisation - Une absence de maîtrise foncière - Exiguïté du territoire - Urbanisation diffuse - Le développement du tout voiture - Equipements culturels vétustes, de faible envergure et proches de la conurbation foyalaise - Faible valorisation - Equipements sportifs vétustes, de faible envergure et proches de la conurbation foyalaise - Pas de structures hospitalières importantes - Pas d'anticipation du besoin des professionnels en formation - La toxicomanie et la délinquance des jeunes - Mauvaise qualité et insuffisance des structures au service de l'enfance - Marquage social entre les régions Sud Caraïbe et Sud Atlantique - Une part importante de la population en difficulté

OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - Une forte croissance démographique (en terme de dynamisme) - Une population plus jeune - Changement du mode d'habiter en raison d'une famille détraditionnalisée et développement du collectif (en terme de lutte contre le mitage) - Un potentiel architectural - Mise place de documents d'urbanisme : SAR, PLU, PPR - Mise en place par l'ADUAM d'une cellule spécifique - Observatoire de l'habitat et du foncier - Une mutualisation possible grâce à la CAESM - Mise en place de Contrats Locaux de Sécurité aux Anses d'Arlets, au François, au Marin, à Rivière Salée, et bientôt à Ducos - Mise en place d'une structure polyvalente à Rivière Pilote (l'AASM) et d'outils comme le Fond d'Aide aux Jeunes et le programme TRACE 	<ul style="list-style-type: none"> - Une forte croissance démographique (en terme de préservation des espaces naturels) - Une forte disparité (en terme de développement économique) - Le morcellement des terrains (en terme de préservation des terres agricoles) - Une préférence pour l'habitat individuel et une préférence pour la "campagne" (en terme de mitage) - Risques de violence urbaine - Augmentation de la vacance - Rythme de construction supérieur à la croissance démographique - Dynamisme lié au développement de Fort-de-France d'où le risque du phénomène de ville dortoir - Difficulté de l'Espace Sud à affirmer son identité - Peu de structures paramédicales pour les personnes âgées - Augmentation de l'insécurité - Exposition de plus en plus jeune à la toxicomanie

LES ENJEUX:

Enjeux d'urbanisation:

- Maîtrise de l'urbanisation, notamment dans les 50 pas géométriques, et appliquer strictement la réglementation
- Préserver des paysages, des espaces naturels sensibles et des espaces agricoles, notamment par la maîtrise du foncier
- Développer de l'habitat collectif et des équipements autour de ceux-ci
- Lutter contre la vacance et l'incitation à la réhabilitation

Enjeux de formation

- Mettre en relation le monde des professionnels et celui de la formation pour favoriser les débouchés

Enjeux pour les transports

- Recenser des points noirs, instaurer des itinéraires bis et redistribuer les activités
- Favoriser les modes de transports alternatifs ou tout au moins le covoiturage
- Continuer le développement et la mise en valeur des transports maritimes
- Développer les transports interurbains entre les communes de l'Espace Sud

Enjeux sanitaires

- Lutter contre l'alcoolisme et la toxicomanie
- Renforcer de l'offre de soins hospitaliers dans l'Espace Sud

Enjeux sociaux :

- Consolider la parentalité avec le renforcement de la compétence parentale, notamment dans les zones d'habitat collectif
- Encadrer des jeunes et prévenir de la délinquance juvénile
- Renforcer la protection de l'enfance et des personnes âgées
- Améliorer l'équipement individuel de moins bon niveau dans l'habitat des personnes âgées (moins de confort)
- Lutter contre la séparation sociale entre le Sud Caraïbe et le Sud Atlantique
- Mettre en place un plan opérationnel fondé sur l'analyse de l'insécurité actuelle

Enjeux culturels

- Favoriser le développement des équipements structurant et en adéquation avec l'offre culturelle pour la populations (ex : médiathèque)
- Favoriser le développement de plans locaux (développement de la lecture, échanges régionaux...)
- Conserver et valoriser le patrimoine archéologique
- Eviter le phénomène de ville dortoir
- Inciter à la planification

CONCLUSION

Par sa situation tant géographique, économique que démographique, l'Espace Sud possède des caractéristiques propres qui influencent l'urbanisation. En effet, le dynamisme de l'agglomération foyale se diffuse dans les communes à proximité et par l'axe structurant que constitue la RN5. Ainsi, la région Sud Atlantique éloignée de cet axe se voit enclavée et séparée de la région Sud Caraïbe. On note donc que le fonctionnement de l'Espace Sud est lié aux autres parties de l'île. Les phénomènes sociétaux, marqués par la mondialisation, doivent être analysés au moins à l'échelle de la Martinique, voire à l'échelle nationale. Cette mondialisation touche également l'économie dont certains secteurs sont en mutation. Il serait donc intéressant de comprendre les évolutions que l'économie de l'Espace Sud a connues.

III. L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE SUD

III.1. LE MONDE DES ENTREPRISES

III.1.1. Emploi & Généralités

Le territoire de la Communauté de l'Espace Sud regroupait au 1er janvier 2004 27% des entreprises de Martinique (hors agriculture et services non marchands).

L'emploi a connu une forte évolution sur ce territoire entre les années 90 et 99, avec plus de 15% d'augmentation pour une moyenne de 5% sur la Martinique.

Cependant, entre 2003 et 2004, le Sud de l'île, a connu une recrudescence du chômage plus importante que dans le reste de l'île. En effet, on observe une augmentation de 1,6% au Sud contre 1% au Centre et une certaine stabilité au Nord. Cette augmentation est liée à l'accroissement du nombre des actifs et en particulier des femmes qui occupaient en 2004 plus de 45% des emplois. Il est à noter que cette augmentation ne s'est pas faite de manière homogène sur ce territoire. En effet, le Sud Atlantique a été plus touché par cette recrudescence que le Sud Caraïbe avec 3,1% de chômeur en plus (tableau 15). Ce taux est notamment induit par la commune de Sainte Anne qui enregistre une progression de 11,3%. Ce taux particulièrement élevé peut être dû à la sous-exploitation des potentialités touristiques existantes sur le territoire communal.

Le tableau suivant illustre l'évolution du chômage sur ce territoire :

Tableau 15 : Evolution du nombre de demandeurs d'emplois entre 2001-2004

	2001	2002	2003	2004
Sud Caraïbe	5739	5603	5262	5255
Sud Atlantique	6291	6161	5881	6061
CAESM	12030	11764	11143	11316
Département	40233	39522	37743	38020

*Sources: Tableau de bord de l'Espace Sud
2005*

L'essentiel de l'emploi est regroupé sur les communes de Ducos, de Rivière Salée et Le François, c'est-à-dire proche de l'agglomération foyale où se trouve le port industriel de Martinique, donc l'apport de matières premières. Ces zones denses en activité sont toutes situées le long de l'axe structurant qu'est la RN5 ce qui implique une grande mobilité des actifs. Ainsi, on constate que 2/3 des actifs travaillent et résident dans 2 communes différentes, le sud étant une zone résidentielle pour 1/3 des actifs. Il faut noter que la voiture reste le mode privilégié de déplacement : 70% des déplacements se font en voiture.

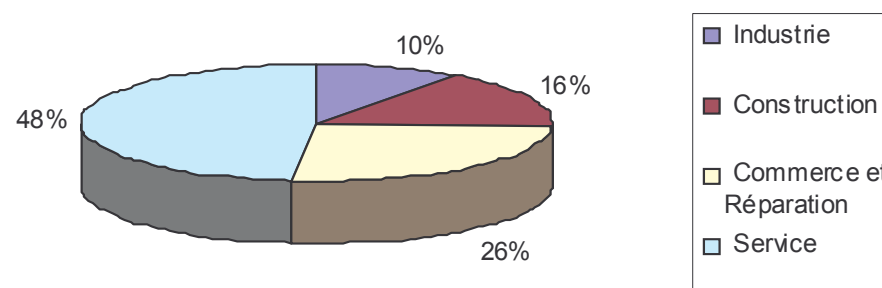
Le territoire de l'espace sud regroupe 17% des salariés de l'île, soit 54% des travailleurs localisés dans le Sud, dont la majorité est situés dans le Sud Caraïbe.

✧ *La répartition des actifs par activités et par secteurs :*

Le territoire de l'Espace Sud est peu impliqué dans les activités industrielles (graphique 1). Sur les 44 entreprises industrielles de l'île, seulement six sont implantées sur ce territoire (Ducos, Sainte Luce, Trois Ilets). Notons également que la très grande majorité des entreprises implantées sont unipersonnelles (plus de 80%).

Le secteur des services est prépondérant rassemblant plus de 48% des effectifs. Vient ensuite celui de la construction avec plus de 15% des emplois et 30% des établissements du département. Ces établissements se retrouvent essentiellement sur les communes de Ducos et du François.

Graphique 1 : Domaine d'activité des établissements de l'Espace Sud



Source : insee-siren

Par ailleurs, on remarque que seulement 15 des 61 grandes surfaces que compte l'île se trouvent sur l'espace Sud, seulement 3 des 24 magasins de bricolage-jardinerie et enfin 2 des 17 grandes surfaces d'auto-moto. Pourtant cette partie de l'île regroupe presque un tiers de la population martiniquaise.

D'un autre côté, l'espace Sud rassemble plus de 31% des établissements qui ont été créés ou ont vu leur activité redémarrer en 2004.

Malgré une dynamique non négligeable de l'activité économique marchande, 45% des offres d'emplois proposées concernent des services non marchands (l'administration et autres services de l'État et des collectivités locales, le secteur de la santé, de l'associatif, de l'action sociale...).

✧ *Les transports de marchandises*

Cette concentration des équipements économiques à proximité de l'agglomération foyalaïse s'explique en grande partie par les difficultés liées au transport de marchandises et à la structure du réseau routier principalement tournée vers Fort de France. Le transport des matériaux se fait essentiellement par la route ce qui accentue les problèmes de trafic sur le réseau. De plus, des points où les routes ne sont pas adaptées au passage des véhicules de gros gabarit subsistent encore, compliquant la tâche des routiers et dégradant l'état de la route. Actuellement le réseau des transporteurs est constitué d'une multitude de chauffeurs individuels vivant difficilement de leur travail, subissant une crise sociale et économique profonde liée à une rémunération et une activité insuffisante. Ces structures souvent faibles et vulnérables accumulent de nombreuses difficultés :

- une gestion souvent limitée à sa plus simple expression,
- une force de pression économique faible,
- des moyens d'exploitation réduits,
- une faiblesse financière évidente,
- un manque total de flexibilité opérationnelle.

Nous pouvons de plus constater la vétusté du parc des camions, ne favorisant pas le développement de ces entreprises.

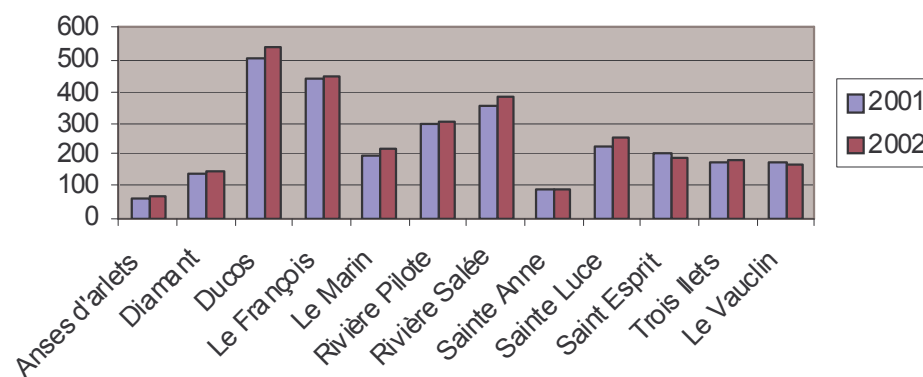
Cependant leur regroupement en coopératives leur permet de rester une force de pression sociale influente.

✧ *L'artisanat*

Le développement de l'artisanat est en revanche significatif, avec une croissance de plus de 4% entre 2001 et 2002, supérieure à la moyenne de l'île (graphique 2).

Le développement de l'artisanat sur les communes de Ducos, du Marin, de Rivière Salée et de Sainte Luce est également à mettre en relation avec le fort développement le long de la RN5.

Graphique 2 : Répartition des entreprises artisanales dans l'Espace Sud



Source : Données : Chambre des Métiers
Réalisation : stage de groupe

En revanche, la façade Atlantique, du Vauclin à Saint Anne en passant par la commune du Saint-Esprit, connaît une croissance des métiers de l'artisanat limitée voire négative.

Toutefois, on peut remarquer que les centres villes sont souvent peu pourvus de commerce et d'artisanat, c'est d'ailleurs l'un des thèmes du Schéma de Développement Commercial qui vise à renforcer l'attractivité des centres villes ainsi que renforcer et développer l'offre de proximité.

Ainsi, il deviendrait possible de garder, voire de créer de l'emploi dans ces centres villes. Mais à qui doivent s'adresser ces emplois créés ? Quelles sont les caractéristiques des demandeurs d'emplois ?

III.1.2. Les caractéristiques des demandeurs d'emplois dans l'Espace Sud

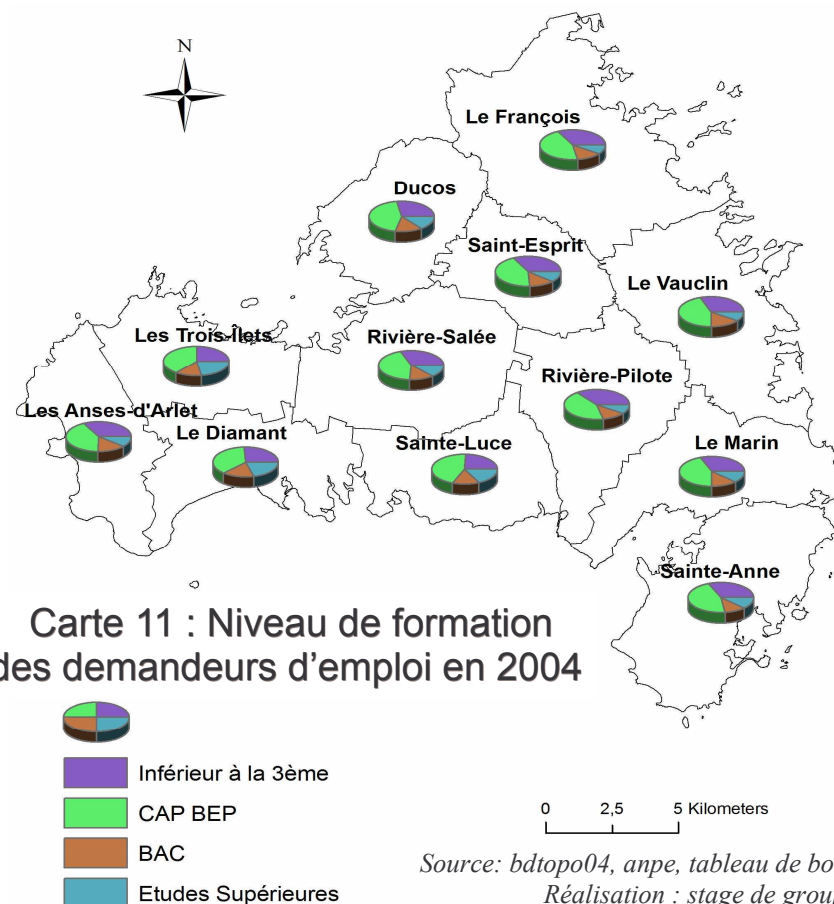
Les demandeurs d'emplois sont :

- des femmes pour 59,5% (moyenne départementale 58,9%),
- des jeunes pour 13,2% (moyenne départementale 14%),
- les diplômés de l'enseignement supérieur pour 9,4% (augmentation de 11% /an à l'échelle du département).

Si l'on compare le nombre de demandeurs d'emploi diplômés au nombre de demandeurs sans diplôme, on remarque que le chômage touche plus fortement la première catégorie malgré une baisse générale sur l'ensemble de la population (carte 11). On observe également une diminution du chômage de très longue durée, de 26,4% en 2003 à 24,5% en 2004, concernant toutes les catégories de demandeurs et d'inscrits dans les tendances départementales. Là encore, le Sud Atlantique a connu une diminution moins importante que le Sud Caraïbe.

Enfin, il faut noter des améliorations dans la prise en charge des chômeurs en 2004. Sur 11 316 chômeurs de l'Espace Sud, plus de 61% étaient indemnisés. Le volume global de bénéficiaires a augmenté de 9,5% en 2005.

La prise en charge des bénéficiaires de minima sociaux et des chômeurs se traduit par des aides financières mais aussi par des formations, ayant pour objectif de les réinsérer dans le monde du travail.



III.1.3. La formation et la réinsertion

La réinsertion des bénéficiaires du RMI, se fait non seulement par le travail, mais également par la mise en place de programmes d'accompagnement social personnalisé, qui permettent un regain d'autonomie pour les intéressés.

En ce qui concerne la réinsertion par le travail, il existe 6 entreprises d'insertion par l'économie sur le territoire Sud. Celles-ci interviennent dans les domaines suivants :

- la mise à disposition de main d'œuvre (2 entreprises),
- le gros œuvre du bâtiment (2 entreprises),
- l'agriculture (1 entreprise),
- l'horticulture (1 entreprise).

La réinsertion économique se traduit par : le FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement), l'Aide à l'habitat qui s'applique à ceux qui peuvent bénéficier des logements locatifs très sociaux (LLTS), des logements locatifs sociaux (LLS) et des logements sociaux (LS) et enfin l'aide financière exceptionnelle qui vise à empêcher ou à limiter une dégradation de la situation sociale des bénéficiaires.

Les caractéristiques des personnes en difficultés du territoire Sud :

- 80% de femmes, 20% d'hommes,
- 50% ont entre 26 et 59 ans, 16% entre 19 et 25 ans, 15% entre 7 et 18 ans,
- 56% sont de famille monoparentale, 22% vivent en couple, 22% vivent seules,
- 40% vivent uniquement des prestations familiales, 21% touchent le RMI, 8% les minima sociaux, 15% ont un emploi, 10% sont retraités.

Toutefois, il faut nuancer ce constat car de nombreuses personnes bénéficiant des aides sociales ne sont pas toujours en difficulté. En effet ils cumulent ces aides à des « job », autrement dit à des travaux non déclarés.

III.1.4. Le phénomène du job

La pratique du « job » est un phénomène culturel qui produit de l'emploi et qui ne peut être considéré comme une économie souterraine car elle est très visible. Le « job » ne doit pas être sous-estimé car cette pratique est en augmentation et masque toute une partie de l'économie.

Il permet aux employeurs de pouvoir embaucher sur une courte période, sans avoir de charges sociales et de contraintes administratives. Concernant l'employé, l'intérêt est financier, il gagne plus et peut cumuler les aides sociales. Selon l'ANPE, une personne sur deux travaille au noir.

Pour lutter contre ces pratiques et offrir aux employeurs une réponse adaptée à leurs besoins, un autre type de contrat a été développé dans les Antilles françaises. Il s'agit du TTS, Titre de Travail Simplifié, qui permet à l'employeur d'embaucher sur une période réduite.

Cependant il n'existe aucun espace de coordination pour permettre le déploiement du TTS et aucun portage politique. Il serait indispensable d'accompagner le TTS par des campagnes de communication plus importantes. L'expérience le montre, ce contrat une fois essayé par les

demandeurs d'emploi est, en général, adopté. Par ailleurs, le TTS permet aux individus d'utiliser toutes les compétences qu'ils ont à leur actif. Il faut par ailleurs noter que le développement du travail informel est favorisé par des défaillances administratives. En effet, les collectivités acceptent parfois de traiter avec des entreprises qui emploient des personnes au noir. Pour lutter contre ce phénomène, il serait indispensable de s'assurer du suivi de la réglementation et de la mise en place d'une politique de contrôle des entreprises.

Le « job » concerne de nombreux habitants de l'Espace Sud. En effet, plus de la moitié de la population de ce territoire n'a aucun diplôme. Toutefois, on ne peut nier que le job apporte un certain savoir-faire. Celui-ci peut-il être validé en absence de diplôme ? Il existe des dispositifs de validation du savoir-faire sous justificatif de fiche de paie. Mais les « jobbeurs » ne peuvent présenter ces justificatifs. Par conséquent la mise en place de dispositifs de la lutte contre le « job » et d'un système de validation des acquis plus adapté, constituent des enjeux sociétaux majeurs.

III.2. LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES D'AGRICULTURE, DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE

Cette partie du diagnostic consiste en un état des lieux des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture dans l'espace Sud. Il s'agit dans un premier temps de rappeler les orientations suivies au cours des dix dernières années au regard des enjeux identifiés par le Schéma d'Aménagement Régional en 1998. Nous nous attacherons ensuite à mettre en évidence le niveau de réalisation des différents objectifs, et les nouvelles problématiques en jeu, pour inscrire ce diagnostic dans une perspective dynamique.

III.2.1 Les objectifs poursuivis par le SAR en terme d'agriculture (1998)

✧ *Analyse de la situation existante :*

La Martinique possède des atouts non négligeables pour un développement du secteur agricole, élément essentiel de son système économique :

- Une situation géopolitique et géographique particulière : la Martinique fait partie de l'Union Européenne quoique située dans les Caraïbes. Elle bénéficie d'un climat tropical humide et de sols volcaniques qui lui confèrent un potentiel agricole qu'il faut continuer à mettre en valeur,
- Des références historiques à l'ancienneté du secteur agricole traduisant un savoir faire bien établi et un potentiel de main d'œuvre qualifiée.

✧ ***Orientations générales :***

L'agriculture Martiniquaise doit se développer dans un cadre dynamique lui permettant d'accomplir trois missions essentielles et complémentaires :

- Satisfaire les besoins alimentaires intérieurs par la production intérieure,
- Exporter des produits de bonne qualité,
- Développer la recherche en vue de la transformation, de l'amélioration, de la conservation des produits à partir de matières premières existantes ou à importer en cas de besoin.

Bien que les principaux obstacles à lever pour développer l'agriculture (non compétitivité commerciale des productions actuelles, vieillissement de la profession) ne relèvent pas de dispositions directement spatiales, il reste nécessaire de préserver la ressource première que constituent les terres agricoles.

✧ ***Orientations sectorielles :***

Les orientations sectorielles indiquées ci-dessous impliquent un objectif permanent de qualité, une amélioration de la productivité dans tous les secteurs ainsi que l'augmentation générale des rendements à l'hectare.

Cela suppose que la profession agricole s'appuie sur des compétences humaines pointues dans le domaine de la recherche et des équipements de laboratoires performants.

- 1ère Orientation : Maintenir les cultures du bananier et de la canne à sucre
- 2ème Orientation : Développer les productions maraîchères et vivrières
- 3ème Orientation : Favoriser la diversification par les cultures florales, vergers et plantes aromatiques, épices, plantes essentielles
- 4ème Orientation : Développer les productions animales
- 5ème Orientation : Protéger et mettre en valeur des forêts

La protection de la forêt vise notamment à prévenir l'érosion des sols, réguler les régimes des cours d'eau et limiter les désordres hydrauliques qui constituent une menace pour les activités humaines. Cette orientation se décline en deux objectifs distincts mais complémentaires:

- Objectif 1 : La protection et la restauration des milieux forestiers
- Objectif 2 : Assurer les conditions du maintien de la forêt de production.

III.2.2 Les orientations données par le Schéma de Mise en Valeur de la Mer pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture (SAR - 1998)

✧ *Les conditions d'utilisation de l'espace maritime*

La pêche :

Les enjeux économiques : Malgré une évolution vers la modernisation des matériels, soutenue par les politiques de développement du secteur, la pêche à la Martinique repose encore sur une pratique artisanale et souvent individuelle. Toutefois, afin de privilégier le développement de la pêche Hauturière, il a été prévu de mettre en œuvre dans les années à venir une politique d'armement de bateaux de 9 à 16m, qui devrait se concrétiser dès 1998 par la mise en service des premières unités.

La production locale peut être estimée à 6 000 tonnes pour une valeur de 250 millions de francs (en 1992) contre une consommation de 12 000 tonnes. L'enjeu économique est donc important, d'autant qu'il s'agit d'une activité omniprésente sur le littoral (170 sites de halage des embarcations).

La ressource : Elle peut être répartie en quatre catégories :

- La ressource côtière, largement surexploitée, notamment sur la côte atlantique (Trinité - Marin), concerne des espèces à forte valeur marchande : lambis, oursins, poissons rouges, langoustes ;
- La ressource pélagique côtière concerne des espèces de surface telles que maquereaux, coulirous, sardines, balaous, surtout présentes sur la côte Caraïbe (de Grand-Rivière aux Anses d'Arlet) ;
- La ressource pélagique hauturière est constituée de grands pélagiques comme le thon, la daurade coryphène, le thazard, l'espadon, etc. et de petits pélagiques comme les poissons volants. Ces ressources présentes « au large » sont faiblement exploitées, bien qu'elles constituent une part importante des revenus des pêcheurs martiniquais. L'installation récente de dispositifs de concentration de poissons (D.C.P.) permet d'ores et déjà une meilleure exploitation de cette partie de la ressource ;
- La ressource de grand fond, présente sur le talus insulaire entre 100 et 300 m, est actuellement peu exploitée, et comprend les poissons démersaux et les requins.

Les ressources de pratiques actuelles de la pêche peuvent être réparties en sept entités :

- Le banc de Dien-Bien-Phu,
- Le banc d'Amérique,
- Le secteur Nord-Atlantique côtier,
- Le secteur Sud-Atlantique compris entre la presqu'île de la Caravelle et Cap Chavalier,
- La bordure du canal de Sainte-Lucie s'étendant de cap Chevalier au Cap Salomon,
- La baie de Fort-de-France,
- Le secteur Nord Caraïbe compris entre Schoelcher et Grand-Rivière.

Les méthodes et techniques de pêche pratiquées en Martinique sont au nombre de trois :

- La petite pêche : exercée la journée, elle utilise des embarcations non pontées, pour la pêche aux casiers et la pêche « à Miquelon » (pêche au large d'espèces pélagiques) ;
- La pêche côtière : pratiquée sur les bateaux de 9 à 11 m, elle se caractérise par des sorties en mer de 4 jours, au Nord de la Guadeloupe ou vers les grenadines ou le Venezuela ;
- La pêche au large : pratiquée sur le plateau continental Guyanais, à l'aide de navires de 12 m de long ;

Plus d'une quinzaine de techniques de pêches, plus ou moins productives, ont été recensées à la Martinique. Parmi celles-ci, la pêche dite « à Miquelon » représente à elle seule 55% de la production locale.

L'Aquaculture Marine :

L'aquaculture marine en Martinique est assez peu développée malgré les fortes potentialités qu'elle peut offrir. Elle se résume en effet à trois ensembles d'exploitations :

- Dans la baie du Robert : concessions en mer de l'Association Départementale de l'Aquaculture en Martinique (ADAM) et de l'IFREMER pour l'élevage de l'ombrine sub-tropicale (appelée localement Red-Fish),
- Dans la baie de Saint-Pierre : élevage en cage de poissons locaux, et plus récemment de Red-Fish (stade artisanal),
- Au Vauclin, à proximité de la Pointe Chaudières et à Sainte-Anne, à proximité du Club Méditerranée : l'élevage en cage de Red-Fish et de poissons locaux (stade artisanal).

✧ Les conditions d'utilisation de l'espace littoral

L'Aquaculture littorale :

Elle est présente sous diverses formes sur l'espace littoral :

- L'aquaculture d'eau douce exploite quelques sites en bordure de mer, soit pour la production (Marigot : écrevisses *macrobrachium rosenbergui*, Saint-Pierre : *oréochromis*, etc.), soit pour l'écloserie de *macrobrachium* (Saint-Pierre),
- Les installations techniques complémentaires à l'aquaculture marine.

L'agriculture :

L'agriculture ne constitue pas l'occupation dominante des espaces situés dans le périmètre du SMVM. Toutefois, trois secteurs géographiques présentent encore des activités agricoles significatives :

- La zone Nord-Atlantique où la banane se cultive parfois jusqu'à la limite du cordon forestier littoral ;
- La zone Centre-Atlantique où la canne à sucre et l'élevage se partagent les espaces agricoles littoraux ;
- La zone Sud-Atlantique où les cultures maraîchères et l'élevage bénéficient des apports de l'irrigation à partir du barrage de la Manzo. Il subsiste également dans cet espace quelques exploitations bananières.

III.2.3 Les constats du Diagnostic du territoire de l'Espace Sud (CAESM 2004)

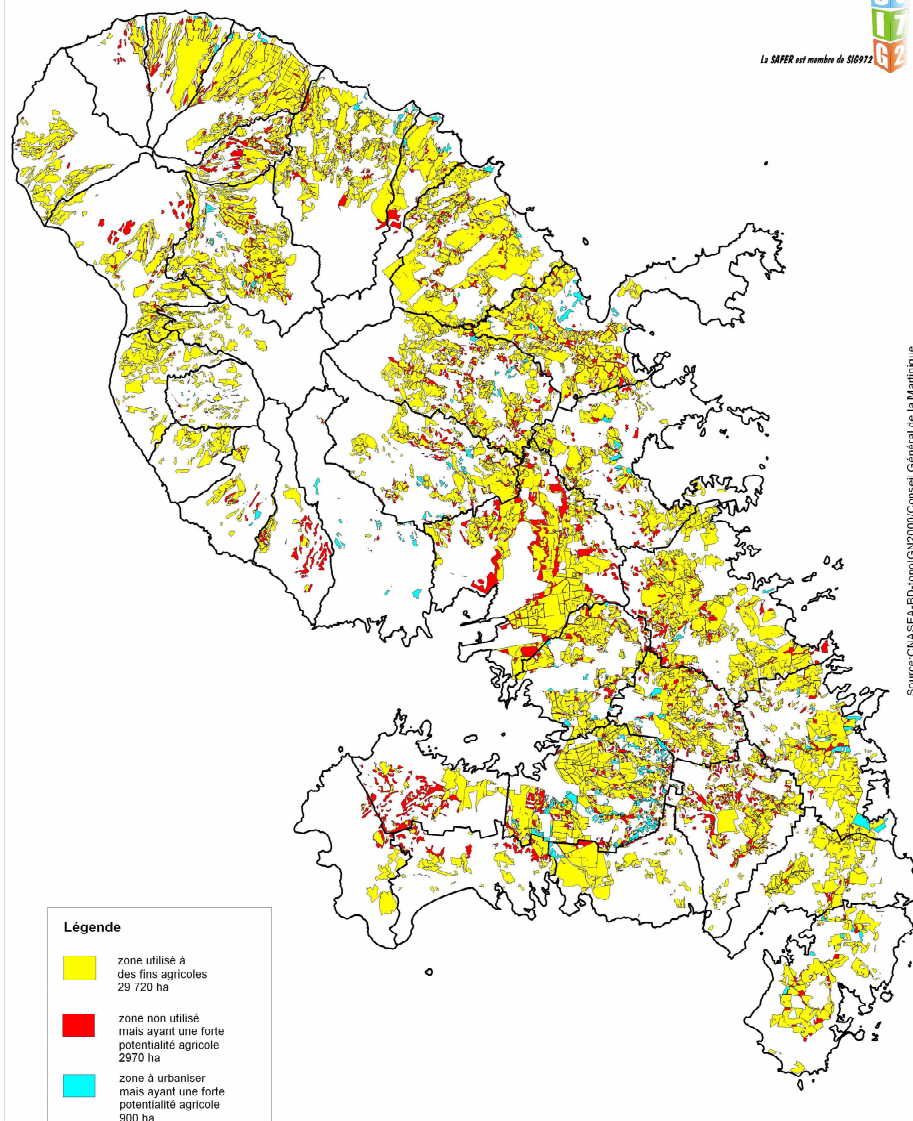
En 2004 les activités traditionnelles de pêche et d'agriculture de l'île, importantes pour son équilibre social et territorial, ne contribuent plus que pour une faible part à la formation de la valeur ajoutée totale (3,5%). Cette part reste supérieure à celle de la métropole mais plus faible que celle de la Guadeloupe (4%). Depuis 1998, date de réalisation du SAR, les conditions et les techniques de travail de ces deux secteurs n'ont pas connu de mutations profondes. Notons toutefois qu'un certain nombre d'efforts pour les fiabiliser ont été faits. Nous reviendrons sur ces dynamiques, voies de développement potentielles, au cours de la partie suivante.

✧ *Un secteur agricole fragile, mais indispensable du point de vue social et patrimonial*

Alors que le département a connu entre 1989 et 2000, un recul important de l'activité agricole, le secteur sud a, lui, réussi à le préserver. Les évolutions ont cependant été contrastées selon les communes : alors que trois communes renforçaient leur vocation agricole (Rivière Salée, Le François et Le Vauclin), les autres enregistraient un net recul. L'activité agricole s'est ainsi restructurée au cours de la décennie en se recentrant sur des territoires bien délimités.

L'agriculture est donc toujours un secteur structurel vers lequel se tournent encore beaucoup de martiniquais en quête d'emploi, le plus souvent pour une activité complémentaire. Ainsi, élus, collectivités et Etat s'accordent sur la nécessité de maintenir le bon fonctionnement de ce secteur. Pourtant, en dépit des aides et des protections mises en place par les collectivités territoriales, la situation de l'agriculture ne cesse de se dégrader en Martinique, aussi bien en terme d'emplois qu'en terme d'espaces agricoles. La superficie exploitée (carte 12) atteint à peine 39 000ha (objectif fixé à 40 000ha par le SAR).

Carte 12 : SAU globale sur les secteurs NC, ND et NA du POS



Carte réalisée par le SIG SAFER Martinique-Aout 2005-Echelle:1/150 000

Source: CNASEA-BD-topol/GV2000/Conseil Général de la Martinique

Si le secteur de l'agriculture connaît autant de difficulté, c'est parce qu'il doit faire face aux problèmes structurels suivants répartis en trois axes :

- Le foncier : dans le Sud, plus encore qu'ailleurs sur l'île, la demande de foncier est de plus en plus forte du fait de l'attractivité nouvelle de cet espace. Combiné à une logique de logement individuel, ce phénomène entraîne de graves problèmes de mitage qui disloquent les exploitations agricoles.
- L'équipement des terrains agricoles : outre les difficultés rencontrées en ce qui concerne la mécanisation d'espaces agricoles à flanc de morne, le Sud fait face au problème de l'irrigation. Le Nord étant le « château d'eau de la Martinique », le Sud pour son agriculture dépend entièrement de la mise en place de réseaux d'irrigation et de la gestion du barrage de la Manzo.
- Le financement, la démarche économique et l'organisation en filière : l'économie agricole du Sud, comme les autres secteurs économiques de la Martinique, souffre du manque de culture entrepreneuriale et de la sous-capitalisation des entreprises. Notons également que pour des raisons culturelles, bien souvent les entreprises sont réticentes à travailler ensemble, il existe donc très peu de regroupements ou de coopération entre exploitations. Ce type de fonctionnement rend extrêmement difficile la création de filières intégrées (très peu de produits sont pris en charge de leur production à leur mise en marché).

A cela viennent s'ajouter les crises successives de la canne et de la banane, cette dernière étant aussi à l'origine de pollutions dramatiques des eaux et des sols par des substances organochlorés.

L'Industrie Cannière

Le début de la culture de la canne (Photo 15 et 16) en Martinique date de 1648. Grâce aux Antilles et au développement de l'industrie du sucre, la France se positionne comme l'un des plus grands exportateurs de sucre. Pour cette culture à la fois rustique et peu exigeante, le climat et la qualité des sols de la Martinique sont avantageux, mais cette dernière est défavorisée par une topographie mouvementée qui constituera plus tard un obstacle à la mécanisation. Cette culture s'organise autour de l'« habitation sucrière », petit gouvernement dont le propriétaire est le maître des esclaves et qu'il régit selon la loi du souverain. L'habitation présente plusieurs composantes principales : la terre et le labour, les hommes, les bestiaux et les bâtiments, le type de culture et la récolte.

Cette culture sera marquée :

- Au 17^{ème} et au 18^{ème} siècle, par la lutte entre les producteurs de canne et de betterave, avec en conséquence une certaine régression de l'agriculture sucrière, malgré la mise en place des habitations-sucreries.
- Au 19^{ème} siècle, par l'abolition de l'esclavage en 1848 qui obligera les autorités à faire appel à des travailleurs hindous liés par un contrat de trois ans qui ne sera jamais respecté, ce qui entraînera leur intégration à la population martiniquaise, et, dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, par l'apparition des usines centrales avec une certaine rationalisation de la production et une réorganisation sociale.
- Enfin, au 20^{ème} siècle, par une crise majeure, laquelle modifiera le paysage agricole en consacrant la suprématie de la culture de la banane sur la culture de la canne.

Aujourd'hui les systèmes productifs sont restructurés. La canne qui pendant une bonne partie de son histoire, a été le moteur de l'économie du Sud ne joue plus ce rôle, même si, ici et là, des productions existent, articulées essentiellement à la production d'un rhum AOC de qualité, et que quelques planteurs continuent de livrer de la canne à l'usine du Galion. Dans le Sud, ces exploitations sont essentiellement situées sur les communes de l'axe central de l'agglomération (Rivière Salée, Rivière pilote, Sainte Luce, Ducos et Le François).



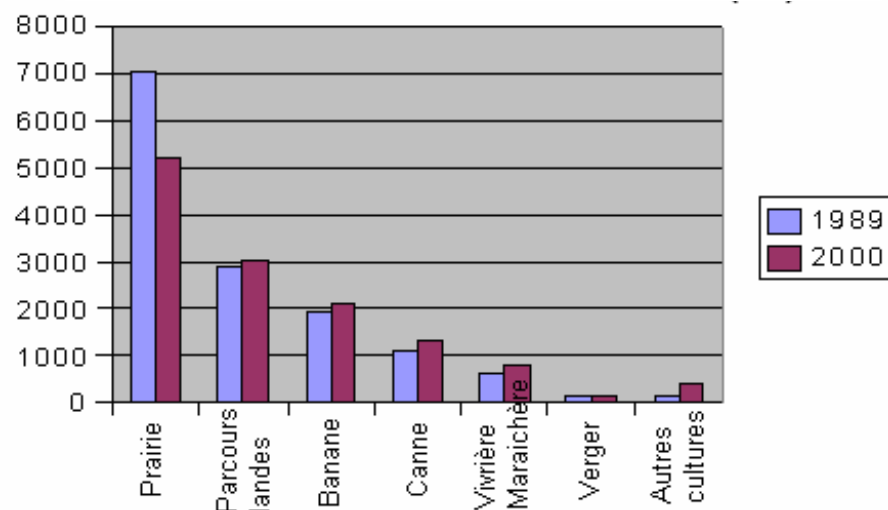
Photo 15 et 16 : Des exploitations cannières



✧ *L'évolution du Sud : l'impact de l'irrigation, les difficultés de l'élevage.*

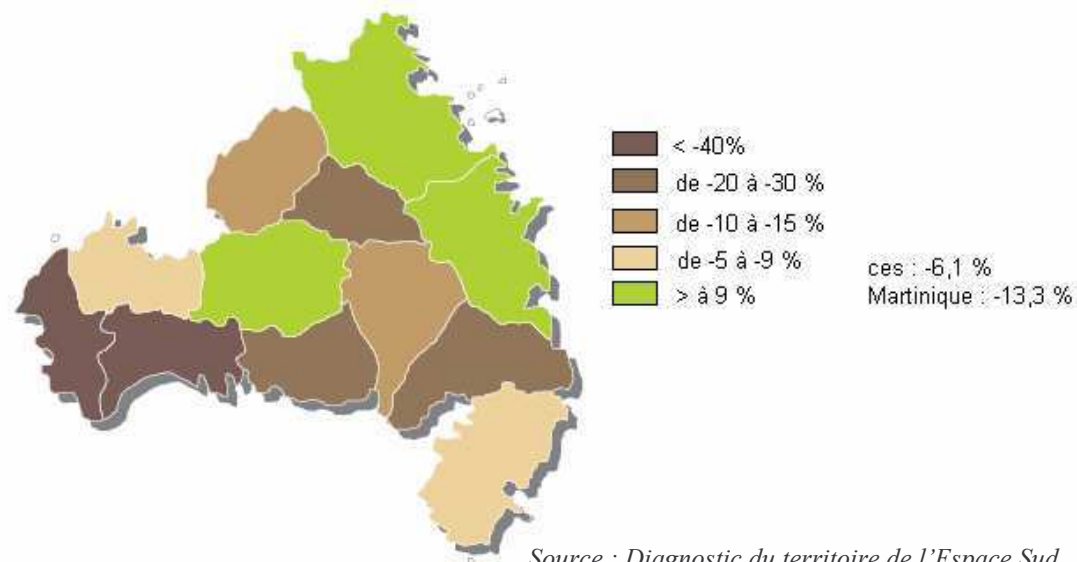
Nous l'avons évoqué précédemment, le Sud résiste un peu mieux que le reste de la Martinique, puisque la SAU dans le Sud n'a baissé que de 6% entre 1989 et 2000, contre 13% sur l'ensemble de la Martinique sur la même période. Toutefois si l'on considère la superficie totale des exploitations (en incluant espaces boisés, bâtiments et friches improductives notamment), cette baisse atteint 12% dans le Sud. Notons que l'évolution des surfaces agricoles connaît des progressions très différentes selon les secteurs considérés et les communes concernées.

Graphique 3 : Evolution de la SAU dans le Sud (ha)



Source : Données : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004
Réalisation : stage de groupe

Carte 13 : Evolution de la SAU entre 1989 et 2000

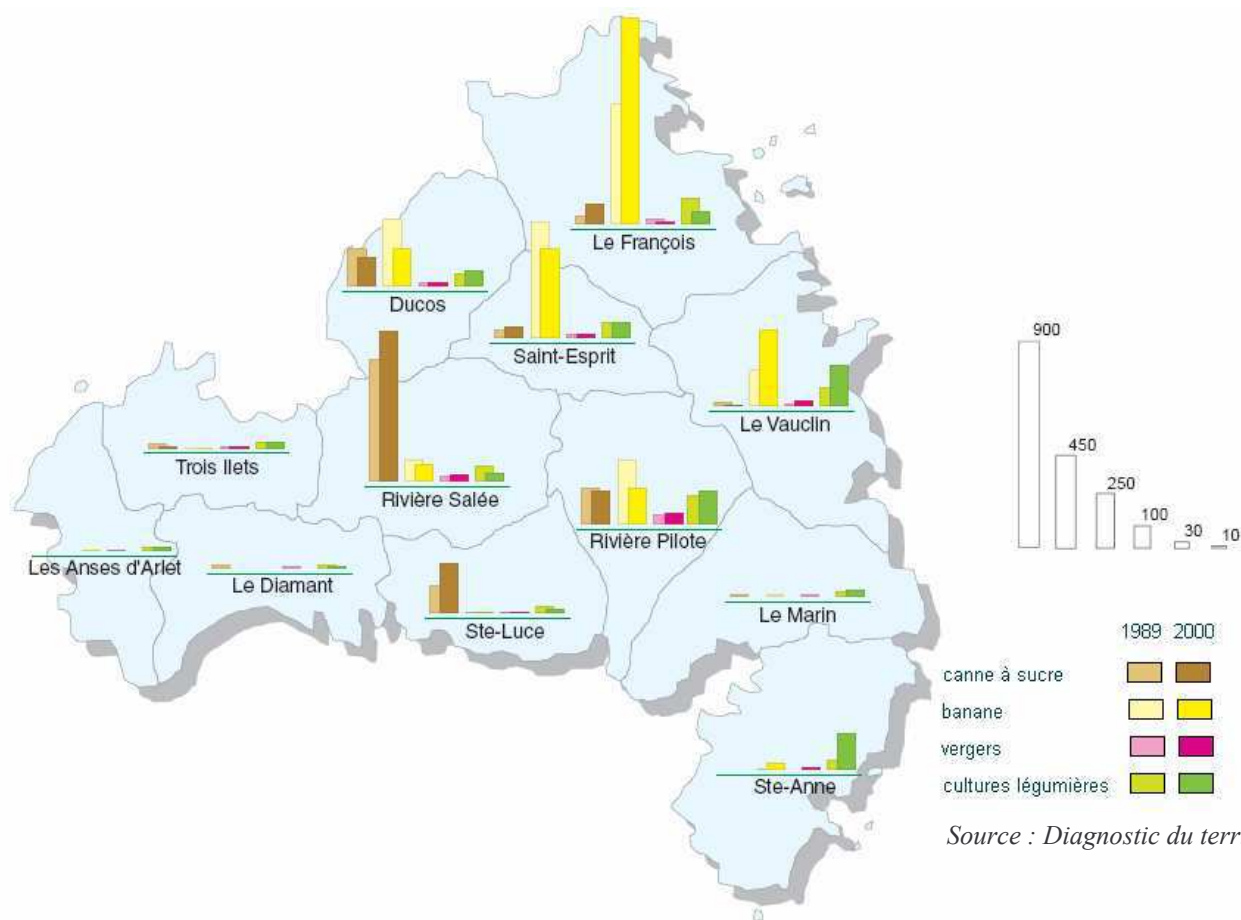


Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004

L'évolution dans le Sud, comparable aux tendances générales de l'île, s'est réalisée suivant deux axes opposés :

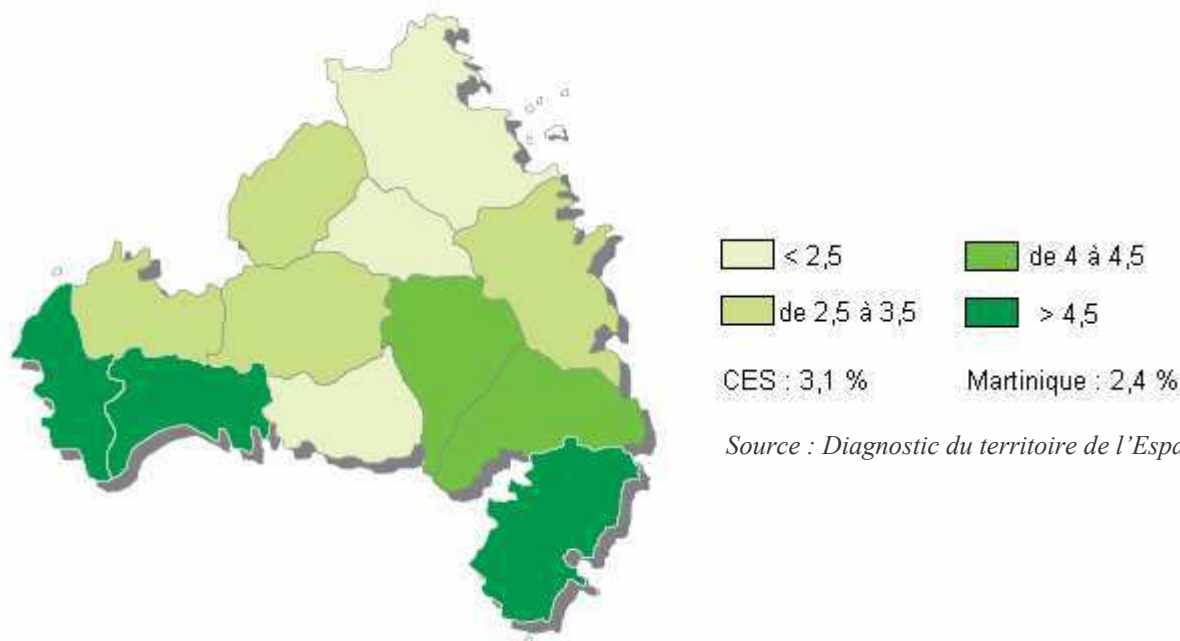
- Une augmentation des surfaces cultivées en banane (+11%), canne à sucre (+18%), cultures légumières (+24%, hausse que l'on peut notamment attribuer au développement de la culture du melon au Vauclin et à Sainte Anne ; contre -20% sur l'île) (carte 16). Cet accroissement est en grande partie lié au développement de l'irrigation dans le Sud, les surfaces irrigables ayant augmenté de plus de 900 ha et étant effectivement irriguées. Notons que ces productions restent majoritairement implantées dans le reste de l'île.

Carte 14 : Evolution des surfaces occupées par les principales cultures entre 1989 et 2000 (en hectares)



- Une baisse importante des surfaces réservées aux pâturages (-17%, soit une perte de 1 700 ha). Si la vocation première du Sud reste l'élevage (en 2000, près des deux tiers de la SAU y sont consacrés et cela représente plus de 80% des pâturages de l'île), la baisse des productions animales y est avérée (carte 17).

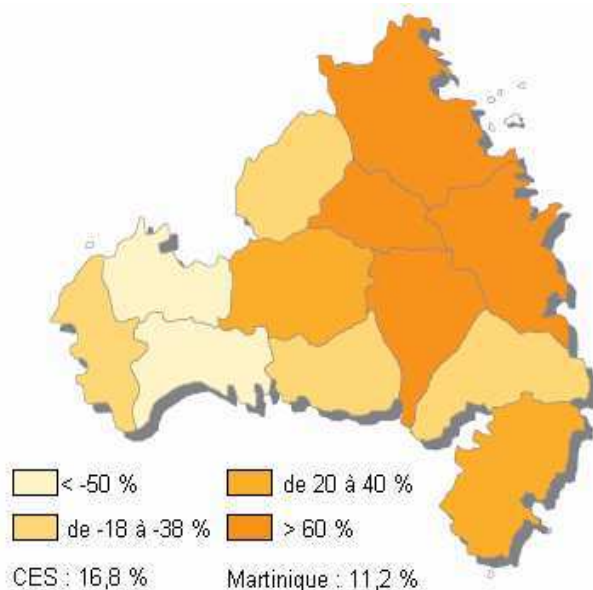
Carte 15 : La place de l'élevage
Nombre de tête de bétail (bovins, porcins, ovins) par ha de SAU en 2000



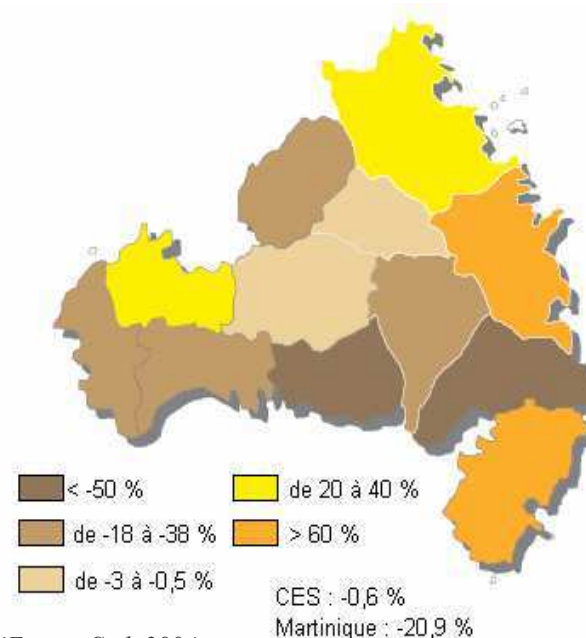
Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004

En ce qui concerne les emplois, la baisse des actifs agricoles a été limitée dans le Sud grâce aux emplois induits par la culture de la banane et du melon sur la façade Est irriguée (Vauclin et Sainte-Anne) où l'on constate la plus forte augmentation du nombre d'actifs agricoles (cartes 18 et 19). Le poids de la population agricole se révèle donc plus important dans le Sud : 9,4% pour 5,8% en moyenne de la Martinique. On note toutefois une baisse de 25% du nombre d'exploitations dans les dix dernières années (contre -47% en Martinique), et une moyenne d'âge élevée (55 ans) des chefs d'exploitation. La plupart des structures sont très petites et vieillissantes. Il apparaît globalement un problème de mutation, de transition du secteur vers une agriculture organisée. Le secteur souffre aussi d'un réel problème de financement. On constate également un manque préjudiciable de culture bancaire et de raisonnement de l'investissement.

Carte 16 : Evolution du nombre des actifs agricoles entre 1989 et 2000



Carte 17: Nombre d'actifs agricoles (UTA) pour 100 emplois sur la commune en 2000



Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004

Même si le Sud a mieux résisté que l'ensemble de l'île, grâce notamment au développement de l'irrigation, l'agriculture poursuit globalement son déclin sur le territoire. Compte tenu de l'âge des exploitations, des structures et de la pression foncière, ce déclin risque de se poursuivre dans les prochaines années sans un meilleur impact des diverses initiatives des professionnels du secteur et des politiques publiques.

S'il y a une véritable volonté de maintenir l'agriculture en Martinique, ce secteur devra faire face à nombre de défis :

- Trouver une meilleure maîtrise de l'espace, qui passe par une meilleure connaissance des exploitations, une meilleure communication entre les acteurs du monde agricole, et peut être par une approche identitaire/territoriale différente pour développer son propre modèle agricole ;
- Maintenir l'emploi agricole et rajeunir la profession ;
- Poursuivre un enjeu de qualité et de diversité des produits et des services agricoles ;
- Conforter les filières organisées et renforcer leur position commerciale d'exportation ;
- Atteindre une agriculture durable, plus respectueuse de l'environnement ;
- Se pré positionner en cas d'évolution négative du marché de la banane.

Qui veut tuer la banane antillaise ?

La culture de la Banane en Martinique, depuis sa colonisation, est restée un secteur structurant. Ainsi les mutations inévitables de cette activité dans les quelques années à venir ne sont pas seulement décisives pour les exploitations bananières, essentiellement situées au nord de l'île, mais pour l'ensemble du secteur économique.

Historiquement, la santé de la banane antillaise est étroitement liée au système d'aides de la Commission Européenne. Seulement cinq entreprises se partagent ce marché dont deux sont américaines. En 2005 ce marché est évalué à 8 milliards d'euros. Ceci représente une faible proportion de l'économie agricole mondiale, mais cette filière est capitale dans la mesure où elle emploie plusieurs millions de travailleurs notamment en Amérique Centrale et dans les Caraïbes. C'est la raison pour laquelle la banane est un sujet diplomatique sensible.

Depuis plusieurs années, l'essentiel des « difficultés » naissent d'un affrontement, souvent violent, entre les pays d'exportation latino-américains et l'Union Européenne. Les premiers contestent le fait que certains pays de l'Union offrent des avantages compétitifs très intéressants à des producteurs caribéens et africains dans le cadre des accords liant l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique- Caraïbe- Pacifique). Mais c'est l'« ouverture totale » du marché au 1er janvier 2006 qui signe la disparition programmée de la production de banane européenne.

En Martinique la banane représente environs 7000 emplois directs et environ 15 000 emplois en tout. La valeur des exportations bananières martiniquaises atteint 150 millions d'euros (en 2005), pour un prix de revient au kilo de 0,64 euros (chiffre inférieur à la recette que perçoivent les producteurs). Le coût de revient est beaucoup plus élevé que celui d'Amérique latine. Mais la banane martiniquaise est considérée comme la « Banane des droits de l'homme » car sa culture respecte les conditions décentes de travail dans les plantations (salaires 20 fois plus élevés à ceux perçus en Amérique latine).

Au regard de la tendance évoquée plus haut la reconversion de ce secteur en Martinique est inévitable, au moins pour une partie de la production (quand le prix de revient est inférieur à 4,4 francs) car il est devenu impossible de vivre sur les aides. Il s'agit pour les planteurs, indépendamment de la taille de leur exploitation, de stabiliser les coûts en produisant plus mais surtout de meilleure qualité.

Le Conseil Général aide d'ores et déjà à la reconversion (finances des mesures sociales, opérations d'irrigation...) à hauteur d'environ 6 millions d'euros. En conséquence, la banane martiniquaise a fait d'énormes progrès en rentabilité, en qualité et en matière de respect de l'environnement.

Notons que la banane a probablement sauvé les Antilles de l'exode rural, de la montée inexorable du chômage structurel, de l'hypertrophie des villes-capitales, de l'aggravation de la délinquance et des problèmes de transports routiers, de la destruction du tissu social et économique des zones rurales. Elle a également œuvré pour la densification des équipements routiers, sanitaires, scolaires et économiques en zones rurales.

Sauver la culture bananière est le prix de la paix ! Sinon il faudra offrir une alternative crédible.



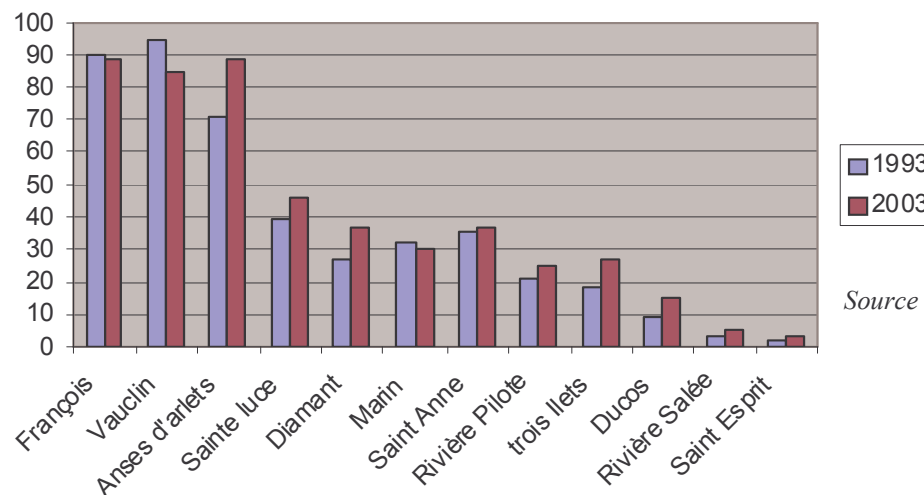
Photo 17 : Le conditionnement des bananes

Face à ces défis, il apparaît important de souligner les multiples rôles de l'agriculture sur le territoire, les enjeux de préservation de l'environnement et des paysages, les possibilités de tourisme vert, etc.

✧ *La pêche et aquaculture des secteurs à fort potentiel*

Comme l'agriculture, les activités liées à la mer ont toujours été un élément structurant du territoire. Une partie importante de la population pratique, de façon déclarée ou non une activité de pêche. En 2003, ces activités représentent 2500 personnes environ, dont 1052 marins pêcheurs effectivement enrôlés. En 2004, ce nombre a augmenté de 23% en Martinique. Mais c'est dans le Sud que la progression est la plus forte, plus 42% en un an. Le Sud confirme ainsi son caractère maritime en accueillant près de 54% des marins pêcheurs.

Graphique 4 : Evolution du nombre de marins par communes de résidence



Source : Données : CCAM, 2003

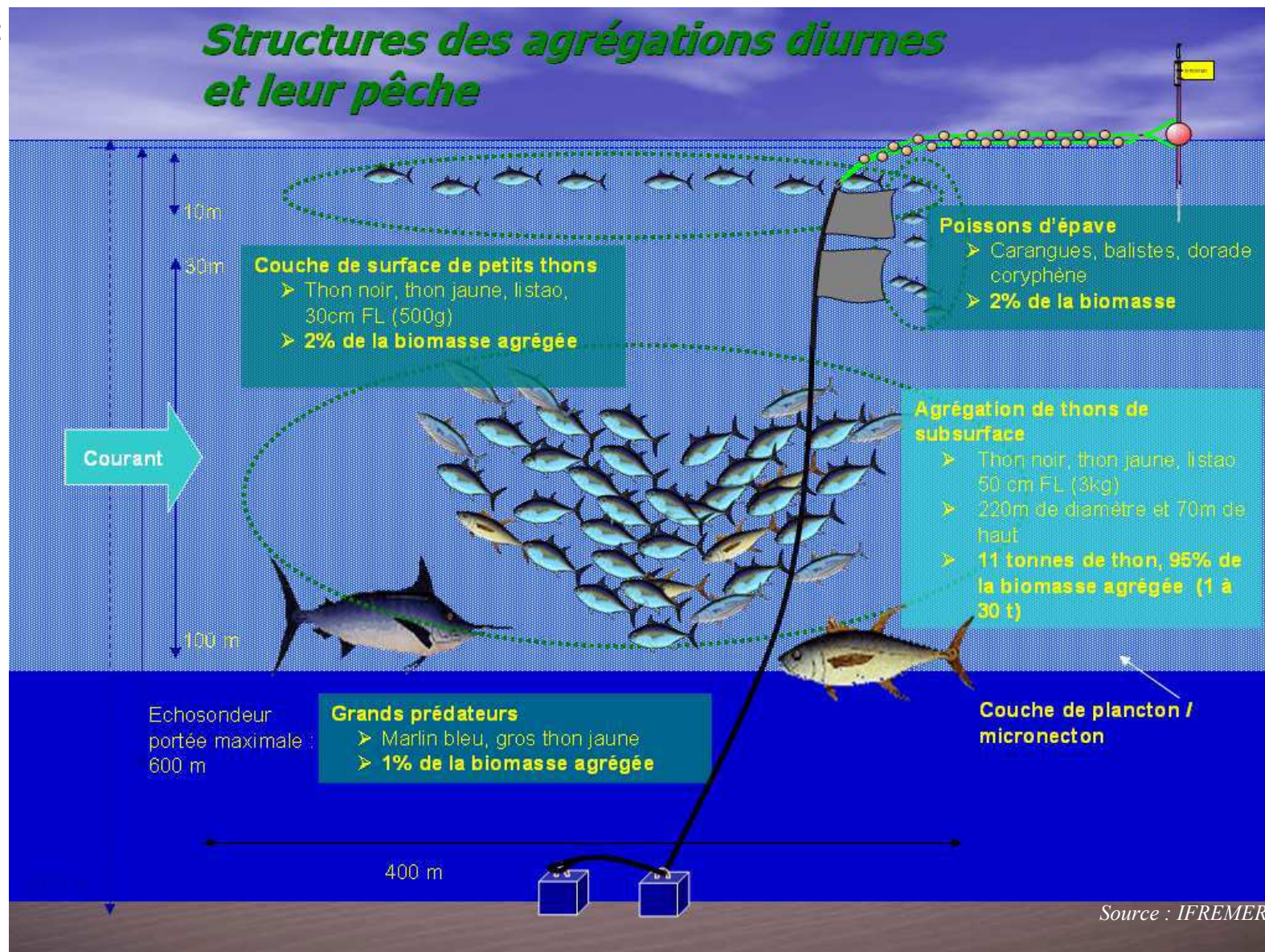
Réalisation : stage de groupe

Cette progression s'explique en partie par les efforts engagés depuis 1998 pour réorganiser le secteur et est retranscrit dans le DOCUP 2000-2006. Ce dernier constitua sur cette période un véritable plan d'ensemble, pour la pêche comme pour l'aquaculture. Notons que l'essentiel des actions ont été menées dans le Sud sur des zones précises, ce qui explique sa progression plus élevée, et la concentration des activités de pêche sur les communes du François, du Vauclin et des Anses d'Arlets.

Parmi les actions engagées, nous pouvons citer :

- Un début de reconstitution des ressources côtières avec un transfert de l'effort de pêche vers les poissons pélagiques, assuré de façon exemplaire autour des Dispositifs de Concentration de poissons (DCP) et aidé par la mise en place de huit cantonnements de pêche (illustration 2).

Illustration 2 :



- Le développement de l'emploi déclaré, facilité par l'instauration d'un système d'apprentissage destiné au moins de trente ans (900 apprentis entre 2000 et 2006), qui trouve une alternative aux formations réglementaires, proposées par l'Ecole de Formation Professionnelle Maritime et Aquacole, souvent vécues comme une contrainte. Elle permet à la fois le rajeunissement de la profession, la population des pêcheurs étant caractérisée par une majorité de personnes en passe de prendre leur retraite, et la diminution du travail dissimulée par l'insertion des clandestins et le rajeunissement de la profession.
- Quelques efforts de développement de la production (en partie régulée grâce aux DCP) et d'amélioration de la mise en marché, encore très précaire (photo 18 et 19) pour la pêche et l'aquaculture (aide du Département équivalent à 19 000 euros d'investissement par pêcheur enrôlé pour un programme d'équipement : appontements, quais, cales de halage, treuils, abris pour le matériel, halles de ramendage, étales de vente, bâtiments d'avitaillement, sanitaire et silos de glace). Notons que le Sud possède en 2004 plus de la moitié des points de débarquement de l'île soit 86 points.



Photo 18 : Conservation précaire des produits dans la pêche



Photo 19 : Vente improvisée au retour de la pêche

C'est sur ce dernier axe que les plus gros efforts restent à faire. Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture souffrent encore beaucoup du manque de structuration qui freine l'amélioration de la mise en marché.

Malgré les efforts consentis ces dernières années à la modernisation de la filière, la pêche à la Martinique repose encore sur une pratique artisanale. La commercialisation des produits de la mer s'effectue selon plusieurs circuits différents le plus souvent indépendants les uns des autres. La production est écoulee directement au canot ou sur le quai, à l'arrivée des navires. Les marins pêcheurs dépendent pour le reste des marchandes ambulantes qui exécutent à partir du port de débarquement un circuit à l'intérieur des terres avec des moyens précaires de conservation des produits. Ces problèmes liés au respect de la chaîne du froid se retrouvent aux différents stades de la filière. Notons également que les quelques points de « débarquement-vente » mis en place par le Département ne sont pas utilisés de façon systématique, et comme peu de communication est faite pour compenser l'irrégularité des jours de ventes, l'écoulement de la production n'est pas optimisé.

Le suivi de la production est médiocre, en raison d'un faible niveau d'organisation de la profession, et de l'absence de système de suivi statistique (mise en place opérationnelle prévue pour 2008). Toutefois les proportions pêchées dans chaque espèce sont de mieux en mieux connues par le biais des études menées autour des DCP. Les espèces pêchées en 2005 sont principalement :

- Pour les espèces pélagiques hauturières : le thon jaune (50% des captures), le marlin bleu (35%), le thon noir (6%) puis la daurade coryphène, le tazard, le poisson volant,
- Pour les pélagiques côtier : le coulirou.

Pour les espèces benthiques et démersales : le perroquet, le chirurgien, le petit mérou tropical, les lubjanidés...

Cette production artisanale, du fait de son irrégularité et de son coût plus élevé que les produits importés, ne peut être facilement utilisée pour l'approvisionnement des grandes surfaces ou pour une intégration en filière agro-alimentaire (transformation, valorisation des produits).

En ce qui concerne l'aquaculture, la filière, encore jeune (environs 20 ans), n'est ni stabilisée ni rentable. Elle est néanmoins en pleine expansion avec l'élevage du Loup des Caraïbes. Pour trouver sa place sur le marché local (elle y représente aujourd'hui 1%), la filière doit faire des efforts pour baisser ses coûts de revient. Les difficultés que rencontre l'aquaculture d'eau douce (élevage d'écrevisse locale : *Macrobrachium rosenbergii*, et de poisson Saint-Pierre : *Oreochromis hybride*), sont essentiellement liées à la concurrence asiatique. Quant à l'aquaculture marine, les élevages du Loup des Caraïbes (bar), malgré quelques difficultés d'accès au foncier, se développent en cages flottantes et semblent être promis à un bel épanouissement dans les années à venir.

Remarquons toutefois que les problèmes de pollution, liés aux déversements des effluents chargés de produits toxiques dans les rivières et aux rejets des eaux usées en mer, sont un autre soucis du Comité Régional des Pêches.

Ce sont tous ces éléments qui expliquent que, bien que faisant partie des plus gros consommateurs de poissons au monde (48,7 kg/hab./an), les Martiniquais importent la quasi-totalité des produits qu'ils consomment. La production reste donc largement déficitaire par rapport à la demande locale. Pourtant le marché local étant fortement rémunérateur laisse entrevoir de réelles possibilités de développement pour cette filière.

Pour conclure, les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de l'agriculture sont indispensables à la structuration du territoire de l'Espace Sud. La valorisation, le renforcement et la fiabilisation de ces activités traditionnelles doivent donc faire partie des priorités d'action dans les programmes de développement du territoire. C'est la raison pour laquelle le Conseil Général, partenaire du développement économique de la Martinique, s'est engagé sur plusieurs actions d'accompagnement.

Le Conseil Général partenaire du Monde agricole et de la pêche (Martinique et Espace Sud)

- ✦ 2003 : Lancement d'une expertise sur l'avenir de l'agriculture biologique à la Martinique avec l'IRD.
 - ✦ 2004 : Travaux de modernisation de la station de pompage de la Manzo.
 - ✦ 2005 : Investissement de 30M d'euros dans les équipements du PISE (Périmètre irrigué du Sud-Est) qui alimente en eau brute à des fins agricoles et urbaines la partie sud est de l'île. Le PISE s'étend sur 4950 ha dont 4300 ha en surface équipée répartis sur 7 communes. Plus de 3 000 emplois agricoles sont maintenus dans cette région grâce à ces équipements dont la valeur avoisine 100 millions d'euros. L'opération consiste à augmenter la capacité de stockage d'eau par la rehausse de la retenue de la Manzo, réaliser une nouvelle retenue d'eau à Paquemar, réaliser une nouvelle prise d'eau en amont de l'actuel captage sur la rivière Lézarde, renforcer le réseau de distribution en aval de la Manzo.
 - ✦ Aide à la filière banane : adhésion du Conseil Général au « front de promotion de la banane antillaise », mobilisation de crédits pour cofinancer le dispositif d'accompagnement du contrat de progrès de la filière banane.
 - ✦ Doublement de la prime aux éleveurs et aux agriculteurs martiniquais dès janvier 2005.
 - ✦ Mise en place d'une ferme expérimentale et pédagogique : la station d'essais en cultures irriguées (SECI) implantée sur la commune de Saint Anne. Elle participe au développement de l'agriculture en vulgarisant les techniques d'une agriculture écologique respectueuse de l'environnement et d'une exploitation raisonnée des ressources naturelles.
- Amélioration des conditions de travail des marins pêcheurs : modernisation du secteur par un vaste programme d'équipement (appontements, quais, cales de halage, treuils, abris pour le matériel, halles de ramendage, étales de vente, bâtiments d'avitaillement, sanitaire et silos de glace) équivalent à 19 000 euros d'investissement par pêcheur enrôlés.

En 2005, la filière pêche et aquaculture a bénéficié d'une aide du Conseil Général de 344 500 euros. La filière, entre 2000 et 2005, a bénéficié de 693 863 euros.

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none">- L'agriculture occupe un espace important et décroît moins vite que dans l'ensemble de l'île.- Les chiffres de productions de la pêche nécessitent d'être revus pour appréhender la production d'aujourd'hui qui a évolué à la hausse (avec notamment la mise en place des DCP).- 54% des marins pêcheurs de l'île pratiquent leur activité dans l'Espace Sud.- Le marché local est fortement rémunérateur.	<ul style="list-style-type: none">- La filière agricole pâti de la méconnaissance de sa propre production (statistique) et de savoir faire en terme de gestion d'entreprise.- Ce secteur souffre de la fragilité de ses sols et est soumis à des contraintes d'irrigation.- On note un manque de régularité dans la production de pêche.- Une majorité de pêcheurs ne sont pas enrôlés.

OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none">- Les nouvelles possibilités d'irrigation du Sud permettent d'envisager une augmentation et une diversification des cultures.- La pêche professionnelle est loin de couvrir le marché local.- Les investissements du Conseil Général pour la mise en place d'équipements nécessaires à la pratique de la pêche encourage la profession.- La pêche professionnelle est un secteur fortement créateur d'emploi dès lors que les produits sont valorisés localement (un emploi en mer peut générer trois emplois sur terre).	<ul style="list-style-type: none">- L'agriculture est directement menacée par le phénomène de mitage qui démembre peu à peu les exploitations.- Malgré la mise en place de zones de cantonnement de pêche, le renouvellement des populations marines est menacée par la pêche côtière illicite.

LES ENJEUX :

Les enjeux du monde entrepreneurial :

- Soutenir les entreprises établies sur le territoire
- Augmenter la durée de vie des entreprises
- Accompagner les entreprises dans leur gestion
- Lutter contre le job en communiquant sur le TTS
- Adapter les formations aux besoins du monde professionnel
- Développer le transport maritime de marchandises

Les enjeux du secteur agricole :

- Maintenir et valoriser le potentiel foncier agricole à l'aide des documents d'urbanisme existants
- Favoriser le regroupement en filières organisées pour fiabiliser le secteur
- Atteindre une agriculture durable, plus respectueuse de l'environnement
- Miser sur la qualité et la diversité des produits et des services agricoles qu'elle propose
- Se prépositionner en cas d'évolution négative rapide du marché de la banane

Les enjeux du secteur de la pêche :

- Développer la filière et assurer sa pérennité par le contrôle des méthodes utilisées, la mise en place de formations plus modernes, l'incitation à l'innovation et à sa diffusion
- Améliorer la mise en marché : production régularisée, chaîne de froid assurée, amélioration des points de débarquement
- Un effort soutenu de la part des politiques sera nécessaire pour développer la filière

III.3. LE TOURISME DANS L'ESPACE SUD

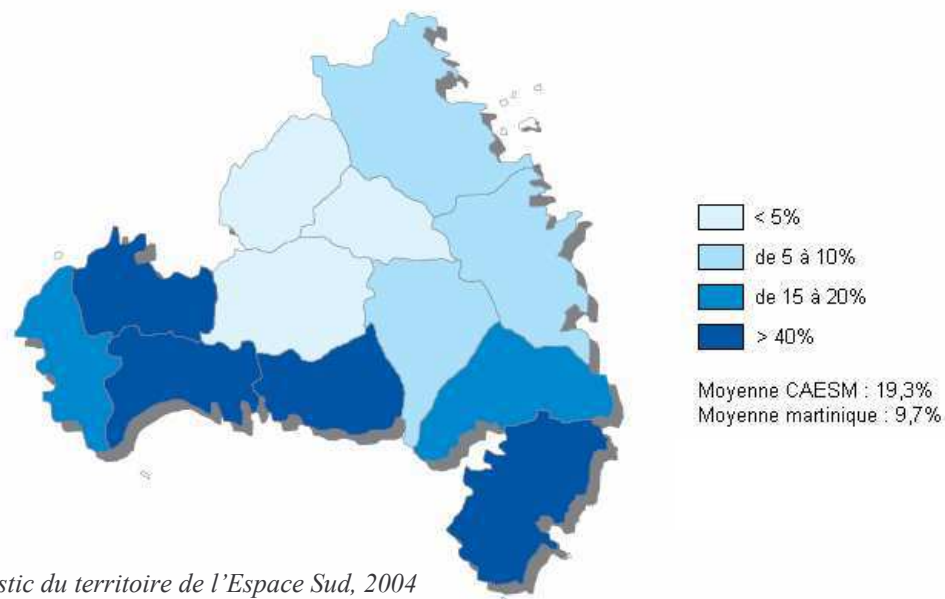
III.3.1. Le poids économique du tourisme :

Les recettes touristiques de la Martinique sont constituées par l'ensemble des dépenses des visiteurs (hébergement, restauration, loisirs...). Ces dépenses sont autant de recettes pour les entreprises des différentes branches de l'économie martiniquaise, mais également pour les collectivités territoriales grâce aux taxes. Les produits les plus consommés relèvent à plus de 75% des services : l'hébergement, la restauration et la location.

En 2001, le secteur du tourisme englobait environ 11% du total des entreprises, soit près de 9% de la population active occupée. La consommation touristique représentait un impact économique d'environ 245 millions d'euros de recettes et seulement 2% du PIB total de la Martinique. Cependant, le tourisme est le premier secteur exportateur : les recettes touristiques totalisent plus de 50% des exportations de la Martinique et « financent » plus de 20% du déficit commercial de l'île. On ne peut donc pas qualifier le tourisme de moteur de l'économie martiniquaise.

Le Sud concentre 47% des entreprises « touristiques » de la Martinique tous secteurs confondus. En 1999, plus de 41% des emplois directs du tourisme étaient sur l'Espace Sud. Ces emplois sont de manière générale peu ou non qualifiés et sont à 67% dans le secteur de l'hébergement. En 2001, on estimait que plus de 5000 ménages tiraient ainsi une fraction plus ou moins grande de leurs revenus du tourisme. Le territoire reste le plus marqué par les emplois touristiques liés à l'hébergement et la restauration. On observe cependant de fortes différences selon les communes comme l'illustre la carte 18 :

Carte 18: Nombre d'emplois dans le tourisme pour 100 emplois, en 2000



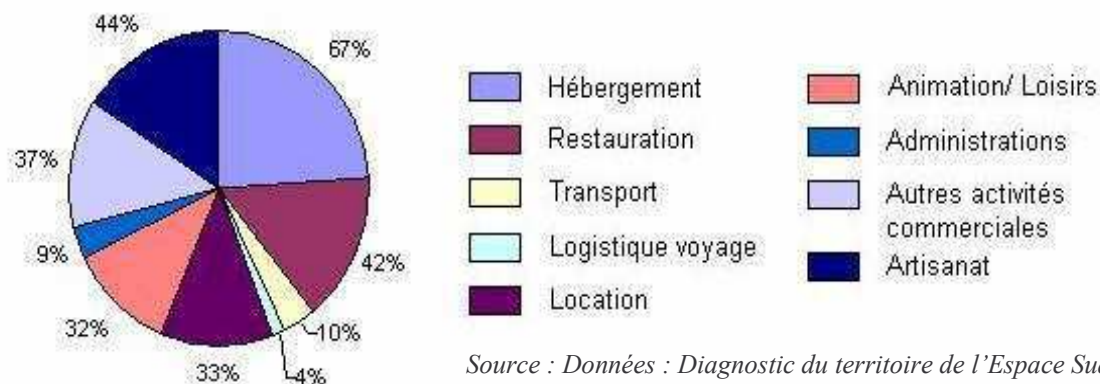
Source : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004

III.3.2. Les emplois directs du tourisme :

La situation exceptionnelle des Trois-Ilets se confirme : la commune est génératrice d'emplois bien au-delà de son périmètre. C'est à l'heure actuelle le seul site du Sud aménagé voire géré comme une « station touristique ». Sainte-Anne est tout particulièrement dépendante du Club Méditerranée, 72 % de sa population active est occupée dans le tourisme. Avec moins de 3 % de la population occupée dans le tourisme, les communes de Ducos, Le François, Rivière-Pilote, Rivière-Salée et Saint-Esprit ne sont encore que très marginalement touchées par ce secteur économique bien que disposant d'atouts ponctuels. Le François est le cas le plus typique de « sous-exploitation » de ses potentiels de développement.

Il est par ailleurs utile de souligner que la plupart des emplois touristiques sont concentrés sur les secteurs de l'hébergement et de la restauration dont les niveaux de qualification sont faibles. Toutefois, le secteur touristique offre un large panel d'activités, comme le met en évidence le graphique 5 :

Graphique 5 : La répartition des emplois par secteur d'activité touristique



Source : Données : Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004
Réalisation : stage de groupe

Ces chiffres datant de 1999 sont à modérer. En effet, des études datant de 2002 ont mis en évidence la diminution des emplois touristiques directs, de 10 093 en 1999 à 6540.

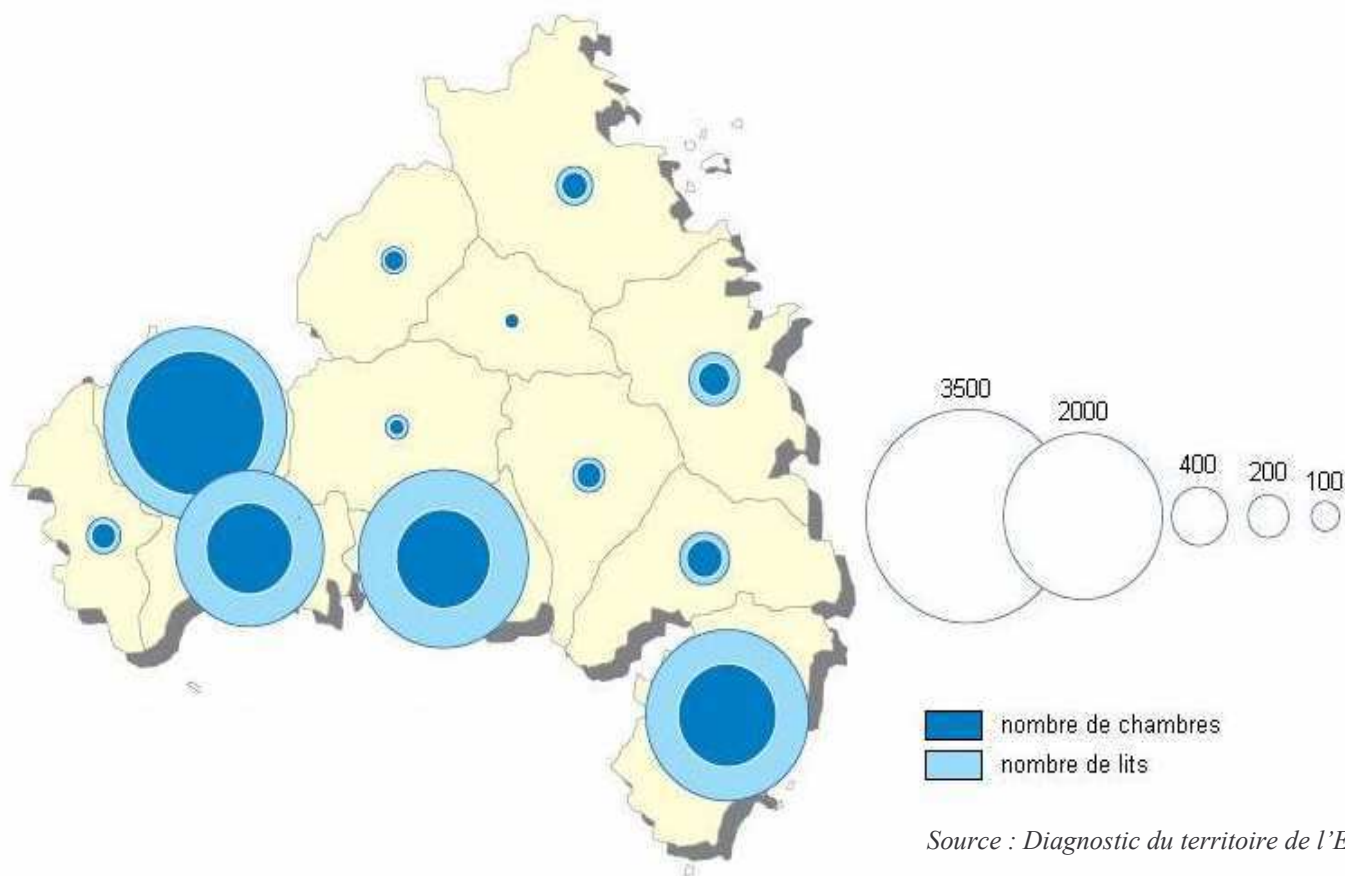
La Martinique fait face depuis 2000 à une crise du tourisme qui se répercute directement sur les emplois. Par ailleurs il est essentiel de noter le manque de professionnalisation des acteurs du tourisme. Ceci est dû à une offre d'emplois qui est largement fondée sur des emplois non qualifiés notamment dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration.

Il est urgent de rehausser le niveau de professionnalisation afin de faire face à cette crise du tourisme en s'adaptant au mieux aux besoins du clients. Ceci constitue un véritable enjeu social.

III.3.3. Les capacités d'accueil :

L'Espace Sud concentre plus de 70 % des capacités d'accueil de la Martinique. L'autre caractéristique majeure du Sud est la concentration hôtelière sur quelques communes que sont les Trois-Ilets, Sainte-Luce, le Diamant et Sainte-Anne, ces quatre communes concentrent à elles seules 95 % du nombre de lits hôteliers du Sud (carte 21).

Carte 19 : Les capacités d'hébergement touristique de l'Espace Sud



Historiquement les principales capacités se situent sur la Côte Caraïbes, le Sud Atlantique apparaît comme faiblement équipé. Le poids hôtelier découle du rythme de développement observé dans la période 1987-1996. C'est pourquoi ce bâti hôtelier nécessite de lourds investissements de remise à niveau. Une large majorité du parc est constitué de structures moyen/haut de gamme (3 et 4 étoiles) avec des établissements de moyenne et grande capacité. La concentration géographique reste également très forte pour les autres modes d'hébergement. Ces mêmes quatre communes regroupent en effet 88 % des lits en résidence de tourisme, 61 % des capacités d'accueil des meublés professionnels et 50 % de la capacité des gîtes ruraux.

D'un point de vue qualitatif, outre le fort vieillissement des structures, il faut noter l'absence de « resorts » touristes, l'inexistence des formules « tout compris » et le faible développement des formules « clubs » intégrant de forts programmes d'animation.

Ces trois éléments, non spécifiques à l'Espace Sud, constituent véritable handicap pour la Martinique par rapport à la demande des clients et à ce que développent les autres îles des Caraïbes.

La véritable obsolescence des structures hôtelières semble être le phénomène le plus inquiétant car elle montre une certaine « fuite » des groupes multinationaux et des tours opérateurs.

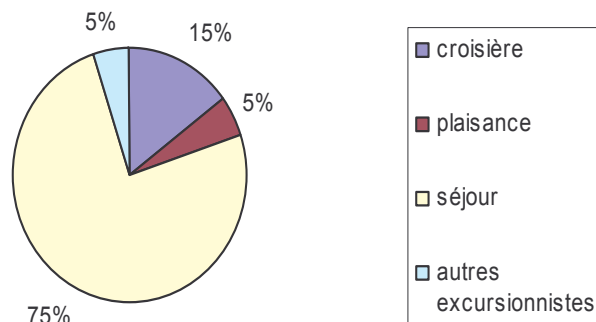
III.3.4. La fréquentation touristique :

Pour l'année 2001, le Sud totalise 67 % des touristes de séjours en haute saison et 61% de ceux de basse saison. Les quatre premières communes par l'importance de leur fréquentation appartiennent à l'Espace Sud : Trois-Ilets, Sainte-Anne, Sainte-Luce et le Diamant. Elles concentrent à elles seules près de 55% de la fréquentation de haute saison et 49 % de celle de basse saison. A l'exception de Fort-de-France, avec 68% des touristes qui déclarent l'avoir visitée, 8 communes ont été visitées chacune par au moins 50 % des touristes de séjour, 7 de ces 8 communes appartiennent à l'Espace Sud.

Après l'année record 1998, on observe une baisse de près de 27 % en quatre ans. Cependant par rapport à 1999, la baisse de la fréquentation « séjour » est de 8 % sur le Sud et de 18,5 % sur le total de la Martinique. La différence d'évolution semble s'expliquer pour partie grâce à la plaisance, filière dans laquelle le Sud occupe via le port du Marin, une position dominante. La baisse de fréquentation des croisiéristes qui a entamé sa chute après 1999 était due à une inadéquation des structures face à la demande. On observe également que la Martinique et le Sud enregistrent également de façon similaire depuis les années 1995-1996 une baisse de la durée moyenne de séjour et une baisse des dépenses moyennes par visiteur.

Aujourd'hui, la répartition de la clientèle touristique est la suivante :

Graphique 6: Répartition de la clientèle touristique



Source : Données : Comité Martiniquais du tourisme
Réalisation : Stage de groupe

Toutefois, les indicateurs sont tous à la baisse, on parle alors d'une « crise du secteur tourisme ». Tous les documents soulignent l'inadaptation d'un point de vue qualitatif des produits immobiliers : sur les 18 000 lits existants à l'échelle de la Martinique, seuls 11 000 sont en mesure de convenir aux exigences actuelles des clientèles.

En matière de tourisme vert et d'agritourisme, au-delà des distilleries (photo 20), plantations et Habitations, le Sud possède de nombreux atouts : un patrimoine historique, muséographique et des sites classés ou inscrits importants. Ce potentiel souffre toutefois d'un manque d'organisation en véritables « produits touristiques ». De plus, on peut regretter un manque de moyen pour mettre en avant le savoir-faire déjà présent sur le territoire. On observe également de nombreux problèmes d'itinérance, il est actuellement impossible à la Martinique de suivre des sentiers pédestres ou équestres pendant plusieurs jours en faisant des étapes dans des gîtes. Ce tourisme de nature pourrait, s'il était structuré, apporter une valeur ajoutée à l'offre classiquement proposée. En effet, ce type de tourisme souffre actuellement d'une mauvaise image surtout auprès des élus qui le perçoivent comme non rentable. Cette lacune peut également s'expliquer par le fait que le PNRM, a fait de la préservation des paysages une priorité et que dans cette optique, l'aménagement des espaces naturels passe au second plan.



Photo 20 : La distillerie Trois-Rivières à Sainte-Luce

Au terme de l'année 2005, le flux touristique global demeure sous le seuil des 700 000 visiteurs, comme en 2004. La poursuite de la chute du tourisme maritime en est la principale cause. En effet, les clientèles maritimes ont diminué de 40 % (-33 % pour la plaisance et -42 % pour la croisière). En 2006, on constate une légère augmentation du tourisme de croisière et de la plaisance. Les navires de croisière ont effectué 137 escales pendant l'année 2006 (soit une progression de 7 % relativement à 2005). Cependant, le nombre de passagers par escale a diminué pendant l'année 2006. Alors qu'en 2005 il était de 727 croisiéristes par escale, il a atteint 701 pour l'année 2006.

En revanche, le redressement de la fréquentation de séjour se poursuit. Les arrivées de visiteurs de séjour ont augmenté de 3 % entre 2004 et 2005 et de 4% entre 2005 et 2006. Entre 2003 et 2005, elles progressent de 7 %, et passent la barre des 500 000 visiteurs en 2006. L'année 2006 se classe alors au 5ème rang des fréquentations des vingt deux dernières années. Le flux de croisière en 2006 n'a pas dépassé le seuil des 100 000 visiteurs et ramène la Martinique à niveau voisin de 1969 (tableau 16).

Tableau 16 : Évolution de la fréquentation touristique en fonction des types de tourisme

En nombre et %	Évolution						
	2003	2004	2005	2006	2003/2004	2004/2005	2005/2006
Croisière	268 542	159 416	93 063	96 089	-40,6%	-41,6%	3,3%
Autres excursionnistes	24 230	21 423	32 111	23 674	-11,6%	49,9%%	-26,3%
Séjour	453 160	470 890	484 127	503 475	3,9%	2,8%	4,0%
Plaisance	39 777	44 572	29 759	31 975	12,1%	-33,2%	7,4%
Total général	785 709	696 301	639 060	655 213	-11,4%	-8,2%	2,5%

Source : Comité Martiniquais du Tourisme

La tendance à la mono-clientèle française s'était atténuée en 2005 pour augmenter de nouveau en 2006. Les Français de l'hexagone ont totalisé 78% du flux en 2006, pour 76% du flux des visiteurs en 2005 et 79 % en 2004. En ajoutant les français des DOM, la clientèle française totalise 86 % de la fréquentation touristique en 2005. Conséquemment, les clientèles européennes et en provenance d'Amérique du Nord enregistrent une remarquable progression en 2005 (+34 %). Notons tout de même que cette clientèle avait connu une diminution entre 1997 et 2001. La durée moyenne de séjour a diminué entre 2004 et 2005, elle a peu évolué entre 2005 et 2006. Elle était de 13,8 jours en 2006 pour 13,5 jours en 2005 et 14,4 jours en 2004.

En venant à la Martinique, les touristes recherchent un produit balnéaire classique combinant un climat chaud, des plages (photo 21), un cadre exotique, la détente et des gens accueillants. Cependant 7,4% des visiteurs sont venus pour affaires ou pour un congrès. En ce qui concerne la satisfaction des touristes, les visiteurs de séjour repartent relativement satisfaits : 56,8 % d'entre eux se déclarent très satisfaits de leur hébergement (53,8 % en 2005). Ils sont 58,1 % à juger très favorablement la qualité des plages (55,3 % en 2005). Cependant les excursions recueillent moins de 25 % de jugements très favorables, seulement 23,2 % des visiteurs s'en déclarent très satisfaits (22,2 % en 2005). De manière générale, ils sont 19,8 % à estimer très satisfaisant le prix global du voyage (23,9 % en 2005).



Photo 21 : Un paysage de carte postale, recherché par les touristes

Le SAR-SMVM a pour ambition de passer d'un tourisme traditionnel à un tourisme « durable » conjuguant au mieux les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Le SMVM prévoit quatre espaces d'aménagement touristiques (EAT) liés à la mer dont trois sont situés sur l'espace Sud. Ces aménagements sont conçus comme des pôles touristiques développés autour ou à partir d'un équipement hôtelier structurant et correspondant à un concept de « station touristique ». De plus, le territoire de la CAESM accueille Quatre des six espaces ludiques liés à la mer et trois des quatre Opérations de Réhabilitation de l'Immobilier de loisir (ORIL).

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Une gamme étendue d'espaces naturels et de sites patrimoniaux. - Une importante biodiversité. - Des fonds marins attractifs. - Une culture créole très riche. - Des villages présentant un patrimoine architectural intéressant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un manque de positionnement clair de la destination et évolution vers des clientèles modestes et de mono provenance. - Une vulnérabilité croissante du positionnement tout balnéaire. - Une persistance de lacunes importantes dans la qualité de l'offre au niveau de l'hébergement, de l'accueil, de l'animation, de la valorisation/préservation des sites naturels, de la qualité de l'environnement urbain,... - Une absence de véritable démarche d'aménagement. - Une offre de formation perfectible au regard des besoins des professionnels. - Faiblesse et fragilité de la rentabilité des hébergements ainsi qu'absence de compétitivité en terme d'investissement. - Un manque de planification du développement touristique et d'organisation des acteurs. et vers l'Amérique du Nord. - Nécessité d'une prise de conscience de l'enjeu économique et social que constitue le secteur du tourisme.

OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none">- La prise de conscience des élus du potentiel économique du tourisme.- L'élaboration du SCoT, qui fait du développement touristique, une de ses priorités.- La place du tourisme dans l'Espace Sud pourrait justifier l'élaboration à l'échelle des 12 communes d'un schéma de développement du tourisme en cohérence avec les outils de programmation existants (SAR, SMVM, Schéma d'aménagement touristique).- Le développement du port du Marin.- L'opération Grand Site mise en place à Sainte-Anne.	<ul style="list-style-type: none">- La consolidation des autres destinations des Caraïbes avec une nouvelle génération de produits balnéaires en adéquation avec les attentes du marché.- La mauvaise image du tourisme auprès de la population locale, héritage du passé esclavagiste de l'île.

LES ENJEUX :

- Définir un positionnement clair par rapport au reste de la Caraïbe
- Développer le tourisme vert, l'écotourisme et l'agritourisme (jardin créole) en association avec le tourisme balnéaire ce qui pourrait apporter une valeur ajoutée la différenciant des autres îles
- Développer l'événementielle et diversifier les activités proposées
- Développer le packaging et les formules « tout compris »
- Tourner la Martinique vers son littoral
- Mettre en relation les activités à l'échelle de la Martinique voire de la Caraïbe afin qu'il y ait une continuité
- Mettre en place une coordination entre les offices du tourisme voire mettre en place un office pôle du tourisme
- Mettre en relation le Nord et le Sud Martinique quant aux activités touristiques
- Favoriser sur l'initiative privée
- Améliorer la promotion sur internet et la publicité à l'étranger
- Améliorer la formation (profession avec brevet d'Etat par exemple)
- Mettre en place une filière touristique intégrée
- Mieux conjuguer développement des espaces balnéaires et développement d'une offre plus diversifiée favorisant la « découverte » de l'Espace Sud dans son ensemble et donc des retombées économiques mieux équilibrées.



CONCLUSION



CONCLUSION

Ce diagnostic prospectif effectué sur l'Espace Sud, bien que non exhaustif, se veut le plus complet possible afin de comprendre toutes les dynamiques à l'œuvre sur le territoire. Ainsi, nous avons traité l'ensemble des thématiques de ce territoire. Pour l'environnement, les problèmes concernent surtout la qualité des eaux et la protection des espaces naturels. Ces derniers sont la conséquence d'une urbanisation galopante non planifiée et non contrôlée. En effet, celle-ci est à l'origine d'un mitage important souvent associé à un assainissement médiocre. L'urbanisation est aussi problématique en terme d'équipements car ceux-ci ont de plus en plus de difficultés à répondre à la demande d'une population en pleine mutation. Ces mutations sont dues à une évolution rapide d'une société rurale vers une société qui se modernise. Cependant l'ensemble du territoire n'évolue pas à la même vitesse. Ainsi, les secteurs de l'agriculture et de la pêche n'ont pas encore subi les mutations susceptibles de les amener à être plus rentables. En revanche, les autres activités économiques se sont développées, notamment dans l'agglomération foyalaïse. Cependant ce développement économique de Fort-de-France a peu profité à la population de l'Espace Sud qui reste la population la plus touchée par le chômage sur l'île. De plus, l'Espace Sud n'est pas encore parvenu à tirer pleinement parti du potentiel touristique dont il bénéficie et ce malgré l'opportunité que ce secteur pourrait représenter en terme d'emploi.

Au vu de ce diagnostic, des entretiens et des diverses réunions que nous avons réalisé, nous avons pu mettre en évidence un certains nombre d'enjeux communs à l'ensemble du territoire.

Il apparaît donc urgent de :

- anticiper les changements,
- mener une véritable planification des actions,
- permettre une professionnalisation des différents secteurs,
- structurer et intégrer les filières économiques,
- préserver le patrimoine naturel, bâti et culturel,
- favoriser les initiatives locales,
- d'afficher un soutien de la part des élus,
- améliorer la concertation entre les acteurs,
- coordonner le Nord, le Centre et le Sud de l'île.

Dans cette perspective de contrer certaines tendances actuelles, nous avons établi un scénario tendanciel et quatre scénarii prospectifs qui seront développés dans le deuxième volume.



TABLE DES CARTOGRAPHIES

CARTE 1 : LOCALISATION DE LA MARTINIQUE	14
CARTE 2 : LES ESPACES PROTÉGÉS	25
CARTE 3 : DENSITÉ DÉMOGRAPHIQUE DE LA MARTINIQUE EN 1999	40
CARTE 4 : ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE LA MARTINIQUE ENTRE 1990 ET 1999	40
CARTE 5 : ESPACE SUD : INDICE DE JEUNESSE 1999.....	42
CARTE 6 : PRIX MOYEN DES TRANSACTIONS FONCIÈRES SUR L'ESPACE SUD.....	43
CARTE 7 : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENT EN ESPACE SUD ENTRE 1990 ET 1999	48
CARTE 8 : EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE EN ESPACE SUD ENTRE 1990 ET 1999	48
CARTE 9 : LES ALLOCATAIRES DU RMI	63
CARTE 10 : LES BÉNÉFICIAIRES DE LA CMU	63
CARTE 11 : NIVEAU DE FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN 2004	71
CARTE 12 : SAU GLOBALE SUR LES SECTEURS NC, ND ET NA DU POS.....	78
CARTE 13 : EVOLUTION DE LA SAU ENTRE 1989 ET 2000	80
CARTE 14 : EVOLUTION DES SURFACES OCCUPÉES POUR LES PRINCIPALES CULTURES ENTRE 1989 ET 2000 (EN HA).....	81
CARTE 15 : LA PLACE DE L'ÉLEVAGE, NOMBRE DE TÊTE DE BÉTAIL PAR HA DE SAU EN 2006	82
CARTE 16 : EVOLUTION DES ACTIFS AGRICOLES ENTRE 1989 ET 2000	83
CARTE 17 : LES ACTIFS AGRICOLES EN 2000	83
CARTE 18 : NOMBRE D'EMPLOIS DANS LE TOURISME POUR 100 EMPLOIS EN 2006	93
CARTE 19 : LES CAPACITÉS D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE DE L'ESPACE SUD	95

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Toutes les photographies présentées dans ce volume sont le résultat de prises personnelles sauf lors d'indications contraires.

1 : La mangrove	26
2 : La plage des Salines à Sainte-Anne	26
3 : Flamboyant jaune	28
4 : Sterne de Dougall	28
5 : Cerveau de Neptune	28
6 : Une décharge sauvage	33
7 : Véhicule hors d'usage abandonné sur le bord e la route	34
8 : Des logements collectifs isolés	45
9 : Les difficultés de réhabilitation	47
10 : Le potentiel architectural de l'Espace Sud	47
11 : Voirie en mauvais état	47
12 : Mitage des zones naturelles	50
13 : Urbanisation de la côte	50
14 : Les embouteillages aux abords de Fort de France	55
15 et 16 : Exploitation cannière	79
17 : Le conditionnement des bananes	84
18 : Conservation précaire des produits de la pêche	87
19 : Vente improvisée au retour de la pêche	87
20 : La distillerie Trois-Rivières à Sainte-Luce	97
21 : Un paysage de carte postale, recherché par les touristes	99

TABLE DES TABLEAUX ET AUTRES ILLUSTRATIONS

Schéma méthodologie 1	9
Schéma méthodologie 2 « Les étapes de notre travail »	12
Illustration 1 Présentation Territoire	17
Panorama 1 : Diversité des paysages de l'Espace Sud	23
Tableau 1	31
Tableau 2	33
Tableau 3	35
Tableau 4 : Évolution du solde Naturel entre 1982 et 1999	41
Tableau 5 : Répartition de la population par tranche d'âge en 1999	41
Tableau 6	43
Schéma récapitulatif : les facteurs influents sur la pression foncière	44
Tableau 7	45
Tableau 8	46
Tableau 9	46
Tableau 10 : Évolution du parc de résidences principales entre 1982 et 1999	51
Schéma récapitulatif : les facteurs influents sur le mitage	51
Schéma explicatif : le processus simplifié de l'étalement urbain	53
Tableau 11 : L'adaptation du nombre d'établissements au nombre d'élèves	58
Tableau 12 : Part de la population totale scolarisée selon l'âge en 1999	58
Tableau 13	60
Tableau 14	61
Tableau 15 : Évolution du nombre de demandeurs d'emplois entre 2001 et 2004	68
Graphique 1 : Domaine d'activité des établissements de l'Espace Sud	79
Graphique 2 : Répartition des entreprises artisanales dans l'Espace Sud	70
Graphique 3 : Évolution de la SAU dans le Sud (ha)	80
Graphique 4 : Évolution du nombre de marins par commune de résidence	85
Illustration 2 : Structures des agrégations diurnes et leur pêche	86
Graphique 5 : La répartition des emplois par secteur d'activité touristique	94
Graphique 6 : Répartition de la clientèle touristique	97
Tableau 16 : Evolution de la fréquentation touristique	98

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	3
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	6
MÉTHODOLOGIE.....	7
PRÉSENTATION DU TERRITOIRE.....	13
DIAGNOSTIC PROSPECTIF	21
I. LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL DE L'ESPACE SUD.....	22
I.1. LES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE L'ESPACE SUD.....	22
I.1.1. Les sites et paysages remarquables.....	22
Une identité paysagère affirmée	22
Une multitude d'instrument de protection	24
I.1.2. Les écosystèmes terrestres	26
Les milieux naturels boisés.....	26
Les plages et les fronts de mer.....	27
La conservation de la flore.....	28
La conservation de la faune	28
I.1.3. Le milieu marin.....	28
I.1.4. Les risques naturels et leurs conséquences sur l'environnement	29
I.2. LES PRIORITÉS DE L'ESPACE SUD	30
I.2.1. L'eau.....	30
I.2.2. L'assainissement.....	32
I.2.3. La qualité des sols et la qualité de l'air.....	33
I.2.4. La gestion des déchets	33
Les déchets ménagers et assimilés	33
Les autres déchets	34

II. LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE, UNE SOCIÉTÉ EN MOUVEMENT	40
II.1. LE MILIEU URBAIN MARTINICAIS	40
II.1.1. La démographie.....	40
II.1.2. Le foncier	43
II.1.3. L'habitat	45
Le développement de l'habitat collectif.....	45
Le problème de la vacance et la faible réhabilitation.....	46
II.1.4. L'urbanisation	49
Les problèmes de l'urbanisation de l'Espace Sud	49
Les moyens mis en œuvre	52
II.2. L'ÉQUIPEMENT : UNE SITUATION HÉTÉROGÈNE.....	53
II.2.1. Un faible équipement en terme de transport	53
L'état des lieux, bilan des routes et du réseau.....	54
Flux et utilisation du réseau.....	54
Le transport des personnes	55
Le cas du transport maritime	55
II.2.2. Des équipements avec un potentiel important.....	56
L'équipement culturel et sportif	56
L'équipement sanitaire	57
II.2.3. Les équipements ayant atteint leur « niveau de croisière »	57
II.3. LA SOCIÉTÉ ANTILLAISE FACE À LA MONDIALISATION.....	59
II.3.1. L'impact de l'ouverture de la Martinique sur la société.....	59
De nouveaux modes de sociabilité	59
La toxicomanie, un fléau pour la sécurité et l'insertion.....	60
II.3.2. Une population face à de nouveaux problèmes.....	62
Une enfance et une vieillesse à protéger.....	62
Les difficultés rencontrées par les jeunes	63
Une population active très assistée	64

III. L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE SUD.....	68
III.1. LE MONDE DES ENTREPRISES.....	68
III.1.1. Emploi et généralités.....	68
La répartition des actifs par activités et par secteurs.....	69
Les transports de marchandises.....	70
L'artisanat.....	70
III.1.2. Les caractéristiques des demandeurs d'emploi dans l'espace Sud.....	71
III.1.3. La formation et la réinsertion.....	72
III.1.4. Le phénomène du « job ».....	72
III.2. LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES D'AGRICULTURE, DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE.....	73
III.2.1. Les objectifs poursuivis par le SAR (en termes d'agriculture) (1998).....	73
Analyse de la situation existante.....	73
Orientations générales.....	74
Orientations sectorielles.....	74
III.2.2. Les orientations données par le SMVM (pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture) (SAR-1998).....	75
Les conditions d'utilisation de l'espace maritime.....	75
Les conditions d'utilisation de l'espace littoral.....	76
III.2.3. Les constats du diagnostic du territoire de l'Espace Sud (en 2004 CAESM).....	77
Un secteur agricole fragile mais indispensable du point de vue social et patrimonial.....	77
L'évolution du Sud : l'impact de l'irrigation, les difficultés de l'élevage.....	80
La pêche et l'aquaculture des secteurs à fort potentiel.....	85
III.3 LE TOURISME DANS L'ESPACE SUD.....	93
III.3.1. Le poids économique du tourisme.....	93
III.3.2. Les emplois directs du tourisme.....	93
III.3.3. Les capacités d'accueil.....	95
III.3.4. La fréquentation touristique.....	96
CONCLUSION.....	105
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	107

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3	AXE 1 : L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE SUD TOURNÉE VERS SES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES	68
SCÉNARIO 0 : LE SCÉNARIO TENDANCIEL DE L'ESPACE SUD.....	5	AXE 2 : STRUCTURATION DU TERRITOIRE PAR UNE GESTION DIFFÉRENCIÉE DES ESPACES.....	74
INTRODUCTION.....	6	AXE 3 : LE MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE SOCIAL DANS UN CONTEXTE DE MUTATIONS SOCIALES	83
CARTE BILAN.....	7	CONCLUSION	85
AXE 1 : UN RENFORCEMENT DE L'ÉTALEMENT URBAIN ET DU MITAGE	8	TABLEAU SYNTHÈSE.....	86
AXE 2 : DÉVELOPPEMENT DE PÔLES D'ÉQUILIBRE SOUTENANT PÉNIBLEMENT UNE SITUATION ÉCONOMIQUE COMPLEXE.....	9	ATOUTS/ RISQUES/ ACTEURS CLÉS	87
AXE 3 : MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE TRANSPORTS EN COMMUN ET POLARISATION DU TERRITOIRE.....	11		
CONCLUSION.....	12	SCÉNARIO 4 : L'ESPACE SUD, UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	89
TABLEAU SYNTHÈSE	13	INTRODUCTION	90
SCÉNARIO 1 : LA MARTINIQUE, UN MODELE IMPORTÉ DE TERRITOIRE DYNAMIQUE	15	CARTE BILAN.....	91
INTRODUCTION.....	16	AXE 1 : LA PROTECTION PAR L'AMÉNAGEMENT ET LA RÉGLEMENTATION.....	92
CARTE BILAN.....	17	AXE 2 : UNE NOUVELLE FORME D'HABITER RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT	98
AXE 1 : UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE	18	AXE 3 : UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE, AU SEIN D'UN TERRITOIRE ÉQUILIBRÉ.....	102
AXE 2 : UN TERRITOIRE STRUCTURÉ AUTOUR DE SES PÔLES.....	28	CONCLUSION	107
AXE 3 : UNE ORGANISATION URBAINE MODIFIÉE	37	TABLEAU SYNTHÈSE.....	108
SCÉNARIO 2 : UN ESPACE SUD PORTÉ PAR LE TOURISME.....	45	ATOUTS/ RISQUES/ ACTEURS CLÉS	109
INTRODUCTION.....	46	CONCLUSION GÉNÉRALE	111
CARTE BILAN	47	BIBLIOGRAPHIE.....	116
AXE 1 : LE POTENTIEL TOURISTIQUE	48	TABLES DES ILLUSTRATIONS	121
AXE 2 : STRUCTURATION DU TERRITOIRE.....	52		
AXE 3 : STRUCTURATION DE LA FILIÈRE	55		
CONCLUSION.....	60		
TABLEAU SYNTHÈSE	61		
ATOUTS/ RISQUES/ ACTEURS CLÉS.....	62		
SCÉNARIO 3 : LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES AU CŒUR DE L'ESPACE SUD.....	65		
INTRODUCTION.....	66		
CARTE BILAN	67		



INTRODUCTION

A la suite du diagnostic, des différentes réunions et des entretiens, nous avons pu établir des scénarii correspondant à **des visions du territoire de l'Espace Sud** à long terme. Les scénarii se projettent au moins dans vingt ans ce qui explique leur caractère ambitieux au premier abord. Chaque scénario propose une évolution possible du territoire selon un point de vue différent. Aucun scénario n'est traité de façon à l'idéaliser afin de mettre en évidence l'aspect réaliste de l'ensemble des scénarii. De plus, la détermination d'un souhaitable pour le territoire ne peut être décidée que par les acteurs locaux, responsables auprès des citoyens du fonctionnement du territoire. Par ailleurs, en raison de notre souci d'établir des scénarii réalistes, nous traitons toutes les facettes du territoire pour permettre une pérennité de chaque scénario. En revanche, les scénarii, développent plus ou moins chaque aspect suivant son importance en fonction de leur point de vue.

Dans un premier temps, il nous est apparu important de décrire le territoire de l'Espace Sud si les tendances actuelles persistaient (scénario tendanciel) afin de souligner les aspects négatifs qui seront traités ultérieurement dans les autres scénarii. Ces derniers sont tous abordés en détail à l'échelle de l'Espace Sud même si aucun scénario ne considère ce territoire comme une île dans une île. La connaissance du terrain requise par la commande ciblant essentiellement le Sud, nous ne possédions pas les clés pour étendre de manière cohérente et précise nos scénarii à l'échelle de la Martinique. À cet égard, seules des pistes ont été évoquées sauf pour le troisième scénario dont la réussite demande de s'inscrire à l'échelle de la Martinique.

Aucun de ces scénarii n'aborde l'aspect opérationnel à travers un phasage temporel détaillé mais une priorisation des actions a été déterminée. Effectivement, ce choix repose sur deux arguments :

- la commande ne demandait pas un phasage temporel opérationnel mais une spatialisation, ce qui a conduit à des scénarii spatialisés
- la méthode prospectiviste souligne l'importance de garder une grande souplesse dans chaque scénario au vu de la projection du territoire à très long terme, ce qui complexifie le phasage temporel opérationnel.

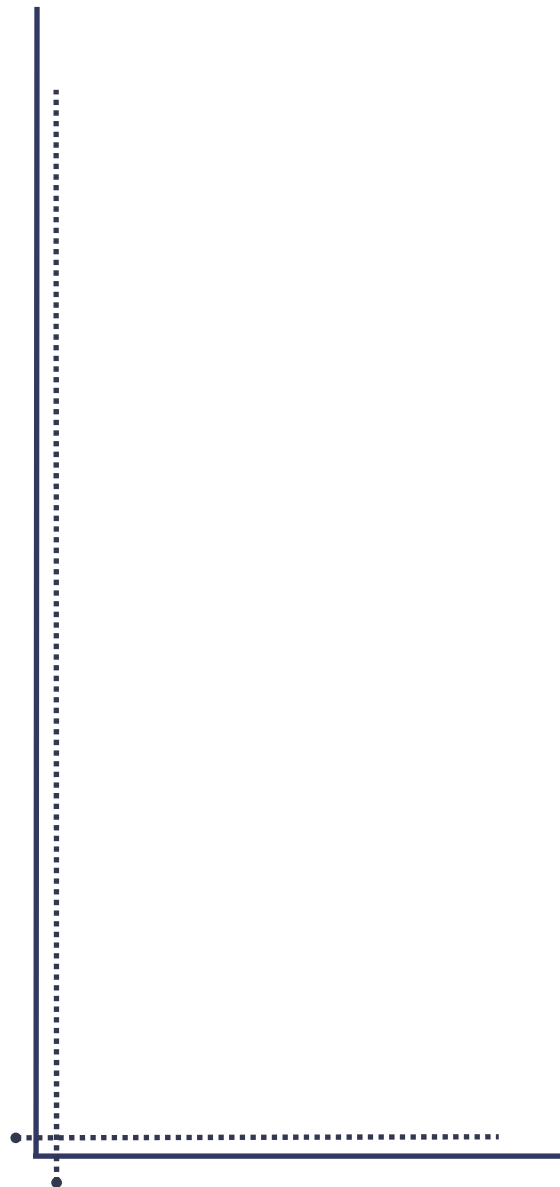
Nous allons ci-après vous présenter les scénarii aux objectifs divers :

Scénario 1 « **La Martinique, un modèle importé de territoire dynamique** » : accompagner les mutations de la Martinique en les inscrivant dans le schéma mondial de compétitivité.

Scénario 2 « **Un Espace Sud porté par le tourisme** » : développer le tourisme pour en faire LE secteur porteur de l'économie de l'Espace Sud grâce à son intégration en filière respectueuse des activités traditionnelles.

Scénario 3 « **Les activités traditionnelles au cœur de l'Espace Sud** » : développer le territoire de l'Espace Sud à partir des potentialités.

Scénario 4 « **L'Espace Sud, un modèle de développement durable** » : planifier le développement de l'Espace Sud afin de préserver l'environnement sans nuire à la société martiniquaise.



LE SCÉNARIO TENDANCIEL

LE SCÉNARIO TENDANCIEL DE L'ESPACE SUD

Objectif : Montrer l'état de l'Espace Sud en 2025,2030 si les tendances actuelles sont maintenues.

La CAESM gère le territoire de l'Espace Sud depuis 2005 seulement. Ses actions sur ce territoire concernent essentiellement deux domaines : la restauration scolaire et la gestion des déchets. Cette dernière action a permis de résoudre un problème important du territoire mais son impact financier sur les recettes de la CAESM a été lourd à supporter. En effet, il s'agit d'une action coûteuse et peu rentable. De nombreuses autres actions avaient été prévues dans le programme opérationnel de la CAESM mais elles n'ont pas abouti. De manière plus générale, il est à constater une difficulté à réaliser concrètement les projets. Par conséquent, une projection des tendances actuelles paraît au premier abord catastrophique. Cependant, celle-ci est à nuancer en raison d'un mode de fonctionnement particulier du territoire martiniquais. Celui-ci résout ses problèmes au coup par coup. Ainsi, certaines volontés instaurant de nouvelles tendances ne sont pas encore perceptibles bien qu'elles modéreront la situation prévue pour l'Espace Sud.

Le scénario sera articulé autour de trois axes:

Axe 1 : Un renforcement de l'étalement urbain et du mitage

Axe 2 : Développement de pôles d'équilibre soutenant péniblement une situation économique complexe

Axe 3 : Mise en place d'une politique de transport en commun et polarisation du territoire

Carte n°1 : Bilan du scénario tendanciel



Communes sous influence foyalaïse importante

Répartition de la population jeune

- population très âgée
- population âgée
- population jeune
- population très jeune

Répartition de la population vieillissante solvable

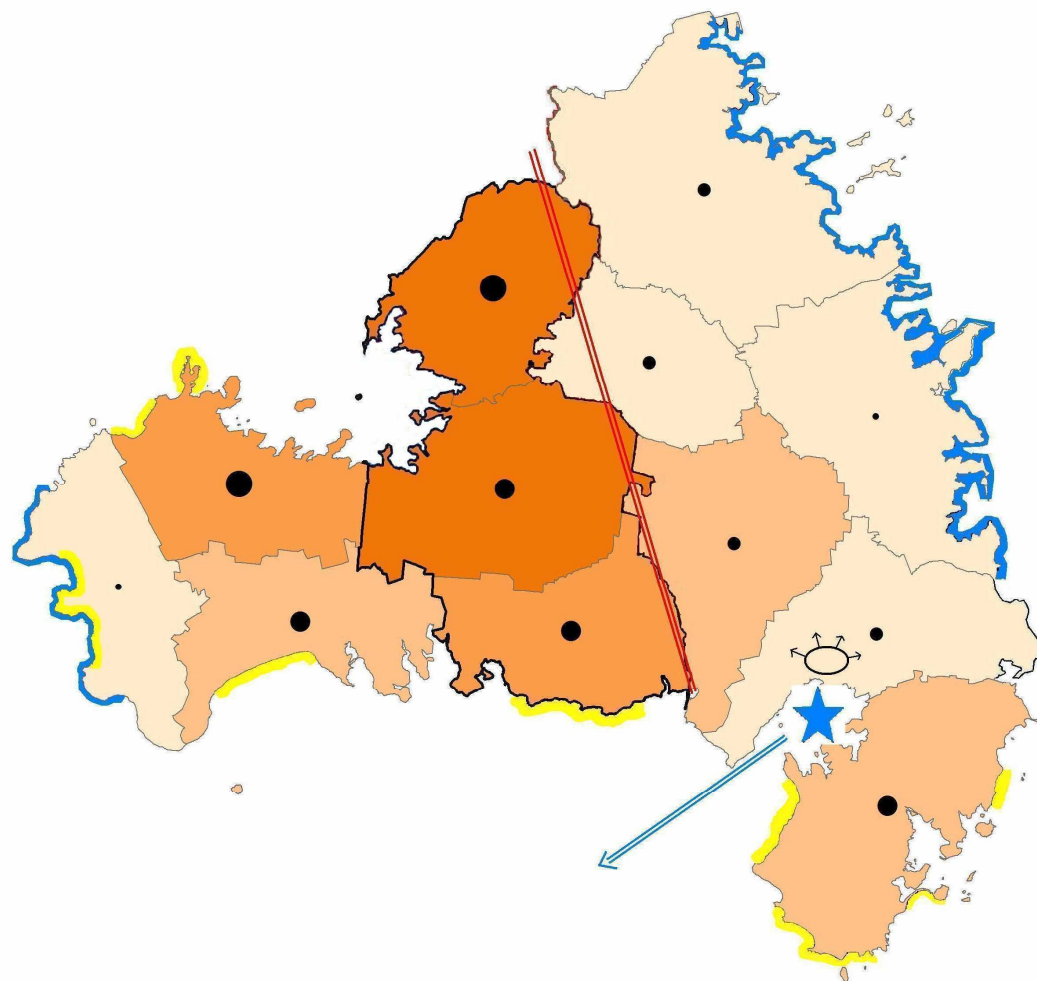
- solvabilité très importante
- solvabilité importante
- solvabilité faible
- solvabilité très faible

Activités économiques sur le littoral

- Zone de pêche

Dynamisme du Marin

- Extension du Marin
- Port du Marin
- Ouverture du port sur la Caraïbe seulement
- Séparation Ouest/Est



0 2,5 5 10 Kms

Sources : Données bd topo 04 et Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, 2004

Réalisation : stage de groupe

AXE 1 : UN RENFORCEMENT DE L'ÉTALEMENT URBAIN ET DU MITAGE

La préférence des martiniquais pour un mode d'habitat individuel et les difficultés rencontrées par les communes dans la maîtrise du foncier entraînent une consommation d'espace excessive et anarchique. Ce phénomène de mitage, résultat des constructions éparées, menace les exploitations agricoles alors démembrées et limite les possibilités d'une extension maîtrisée des villes, notamment pour l'implantation de zones d'activités.

L'habitat diffus est aussi problématique en terme d'adduction en eau et d'assainissement. Les réseaux collectifs sous dimensionnés sont souvent saturés ce qui provoque régulièrement des coupures d'eau. Quant à l'assainissement individuel, il reste encore trop rare. Malgré les récents efforts pour la mise en place de l'assainissement collectif, la résolution de ce problème devra d'abord passer par une véritable volonté politique en faveur d'une densification urbaine.

Il est d'autant plus urgent de limiter l'étalement urbain que le Sud Martinique verra encore sa population augmenter dans les vingt années à venir. Ce phénomène résulte à la fois des migrations d'une partie de la population foyale et du retour au « pays » d'un certain nombre de retraités antillais. Ces migrations entraînent un vieillissement de la population déjà amorcé par un solde naturel faible et une augmentation de l'espérance de vie. Notons que cette population âgée, peu solvable continue de se concentrer essentiellement sur le Sud Atlantique qui connaît déjà de grosses difficultés économiques et sociales. Pourtant nous pouvons constater qu'aucune anticipation actuelle des futurs besoins en structures spécialisées pour personnes âgées n'est faite, bien que le porteur de projet ne peut être que public vu la faible solvabilité de cette population.

Pour éviter la dégradation du tissu social, un effort tout particulier visant l'amélioration du cadre de vie pourrait être fait. Ceci passe d'abord par la revitalisation des centres bourgs pour encourager la densification et la vie dans les centres. Cependant la baisse des finances des communes, associée au coût élevé de ce type d'opération est un véritable obstacle à leur réalisation. Aucune tendance ne permet également d'espérer une disparition de la vacance des logements et une plus grande réhabilitation du fait du manque actuel de financement et d'ingénierie ainsi que de l'absence d'une réelle volonté politique de prévoyance.

Le deuxième levier d'action serait la préservation du patrimoine bâti, véritable composante de la culture créole, largement menacées par un entretien limité et des conditions climatiques défavorables : climat tropical et proximité de la mer.

En effet nombreuses sont les habitations voire les bourgs implantés sur la bande littorale, nouvelle illustration des difficultés à maîtriser le foncier. Ce phénomène s'explique principalement par le non respect de la réglementation.

Aux contraintes liés au mitage et à l'étalement urbain rendant les conditions de vie difficiles (de par l'étalement des équipements, les problèmes liés à l'assainissement, l'adduction d'eau, la dégradation de l'environnement), s'ajoutent les problèmes liés à l'emploi et aux crises connues par certains secteurs économique.

AXE 2 : DÉVELOPPEMENT DE PÔLES D'ÉQUILIBRE SOUTENANT PÉNIBLEMENT UNE SITUATION ÉCONOMIQUE COMPLEXE

Le premier secteur économique en difficulté est celui de l'agriculture qui emploie une partie importante de la population et joue donc un rôle primordial dans la structuration du territoire. Le secteur agricole souffre en effet du phénomène de mitage qui impose des ruptures dans les parcelles. Il voit d'autre part ses subventions européennes diminuer de façon accélérée et s'apprête à accuser le coût de graves pollutions au Chloredéconne. Le cas de la culture de la banane est d'autant plus délicat que ce secteur emploie près de 10 000 travailleurs et repose pour beaucoup sur les subventions européennes. Il est donc à envisager pour les années à venir la disparition d'une majorité des exploitations, les moins rentables, entraînant une augmentation importante du chômage sur le Sud Atlantique où les bananeraies sont plus nombreuses.

Le deuxième secteur qui nécessite une attention particulière est celui du tourisme. Pour beaucoup, les prestations touristiques offertes par la Martinique sont au-dessus du niveau exigé aujourd'hui par la clientèle et les professionnels du tourisme. Ceci est en partie le fait d'un non professionnalisme. Une majorité de la population employée par le tourisme est peu ou pas qualifiée et les formations ne sont pas suffisamment réactives aux besoins du marché qui propose surtout des emplois en tension. Le fonctionnement actuel de la recherche de personnel qualifié en dehors de la Martinique risque de perdurer au détriment des jeunes locaux qui ne pourront pas acquérir l'expérience nécessaire.

Ainsi, si les perspectives d'embauche et de réussite dans ces secteurs ne s'améliorent pas, les jeunes martiniquais, tentés par le « job » et souvent sujets à la toxicomanie, constitueront rapidement une lourde charge pour la société de l'Espace Sud s'ajoutant à la charge due au vieillissement de la population.

Par ailleurs, l'augmentation du chômage en dépit des revenus apportés par la pratique du « job » amènerait également à une plus grande précarité dans le Sud. Ainsi, le besoin en logement sociaux serait plus grand mais les communes déjà en difficulté ne pourraient y répondre que partiellement. Par conséquent, on pourrait constater une augmentation des poches d'habitat insalubre malgré les efforts notés en ce moment. Cette précarité risque aussi de favoriser les violences urbaines dans les ensembles collectifs éloignés où les équipements trop coûteux seraient peu nombreux. Notons également que les coûts de rénovation de ceux déjà existants ne pourraient pas être supportés par toutes les communes. Ces derniers pourraient toutefois être pris en charge par les collectivités dans une logique de mutualisation, d'autant plus que le réseau de transport en voie d'élaboration pourrait répondre aux besoins de déplacement.

La dernière menace susceptible de peser sur l'économie martiniquaise est celle de la fuite des capitaux en raison du manque d'intérêt porté aux investisseurs extérieurs.

Pour résumer, la situation économique ne paraît pas être en voie d'amélioration, comme le synthétise les différents points suivants :

- l'agriculture, structurant le territoire et la société, régresse au profit du mitage, de plus, le retrait des subventions européennes la fragilisera encore plus,
- le tourisme sauvage se développe en raison du manque de formation et d'une manière générale, ce secteur stagne,

- les entreprises n'ont pas de soutien politique ce qui induit une fuite des capitaux,
- aucune activité économique n'a véritablement été envisagée ni soutenue pour compenser l'éventuelle perte de vitesse des autres secteurs.

Cette perte de vitesse de l'économie martiniquaise incitera à une plus grande importation de biens de consommation générale.

Toutefois, malgré le tableau précédemment dressé, l'actuelle émergence de pôles notamment économiques permet d'envisager un avenir économique plus positif pour le Sud Martinique. Ces centres économiques et urbains qui se dégagent naturellement nécessiteraient un important soutien de la CAESM tant en termes technique et financier qu'en termes de politique et d'organisation du territoire. Ces pôles se situent en majeure partie à la périphérie de l'agglomération foyale à Ducos/Rivière-Salée et au François mais aussi dans le Sud, au Marin. L'importante perception de la taxe professionnelle au niveau des pôles constituerait une grande partie de la recette de l'intercommunalité.

Cependant pour que ces pôles soient réellement porteurs de l'économie, il faudrait résoudre trois des problèmes récurrents de la société martiniquaise. La première problématique est celle de la non concordance entre formation et marché du travail comme l'illustre le secteur de la plaisance du Marin. Aucun jeune ou presque issu des filières nautiques du lycée technique situé à quelques mètres du port, n'y sont embauchés. Les exigences de la profession sont finalement mal connues, les échanges avec les professionnels sont trop rares et donc aucun climat de confiance ne se crée. Il semble en effet être difficile de mettre en relation les acteurs de la formation et les professionnels lorsque l'on constate que la future Maison de l'Emploi ne les prend pas en compte. Nous pouvons toutefois noter que les acteurs du territoire ont conscience du problème. Celui-ci pourrait être résolu dans certains secteurs bien identifiés comme le tourisme. Il faut en effet qu'une réelle communication soit établie entre les différents acteurs du monde de l'entreprise et du monde de la formation si l'on veut éviter que les nouveaux diplômés ne se retrouvent sur un marché du travail qui ne leur corresponde pas.

La deuxième problématique est celle du « job ». Les difficultés de concordance formation/monde professionnel contribuent à la diffusion de la pratique du « job » et donc à la montée du chômage sur l'île. Pourtant un outil a été mis en place concernant la lutte contre la pratique du « job » : le Titre de Travail Simplifié. Cet outil a seulement besoin d'un portage politique fort qui est de nos jours initié par les associations et les organismes d'État.

Enfin, la troisième problématique est celle du cycle de vie très court des entreprises. Certainement à cause d'un manque de compétence en terme de gestion des entreprises, celles-ci survivent entre deux et trois ans en moyenne, rendant impossible la stabilisation du marché du travail.

Pour finir, en ce qui concerne l'ouverture de l'Espace Sud et de la Martinique sur le reste de la Caraïbe, contrairement aux secteurs traditionnels trop sujets aux vieilles concurrences entre la Martinique, « enfant gâté » de la Caraïbe, et les autres îles, le secteur de la plaisance offre de belles perspectives. Le port du Marin pose, en effet, sa stratégie à l'échelle caribéenne et ouvre l'Espace Sud de façon directe par l'accueil des plaisanciers et de façon indirecte par sa renommée. Mais cette relation avec les îles de la Caraïbe ne profite pas encore assez à l'Espace Sud. Les mesures commençant à être mises en place permettront une meilleure exploitation de cette vitrine sur l'extérieur que représente le Marin. Il faut par exemple citer le partenariat entre l'office du tourisme du Marin et la capitainerie, lieu de passage obligatoire de toute embarcation mouillant dans le port.

Il reste toutefois à mettre en relation le reste de la communauté de commune avec ce pôle grâce notamment à un service de transport en commun.

De façon générale, l'équilibre de l'Espace Sud et in fine du territoire Martiniquais repose sur cette connexion et la possibilité de mobilité entre les différents espaces.

AXE 3 : MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE TRANSPORT EN COMMUN ET POLARISATION DU TERRITOIRE

L'Espace Sud a beaucoup de projet en matière de transport bien que rien ne soit fait pour l'instant.

La volonté actuelle de la CAESM en matière de transport s'exprime notamment à travers l'enquête « déplacements des ménages » et la prise en charge du réseau de transport en commun du François. Le réseau de transport collectif prévu par la CAESM devrait concerner le transport intracommunal, intercommunal ainsi qu'une liaison avec le Transport en Commun en Site Propre de l'agglomération foyalaise. Effectivement, la relation entre la CAESM et la CACEM permet d'être optimiste par rapport à un futur travail commun au niveau de ce TCSP afin d'éviter des mésententes concernant les zones de compétence.

Malgré la détermination de la communauté de communes de ne pas négliger les taxis collectifs, des difficultés liées à leur prise en compte sont à prévoir. Le transport en commun fera concurrence aux taxis collectifs qui ne pourront toutefois pas être abandonnés de manière immédiate, mais plutôt progressivement en fonction de l'avancement de l'installation d'un transport intercommunal. Il est de plus à craindre que l'isolement de certaines parties du territoire ne soit renforcé du fait d'une répartition hétérogène du transport suivant les flux mis en évidence par l'enquête précédemment citée. Ainsi, l'équilibre du territoire ne sera atteint qu'à long terme, une fois le réseau entièrement opérationnel, et seulement si un accord est passé avec l'organisation des taxis collectifs. Actuellement, une mise à la retraite anticipée d'une partie des chauffeurs de taxis est prévue, mais aucune concertation n'a encore été amorcée.

D'un point de vue financier, la mise en relation des différentes zones habitées des communes souvent éparses, sera coûteuse, mais également techniquement difficile et incommode, favorisant encore une fois l'hétérogénéité du réseau de transport.

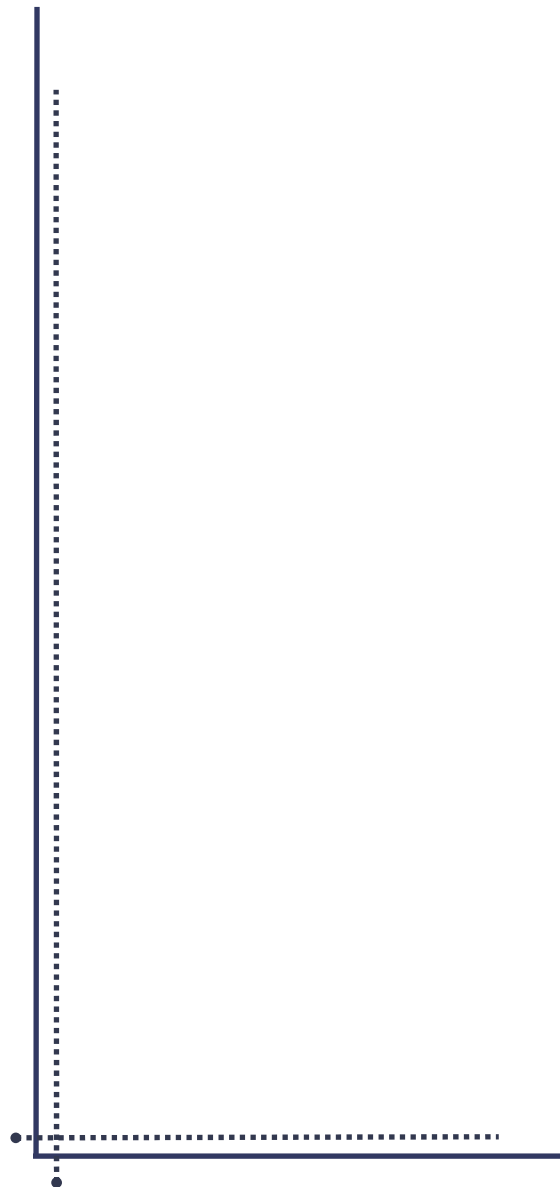
Ce transport nouvellement créé aura pour objectif majeur de décongestionner les axes structurants aujourd'hui paralysés par un trafic démesuré. Nous pouvons toutefois nous questionner sur la réelle efficacité de cette mesure qui n'est pour le moment que peu coordonnée à une politique ferme en défaveur de la voiture de la part des acteurs influents tels que la CAESM, le Département ou la Région...

Un deuxième objectif majeur du réseau de transport mis en place sera de permettre un équilibrage du territoire notamment concernant le clivage existant entre l'Est et l'Ouest du territoire de l'Espace Sud. Il devrait à terme permettre à la population d'utiliser tous les équipements, que ce soit de loisir ou bien administratifs, sans contrainte de distance et de localisation. De plus ce maillage devra permettre de relier le pôle naissant du Marin et ceux existants (et mis en valeur volontairement par la CAESM) que sont Le François et Ducos/Rivière Salée. Notons par exemple qu'un pôle d'urgence pourra être développé en relais à l'hôpital de la Ménard, cependant les besoins importants en la matière n'ont pas encore été pris en compte.

CONCLUSION

La question de la compétence des différents acteurs et de leurs relations se pose alors. La situation ne semble pas être en voie d'amélioration d'autant plus que les futures difficultés financières du territoire risquent d'entraîner un certain repli sur soi des différentes institutions. Effectivement, la culture politique de l'île est emprunte d'une certaine concurrence entre les communes. L'intercommunalité du Sud, même si elle est encore jeune, aux vues de son dynamisme actuel, pourrait être le vecteur d'une coopération plus constructive tant entre les communes qu'entre les différents acteurs du territoire.

Société : population, condition de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage en augmentation en raison de la crise de la banane et du tourisme - Vieillesse de la population peu solvable - Développement de la toxicomanie
Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation du cadre de vie
Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Persistance de l'habitat individuel - Faible réhabilitation et développement de la vacance - Développement de l'habitat insalubre
Gestion des espaces : naturels, urbains, agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Mitage présent sur toute l'île accompagnée d'une pression foncière non maîtrisée - Consommation à l'excès des réserves foncières - Atténuation de la séparation Est/Ouest
Polarisation du territoire : répartition des équipements, structuration du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Continuité de la dégradation progressive des équipements sportifs et culturels existants mutualisation de certains - Développement des pôles naturels que sont Le François, Rivière Salée/Ducos, et Le Marin - Manque de structures d'accueil adaptées pour les personnes âgées - Renforcement du rôle de l'hôpital de la Ménard
Mobilité et transports	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place hétérogène sur le territoire d'un système de transport en commun - Possibilité d'un travail commun sur le TCSP entre la CACEM et la CAESM en raison de leur bonne entente
Économie : formation, emplois, secteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de l'activité économique au niveau des différents pôles que sont Le François, Rivière-Salée Ducos, et Le Marin - Stagnation du nombre de touristes dans l'Espace Sud - Mise en place d'observatoires pour lutter contre la difficulté rencontrée par les acteurs de la formation à répondre aux besoins des professionnels - Promotion par les différents acteurs du territoire des Titres de Travail Simplifiés pour lutter contre la pratique du job - Taxe professionnelle en tant que principale source de revenue pour communauté de commune - Difficulté de retenir les capitaux et de maintenir l'agriculture
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Affaiblissement de l'esprit d'intercommunalité en raison des problèmes de finances
Rayonnement et interactions	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de sa situation avec la Caraïbe (peu d'échange et de commerce) - Ouverture sur la Caraïbe grâce au port de plaisance sans profit ou apport pour le territoire



LA MARTINIQUE, UN MODÈLE IMPORTÉ DE TERRITOIRE DYNAMIQUE

LA MARTINIQUE, UN MODÈLE IMPORTÉ DE TERRITOIRE DYNAMIQUE

Objectifs : Conduire la mutation de la Martinique pour l'intégrer au phénomène de mondialisation

De nos différents entretiens et réunions, est souvent ressorti la volonté de faire rayonner le territoire de l'Espace Sud en le rendant compétitif. Effectivement, il est à constater la programmation de nombreux projets de grande ampleur mais qui manquent souvent d'une coordination entre eux et de véritables études de marché. Par conséquent, ces projets sont la plupart du temps avortés. Il est logique de constater ce type d'ambition sur un territoire en pleine mutation économique. Mais pour que le développement accéléré de la Martinique lui soit réellement profitable, cette dernière se doit de planifier et de coordonner ses actions.

Ainsi, afin de répondre à cette attente de maîtrise des mutations du territoire, ce scénario vise un développement économique intense de l'Espace Sud Martinique. Cette démarche repose cependant sur une politique économique plus large qui doit être menée à l'échelle de l'île dans sa globalité. Cette stratégie nécessite à la fois d'utiliser les potentialités de l'ensemble du territoire et de coordonner les actions des trois intercommunalités pour être viable.

Il s'agit, pour être compétitif d'encourager les synergies et par conséquent de concentrer au maximum les activités économiques si l'on veut favoriser les échanges et éviter les problèmes de transport.

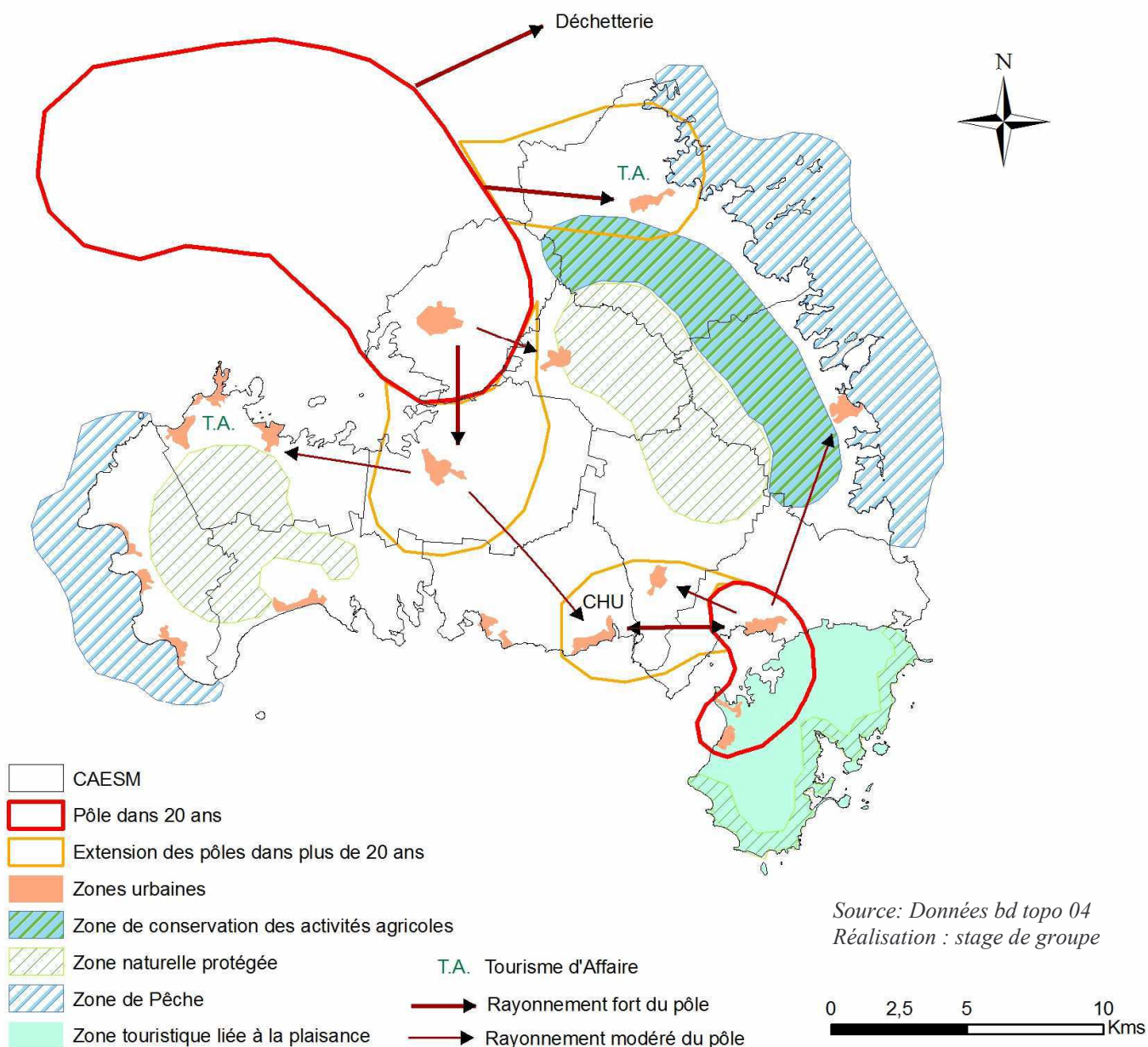
Le scénario sera articulé autour de trois axes:

Axe 1 : Une économie compétitive

Axe 2 : Un territoire structuré autour de ses pôles

Axe 3 : Une organisation urbaine modifiée

Carte n°2 : Bilan du scénario « La Martinique, un modèle importé de territoire dynamique »



AXE 1 : UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE

Au regard des dynamiques déjà à l'œuvre sur le territoire c'est-à-dire le rayonnement de Fort de France sur ses communes périphériques et l'effervescence économique du Marin, nous choisissons simultanément d'étendre le pôle foyalais et de créer un pôle thématique au Marin. Ce choix vise à canaliser l'inertie propre au processus de polarisation.

Enfin, un certain nombre de mesures seront mises en place pour assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des secteurs économiques martiniquais, structurés autour des pôles nouvellement développés.

Un pôle foyalais en expansion

✧ *L'extension du pôle foyalais*

La première étape de construction de ce scénario consiste à parier sur l'étalement du pôle actuel de l'agglomération de Fort de France. Ce pôle à la fois économique et urbain engloberait les communes dynamiques de sa périphérie, c'est-à-dire, Schoelcher, le Lamentin, et Ducos dans un premier temps, puis s'étendrait rapidement à Rivière Salée. A long terme, le développement de Fort-de-France pourrait s'étendre au François qui deviendrait une commune pivot du dynamisme économique de la façade atlantique.

Pour favoriser la circulation des marchandises à l'intérieur de cette agglomération, la majeure partie de la mangrove devra être remblayée en vue d'étendre les installations portuaires à la commune de Ducos principalement. Cette mesure permettra aussi d'augmenter la surface disponible pour l'implantation des entreprises.

✧ *La spécialisation du pôle foyalais*

Le pôle foyalais se concentrera sur les activités économiques d'imports de matières premières pour toutes les activités industrielles. Il regroupera les activités du BTP, fournies en matière première par les importations et les carrières du Nord de l'île. De même des filières agro-alimentaires pourraient s'y développer pour palier aux importations en utilisant les produits locaux (jus de fruit, yaourts...). Il est à noter que l'essentiel des activités de services seront préférentiellement localisées en dehors des pôles sur le territoire de l'espace Sud pour un meilleur équilibre, puisqu'elles ne nécessitent pas la proximité du port de Fort de France pour se fournir en matières premières. Ce pôle devra aussi et surtout miser sur la fabrication de produits manufacturés de pointe à haute valeur ajoutée en raison de son impossibilité de concurrencer les îles de la Caraïbe et les pays d'Amérique latine employant une main d'œuvre bon marché. Ce pôle pourra également rayonner par le développement d'un secteur sanitaire de pointe à la Ménard.

Illustration 1: croquis d'une extension possible du fort de Fort de France (à venir)

Page format A3



Le futur pôle foyalais combinant des fonctions économiques et résidentielles fortes, la sectorisation de celles-ci sera déterminante pour le bon fonctionnement de l'agglomération. Ainsi, les activités économiques suivront elles aussi une logique de concentration, de préférence le long des axes de communication important (RN5, zone portuaire...). Toutefois le potentiel végétal que présente la Martinique, même en zone urbaine, sera le moyen non seulement de faciliter l'intégration paysagère de ces zones, mais aussi de créer des zones tampons entre les espaces résidentiels et les espaces économiques (photo 1).



Photo 1 : Potentiel végétal sur une zone de concentration des activités commerciales et industrielles du pôle foyalais. (Source DDE)

Un pôle « propre » au Marin

✧ *Un pôle de plaisance à la pointe de la technologie*

Le deuxième pivot du développement de l'Espace Sud sera la création d'un pôle « propre » autour de la baie du Marin et de Sainte-Anne, spécialisé dans la filière de l'activité de plaisance. Il aura pour vocation d'accueillir un centre de carénage chargé entre autre de la tropicalisation des bateaux, des agences de location de bateau, un agrandissement du port de mouillage (déjà à l'étude), et enfin une zone portuaire aménagée pour l'accueil des plaisanciers qui doit devenir un lieu de vie (photos 2 à 6 et illustrations 1 et 2). Pour être compatible avec la vocation de plaisance du port qui recevra une population aisée et exigeante, la localisation de la partie industrielle devra être réfléchie en terme d'intégration paysagère.

Photos 2 et illustration 2 : ce croquis d'ambiance de l'extension du port de plaisance du Marin illustre l'insertion d'un modèle importé dans un environnement à l'architecture complètement différente.

Etat actuel



Proposition d'aménagement



Photos 3 et 4 : Proposition d'aménagement des quais avec des bars et des commerces à l'architecture du type créole, traditionnelle.

Etat actuel



Proposition d'aménagement observée à Antigua



Photos 5 et 6 : Création de zone avec une offre commerciale diversifiée en arrière du port à partir de bâtiments existants à rénover.

Etat actuel



Proposition d'aménagement observée à Saint Martin



Illustration 3 : Insertion dans le plan paysage de l'extension du port du Marin



Source: Capitainerie du Marin

✧ *Un pôle « propre »*

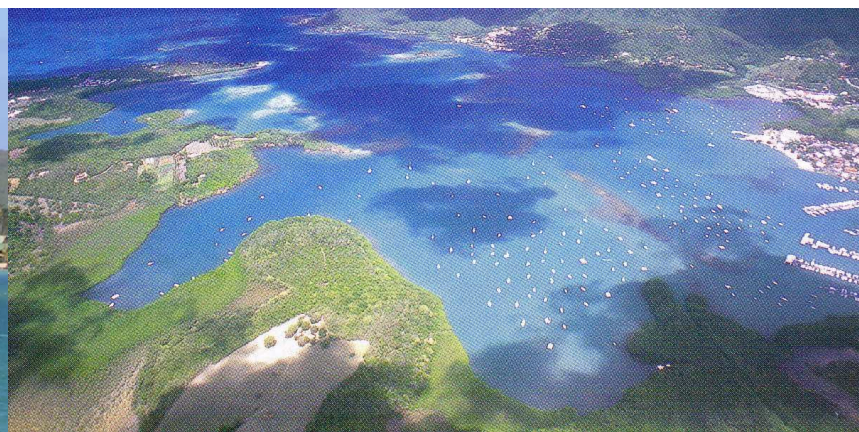
Dans la même logique, les déchets liés à cette activité seront transportés par voie maritime pour être ensuite retraités à la déchetterie du Robert. Afin que celle-ci puisse assumer les quantités à retraiter issues des différentes activités prévues avec le développement des pôles, un projet d'agrandissement devra être envisagé. Il s'agit d'implanter un centre de traitement des déchets de grande envergure qui part sur la base de celui déjà existant au Robert et permettra le retraitement des déchets de la presque totalité de la Martinique, voire de certains types de déchets à l'échelle de la Caraïbe.

Toujours en cohérence avec le concept de pôle propre, le Marin et Sainte-Anne, qui font déjà l'objet d'un contrat de baie, devront encourager les coopérations entre les communes qui la bordent pour assurer la qualité de ce milieu. Cela pourra par exemple passer par la généralisation du label Pavillon Bleu à l'ensemble des communes du Marin, de Sainte-Anne, de Rivière-Pilote et de Sainte-Luce. Cette démarche de préservation et de mise en valeur du potentiel écologique et paysagé de la baie (photo 8) est indispensable au fonctionnement du pôle. Ce dernier devra d'abord miser sur son image pour assurer sa promotion et fidéliser une clientèle exigeante. La présence du « Club Med » (photo 7) dans la baie participe de cette logique de prestation haut de gamme.

Photo 7 : « Club Med » de Sainte Anne



Photo 8 : La Baie du pôle « propre » du Marin



Source : Capitainerie du Port du Marin

✧ *Une activité économique gravitant autour de sa clientèle aisée*

A la spécialisation de plaisance, s'ajoute le développement d'un pôle santé complémentaire de celui de la Ménard qui cible une clientèle aisée. Il s'agit de profiter des équipements hospitaliers déjà présents au Marin et de les spécialiser sur les soins bien-être, esthétiques, la balnéothérapie ainsi que sur la pharmacopée. Cette dernière serait éventuellement associée à un pôle de formation, lui même couplé à un autre pôle de recherche situé dans le Nord, à proximité de la matière première végétale. C'est effectivement dans le Nord que se situerait ce laboratoire de recherche florale afin de répartir de façon cohérente les équipements sur le territoire. L'ensemble des offres proposées constituerait une gamme en adéquation avec les attentes d'une clientèle aisée. A plus ou moins long terme, cette clientèle viendrait de la Caraïbe, voire de toute l'Europe et des Amériques.

Cette même clientèle est visée par l'économie résidentielle et touristique au sein et à proximité de ce pôle. Pour des questions d'accessibilité et de disponibilité foncière, il serait souhaitable de déplacer au moins une partie de ce pôle santé, éventuellement le CHU, sur la commune de Sainte-Luce. Ce serait également le moyen d'éviter l'engorgement du Marin.

Il est à noter que ce pôle a moins vocation à devenir une véritable agglomération, comme c'est le cas pour le pôle Foyalais, qu'un technopôle organisé autour des secteurs de la plaisance et de la santé.

Une politique globale de développement économique

✧ *La politique économique martiniquaise*

La stratégie économique de ce scénario s'articule bien évidemment en priorité autour des pôles explicités plus haut qui concentrent l'essentiel des activités économiques de la Martinique. Pour autant, sur un petit territoire comme la Martinique, et a fortiori sur l'Espace Sud, la santé économique tient essentiellement à la diversité des activités qui assurent l'adaptabilité et la réactivité de celui-ci. Il faut également noter que le maintien d'activités sur l'ensemble des communes est l'assurance d'un territoire plus équilibré. Ainsi, au-delà de l'ambition de développer les deux pôles, quatre autres objectifs économiques seront poursuivis :

- **Fiabiliser les activités traditionnelles existantes** en les restructurant. Pour les secteurs de la pêche, et de l'agriculture il s'agit de diminuer le nombre de producteurs afin de rentabiliser les productions qui devraient être plus régulières et de meilleure qualité pour favoriser la mise sur le marché. Celle-ci pourrait passer par l'intégration en filière agro-alimentaire qui resterait au service d'une politique de niche. En ce qui concerne les activités de pêche, elles seront complétées par une activité intense d'aquaculture permettant d'assurer la régularité des productions et par conséquent la possibilité pour les grandes surfaces de se fournir localement. La pêche sera essentiellement localisée sur les communes des Anses d'Arlet, du Vauclin, et celles du François jusqu'à Sainte-Marie. Quant à la culture maraîchère, complémentaire de celle plus importante faite dans le Nord, elle sera principalement située sur la façade atlantique. Il est aussi à noter la présence de quelques exploitations cannières qui resteront protégées sur la commune de Ducos, ainsi que de plusieurs élevages disséminés sur le territoire. L'élevage sera à privilégier dans les zones les plus sèches. Pour cette dernière filière, l'objectif sera aussi d'encourager les regroupements pour aller vers une productivité optimale du secteur.



Photo 9 : Installation solaire sur un toit de particulier

- **Diversifier les secteurs économiques et encourager l'innovation.** Il devra s'agir du développement des TIC notamment sur l'agglomération de Fort de France par l'installation de plusieurs cyber espaces et l'équipement des différentes entreprises. Au Marin, l'implantation d'un centre de télétravail profitable à l'ensemble des communes proches du pôle sera à envisager. Sa proximité avec le port assurera un service supplémentaire aux plaisanciers. Dans un autre domaine, des subventions devront permettre le développement de l'agriculture biologique, ainsi que des énergies renouvelables, en particulier le solaire, pour les équipements privés et publics (photo 9). Ces derniers représentants de futurs marchés locaux porteurs du fait de la hausse du niveau de vie de la population locale.

- **Développer la filière du tourisme,** la croissance économique du Sud passant aussi de manière incontournable par celle-ci. Le tourisme serait donc à développer de façon importante sur les littoraux Sud Atlantique et Sud Caraïbe selon des zones qui discriminent des types de clientèles différents. Nous pourrions imaginer un tourisme d'affaire sur les communes de Fort-de-France, Schoelcher, Trois-Ilets, Le François (ainsi qu'à Trinité au Nord) ; un tourisme haut de gamme et balnéaire sur les communes de Sainte Anne et du Marin ; un tourisme balnéaire classique, essentiellement tourné vers la pratique des plages, maintenu sur les communes des Trois Ilets, Anses d'Arlet, le Diamant, et Sainte-Luce. Enfin un tourisme vert d'itinérance pourra être envisagé sur les communes agricoles ou ayant un fort potentiel naturel, plus à l'intérieur des terres comme par exemple sur les communes du Saint-Esprit, de Rivière-Pilote, des Anses d'Arlet ou de celles de la façade atlantique. Néanmoins ce dernier sera mineur par rapport aux autres types de tourisme.
- **Organiser une branche économique qui cible les personnes âgées,** au regard du vieillissement de la population. Plutôt que de subir ce phénomène, on l'accompagne pour en profiter. Il s'agit de faire venir un certain nombre de personnes âgées aisées dans des centres de retraites haut de gamme sans pour autant pénaliser l'accès des populations locales aux services de santé. De même, l'offre touristique pourra s'adapter aux attentes de cette tranche de la population, ce qui est en partie engagé avec la mise en place du pôle balnéaire, santé, bien être au Marin. Enfin, il sera judicieux de développer le secteur des services à la personne.

✧ *Les leviers d'action de la politique économique martiniquaise*

Pour atteindre les différents objectifs décrits plus haut, une stratégie économique globale devra être menée quel que soit le secteur considéré. Cette stratégie située en amont du développement des différents secteurs, concernera autant la formation et les conditions d'accès à l'emploi que la politique de gestion des entreprises. Elle consiste donc à :

- **Favoriser l'accès aux études supérieures** en poursuivant la politique régionale actuelle qui encourage et subventionne la poursuite d'études supérieures en métropole ;
- **Favoriser le retour des jeunes qualifiés en Martinique** et donc faciliter leur emploi comme cadre dans les secteurs dynamiques. A cet effet, les CIO auront un rôle important à jouer au moment du choix des formations qui doivent être en cohérence avec le marché de l'emploi martiniquais qu'il faudra donc anticiper ;
- **Mettre en place sur le territoire des formations flexibles et adaptées aux besoins du marché local.** Il s'agit là de proposer des formations qui se renouvellent régulièrement pour donner accès aux emplois en tension. De la même façon, il faudra préférer une formation menant à un diplôme de branche distribué par des fédérations qui conçoivent elles-mêmes les formations au plus près de leurs besoins. La difficulté est de mettre en place ce fonctionnement en fédération, encore loin d'être systématique en Martinique ;
- **Inciter l'implantation des entreprises** par la création de pépinières d'entreprises ;
- **Réorganiser les zones industrielles** pour favoriser le fonctionnement en filière. Une zone industrielle devra correspondre à un unique secteur d'activité. Cela devra par exemple être le cas de la zone d'activité de Génipa, nouvellement créée, mais aussi de toutes les zones déjà existantes ;
- **Accompagner les entreprises en terme de gestion financière** par l'utilisation d'outils existants (CCI, boutique de gestion, observatoire, Chambre des métiers) mais aussi par la mise en place de suivis personnalisés ;
- **Soutenir les très petites entreprises.** Il n'existe finalement aucune contradiction à maintenir les entreprises unipersonnelles qui peuvent très bien fonctionner en sous-traitance des deux pôles. Ce système est cohérent avec la nécessité de flexibilité et les logiques entrepreneuriales locales. Toutefois des regroupements par secteur ou a minima des syndicats sont nécessaires pour leur assurer une certaine autonomie.

AXE 2 : UN TERRITOIRE STRUCTURE AUTOUR DE SES PÔLES

La compétitivité économique du territoire est la première condition de réussite de ce scénario. Ainsi, au vu de la logique mondiale, cette compétitivité passe par une polarisation du territoire car elle permet une synergie entre les différents acteurs économiques. Il est alors intéressant de comprendre comment se construit le territoire autour de ses pôles.

Une logique de concentration...

✧ *pour les administrations*

La logique de concentration de la polarisation économique du territoire centralise autant les entreprises, les établissements de formation et de recherche que les services administratifs et les équipements lourds. En effet, les grands ensembles administratifs dans le Sud seront répartis entre le pôle de Fort-de-France et celui du Marin. En raison de ce partage des différentes administrations, des bornes Internet dans ces pôles pourraient se substituer aux services manquant pour les procédures administratives les plus courantes. Un système identique pourrait être mis en place pour le pôle envisagé au Nord, peut-être à Sainte-Marie/ Trinité. Ce système éviterait un déplacement automatique des chefs d'entreprises vers Fort-de-France comme c'est le cas actuellement. Ainsi, celui-ci participerait à la lutte contre la congestion des réseaux routiers et à l'attractivité économique du territoire puisque les chefs d'entreprises perdraient moins de temps dans les transports.

✧ *pour les équipements structurants*

De même, les équipements lourds, tels qu'un cinéma, un théâtre, une piscine ou un complexe sportif, seront concentrés sur plusieurs communes par thématique. Cette répartition devra se faire selon une logique de cohérence intercommunale. Par conséquent, cette dernière impliquera :

- de miser sur les réseaux de transports communaux et intercommunaux qui sont une compétence de la CAESM
- de tenir compte de l'identité de chacune des communes (ex : équipements culturels au Saint-Esprit).

Ce type de répartition permettra de mutualiser les moyens afin de faciliter leur construction et leur entretien ce qui favoriserait leur rentabilité. De cette manière, les équipements pourront plus aisément répondre aux besoins de la population. Ainsi, une partie du développement dû à la polarisation sera redistribuée dans les communes périphériques aux pôles.

Photo 10 : Salle de spectacle de Saint-Esprit

A) vue de l'extérieur

B) vue de l'intérieur



En ce qui concerne les équipements de proximité ou utilisés régulièrement, ils devront mailler le territoire pour répondre au besoin de la population. En conséquence, le vieillissement de la population nécessiterait un maillage régulier de structures sanitaires légères et de structures de prise en charge des personnes âgées. Ces dernières structures bénéficieraient des avancées techniques faites sur le pôle hospitalier de Sainte-Luce. Par ailleurs, les équipements culturels et sportifs ainsi que les équipements de loisirs devront irriguer les centres bourgs des communes.

✧ *aux conséquences multiples*

Cette logique de concentration entraînerait le rayonnement des pôles. Ainsi, il serait possible d'envisager une activité du port de Fort-de-France en complémentarité avec le port de Point-à-Pitre pour favoriser le partage des bateaux à l'export afin d'éviter qu'ils repartent à vide. L'élaboration d'un tel schéma de fonctionnement permettrait au moins de compenser en partie les conséquences négatives de la crise du marché de la banane.

Cependant, dans un même temps, la polarisation sera une cause importante de pollution. D'une part, en terme de pollution des eaux, il sera essentiel d'améliorer l'assainissement pour ne pas dégrader la qualité des eaux de rivière. Cela pourrait même permettre de reconquérir la qualité des eaux. D'autre part, ce souci de qualité de l'eau devra s'accompagner de celui d'une adduction efficace en eau pour tout le monde afin d'éviter les conflits d'usage. Ainsi, il sera donc nécessaire de redimensionner le réseau d'adduction d'eau en l'adaptant aux besoins présents et à venir en eau.

Une mobilité optimisée

Le modèle de fonctionnement d'un territoire polarisé est basé sur la complémentarité des espaces spécialisés. Pour assurer cette complémentarité, une communication entre ces espaces est essentielle. De ce fait, les transports devront assurer une mobilité optimale des personnes et des marchandises qui sera une garantie de compétitivité du territoire.

✧ *La volonté de fluidifier les transports routiers*

Etant donné la congestion actuelle des axes routiers majeurs, il est indispensable de développer au maximum les transports en commun pour améliorer la situation présente et anticiper l'intensification des flux. Effectivement, le développement coordonné des pôles pour les rendre compétitifs va amplifier les déplacements de personnes vers ces pôles et au sein de ces derniers. Il sera donc important de mener une politique de pénalisation de l'usage de la voiture au sein de ceux-ci. Par exemple, des actions pourront être menées telles que :

- la réduction du nombre de voies pour l'automobile au profit des transports en commun,
- le développement du système des parkings relais à la périphérie.

De même le transport de marchandises devra être organisé à travers :

- l'aménagement d'horaires de livraison dans les pôles,
- l'aménagement d'une plate-forme de redistribution des marchandises pour chaque pôle par le biais de transports collectifs de marchandises.

Subséquemment, pour le pôle foyalais, il est nécessaire d'étendre le réseau du TCSP :

- du Lamentin à Ducos d'ici 10 ans,
- de Ducos à Rivière-Salée d'ici 20 ans,
- du Lamentin au François d'ici 30 ans.

Les arrêts de ce TCSP pourront être aménagés sous forme de gare multimodale pour éviter toute rupture de charge (photo 11).

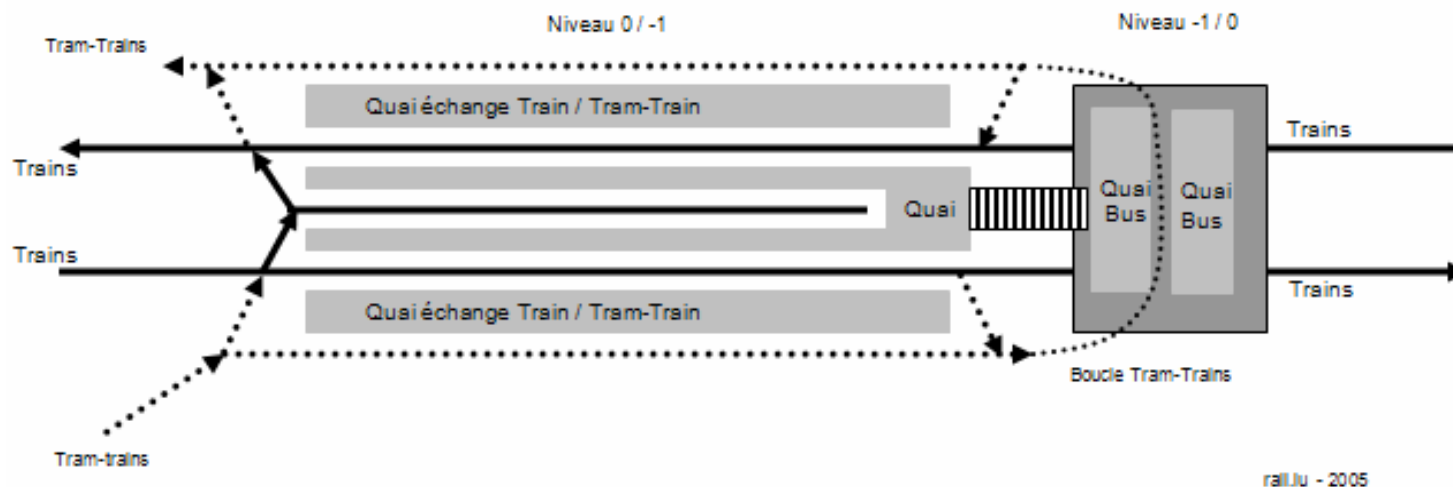


Illustration 4 : Exemple d'une gare multimodale

Une ligne régulière entre Sainte-Luce, Rivière-Pilote, Le Marin et Sainte-Anne est également prévue pour irriguer le pôle du Marin.

Enfin, la continuité entre les modes de transport, pour celui des personnes par exemple, pourra être facilité par l'utilisation d'un ticket unique. La continuité des réseaux de transport de marchandises et de personnes sera indispensable pour être en adéquation avec le fonctionnement du territoire qui s'effectuera à l'échelle de la Martinique.



Photo 11: Continuité entre les modes de transport au sein d'une gare multimodale.

✧ *Le développement des transports maritimes pour fluidifier le transport routier*

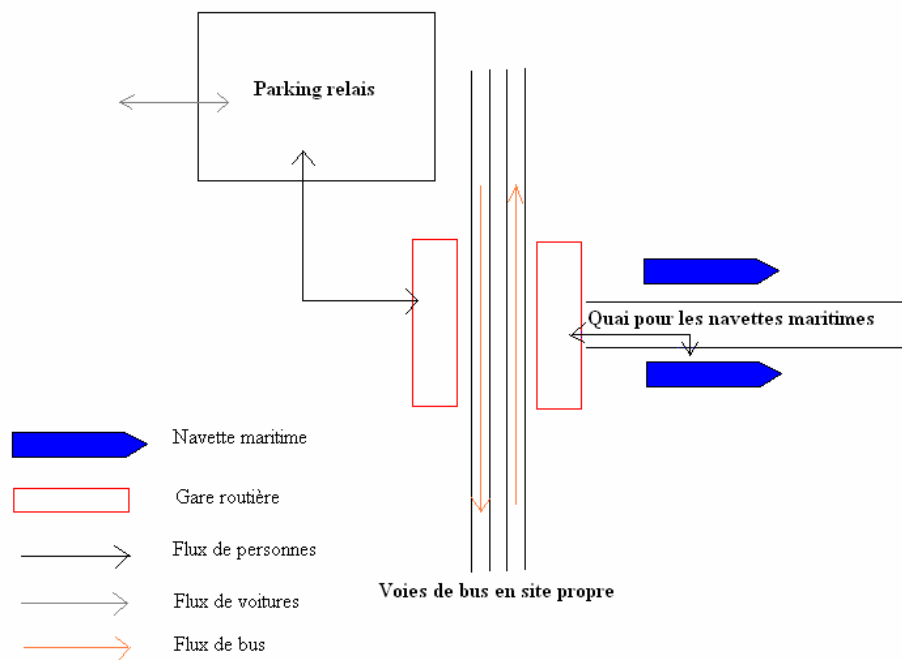


Illustration 5 : Gare multimodale associant les transports maritimes

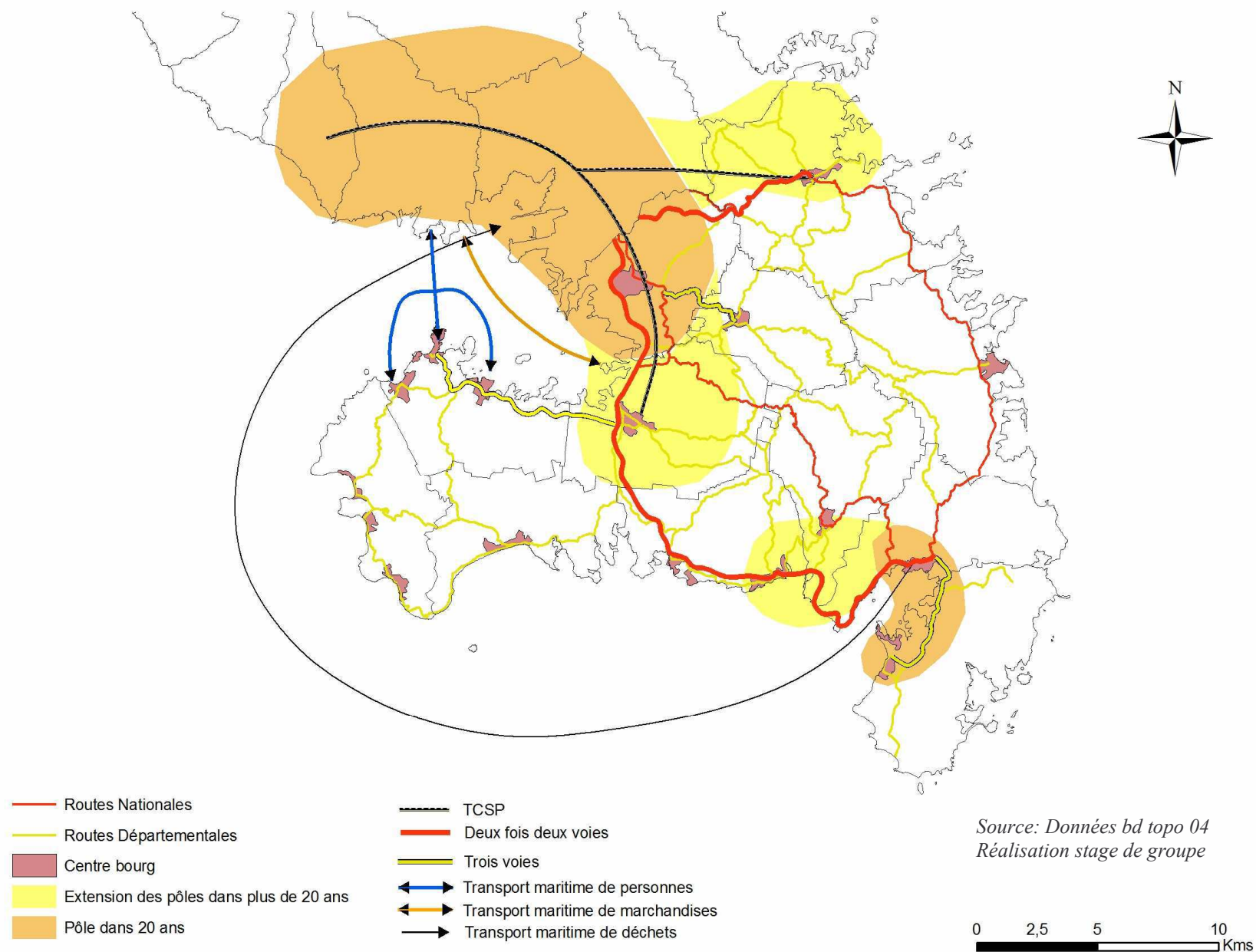
Ceci s'effectuerait ensuite par l'homogénéisation avec le système de transport routier, de celui de navette maritime (photo 12), déjà existant entre les Trois-Ilets et Fort-de-France (tarifs uniques). A long terme, une navette maritime qui reliera les communes des Anses d'Arlets, du Diamant et de Sainte-Luce aux deux grands pôles pourra être mise en place. Ce transport maritime sera aussi utilisé pour acheminer les déchets des activités du port de plaisance à la déchetterie régionale du Robert.

Dans l'optique d'une fluidité des transports, une partie du transport routier de personnes et de marchandises pourra être reporté sur les voies maritimes. Dans un premier temps il s'agira de permettre la continuité physique entre les deux réseaux par la mise en place de gares multimodales, intégrant le transport maritime (illustration 5).

Photo 12 : Navette maritime des Trois Ilets



Carte n°3 : Organisation du territoire par le traitement des axes de communication



Des périphéries diverses

Polariser un territoire sous-entend créer un centre et une périphérie. Dans le cadre de notre scénario, les caractéristiques de cette périphérie varient suivant l'influence des pôles et le zonage établi.

✧ *Le François, une commune entre la CACEM, la CAESM et la CCNM*

En premier lieu, l'influence de l'agglomération foyalaise sur Le François facilitera le développement de cette commune qui peut rayonner sur la façade atlantique. Ce phénomène se traduira par une augmentation des flux entre les communes du côté atlantique, notamment entre Le Robert, Le François et Le Vauclin. Les échanges entre ces communes seront amplifiés par l'installation de la déchetterie régionale au Robert. Ce nouvel axe dynamique, en remettant en cause les périmètres intercommunaux, sera l'occasion d'une coopération entre la CCNM et la CAESM. Ce type de coopération pourrait également se faire entre les trois intercommunalités pour certains projets. Dans le cas contraire, les intercommunalités seront un frein au développement économique de leur territoire. Elles devront donc prendre en compte des logiques de fonctionnement qui leur sont étrangères comme celle d'un chef d'entreprise.

✧ *Une zone côtière homogène*

En second lieu, la logique de compétitivité affecte aussi l'aménagement du littoral qui sera exploité pour l'ensemble de ces activités économiques dont le tourisme (photo 13) et la pêche (photo 14). Notons que certaines zones naturelles, protégées par des réglementations spécifiques, seront de toutes évidences préservées. Ainsi, les zones de même vocation seront traitées de façon relativement homogène. Ceci pourra conduire à une exploitation optimale du littoral.



Photo 13 : Exemple d'un traitement touristique du littoral



Photo 14 : Exemple de traitement d'une zone de pêche

✧ *Une polarisation préservant certains espaces*

Enfin, polariser correspond au choix de sacrifier un territoire au profit d'un autre afin de permettre un développement économique. De ce fait, le sacrifice de la baie de Fort de France et du Marin permettra :

- la préservation de la côte atlantique Sud,
- la sanctuarisation de zones aux Anses d'Arlets au Diamant, aux Trois-Ilets, à Rivière-Pilote et au Saint-Esprit grâce au PNRM,
- l'aménagement durable de la façade atlantique de Sainte-Anne qui sera nécessaire au vu de la vocation touristique haut de gamme de cette commune.

Sur ces communes, des inventaires du patrimoine bâti et naturel seront impérativement à réaliser pour définir les conditions de préservation ou de valorisation. Ils pourront être envisagés à l'échelle intercommunale pour plus de cohérence. L'intérêt de ces espaces vient de la qualité qu'ils apportent au territoire. Cette qualité augmente l'attractivité de ce dernier et profite à l'économie résidentielle et touristique ainsi qu'à l'image de l'Espace Sud auprès des industries de pointe recherchées dans les pôles. A une échelle plus globale, il est à remarquer que le Nord Martinique fait l'objet d'une préservation des espaces naturels plus importante du fait de la sanctuarisation naturelle et de la richesse toute particulière de ces écosystèmes.

AXE 3 : UNE ORGANISATION URBAINE MODIFIÉE

Une population urbaine en mutation

✧ *Une population se « mondialisant »*

De nos jours la mondialisation affecte la société martiniquaise qui est donc en pleine mutation. Il sera alors à constater :

- Une augmentation globale de la population, déjà amorcée, liée :
 - au retour au pays des personnes âgées,
 - au solde naturel,
 - à l'attractivité économique nouvelle de la Martinique.
- Une amélioration globale des conditions de vie grâce à un meilleur accès à l'ensembles des services (sanitaires, scolaire, gestion des déchets...).

Cependant, on ne pourra pas lutter contre la ghettoïsation de certains quartiers au niveau des pôles ainsi que le développement du sentiment d'insécurité.

Enfin, face à la mondialisation, la culture propre des régions a tendance à disparaître avant qu'un retour aux sources n'ait le temps de s'amorcer. Il est donc probable que la culture créole martiniquaise suive le même schéma. En effet, la population Martiniquaise considère aujourd'hui la culture créole et toutes les pratiques traditionnelles qui s'y rattachent comme désuètes. La phase de réappropriation de ces racines, que l'on a pu observer dans les pays qui ont déjà traversé le phénomène de mondialisation, n'est qu'à peine entamée. On peut donc craindre de voir disparaître une partie de cette culture.

Par conséquent, il est évident que la société martiniquaise se « mondialise » ce qui permet d'envisager une adaptation réussie de celle-ci au nouveau mode de gestion de la Martinique mis en place dans ce scénario.

✧ *Une urbanisation densifiant les villes*

Ainsi, cette population de plus en plus urbaine devrait pouvoir s'adapter au nouveau mode d'urbanisation prévu. Il s'agit de :

- concentrer les habitations dans les zones construites et encourager l'habitat collectif pour éviter le mitage et l'étalement urbain,
- reconquérir des zones libres ou mitées pour constituer des réserves foncières,
- mettre en place une réglementation stricte pour préserver les zones agricoles,
- permettre le remembrement sachant que l'agriculture à la périphérie des villes doit s'articuler avec l'économie résidentielle.

Pour y parvenir, le développement des villes devra se faire en respectant strictement le zonage mis en place qui participera à la cohérence du territoire ainsi qu'à son développement durable. En suivant ce mode d'urbanisation, il sera possible que certaines communes moins sujettes à la pression foncière et éloignées des centres de développement, changent progressivement de statut pour être rattachées aux communes plus dynamiques.

L'aménagement des villes, et plus particulièrement des centres villes, sera l'occasion de les traiter pour en faire des lieux de vie par le biais d'une animation continue. Cet aspect est essentiel pour garantir l'attractivité des villes et pouvoir ainsi les densifier.

Par ailleurs, l'aménagement de ces villes sera aussi l'occasion de traiter la sectorisation résidentielle de la population visible dans tous les pôles, qui pourrait conduire à des violences urbaines dans certains ensembles collectifs si rien n'est fait. Il est donc indispensable d'élaborer un fonctionnement des pôles intégrant ces quartiers. Pour éviter les autres problèmes d'insécurité surtout liés à la délinquance et à la toxicomanie, il faudrait :

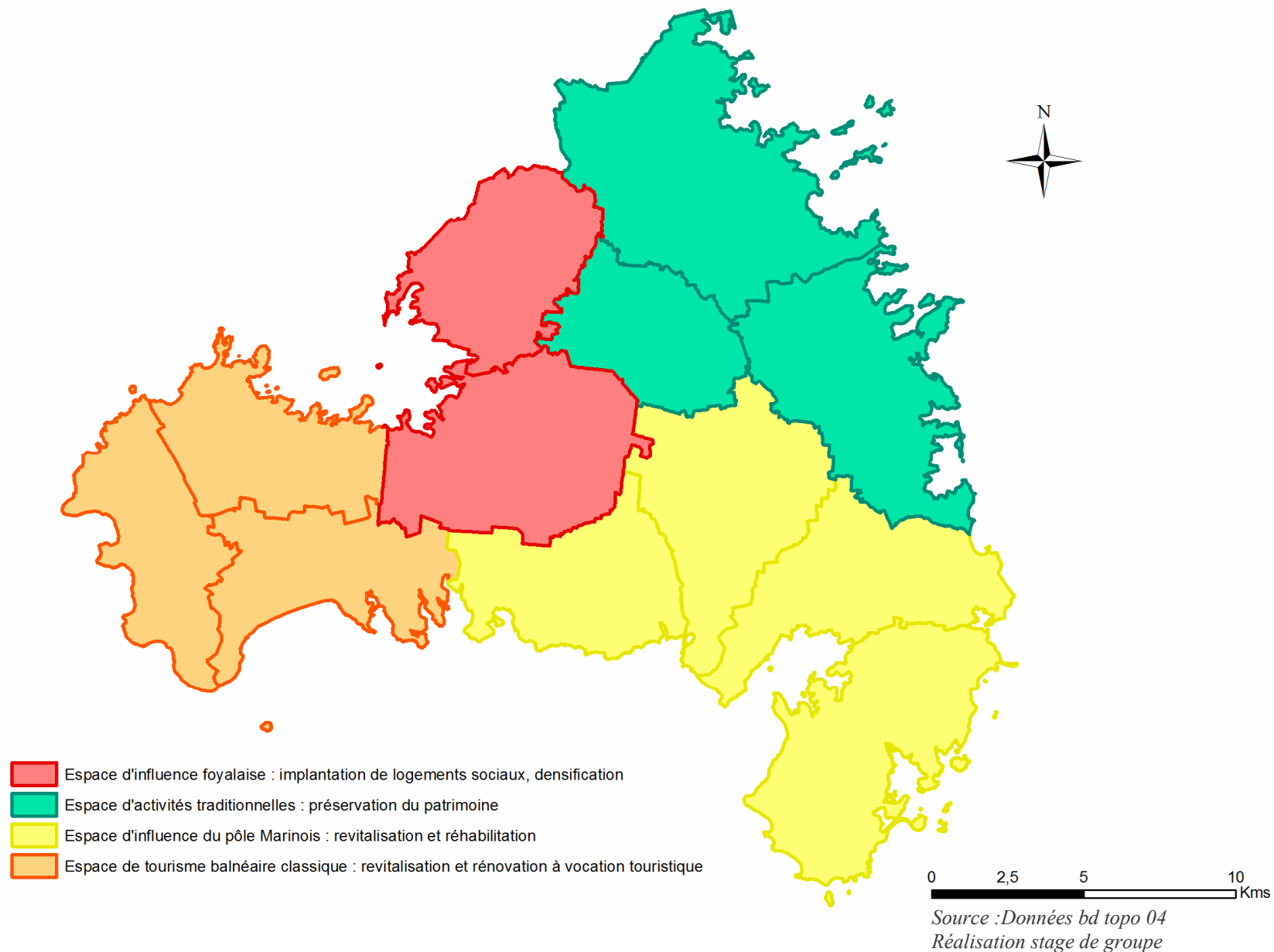
- prendre en charge les jeunes en favorisant par exemple la pratique des loisirs, il s'agirait d'éviter qu'ils soient livrés à eux-mêmes,
- faire de la prévention,
- accompagner personnellement les toxicomanes.

Un traitement différencié des zones urbaines

Il a été constaté que la population est de plus en plus apte à accompagner le changement exigé par la polarisation. Néanmoins, même si les principes d'urbanisation de la Martinique peuvent être envisagés de manière homogène sur le territoire, les zones urbaines seront traitées de façons différentes selon le sous-ensemble du territoire auquel elles appartiennent :

- Les quatre communes de l'agglomération foyale : Fort de France, Lamentin, Ducos, Rivière Salée. Elles seront organisées à la manière des centres urbains métropolitains. En conséquence, l'accent sera mis sur une forte densité de population qui pourra être atteinte avant tout grâce à l'habitat collectif. Néanmoins, ces logements collectifs pourront adopter de nouvelles formes urbaines plus adaptées au mode de vie des locaux que les grands ensembles. De la sorte, la majeure partie des domiciles à proximité ou dans les centres villes rapprocherait les bassins de vie des bassins d'emplois. Ce traitement de la zone urbaine foyale diminuerait les migrations journalières importantes connues actuellement ce qui participerait à la volonté de fluidifier les transports et à la lutte contre la pollution grandissante au sein des pôles. Il est à préciser qu'une attention particulière devra être portée sur les aménagements pour éviter les phénomènes de ghettoïsation probablement inévitables dans certains quartiers de Fort de France. En effet, aux vues du constat social actuel, des quartiers se paupérisent. Or, en métropole, des violences urbaines sont constatées dans certains quartiers de grands ensembles qui étaient complètement isolés lors de leur construction.
- Les quatre communes rattachées au pôle « propre » du Marin : Sainte-Luce, Rivière-Pilote, Le Marin, Sainte-Anne. Compte tenu du niveau d'exigence élevé de la population ciblée, les centres bourgs de ces communes seront réhabilités. Il serait alors à prévoir une gentrification de ces centres comme cela a été le cas en métropole. Les autres espaces résidentiels pourraient prendre la forme de lotissement (maisons individuelles ou résidences collectives) permettant de contrôler le mitage.
- Les communes nécessitant une revitalisation des centres bourgs : Le François, Le Vauclin, Saint-Esprit. Celles-ci, bien que bénéficiant en partie du rayonnement des nouveaux pôles, sont encore isolées des autres communes de l'Espace Sud. Elles resteront tournées vers un fonctionnement assez autonome basé sur une économie plus traditionnelle (pêche, agriculture...). Pour éviter la dévitalisation de ces communes, il sera nécessaire de maintenir une vie dans les centres. Ces opérations de réhabilitation et de dynamisation des centres seront aussi l'occasion de préserver le patrimoine architectural.
- Les communes touristiques et à fort potentiel écologique du Sud Caraïbe : Trois Ilets, Anses d'Arlets, Le Diamant. Sur ces trois communes, les pratiques économiques concerneront tout d'abord l'accueil de touristes. La réhabilitation des centres bourgs pour les touristes et la préservation de zones naturelles seront à forte valeur ajoutée pour le territoire. Il s'agirait donc de créer des aménagements qui assureraient la compatibilité entre le flux de touristes et la préservation des espaces naturels.

Carte n°4 : Traitement différencié des centres bourgs



Conclusion

Aux vues des actions menées dans ce scénario, il peut sembler que le dynamisme économique de la Martinique se concentre, sur l'Espace Sud et l'agglomération folayaise. Mais il faut rappeler la nécessité de réaliser ce scénario à l'échelle de la Martinique pour assurer sa réussite. En effet, en raison de l'insularité et de sa petite taille, seul l'ensemble du territoire peut rayonner au moins économiquement au niveau international. Ainsi, les deux pôles décrits devraient être complétés par un pôle au Nord garantissant l'équilibre du territoire et une exploitation de toutes les ressources de l'île. Par ailleurs, ce scénario est l'occasion de mettre en place de nouvelles relations avec les autres îles de la Caraïbe grâce aux échanges, au moins économiques, possibles. En effet, ce scénario prône une ouverture sans laquelle rien n'est réalisable. Il exige de bouleverser l'organisation du territoire, la manière de le gérer ainsi que les mentalités. Cependant, le principal frein au développement économique reste l'exiguïté du territoire. Ainsi, la coopération entre les différents acteurs est essentielle pour pouvoir résoudre les obstacles à la réalisation de ce scénario.

Société : population, condition de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation globale de la population - Sectorisation des types de population - Accompagnement des toxicomanes, centres de désintoxication, prévention de la toxicomanie et de la délinquance - Perte d'une partie de la culture créole antillaise dans le phénomène de mondialisation
Cadre de vie, Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des centres villes pour en faire des lieux de vie - Gentrification des centres-bourgs réhabilités - Mise aux normes de tout le réseau d'assainissement et redimensionnement du réseau d'adduction d'eau
Gestion des espaces : naturels, urbains, agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Préservation d'une partie du patrimoine bâti et naturel nécessitant des inventaires - Étalement urbain autour des nouveaux centres dynamiques - Exploitation du littoral essentiellement consacrée aux activités économiques au détriment de certains espaces naturels - Établissement d'un modèle de traitement des zones littorales pour optimiser leur utilisation - Respect strict du zonage et de la réglementation définis dans les documents d'urbanismes pour préserver le potentiel économique des espaces naturels et agricoles en cohérence avec les zones d'activités
Structuration du territoire et répartition des équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Répartition équilibrée des services d'aide à la personne pour répondre aux exigences de qualité de vie de la population ciblée (héliotropisme) - Structuration du territoire par la polarisation thématique des équipements lourds et le maillage territorial par les équipements de proximité
Mobilité et transports	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation du transport de personnes et de marchandises pour éviter la saturation des réseaux existants
Economie : formation, emplois, secteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Extension, densification et réorganisation du pôle Foyalais pour le rendre compétitif - Développement d'un pôle au Marin combinant un centre hospitalier de pointe spécialisé dans les soins de « bien être » et un port de plaisance au rayonnement Caraïbéen. - Diversification des activités économiques notamment par l'innovation en terme de prise en charge des personnes âgées, le choix d'une agriculture à haute valeur ajoutée et le développement du tourisme sur le littoral sud et sud caraïbe - Adaptation des parcours scolaires et des formations pour permettre l'accès de la population locale au dynamisme économique. - Encouragement à l'installation des entreprises par le biais d'une vulgarisation et une révision des outils d'aide économique
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Coopération entre les trois intercommunalités pour établir une stratégie économique commune
Rayonnement et interactions	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation collective des équipements lourds à l'échelle caribéenne - Attractivité internationale du territoire martiniquais

Atouts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> - Rayonnement international de la Martinique - Mutation de la population martiniquaise de plus en plus adaptée à la mise en place de ce scénario - Dynamisation de l'ensemble du territoire par les pôles - Maîtrise de l'urbanisation grâce à la polarisation, ce qui participe à la préservation des espaces naturels et agricoles - Amélioration des conditions de vie 	<ul style="list-style-type: none"> - Essoufflement des pôles économiques en raison de l'impossibilité d'extension due à l'insularité - Harmonisation trop lente des systèmes des différentes îles caribéennes pour permettre une coopération entre les îles de la Caraïbe - Manque de visibilité de l'intérêt communautaire pour établir une stratégie économique à l'échelle de l'île - Saturation des réseaux de transport malgré les efforts

Les acteurs clés
<ul style="list-style-type: none"> - Union Européenne - Etat - Conseil Régional - Conseil Général - CAESM - CACEM - CCNM - Chambre de Commerce et d'industrie - Chambre des métiers - Fédération des secteurs économiques - Boutique de gestion Martinique



UN ESPACE SUD PORTÉ PAR LE TOURISME

UN ESPACE SUD PORTÉ PAR LE TOURISME

Objectif : faire du tourisme une filière intégrée qui porte l'économie de l'Espace Sud.

La Martinique de par son potentiel naturel et paysager se veut une destination touristique de qualité. L'Espace Sud se démarque du reste de l'île par la présence de paysages différents de ceux du Nord de l'île. En effet, ce territoire compte parmi les plus belles plages de l'île, associées à des forêts sèches et à la mangrove. Ces multiples atouts font de cet espace un lieu idéal pour développer le tourisme. Pourtant cette activité n'est pas toujours reconnue à sa juste valeur et est sous exploitée aux vues des potentialités existantes.

La philosophie de ce scénario est de miser sur un développement du secteur touristique pour en faire un véritable pilier économique de l'Espace Sud. Pour se faire, il est essentiel d'intégrer le tourisme au territoire. Ceci passe par la mise en valeur du potentiel touristique qui relève entre autre, du patrimoine culturel et architectural de l'île. Ainsi, l'accent est mis sur la culture créole. Toutefois cette mise en valeur ne peut être efficace que si elle est structurée sur le territoire. En effet, cette structuration permet d'aménager le territoire en fonction des pratiques touristiques tout en conciliant ces dernières avec les activités économiques dominantes. La conciliation des différentes activités du territoire avec le secteur touristique est indispensable pour permettre à ce dernier de se développer de manière optimale et d'être pérenne. Celle-ci se fait par la mise en place de partenariats avec les différents secteurs locaux, tels que l'agriculture et la pêche, afin de limiter l'importation et permettre l'utilisation et la valorisation des produits locaux. Ainsi, la structuration de la filière touristique sera profitable aux touristes mais en premier lieu à la population, intégrée à tous les niveaux et dans des domaines variés.

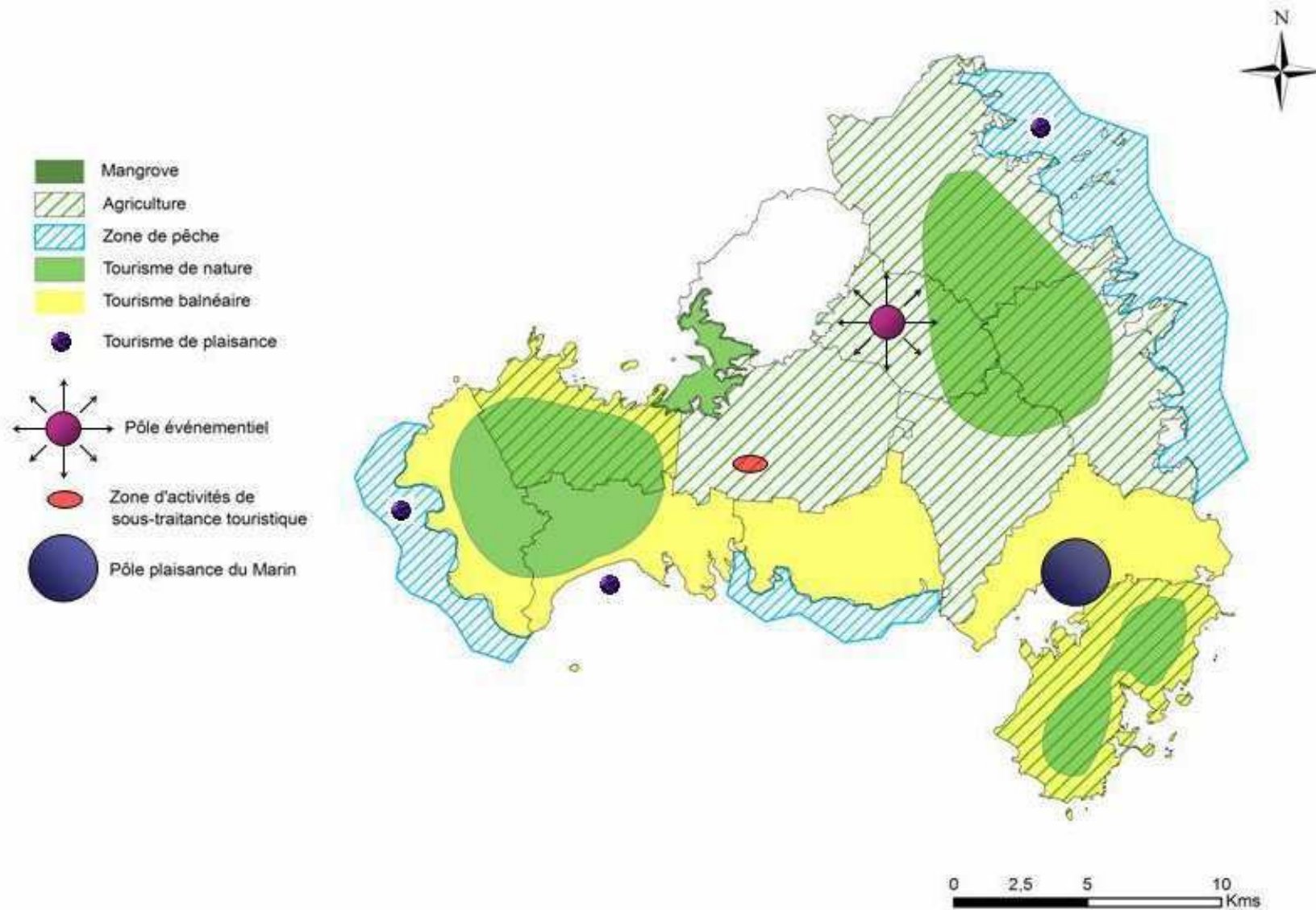
Ce scénario sera donc développé autour de trois grands axes :

Axe 1 : la mise en valeur du potentiel touristique

Axe 2 : une structuration du territoire

Axe 3 : une structuration de la filière.

Carte n°5 : Bilan du scénario « Un Espace Sud porté par le tourisme »



Source : Données bd topo 04
Réalisation stage de groupe

AXE 1: LE POTENTIEL TOURISTIQUE

Il est important de souligner que dans ce scénario les actions concernant le potentiel touristique sont concentrées sur l'architecture et la culture créole, les centres bourgs et les structures d'accueil touristique. Partant du principe que le patrimoine que constituent les plages de sable blanc et les paysages variés sont naturellement attractifs, l'accent devrait plutôt être mis sur ce qui jusqu'à présent n'a pas été suffisamment mis en valeur.

Mise en valeur de l'architecture traditionnelle et développement d'animations dans les centres bourgs

L'architecture traditionnelle martiniquaise constitue un potentiel touristique important à mettre en valeur (photo 15). Pour cela, il faut au préalable établir un recensement précis de celui-ci. En terme de patrimoine architectural, le recensement permettrait de différencier les constructions par catégorie en fonction de leur état et de leur valeur. Ainsi, la mise en place d'un plan d'action par commune permettrait d'échelonner la rénovation des centres bourgs. Les bâtiments de grande valeur et dans un état correct feraient l'objet d'une simple rénovation, les bâtiments de grande valeur et fortement endommagés pourraient être détruits puis reconstruits à l'identique et enfin, les constructions de moindre valeur seront détruites et d'autres bâtiments respectant le style architectural local seront construits sur les parcelles libérées. La création d'un itinéraire touristique ayant pour thème « le patrimoine bâti créole » serait alors envisageable à condition d'agrémenter le parcours d'une découverte historique et culturelle des différents centres bourgs concernés.



Photo 15 : Une maison créole rénovée

Il serait alors envisageable d'accentuer la mise en valeur de ce patrimoine architectural par un plan lumière qui permettrait par la même occasion de créer une ambiance agréable et d'attirer des visiteurs, même après 18h. En effet, actuellement les seuls espaces qui font l'objet d'animations organisées pour le touriste se situent aux Trois-Ilets (photo 16), sur la Pointe du Bout et au François pour la découverte des îlets. Aux Trois-Ilets, des animations sont proposées tout au long de la journée et se poursuivent en soirée. Ce type d'animation correspond parfaitement aux attentes des touristes, c'est pourquoi il serait intéressant de les développer dans les autres communes de l'Espace Sud. Ainsi, celles-ci bénéficieraient également des retombées économiques induites par ces activités, tout en apportant de l'animation dans leurs centres bourgs, ce qui profiterait également à la population locale. Ces animations pourraient être différenciées selon les communes afin que les touristes aient envie de se déplacer dans chaque commune pour pratiquer toutes les animations proposées. Ainsi, on pourrait envisager d'organiser des marchés nocturnes, éventuellement itinérants, proposant des produits locaux traditionnels, accompagnés de groupes musicaux locaux, ce qui permettrait de mettre en valeur la culture martiniquaise.

Pour assurer aux touristes d'être en sécurité sur le territoire martiniquais et notamment si l'on décide de développer les animations nocturnes, il est nécessaire de contenir les problèmes existants de délinquance. Dans un premier temps, il faudrait faire de la prévention auprès des scolaires, mais aussi auprès des parents par le biais de structures associatives (ou dans les CCAS,...) réunissant des professionnels de l'enfance, les parents et leurs enfants. Parallèlement, des mesures répressives doivent être menées au sein de chaque commune afin de limiter les actes de délinquances qui nuisent à l'image du tourisme.

Résorption de l'habitat insalubre qui nuit à l'image touristique des villes

L'habitat insalubre constitue un problème important pour la Martinique (photo 17). L'insalubrité de ces logements peut provenir de leur abandon, mais également de la gestion des logements achetés sous le régime de la défiscalisation. En effet, ces logements achetés dans le but de ne pas payer d'impôts, sont très peu entretenus et revendus à la fin du régime de défiscalisation (5ans après l'achat). Parfois, ces logements sont dans un état précaire lorsqu'ils sont remis sur le marché, ce qui augmente le nombre de logements insalubres sur le territoire. Il serait intéressant de mettre en place un PIG à l'échelle de l'Espace Sud sur la thématique des logements insalubres afin de les traiter. La résorption complète de l'habitat insalubre d'ici une vingtaine d'années semble nécessaire afin d'améliorer à la fois l'image des communes de l'Espace Sud et les conditions de vie des locaux. En effet, l'existence de « taudis » dans les centres bourgs renforce le sentiment d'insécurité et de malaise que l'on peut parfois ressentir dans ces communes. C'est pourquoi, il est nécessaire de régler ce problème par des mesures efficaces, notamment si le choix est fait de redynamiser ces centres bourgs et d'y créer de l'animation en soirée. Des outils existent pour mener des actions en faveur de la rénovation ou de la réhabilitation sous la forme d'OPAH, de PIG et d'OPAH-RU. Ces opérations, très lourdes financièrement pour les communes, peuvent faire l'objet d'un financement partiel par l'ANAH et l'Etat.



Photo 16 : Proposition de structure pour les animations



Photo 17 : Une construction laissée à l'abandon

OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
 OPAH-RU : OPAH et de Renouvellement Urbain
 PIG: Projet d'Intérêt Général
 ANAH : Agence Nationale de l'Habitat

Recensement et mise en réseau de tous les logements touristiques.

Afin de permettre aux acteurs du territoire de connaître finement le parc de logements touristiques de l'Espace Sud, tant de manière qualitative que quantitative, la réalisation d'un recensement complet de tous les hébergements touristiques semble nécessaire. Ce recensement serait également l'occasion de mettre en réseau tous les logements disponibles sur l'Espace Sud et, à terme sur l'île, ce qui faciliterait l'organisation des séjours des touristes. De plus, la connaissance de toutes les structures d'hébergement permettrait d'estimer les revenus apportés par la taxe de séjour. Cette dernière devrait par ailleurs être unifiée sur tout le territoire et son prélèvement devrait être systématisé. Une campagne de communication adressée aux professionnels du tourisme, relatant les bénéfices pouvant être réalisés par les communes et indirectement par leurs structures grâce à cette taxe devrait être menée. Ainsi, les communes seraient impliquées directement dans cette démarche.

D'une manière générale, il y a une bonne connaissance des équipements hôteliers actuels, pour lesquels une rénovation est indispensable (photo 18) afin d'offrir des conditions d'accueil de qualité. Cette opération peut faire l'objet d'un financement partiel par la taxe de séjour et de financeurs privés. Il serait également opportun que les collectivités territoriales, mais surtout les communes, participent aux financements de ces travaux aux vues de l'importance des retombées économiques générées par le tourisme.



Photo 18 : Un hôtel désaffecté

Lutte contre l'étalement urbain et le mitage

Les paysages divers et variés de la Martinique constituent un autre de ses atouts dans le domaine touristique. Dans l'optique d'une préservation et d'une valorisation de ceux-ci, la lutte contre l'étalement urbain et le mitage se veut essentielle. A cet effet, les espaces agricoles structurant également le paysage, peuvent faire l'objet de remembrements afin de les préserver. Les espaces naturels bénéficient actuellement de nombreuses mesures de protection. Cependant celles-ci ne sont pas toujours respectées et les constructions illégales y sont fréquentes. Les révisions incessantes des POS ou PLU, permettant de déclasser certains terrains non constructibles en terrains constructibles, aggravent ce phénomène. Le classement de sites naturels, dont le potentiel n'est plus à démontrer, pourrait être envisagé afin de les protéger définitivement.

Enfin, pour contenir l'urbanisation, et éviter l'étalement urbain la concentration des constructions dans les zones urbanisables existantes reste encore la seule solution envisageable.

D'une manière générale, la protection des espaces naturels par la réglementation doit s'accompagner d'une protection par l'aménagement afin d'optimiser cette démarche. En effet, les aménagements permettent à la fois de sensibiliser le public, de gérer les flux et enfin de mettre ces sites en valeur. Les aménagements réalisés devront être adaptés aux différentes pratiques qui sont faites de ces espaces (photo 19). Cette démarche est d'autant plus importante que l'on peut espérer atteindre de nouveau une fréquentation touristique semblable aux années 1990, soit environ 700 000 touristes par an auxquels s'ajoutent les martiniquais. On peut donc imaginer que ces sites naturels risquent d'être de plus en plus menacés par la surfréquentation et les incivilités.



Photo 19 : Aménagement adapté à la pratique des locaux

AXE 2 : STRUCTURATION DU TERRITOIRE

Tout d'abord, il est important de préciser que ce scénario ne se prête pas à une polarisation du territoire en tant que tel. C'est pourquoi il nous a semblé plus pertinent de mettre en place une sectorisation en fonction des secteurs économiques dominants et des différentes pratiques touristiques qui seront développées.

Sectorisation en fonction des secteurs économiques dominants et des différentes pratiques touristiques

Actuellement, l'Espace Sud est partagé entre les secteurs économiques traditionnels tels que la pêche et l'agriculture, mais également le tourisme qui, à l'heure actuelle, ne représente pas une part importante en terme d'économie. Ce territoire présente cependant un fort potentiel qui permettrait d'en faire un espace touristique diversifié. En effet, la qualité de son littoral en fait un lieu privilégié pour le tourisme balnéaire, son patrimoine naturel relativement préservé permettrait de développer le tourisme de nature et la richesse de la culture créole est un atout à valoriser.

Ainsi, nous avons pu distinguer cinq secteurs, complémentaires en terme d'activité économique et pour lesquels les pratiques touristiques seront différenciées selon les potentialités offertes par le territoire :

- **Le François et le Vauclin** sont actuellement tournés principalement vers la pêche et l'agriculture. Le tourisme de plaisance, notamment autour des îlets pourra y être développé et valorisé par des aménagements adaptés (systèmes de mouillage léger, etc). De plus, la pêche pourra être mise en valeur en tant qu'activité traditionnelle qu'il s'agit de faire découvrir aux touristes. Ainsi, des aménagements appropriés devront être effectués (développés dans le scénario 2). Enfin, le tourisme de nature pourra être développé sur le littoral et à l'intérieur des terres par l'intermédiaire de sentiers de randonnée permettant de découvrir la diversité des paysages.

- **Saint-Esprit, Rivière-Pilote et Rivière-Salée** verront leur secteur agricole structuré afin de permettre un approvisionnement fiable des professionnels du tourisme. On pourra également envisager de développer l'agritourisme afin de permettre aux touristes de découvrir les diverses pratiques agricoles.

- **Ducos et Rivière-Salée** s'affirmeront en tant que secteur où l'industrie domine. De plus, une zone d'activité dédiée à la sous-traitance touristique sera mise en place à Rivière Salée (ce point sera développé plus bas dans la partie économie).

- **Les Trois-Ilets, le Diamant, les Anses-d'Arlet, Sainte-Luce et Sainte-Anne**, formeront un secteur où le tourisme balnéaire prédomine et où le tourisme de nature sera développé à l'intérieur des terres.

- **Le Marin** s'affirmera en tant que pôle plaisance de l'Espace Sud. Les touristes arrivant sur le Marin pour y faire une étape seront incités à se rendre dans les différents secteurs du territoire par un réseau de transport efficace. Il est essentiel de profiter de la renommée du Marin et d'établir une campagne de communication qui permettrait au reste de la Martinique de profiter de cette renommée. Par ailleurs, pour accueillir cette population touristique, il sera indispensable de mettre en place des équipements sanitaires adaptés. Actuellement, ces équipements ne sont pas

suffisants à l'échelle de l'Espace Sud. Le Marin étant une zone de forte attractivité touristique, il serait pertinent de développer dans un premier temps son service d'urgence en prévision de cet afflux touristique et de l'augmentation de la population citée précédemment.

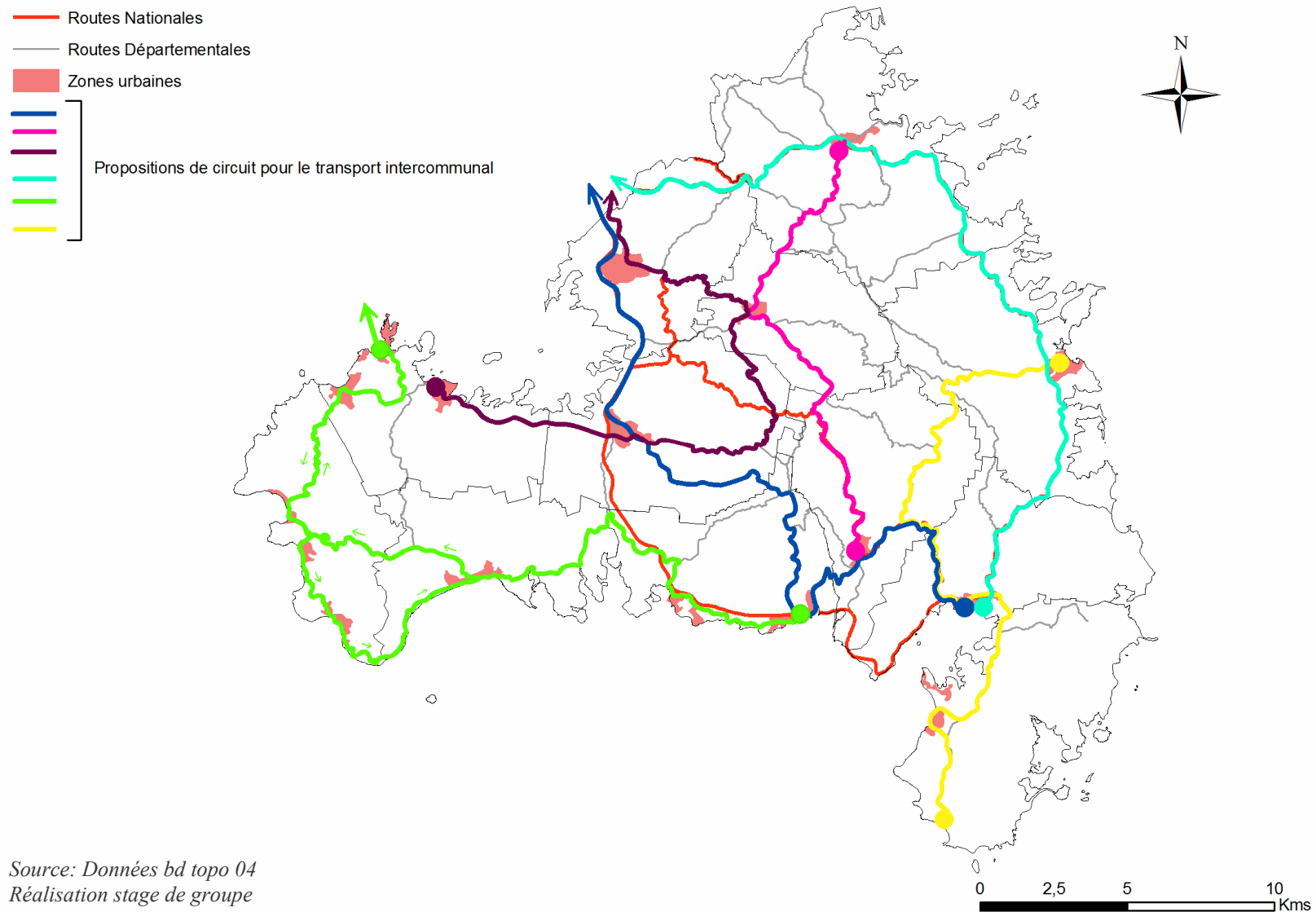
Une répartition équilibrée des équipements de loisirs sur le territoire

Toutefois cette sectorisation n'est pas stricte et il serait nécessaire d'irriguer tout le territoire par des équipements de loisirs, encore trop peu nombreux sur ce territoire. Il serait question de structures telles que : des commerces, un cinéma, des galeries d'art, une médiathèque, etc, dont les localisations feront l'objet d'une réflexion à l'échelle intercommunale. Parallèlement le développement d'un pôle événementiel dans la commune de Saint Esprit pourrait être envisagé aux vues des structures déjà existantes dans la commune.

La mobilité des touristes

Pour se déplacer dans l'Espace Sud de commune en commune, les touristes pourront s'appuyer sur les réseaux de transport intercommunal et intracommunal qui seront mis en place sur le territoire. Ainsi, ils ne seraient pas dans l'obligation d'avoir le réflexe « voiture » pour visiter l'île. Ces transports s'adapteront à la période touristique en augmentant leur fréquence de passage, en aménageant leurs horaires, voire leur circuit pour faciliter l'accès à certains sites touristiques. Parallèlement à ce transport routier, des navettes maritimes pourront être mises en place durant la même période, lorsque cela est possible, entre les différents centres de vie des communes. Ces actions menées pour faciliter la mobilité des touristes pourraient être financées en partie par les recettes provenant de la taxe de séjour. Cette taxe actuellement n'est pas perçue sur le territoire et témoigne d'un manque de structuration de la filière touristique, ce qui grève le développement de ce secteur en Martinique. Par conséquent une structuration du secteur du tourisme semble être indispensable.

Carte n°6 : Un réseau de transport intercommunal au sein de l'Espace Sud



AXE 3 : STRUCTURATION DE LA FILIÈRE

La filière touristique en Martinique est actuellement sous-développée aux vues des potentialités du territoire. Ce scénario a pour but de développer ce secteur, en le fiabilisant et en l'optimisant, afin que celui-ci devienne le point clé du développement économique de l'Espace Sud. Pour cela une structuration de la filière est indispensable, et cela à tous les niveaux.

Développer une filière touristique intégrée

Dans un premier temps, il est nécessaire d'ancrer le tourisme au territoire afin de s'assurer de l'intégration de la population et des secteurs économiques locaux, ce qui pourrait le pérenniser. Actuellement, l'approvisionnement des professionnels du tourisme reste encore bien trop cantonné à des produits importés. Il serait donc pertinent d'avoir recours aux produits locaux pour tout d'abord, aller dans le sens d'un tourisme de qualité et d'authenticité, économiquement et socialement durable, mais aussi pour permettre au marché local de se développer et se structurer. Aujourd'hui, c'est la production de volumes discontinus et le manque de fiabilité de la production locale qui décourage les professionnels du tourisme. Plusieurs solutions peuvent alors être envisagées :

- La création d'une zone d'activité dédiée à la sous-traitance touristique permettrait aux professionnels du secteur de se fournir en linge traditionnel, en objets d'artisanat d'art et de rencontrer tous les partenaires indispensables au fonctionnement des établissements hôteliers tels que les entreprises de nettoyage. La création d'un marché de gros où les agriculteurs et pêcheurs locaux pourraient vendre leurs produits (dans cette zone d'activités) donnerait l'occasion à ces professionnels de s'approvisionner en produits frais.
- Encouragement à la création de « produits pays » qui mettraient en valeur la culture locale.

En terme d'emploi, on ne peut nier un véritable manque de professionnalisme et d'esprit d'entreprise de la part des employés du secteur touristique. De plus, la création et le maintien des entreprises sont rendus difficiles par le manque de capitalisation. Enfin, les formations ne sont pas adaptées aux emplois en tension, en effet, un certain nombre d'activités touristiques ont des besoins en personnel discontinus. Ceci impliquerait :

- la mise en place de formations adaptables aux besoins du marché,
- de favoriser les formations à l'excellence pour les métiers du tourisme, qui intègreraient la pratique de terrain. Pour cela l'implantation d'un centre de formation sur l'Espace Sud, à proximité des futurs bassins d'emploi serait nécessaire,
- de revaloriser la profession par un discours politique encourageant pour multiplier les emplois dans ce secteur.

De plus, il est impératif que les professionnels du tourisme, et plus particulièrement les employés des offices du tourisme, aient pratiqué le terrain et qu'ils connaissent les produits qu'ils proposent. Dans cette optique, la FMOTSI (Fédération Martiniquaise des Offices du Tourisme et des Syndicats d'Initiative) propose déjà des « journées découverte » aux actuels employés. Toutefois, à l'heure actuelle ces programmes sont optionnels et peu suivis par les personnes visées. Il serait peut-être nécessaire d'en faire une obligation.

Par ailleurs il serait judicieux d'évaluer régulièrement (tous les 2 ans) les employés afin de vérifier que leur niveau de compétence n'a pas diminué depuis l'embauche.

Notons qu'avant d'envisager la création de nouvelles formations, il faut d'abord évaluer régulièrement les besoins économiques réels du secteur touristique afin d'anticiper ses mutations.

Enfin, la Martinique est un territoire où de nombreux projets innovants sont présentés en relation avec la filière touristique. Cependant ces projets, bien que très intéressants, ne sont pas tous viables à long terme ou ne génèrent que de faibles retombées économiques. C'est donc pour cela qu'il est indispensable avant de délivrer des financements pour ces projets que des études de marchés soient réalisées. Par ailleurs, les porteurs de projets n'ont pas toujours les compétences nécessaires en terme de gestion pour assurer la pérennité de leur activité. Il est donc capital de mettre en place des organismes ayant pour mission d'encadrer les porteurs de projets dans la conception mais aussi dans la gestion de celui-ci. Pour se faire, des formations courtes existent et dispensent des notions en matière de gestion et de comptabilité. Des organismes d'aides aux entreprises sont déjà opérationnels (la boutique de gestion) sur le territoire, mais les chefs d'entreprise ou les porteurs de projet ne font pas toujours la démarche de faire appel à ces organismes. Il serait donc nécessaire de systématiser cette pratique par une meilleure communication qui pourrait se faire notamment auprès des banques.

Coordonner les actions des offices du tourisme de chaque commune

Actuellement, les offices du tourisme ont la responsabilité d'informer les touristes sur les activités et les visites qui peuvent être réalisées sur l'île. Ces offices sont gérées à l'échelle communale et communiquent très peu entre eux. De ce manque de communication, découlent des actions non coordonnées dont les portées sont limitées. Afin de fédérer ces offices, il serait intéressant de mettre en place des offices de pôles qui « chapoteraient » les offices du tourisme par secteur (secteurs évoqués dans la polarisation du territoire).

Toutefois, il est indéniable que le tourisme ne se limite pas à l'échelle communale, voire intercommunale. Par conséquent une fédération des offices de pôles est indispensable et peut se faire par la FMOTSI. Ainsi, cet organisme pourrait enfin jouer son rôle initial auprès des offices du tourisme : coordonner les actions, les manifestations et les festivals pour une meilleure communication à l'échelle du département. Une organisation possible serait l'élaboration d'une stratégie globale pour le département par la FMOTSI. Celle-ci serait déclinée plus précisément à l'échelle des offices de pôle, puis appliquée selon les spécificités de chaque commune au niveau des offices du tourisme.

De plus les offices du tourisme étant gérés à l'échelle communale, leur dynamisme est dépendant des volontés politiques du Maire et de son Conseil Municipal. Par ailleurs, ce mode gestion implique que les actions entreprises sont sujettes au bon vouloir des changements de mandat. Afin de mener des actions pérennes dans le temps et indépendantes des priorités politiques des Maires, il serait souhaitable d'uniformiser l'organisation des offices du tourisme, notamment au niveau financier. Ainsi, le reversement d'une partie de la taxe de séjour directement aux offices du tourisme pourrait permettre à ceux-ci d'acquérir une certaine indépendance par rapport aux municipalités.

Coordonner le Nord et le Sud Martinique, notamment pour le tourisme de nature et les activités culturelles

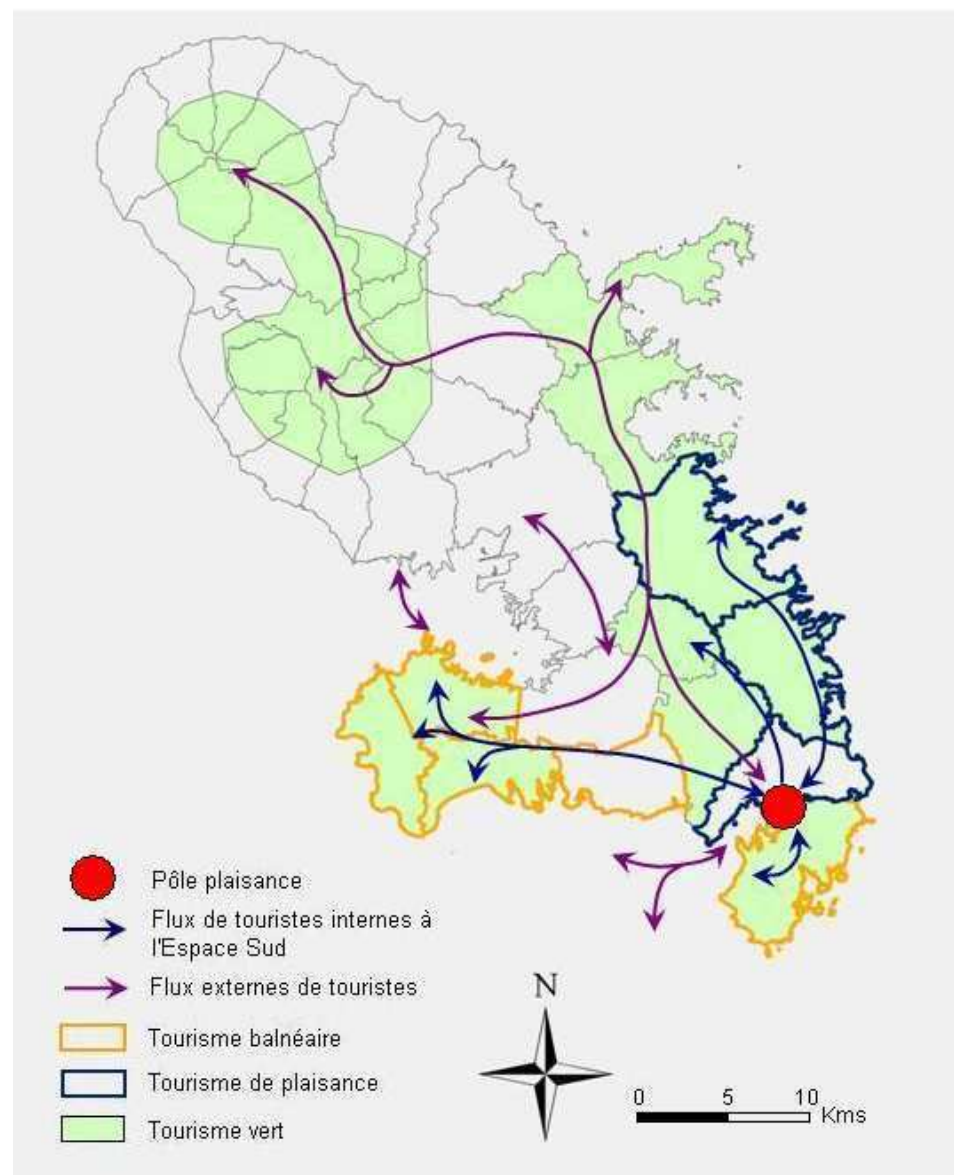
Comme nous l'avons déjà précisé précédemment, le tourisme est une filière dont l'organisation doit être pensée à l'échelle de la Martinique. Pour se faire, une coordination entre les activités réalisées dans le Sud et dans le Nord est indispensable (sachant que le Centre mise uniquement sur le patrimoine et les activités commerciales). Le tourisme de nature par exemple, est une activité qui peut être coordonnée entre ces deux espaces. En effet, il serait intéressant de mettre en place un circuit pour parcourir l'intérieur des terres, d'un bout à l'autre de l'île. Ainsi, la multiplicité des paysages présents sur ce petit territoire (photos 20 à 22) pourrait être mise en valeur. Par ailleurs, ce circuit pourrait se faire en plusieurs étapes et être l'occasion d'un partenariat entre les organisateurs de randonnées et les propriétaires de gîtes.



Photos 20, 21, 22 : Diversité des paysages du Nord au Sud de la Martinique

Le développement du tourisme culturel serait également l'occasion d'établir une coordination entre le Nord et le Sud Martinique. Les activités telles que les festivals et les manifestations devraient être coordonnées afin qu'une partie de l'île soit toujours animée. A ces festivités pourraient s'ajouter un circuit couvrant la plupart des communes de l'île sur le thème du patrimoine bâti créole, cité précédemment, mettant en valeur le patrimoine architectural de la Martinique.

Carte n°7 : Mobilité des touristes du Sud au Nord de la Martinique



Source : Données bd topo 04
réalisation stage de groupe

Développer le packaging

Le tourisme est une filière dont le développement est étroitement lié à la promotion, à la communication sur les atouts naturels, paysagers mais aussi sur les activités proposées sur le territoire. La promotion de ces activités peut se faire sous deux formes différentes :

- mettre en place des packagings où le touriste est continuellement accompagné et encadré,
- laisser les touristes libres d'organiser leur séjour.

Dans le cas de la Martinique, il serait intéressant de combiner ces deux démarches. En effet, il ne serait pas judicieux de miser uniquement sur le packaging classique car d'autres îles de la Caraïbe telles que La Barbade, Sainte-Lucie, Saint-Domingue etc. proposent déjà de nombreuses offres de ce type, à des prix défiant toute concurrence. Ainsi, opter pour un packaging événementiel, basé sur des grandes manifestations traditionnelles (carnaval : photo 24, tour des yoles : photo 23, la pêche annuelle au marlin...), laissant tout de même une grande liberté aux touristes semble plus approprié par rapport aux attentes de ceux choisissant cette destination.



Photo 23 : Le tour annuel de Yoles de la Martinique



Photo 24 : le carnaval

Enfin pour toucher un public plus large, il serait judicieux de multiplier les packaging proposés. Une piste possible serait de développer des packaging incluant des activités, voire des séjours courts dans les autres îles proches. Ce type de partenariat existe déjà avec l'île de la Guadeloupe mais il pourrait être développé de manière plus importante qu'il ne l'est actuellement. En effet, la Guadeloupe étant aussi un département français et ayant de nombreuses entreprises communes avec la Martinique, les échanges entre les deux îles pourraient se mettre en place plus facilement.

Mais il ne faut pas mettre de côté les partenariats avec les autres îles, malgré les difficultés dues à la langue ou à des modèles socio-politiques différents. Les partenariats sont possibles, en mettant en place préalablement un certain nombre de bases permettant de faciliter la compréhension des différents systèmes.

Il est ici question de :

- une uniformisation des niveaux de formation pour permettre les échanges,
- une uniformisation du niveau de qualité des offres proposées.

Ainsi, le développement du tourisme sur l'Espace Sud doit être fiabilisé et optimisé à l'échelle de la Martinique avant de s'étendre à l'échelle de la Caraïbe.

Conclusion

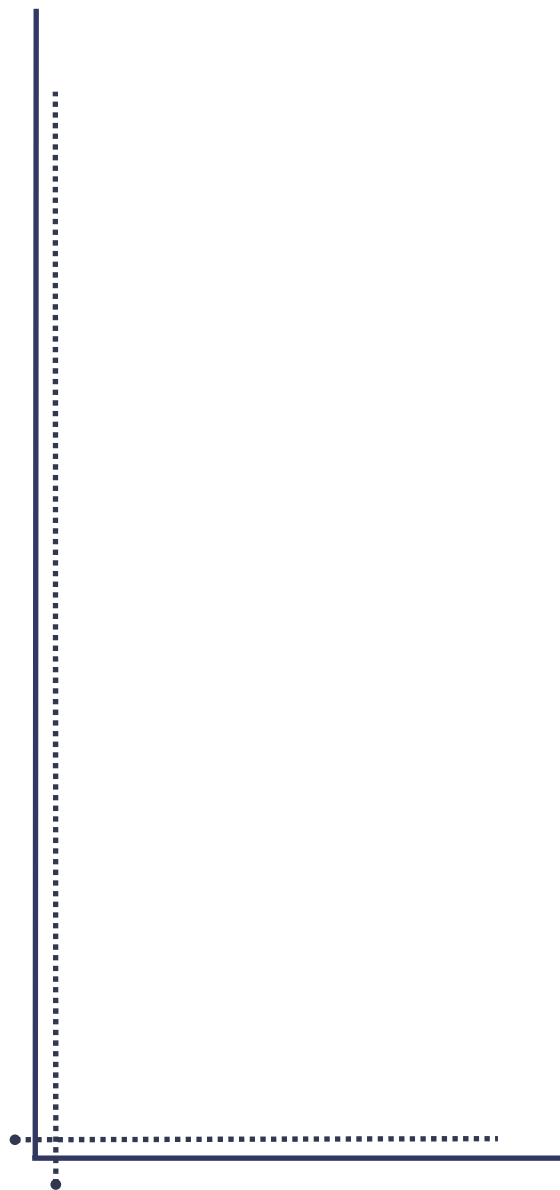
L'Espace Sud possède donc le potentiel permettant de développer le tourisme. Une telle ambition passe cependant par la structuration et l'intégration de ce secteur sur le territoire. Dans ce scénario, la culture créole représente un véritable pilier qu'il s'agit de mettre en valeur. La communication est également un point clé nécessaire pour garantir la pérennité et la coordination des actions entreprises. Enfin, de par tous ses atouts, l'Espace Sud peut prétendre offrir un tourisme de qualité si le parti est pris d'en faire un secteur porteur.

Société: population, conditions de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Population qui se stabilise autour de 400 000 habitants à laquelle s'ajoute de manière cyclique une population touristique (700 000 environ). - Prévention de la délinquance qui nuit à l'image du tourisme en Martinique.
Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des centres villes pour en faire des lieux de vie au-delà de 18h. - Mise en valeur de l'architecture traditionnelle dans les centres bourgs anciens. - Valorisation de la culture sur tout le territoire.
Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement et mise en réseau de tous les logements touristiques. - Rénovation des équipements hôteliers. - Résorption de l'habitat insalubre qui nuit à l'image des villes
Gestion des espaces : naturels, urbains, agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre l'étalement urbain et le mitage. - Inventaire du patrimoine bâti et naturel.
Structuration du territoire et répartition des équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Sectorisation en fonction des secteurs économiques dominants et des différentes pratiques touristiques. - Développement de l'évènementiel au Saint-Esprit. - Création de nouveaux équipements de loisirs.
Mobilité et transports	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les transports en commun en coordination avec les réseaux inter et intracommunaux. - Adaptation des horaires et des fréquences des navettes en saison touristique. - Mise en place de navettes maritimes entre les différents centres de vie des communes (taxe de séjour).
Économie : formation, emplois, secteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développer une filière touristique intégrée - Fiabiliser le secteur agricole et de la pêche pour permettre l'utilisation des produits du terroir. - Professionnalisation à tous les niveaux des différents acteurs du tourisme. - Création d'un centre de formation à l'excellence, tourné vers les métiers du tourisme. - Anticiper les mutations du secteur afin d'adapter la formation aux besoins. - Développer le packaging et les formules « tout compris ». - Permettre l'accompagnement de projets de développement touristique (taxe de séjour).
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonner les actions des offices du tourisme de chaque commune par des offices de pôles, chapotés par la FMOTSI. - Dépolitiser les offices du tourisme.
Rayonnement et interactions	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonner le Nord et le Sud Martinique. - Développer des packaging à l'échelle caribéenne.

Atouts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> - Une filière en expansion, créatrice d'emploi - Un secteur ancré au territoire valorisant les produits locaux - Un rayonnement à l'échelle de la Martinique et de la Caraïbe - Des améliorations pour les touristes qui bénéficient aux locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Un territoire attractif pour les touristes donc augmentation de la vacance. - Un risque économique si la destination n'est plus attractive. - Un espace limité en terme d'accueil du fait de l'insularité. - Une volonté des autres filières d'exister en tant que telles et de ne pas être des activités périphériques au tourisme. - Un clivage entre les touristes et les habitants.

Les acteurs clés
<ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil régional - Le Conseil général - La CAESM - Les communes - Le CMT - Les 50 pas géométriques - La Direction Régionale du Tourisme - La FMOTSI - Les offices du tourisme





LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES AU CŒUR DE L'ESPACE SUD

LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES AU CŒUR DE L'ESPACE SUD

Objectifs : développer la Martinique à partir des potentialités émanant du territoire.

La philosophie de ce scénario est fondée sur le choix politique de maintenir les activités traditionnelles sur le territoire de l'espace Sud et cela en dépit du phénomène de mondialisation et de rattrapage économique, par rapport à la France Métropolitaine, mené par la Martinique. Il est question des activités agricoles, d'élevage et de pêche. Ce choix s'explique par l'importance de ces activités dans la société martiniquaise. En effet, celles-ci ont un rôle de structuration de l'espace mais aussi un rôle patrimonial, en raison d'un ancrage historique de ces activités sur l'île. C'est notamment le cas des cultures de canne à sucre dans l'Espace Sud.

Ces activités utilisant les ressources locales du territoire (terres agricoles, ressources marines, etc.) ne doivent pas être oubliées dans le processus de modernisation des activités économiques. Pour se faire elles doivent faire l'objet d'une restructuration afin de les rendre viables et rentables.

Toutefois il ne faut pas négliger dans le processus de fiabilisation que ces filières sont fortement consommatrices d'espace, surtout l'agriculture et l'élevage. Il est donc indispensable d'accompagner la structuration de celles-ci par une structuration du territoire. Il est question d'une gestion pertinente des espaces naturels, agricoles et urbains. La réflexion sur l'interaction entre ces trois types d'espaces est nécessaire afin d'apporter des réponses appropriées aux évolutions sociales.

Ce scénario a également vocation d'accompagner la population face aux mutations économiques et sociales. Il s'agit d'accompagner les martiniquais dans leur changement de mode d'habiter, mais aussi dans le traitement des populations en difficultés : les personnes âgées et les jeunes touchés par la délinquance et la toxicomanie. Enfin il est indispensable de leur permettre d'adhérer à un modèle réglementaire dans le secteur de l'emploi, qui pour l'instant est assez controversé par les pratiques locales, mais qu'il faut impérativement adopter pour rendre les activités économiques de l'île rentables.

Le développement de ce scénario s'articule donc autour de 3 axes :

Axe 1 : Les activités traditionnelles au cœur de l'économie de l'Espace Sud,

Axe 2 : Une structuration du territoire par la gestion différenciée des espaces,

Axe 3 : Le maintien de l'équilibre social dans un contexte de mutations sociales.

C.f.: carte bilan format A3 jointe à ce dossier

AXE 1 : LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE SUD

Le développement accéléré des secteurs industriels, touristiques et des activités commerciales et de service est susceptible de laisser de côté les activités dites traditionnelles dont dépend une part importante de la population. Pour les préserver il est prioritaire de structurer mais aussi et surtout de valoriser ces secteurs. Enfin, la préservation des activités traditionnelles ne vise en aucun cas à inhiber le développement des autres activités économiques. Il ne s'agit pas d'un refus de la mutation mais bien au contraire d'un accompagnement de celle-ci afin qu'elle profite au maximum à la population martiniquaise.

Préservation des activités traditionnelles

Plusieurs secteurs d'activité traditionnelle sont historiquement présents sur l'ensemble des communes de l'Espace Sud et méritent d'être conservés. Ils sont l'expression d'un savoir faire et d'un patrimoine commun aux martiniquais. Toutefois un certain nombre de mesures de structuration et de modernisation de ces activités doivent être conduites pour assurer leur pérennité dans le contexte de mutation économique actuel.

L'activité certainement promise au plus bel avenir est aussi la plus ancienne, il s'agit de la culture cannière. En effet, la culture de la canne en Martinique est aujourd'hui la seule à bénéficier du label AOC qui lui assure sa place sur le marché mondial. Il est donc indispensable de conserver cette production AOC, garante d'un rhum de qualité qui s'exporte bien. Toutefois, pour positionner le rhum martiniquais comme *produit de luxe* de manière durable sur le marché, un renouvellement régulier de son image et une diversification de ses productions, pour assurer sa promotion, restent inévitables (voir photo 25). Le secteur de la canne à sucre bénéficie de nombreuses possibilités de diversification parmi lesquelles nous pouvons citer la production de Rhum divers (blancs, vieux, paille, cuvées spéciales...), la confection de produits dérivés (punch, confiture, bonbons...) et la fabrication de sirops de canne (Voir photo 26). Notons que les habitations peuvent aussi être le théâtre de manifestations diverses (colloques, conférences, expositions, spectacles...) en complément des visites guidées qu'elles proposent ou de leur activité agricole (pour celles qui fonctionnent encore).



Photo 25 : Campagne de promotion d'un rhum haut de gamme



Photo 26 : Gamme de produits dérivés du rhum

A l'inverse, le secteur de la banane est probablement celui dont l'avenir est le plus incertain. Il est, en effet, nécessaire d'anticiper le futur remaniement des accords de coopération avec l'Europe visant la mise en conformité avec les règles de droits communs de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce). La banane de la Martinique sera dès lors soumise à la concurrence de la *banane dollar*. Il est donc inévitable qu'une partie importante des exploitations disparaissent avec des conséquences graves sur le marché de l'emploi. Toutefois les exploitations rentables actuellement pourraient survivre et alimenter le marché local. Ceci pourrait judicieusement s'accompagner d'une stratégie de production destinée essentiellement à l'export. Il ne pourrait plus s'agir que d'une production de niche qui s'attache à obtenir des produits de qualité supérieure. Parallèlement à cette production de niche visant à long terme une labellisation, il est indispensable de développer d'autres cultures : cultures hors sol, cultures non alimentaires (fleurs, matériaux d'isolation comme le chanvre...) au regard des contraintes sanitaires liées principalement à la pollution au Chloredécone. Ces autres cultures pourraient être le moyen d'éviter les difficultés de transports de marchandises à l'import-export qui repose aujourd'hui sur la production bananière, assurance que les bateaux ne repartent pas à vide.

A propos des autres types d'agricultures, soient les cultures légumières et les vergers, la plupart d'entre elles ne sont bien souvent qu'une activité complémentaire. En Martinique, presque tout le monde cultive son jardin, mais rares sont ceux qui comptent uniquement sur cette activité pour subvenir à leurs besoins. Ainsi, mise à part quelques grosses exploitations (Melon, Ananas,...) de gros efforts pourraient être fait pour aller vers une meilleure rentabilité de ce secteur. Il serait essentiellement question de travailler sur une meilleure mise en marché (voir photo 28). Il ne serait pas judicieux de changer les habitudes de ventes sur les bords des routes qui font partie intégrante de la vie locale et fonctionne plutôt bien. Il s'agirait plus d'y ajouter quelques améliorations telles que des normes d'hygiène, une régularité des ventes où au moins une communication efficace sur le lieu et la date de vente. La mise en place d'installations permanentes disponibles gratuitement, bordées de parkings, mais toujours à proximité des axes de circulation pourrait être réalisé.

En ce qui concerne l'élevage, première économie traditionnelle de l'Espace Sud, il faudra s'assurer que les actions et les coopérations déjà mises en place durent dans le temps. C'est effectivement un des secteurs traditionnels qui se porte le mieux (voir photo 29). Cependant, comme pour les agriculteurs, encore beaucoup d'éleveurs travaillent de façon indépendante. Leur regroupement en coopérative pourrait renforcer leur position sur le marché. Pour que ce secteur reste stable et puisse éventuellement être une solution de repli en cas de crise dans un autre secteur, des efforts pour la professionnalisation et la mise en place de formations sont à envisager.



Photo 27 : Parcelle partagée entre culture cannière et bananière



Photo 28 : Vente improvisée de produits maraîchers sur le bord des routes



Photo 29 : Elevage de bovins de la commune de Sainte-Anne

Quant à la pêche, c'est le secteur qui offre les plus fortes potentialités de développement pour les années à venir. Cette évolution du secteur devra indispensablement passer par une réorganisation de la filière. En effet, en Martinique et dans les eaux alentours, les ressources halieutiques sont considérables et largement sous exploitées. Il est vrai que la pêche, qui se pratique surtout de manière traditionnelle en Martinique, se prête assez peu à une intégration en filière agro-alimentaire pour laquelle elle ne pourrait assurer la régularité nécessaire. Pourtant les Martiniquais sont parmi les plus gros consommateurs de poissons au monde et il existe des moyens de remplacer la majorité des importations en produits de la mer par une consommation locale. Il s'agit de travailler, plus encore que pour les produits maraîchers, sur la mise en marché encore très critiquable et sur une régularité minimale de la production (photos 30 à 33). Ceci peut se faire par la mise en place d'installations aux normes sanitaires strictes et de formation qui dispenserait aux acteurs de cette filière des notions en matière de gestion. Il suffirait donc de petites actions adaptées aux pratiques locales pour améliorer considérablement la santé de ce secteur.

Propositions d'améliorations de la mise en marché par le biais d'aménagements simples



Photos 30 et 31 : Mise en place d'infrastructures pérennes de ventes à proximité des appontements
(Photo de gauche: état actuel, Photo de droite: proposition d'aménagement)



Photos 32 et 33 : Mise aux normes sanitaires des points de vente, observable en Guadeloupe sur la photo de droite
(Photo de gauche: état actuel, Photo de droite: proposition d'aménagement)

En lien avec le développement futur de la pêche, un transport de marchandise pourrait de la même façon être ambitionné. En effet, un service itinérant de vente de poisson faciliterait la mise en marché de ces produits. On peut même envisager de revenir à un système de distribution avec un circuit de la côte vers l'intérieur des terres, qui vend les produits de la pêche et revient avec des produits maraîchers, utilisant des camions réfrigérés.

D'autre part, l'enrôlement des pêcheurs devra devenir un automatisme dans la profession, en développant et en communiquant sur la formation par apprentissage. L'utilisation des Dispositif de Concentration de Poisson et des bilans réguliers sur les quantités de poissons disponibles devront être courants. Ainsi, la production pourra être fiabilisée, continue et mieux intégrée dans les activités locales (restauration essentiellement) qui utilisent cette *matière première*. Parallèlement, les pêcheurs pourraient diversifier leurs activités en profitant des potentialités touristiques. Il peut s'agir d'assurer le transport maritime de personne entre la Martinique continentale et les îlets proches de celle-ci. (voir Photo 34)

A long terme, ce secteur traditionnel devrait devenir une activité valorisante et plus lucrative.

De toute évidence, aucune de ces actions ne peut être menée à bien sans une politique plus globale de maintien et de développement des activités traditionnelles. Celle-ci doit combiner une communication claire sur le soutien à ces activités notamment en les valorisant, la mise en place de formations adaptées et enfin la création d'outils permettant de les fiabiliser.

Mise en place d'une politique de soutien aux secteurs traditionnels

Pour que ce scénario puisse se réaliser l'élément essentiel est l'affichage clair de la volonté politique des élus quant à un soutien apporté à un secteur porteur plutôt qu'à un autre (ici celui des activités traditionnelles). Ainsi tous les acteurs économiques, si petit soit leur projet, ou la taille de leur entreprise, se voient en mesure de choisir un secteur ou de développer leur activité avec plus de garantie. Il en est de même pour les investisseurs qui ont besoin d'avoir une meilleure visibilité dans les secteurs pour lesquels il faut investir. Cette volonté politique doit se matérialiser par des accompagnements variés mais surtout par une communication importante. De toute évidence, cette communication doit soit faire à l'unisson des différents acteurs politiques (Région, Département, Communautés de communes ou d'agglomérations et enfin Communes) .

En ce qui concerne les activités traditionnelles, il est en effet indispensable de redonner aux métiers de ces filières une image gratifiante. Alors que l'on décide de parier sur ces secteurs pour l'avenir, il faut tout mettre en œuvre pour que la relève soit assurée. Des campagnes de communication auprès des scolaires, mais aussi auprès de la population pourraient être une première étape vers un regain d'intérêt des jeunes générations pour les métiers traditionnels.

L'étape suivante serait de proposer des formations donnant accès aux différents corps de métiers traditionnels. Notons que la plupart des filières donnant accès à ces professions sont plus pertinentes sous la forme d'apprentissage et plus ajustées à la population, qui souvent se laisse démotiver par l'aspect scolaire des formations classiques.



Photo 34 : Transport maritime individuel assuré par un pêcheur

Mais pour rendre ces professions réellement attractives c'est d'abord de la fiabilité de ces secteurs dont il faut s'assurer. Il s'agit de réglementer et de développer les activités existantes (agriculture, pêche, artisanat, élevage,...) encore trop souvent non déclarées, en assurant leur viabilité et leur rentabilité. Ainsi, pour inciter les chômeurs, les rmistes, et les « jobbers » à préférer les emplois déclarés, il serait souhaitable que les revenus apportés par ces derniers soient supérieurs au RMI.

Parallèlement, la lutte contre le travail au noir doit être menée sévèrement et de manière pérenne dans le temps. Elle est indispensable pour assurer le dynamisme des différents secteurs, d'autant plus que le job est en partie à l'origine de la fragilité des activités traditionnelles. Des outils existent et peuvent être réutilisés tels que :

- L'utilisation du Titre de Travail Simplifié (contrat qui permet d'embaucher pour une période très courte avec des avantages pour l'employé et l'employeur),
- La mise en place de formation pour les chômeurs afin de favoriser l'accès à différents types de postes,
- Le développement des entreprises d'insertion qui pourraient se faire dans les secteurs dits porteurs quand c'est possible.

Si la décision est prise de miser sur la santé de ces petites activités, les plus nombreuses sur le territoire, les outils d'aide nécessitent d'être adaptés à la façon de travailler de ces chefs d'entreprises, presque toutes unipersonnelles. Les appuis proposés, tant en terme d'accompagnement au projet que de suivi ou de financement sont en décalage avec les réalités de l'économie locale. Ceux-ci sont trop souvent calqués sur le modèle métropolitain, basé sur des logiques entrepreneuriales différentes. En Martinique, la population des actifs est très créative et possède un savoir-faire intéressant. Cependant, elle ne croit pas dans l'intérêt des outils d'aide à la création d'entreprises. En effet, ces activités sont souvent des activités d'appoint pour le revenu. Ainsi, aucune stratégie n'est mise en place pour leur pérennité. Il est donc nécessaire de développer :

- des structures permettant de leur prouver l'efficacité de la mutualisation par un test (démarrage non formel mais légal) comme les couveuses d'entreprises ;
- les micros crédits, pour lesquels il faut communiquer d'avantage. Il existe, en effet, depuis avril 2007 une banque spécifique, l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique) qui propose le type de micro crédits nécessaires à la majorité des porteurs de projet locaux ;
- des outils adaptés à la taille et aux habitudes de travail des petites entreprises, raison pour laquelle la Région a mis en place un nouveau dispositif d'aide dans son schéma de développement économique.

Si toutes ces conditions sont remplies, les jeunes pourront être orientés vers ces filières qui répondront concrètement aux attentes sur le marché de l'emploi. Comme évoqué précédemment, la mise en place et la pérennité de cette stratégie économique n'est possible sans un soutien politique affiché. Les élus se doivent de mettre la priorité sur les secteurs traditionnels, pratiqués par une majorité de la population. Mais cela ne consiste en rien à exclure les autres types d'activités économiques, elles aussi nécessaires au développement équilibré et durable de l'Espace Sud. Toutefois pour que celles-ci profitent pleinement à la population locale, leur mise en place devra être progressive permettant ainsi aux locaux de prendre part à ces changements.

Développement progressif et maîtrisé des nouvelles activités

Ce scénario a donc aussi pour objectif de développer progressivement d'autres secteurs que les secteurs dits traditionnels. Pour que la population active puisse être actrice de ces nouveaux secteurs, la première démarche doit consister à professionnaliser les actifs quel que soit le secteur. Il s'agit là de donner de meilleures compétences aux chefs d'entreprises en terme de gestion de l'entreprise et des finances, et également de former des employés qualifiés.

En second vient la nécessité de créer des formations adaptées pour les emplois en tension sur ce petit territoire qui se doit d'être réactif. Enfin il est question d'encourager les initiatives entrepreneuriales et en particulier lorsqu'elles concernent des secteurs innovants ou porteurs. La diversification des secteurs d'activités est une garantie pour la population locale. Elle assure un choix plus vaste de professions pour les jeunes diplômés et d'avantage de possibilités de reconversion pour les autres actifs. En effet, ils ne sont en aucun cas contraints à travailler dans les activités traditionnelles, et peuvent avoir accès à des professions dans les secteurs innovants et porteurs. Parmi ceux-ci nous pouvons citer : l'aquaculture en coopération avec le secteur de la pêche (c'est par exemple un moyen de compenser l'irrégularité des productions de pêche), les TIC, les multiples types de tourisme, etc. Il ne s'agit en aucun cas de miser uniquement sur ces secteurs qui, la plupart du temps, ne profitent pas directement à la population locale et sont soumis à une concurrence considérable sur le marché mondial. C'est trop souvent un pari coûteux que la Martinique ne peut plus se permettre de façon systématique dans le contexte actuel de redistribution des aides européennes.

AXE 2 : STRUCTURATION DU TERRITOIRE PAR LA GESTION DIFFÉRENCIÉE DES ESPACES

Ce scénario vise à faire cohabiter sur un espace restreint une importante diversité d'activités qui devront pour les unes assurer leur pérennité et pour les autres se faire progressivement une place dans le système économique. Les activités traditionnelles étant particulièrement consommatrices d'espace, ceci ne pourra se faire sans une sectorisation pertinente du territoire. La première démarche consiste donc à découper le territoire en sous ensembles rassemblant de façon thématique les activités clefs du dynamisme de l'Espace Sud. Elle vise à la fois à encourager les synergies mais aussi à rendre compatible sur un même territoire l'exercice d'activités très différentes. Dans un second temps un traitement particulier du littoral selon l'utilisation qui en est faite devra être décidé. Enfin, la priorité dans ce scénario étant accordée aux activités traditionnelles, ces dernières seront conservées sur l'ensemble du territoire mais leur gestion sera différenciée selon leur intensité.

Sectorisation des activités clefs du dynamisme territoriale

L'Espace Sud est un espace dynamique qui profite à la fois du rayonnement de l'agglomération foyalaïse et d'un potentiel touristique fort sur tout le littoral sud. Il est aussi fortement imprégné par les activités traditionnelles de la pêche, de l'élevage et de l'agriculture. Ce sont tous ces éléments qui font l'articulation de l'Espace Sud. Pourtant les mutations économiques les transformations urbaines qui en découlent, à venir sont susceptibles de menacer cet équilibre précaire.

De cette réflexion quatre sous ensembles peuvent être dégagés sur l'Espace Sud si l'on considère le territoire du point de vue des activités prépondérantes. Notons que ce découpage relègue au second plan, dans chaque commune, un certain nombre d'activités qui participent toutefois pleinement de leur dynamisme ou de leur identité. On distingue donc :

- **les communes qui profitent du dynamisme foyalais** : Ducos et Rivière Salée qui jouent essentiellement le rôle de communes dortoirs tout en prolongeant le dynamisme économique de l'agglomération en terme de commerce, de services et un peu d'industrie sur Ducos ;
- **les communes à vocation touristique du Sud Martinique** : les Trois Ilets, les Anses d'Arlets, le Diamant, Sainte Luce, le Marin et Sainte Anne qui ont choisi de miser en priorité sur ces activités pour assurer leur développement. Il est à remarquer sur ces mêmes communes que les activités d'élevages sont les plus développées, surtout aux Anses d'Arlets, au Diamant, au Marin et à Sainte Anne. Sur ces communes il s'agira donc de s'assurer de la compatibilité de ces deux activités qui restent les vocations premières de l'Espace Sud ;
- **les communes conservatrices de leurs activités traditionnelles** : Le François, Le Vauclin, Le Saint Esprit, Rivière Pilote et enfin Rivière Salée. Ces communes vivent essentiellement de la pêche et de l'agriculture voire d'un peu d'élevage pour Rivière Pilote et attachent une grande importance à la leur passé traditionnel. Ce propos mérite toutefois d'être nuancé en ce qui concerne les communes de Rivière Salée et du François, commune la plus peuplée de l'Espace Sud avec 22 000 habitants. Ces dernières, de par leur proximité de l'agglomération foyalaïse, misent en parallèle sur les activités commerciales et de services ;

- **un ensemble plus diffus constitué par les activités de pêche**, finalement présentes sur l'ensemble des différentes façades maritimes de l'Espace Sud (Sainte Luce et Rivière Pilote sur le canal de la Dominique, Le François et le Vauclin sur la façade atlantique et les Anses d'Arlet sur la façade Caraïbe). (Voir carte n°9)

Il est à noter que certaines communes pourraient appartenir à plusieurs sous ensembles à la fois mais le choix est fait pour la cartographie de ne faire figurer que l'activité prépondérante sur le territoire. Pourtant cette répartition des communes n'a pas pour vocation de les restreindre à un type d'activité. Il s'agit bien au contraire de permettre un équilibre du territoire basé sur la spécificité d'origine de ses différents ensembles. A long terme chacun de ces 4 secteurs doit être une clef du dynamisme de l'Espace Sud, chacun ayant sa place, aucun n'étant menacé par un autre. Ceci passe d'abord par la stabilisation de chaque secteur, puis à terme par leur croissance optimale reposant sur des coopérations à l'intérieur de ceux-ci. Ainsi la dynamique de chacun de ces secteurs profite à l'ensemble de l'intercommunalité. La population de chaque commune doit pouvoir accéder à cette diversité d'activité. Cela implique d'assurer la mobilité des populations au sein de celle-ci.

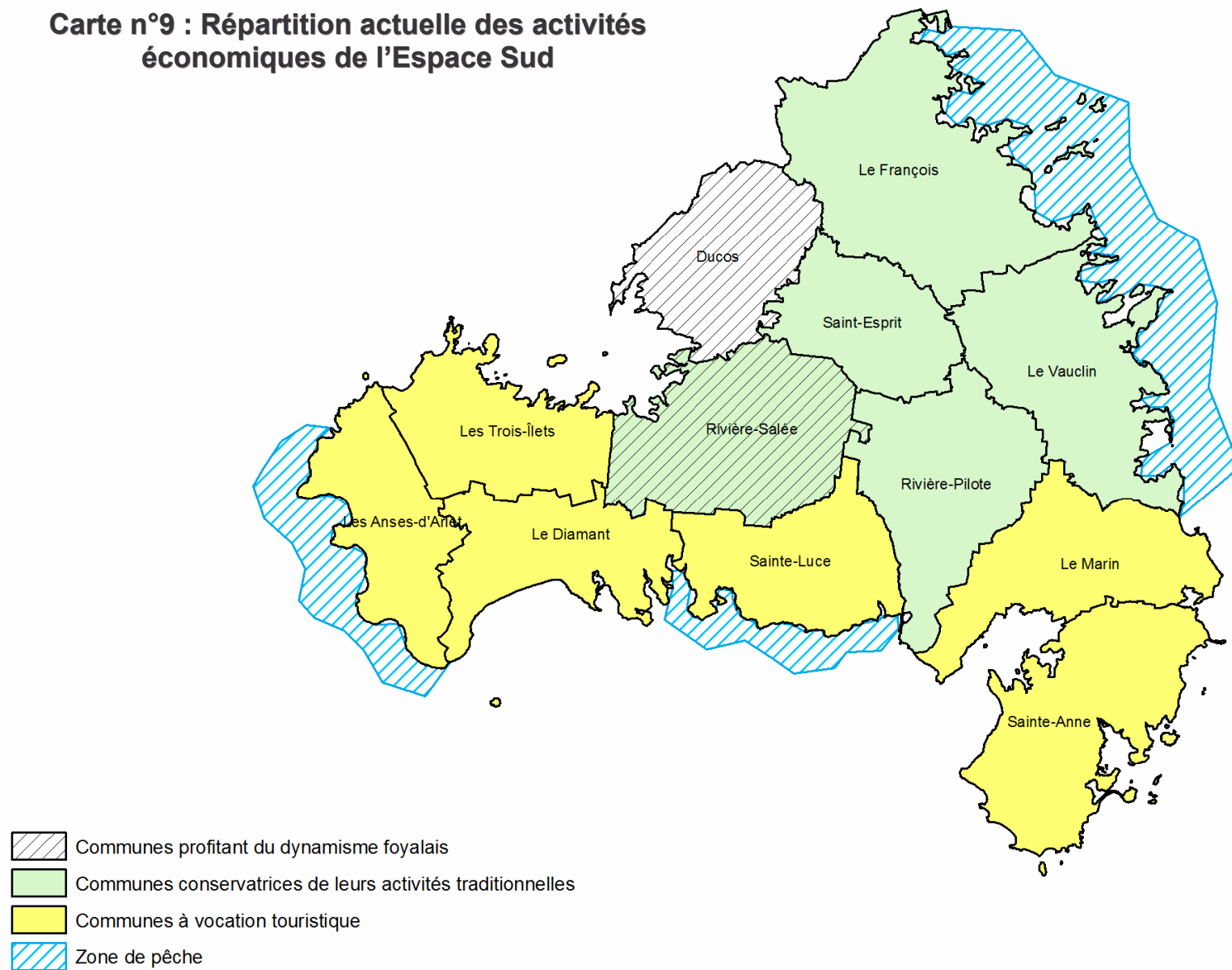
Toutefois la vie d'un territoire ne se limite pas à ses activités économiques. Il est donc nécessaire de permettre à ces espaces de rester des lieux de vie en assurant un équipement minimum des centres bourgs et en encourageant les pratiques sportives et culturelles, indispensables à la vie sociale. La répartition des équipements lourds, comme celle des activités économiques, devra être pensée à l'échelle intercommunale. Elle doit tenir compte lors des implantations de ceux-ci de l'identité et des spécificités communales.





Par ailleurs, un effort tout particulier doit être fait pour irriguer l'Espace Sud en terme d'équipements culturels et de loisirs (cinéma, galerie d'art, théâtre, médiathèque, etc.).

Comme précisé précédemment la polarisation du territoire choisie pour ce scénario implique des investissements lourds en terme de transport. Il serait souhaitable pour drainer les différents équipements cités plus haut, de créer un réseau structuré de transport en commun intercommunal. Ainsi, les déplacements entre les différentes communes de l'Espace Sud seraient possibles sans avoir recours systématiquement à la voiture. Ce réseau pourrait être en liaison avec les réseaux intracommunaux de chaque commune et les réseaux intercommunaux du Centre et du Nord de l'île.

Il doit aussi être possible d'envisager des interactions entre les communes voisines qui partagent les mêmes préoccupations. C'est ainsi que pourra être discerné un nouvel axe de polarisation le long de la façade atlantique. En effet de Sainte Marie au Vauclin, les dynamiques communales se ressemblent, notamment en terme de pratique de la pêche. Celles-ci peuvent donc trouver un intérêt à coopérer. Par ailleurs, pour désenclaver la façade atlantique Sud et pour faciliter ses échanges avec les autres communes atlantiques Nord, un axe routier important pourrait être envisagé entre la commune du François et du Robert. Ce phénomène est susceptible de remettre en cause le choix du périmètre intercommunal.

Carte n°9 : Répartition actuelle des activités économiques de l'Espace Sud



-  Communes profitant du dynamisme foyalais
-  Communes conservatrices de leurs activités traditionnelles
-  Communes à vocation touristique
-  Zone de pêche

*Sources : Données bd topo 04 et DIREN
réalisation stage de groupe*

0 2,5 5 10 Kms

Aménagement stratégique du littoral

Comme l'évoque l'exemple précédent, l'utilisation du littoral peut justifier de coopérations entre communes. Un zonage relatif au pratique de l'espace côtier devra donc être établi afin de faciliter la mise en place groupée d'aménagements adaptés. Plusieurs sous ensembles découlent de cette approche littorale :

-L'ensemble des communes atlantiques tournées vers la pêche : Le François, Le Vauclin et une partie de Sainte Anne. Sur ces communes des aménagements favorisant essentiellement les activités de pêche et de mise en marché des produits seront implantées.



Photo 35 : Quai dédié aux activités de pêche au François

-Les communes à vocation à la fois résidentielle et touristique : De Sainte Anne aux Trois Ilets. Les aménagements qui y seront fait devront permettre la compatibilité entre les pratiques des touristes et celles des locaux sur les plages. Ceci est d'autant plus important que ce scénario prône la réappropriation du littoral par les locaux afin qu'ils profitent de toutes ces potentialités tant économiques que de loisirs. Pour ce cas particulier un effort de communication, sur le comportement à adopter au sein de ces espaces, complété par une politique répressive importante (surveillance et sanction) est indispensable. (voir photo 36 et 37)

Des installations particulières seront mises en place au Marin en cohérence avec sa vocation de tourisme de plaisance.

Photos 36 et 37 : Cohabitation, sur la plage des Trois îlets, des pratiques de pique-nique et de barbecues des locaux (encadrées de rouge) avec la pratique balnéaire classique des touristes.



-Les communes privilégiant leur développement économique : Ducos et Rivière Salée. L'espace littoral de ces communes se compose essentiellement de mangrove. Pour cet écosystème fragile, le choix devra être fait de sa préservation et de sa protection qui laisse toutefois une place à sa valorisation par le biais d'activités de découverte (kayak).

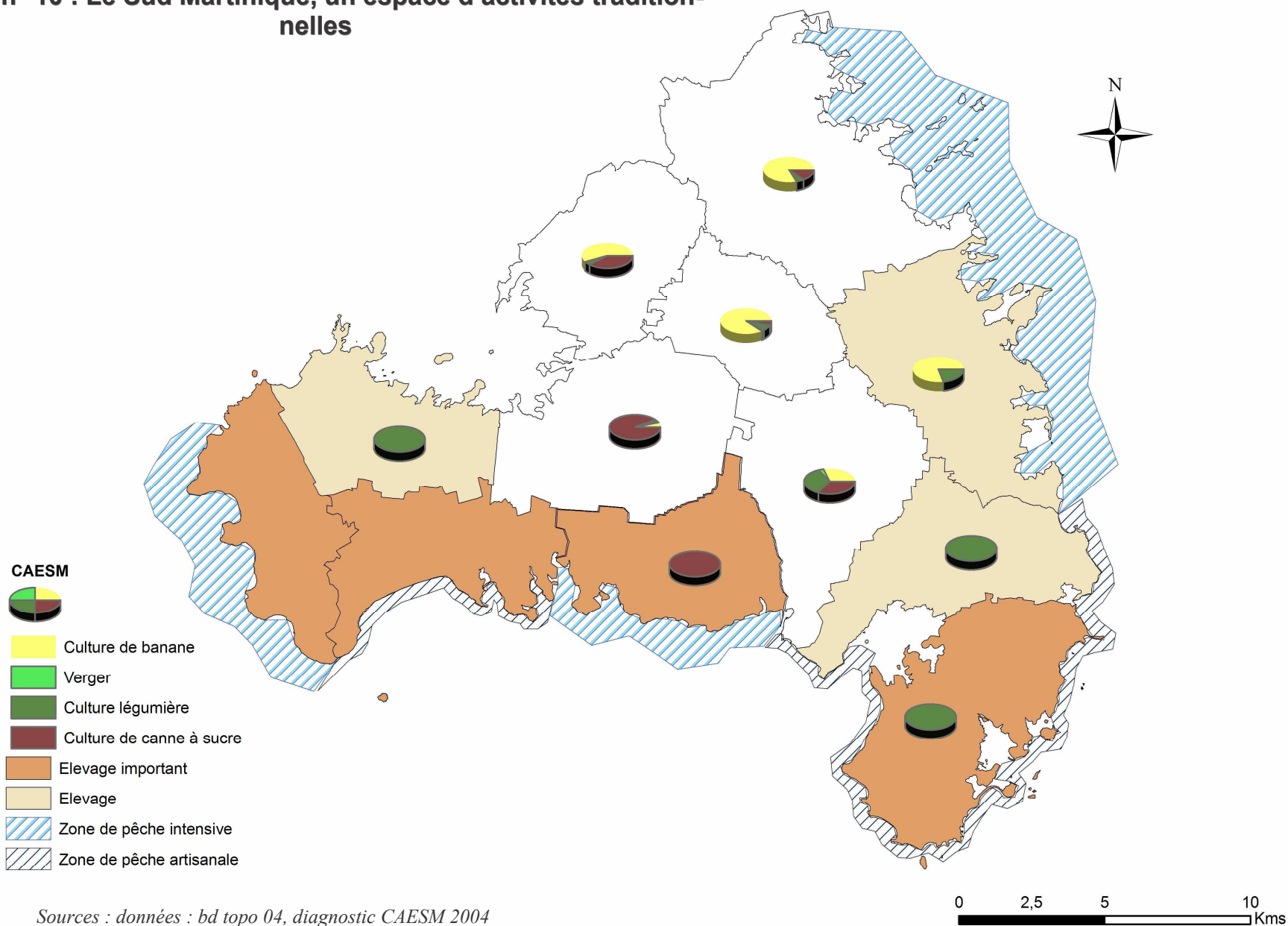


Photo 38 : Découverte de la Mangrove en kayak

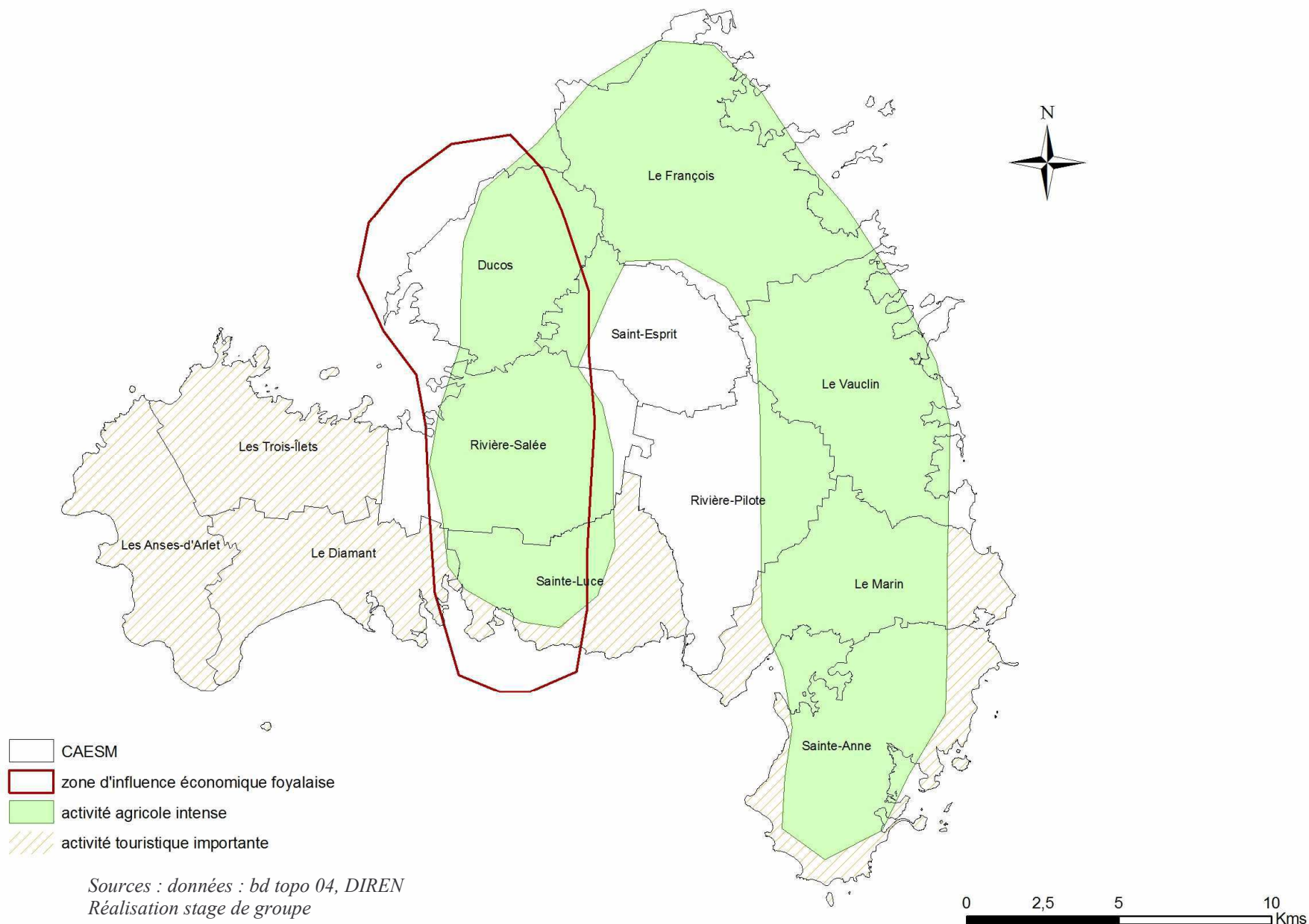
Gestion différenciée des activités traditionnelles sur l'ensemble du territoire

L'espace sud est historiquement exploité dans sa presque totalité pour des activités traditionnelles. L'essentiel de l'activité d'élevage se situe sur les communes du littoral sud et au Vauclin où les espaces sont plus secs et donc seulement utilisables en pâture. La pêche est pratiquée au minimum de façon artisanale sur l'ensemble des espaces côtiers. Quant aux activités agricoles elles sont plus intensives sur les communes du centre et de l'Est mais sont pratiquées de façon presque systématique par la population sur l'ensemble du territoire dès qu'une parcelle s'y prête. (Voir carte 10 et 11).

Carte n° 10 : Le Sud Martinique, un espace d'activités traditionnelles



Carte n°11 : Répartition actuelle des activités principales sur l'Espace Sud



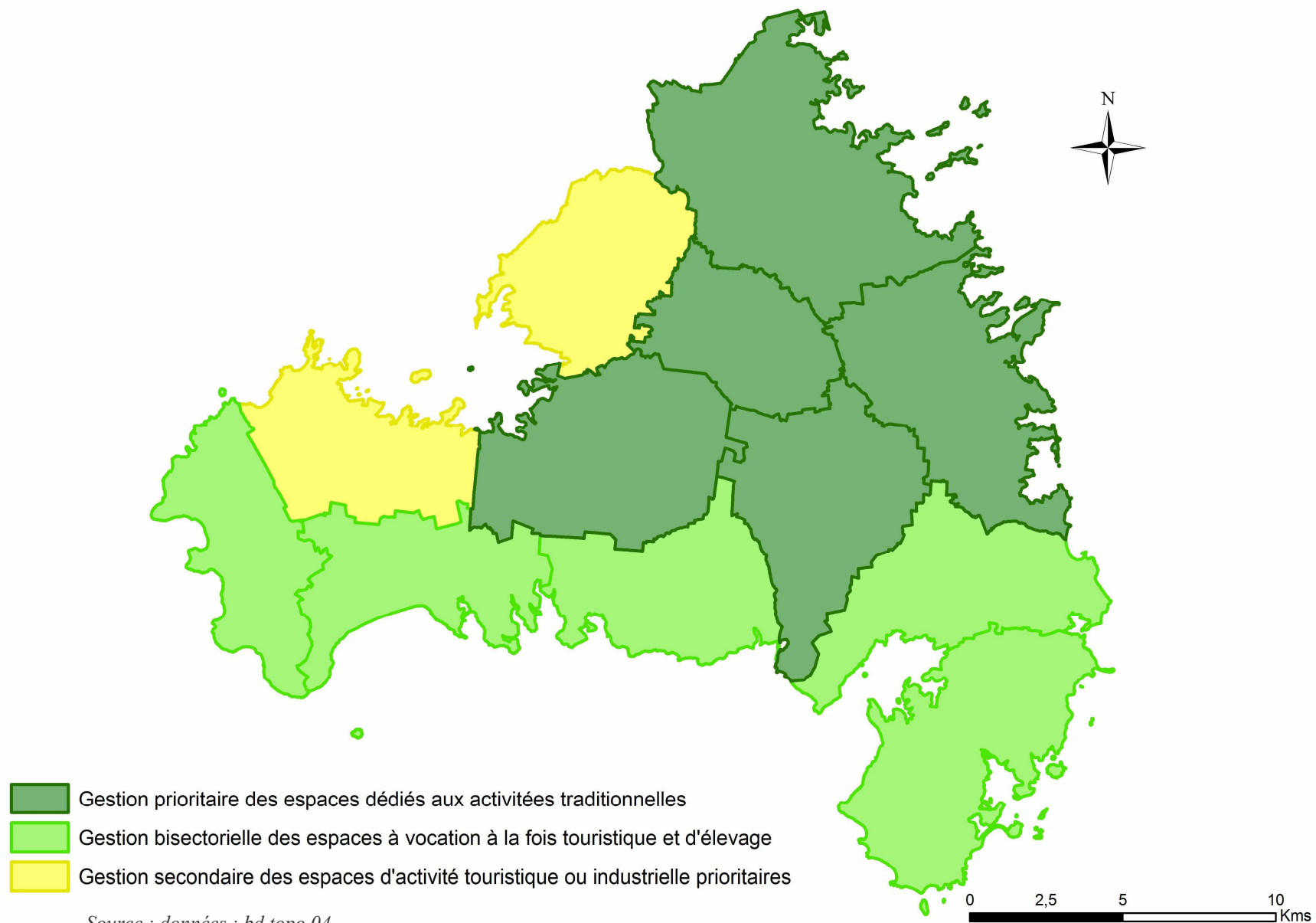
Ainsi, dans la logique de préservation de ces activités, il est nécessaire de distinguer les différences d'intensité dans les pratiques. Il est en effet difficilement envisageable, aux vues des dynamiques actuelles, de conserver et de développer de la même manière la totalité des exploitations. Une gestion différenciée des espaces d'activité traditionnelle sera donc à mettre en place le plus rapidement possible, en amont du développement urbain encore difficile à maîtriser. Pour cela un zonage délimitant trois types de gestion pourra être proposé :

- **Une gestion prioritaire des espaces dédiés aux activités traditionnelles** sur les communes du François, du Vauclin, du Saint-Esprit, de Rivière Salée et de Rivière Pilote. Elle concerne les activités les plus contraignantes en terme d'espace, c'est-à-dire l'ensemble des activités agricoles de culture de la canne, de la banane, et maraîchères. Sur cette zone, des mesures contraignantes devront donc être prises pour une préservation stricte de ces espaces. La première démarche consistera à inscrire un maximum de zones agricoles protégées aux documents d'urbanismes en parallèle d'une politique drastique en ce qui concerne le mitage. En effet, le mitage des zones agricoles conduit à l'abandon de celles-ci qui dès lors, deviennent inexploitable du fait de leur discontinuité. Un moyen pour palier à ce phénomène dans l'immédiat sera de favoriser le remembrement non seulement des zones agricoles cultivées mais aussi des zones non urbanisables mitées dans le but de réinsérer ces dernières dans la filière agricole ou au minimum de les conserver comme réserves foncières (en vue d'un développement urbain futur maîtrisé). Ce type d'action peut être pris en charge par un Etablissement Public Foncier, créé et coordonné avec la SAFER. En ce qui concerne l'activité de pêche, particulièrement développée sur les communes atlantiques de cette zone, il sera question d'investir de façon conséquente dans les installations pour structurer le secteur. Il s'agit donc de poursuivre les actions du Département pour mettre en place des pontons, des réservoirs à glaces, des ateliers de montage des filets en bord de mer, etc. A toutes ces actions devront se joindre des mesures d'aides, éventuellement par le biais de subventions spéciales, pour soutenir et encourager la pratique des activités traditionnelles sur cette zone.

- **Une gestion bisectorielle des espaces à vocation à la fois touristique et d'élevage** sur les communes de Sainte-Anne, du Marin, de Sainte-Luce, du Diamant et enfin des Anses d'Arlet. Sur cette zone il s'agira surtout de créer des aménagements rendant compatibles les activités traditionnelles, ici essentiellement de pêche et d'élevage, avec l'activité touristique. En ce qui concerne les installations côtières, la stratégie rejoint celle évoquée plus haut d'aménagement du littoral. C'est d'abord d'une politique foncière dont il est question. Bien que l'élevage soit bien moins lucratif que les activités touristiques, le parti devra être pris de leur accorder le même soutien. Cela commence par la mise à dispositions de terrain pour le pâturage. Les deux activités ne pouvant cohabiter sur un même espace, leur proximité impose le renforcement des enclos dont l'état laisse à désirer. Toutefois si ces activités ne peuvent se superposer, des coopérations sont envisageables, notamment par le biais de l'agritourisme qui pourra être développé sur ce sous-ensemble.

- **Une gestion secondaire des espaces dédiés aux activités touristiques ou industrielles prioritaires** sur les communes de Ducos et Rivière Salée. Sur ces zones les activités économiques seront probablement à l'honneur. Les priorités communales seront donc au développement du tourisme balnéaire sur les Trois Îlets et de l'industrie sur Ducos. Les activités agricoles qui y sont traditionnellement pratiquées ne doivent pas pour autant disparaître. Ainsi les paysages agricoles et les exploitations les plus rentables, ou les plus facilement conservables face au développement des autres économies, seront préservés. L'idée sera davantage de conserver des traces du patrimoine communal et non de maintenir une véritable source de bénéfices économiques. (Voir carte 12)

Carte n°12 : Traitement différencié des activités traditionnelles sur le territoire de la Martinique



AXE 3 : LE MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE SOCIAL DANS UN CONTEXTE DE MUTATIONS SOCIALES

La Martinique connaît une évolution accélérée qui résulte du phénomène de la mondialisation et du rattrapage économique par rapport à la Métropole cités précédemment. Cependant cette évolution n'est pas toujours adaptée aux habitudes et façons de faire locales. Il est donc nécessaire d'accompagner les populations et les préparer aux mutations engendrées par ces phénomènes. En effet, la Martinique sera confrontée dans les années à venir à un vieillissement de sa population auquel se rajoutera le retour aux pays des martiniquais retraités. Une prise en charge adaptée pour ces personnes est indispensable. De plus, la rareté du foncier et son coût élevé obligent la population à changer son mode d'habiter, passer de la maison individuelle au logement collectif. Ce changement doit être accompagnée afin de garantir l'équilibre social.

Concernant les activités économiques, une professionnalisation des actifs est indispensable avec en parallèle une structuration des différentes filières. En effet, dans un contexte de mondialisation il est urgent de sortir de la logique du « job » pour aller vers de l'emploi déclaré et d'organiser les différents secteurs même si ils ne sont constitués que de petites structures.

Une prise en charge des populations en difficulté

La Martinique sera bientôt le département le plus vieux de France, pourtant peu de structures sont mises en place pour la prise en charge de ces personnes. Toutefois, il est à noter que les maisons de retraites qui existent déjà sur le territoire sont peu sollicitées car il n'est pas dans les habitudes des martiniquais d'aller dans ce type de structure. De plus, les personnes âgées de la Martinique ayant travaillé souvent toute une partie de leur vie au noir possèdent de faibles revenus au moment de la retraite. C'est le cas des personnes âgées actuelles mais se sera aussi le cas des actifs actuels qui n'ont pas abandonné la pratique du « job ». Il est donc indispensable de mettre en place des structures adaptées aux habitudes et aux finances de ces personnes qui pourraient être :

- des structures d'accueil journalier dans chaque commune,
- des services d'aides à la personne à domicile,
- des structures spécialisées pour les pathologies graves.

L'Espace Sud concentrant la plus forte proportion de personnes âgées du département est donc particulièrement concerné par la mise en place de ces équipements sur son territoire.

D'autres problèmes tels que la toxicomanie et la délinquance allant souvent de pair, touchent essentiellement les jeunes et nécessitent une prise en charge adaptée. Actuellement, celle-ci se fait au sein d'une structure journalière qui n'effectue qu'une prise en charge médicamenteuse, sans aucun suivi des patients. Par conséquent, au-delà de la lutte contre la circulation et le trafic de drogue en Martinique, une des solutions pour réduire la toxicomanie passe par la création d'un centre de désintoxication à la mesure des besoins en soins mais surtout en accompagnement psychologique et personnalisé des patients. Ce centre pourrait aussi faire de la prévention en partenariat avec les gendarmeries car il serait judicieux de traiter la délinquance et la toxicomanie simultanément.

Vers une nouvelle forme d'habitat : le logement collectif

Ainsi, il serait possible de rétablir un sentiment de sécurité au sein des espaces publics des centres bourgs qui sont souvent occupés par ces jeunes et permettre aux habitants de profiter de leur ville. En effet, dans ce scénario il est important de permettre à la population de vivre dans un cadre agréable tout en l'accompagnant vers une nouvelle forme d'habitat : le logement collectif. Ceux-ci doivent être pensés en prenant en compte les habitudes des martiniquais, le climat, et ne doit être en aucun cas un modèle importé de la métropole. Par ailleurs, ils doivent être accessibles à tous d'un point de vue financier mais aussi dans leur conception (personnes âgées, personnes à mobilité réduite...) pour garantir la mixité sociale et la cohabitation de toutes les générations dans les centres urbains. Pour cela la conception des logements pourraient faire l'objet d'un concours d'architecture.

Revitalisation et redynamisation des centres bourgs

Toutefois il ne faut pas oublier que le foncier se raréfie sur l'île et qu'il devient urgent pour loger la population de densifier sur les zones urbanisables existantes, notamment dans les centres bourgs afin de préserver les espaces naturels et agricoles. Cependant ceux-ci doivent faire l'objet avant toute chose d'une revitalisation qui passe par un réaménagement important. Des opérations de réhabilitation, de rénovation ou de renouvellement urbain pourraient être menées dans les centres urbains tenant plus ou moins compte du patrimoine architectural. Il est donc indispensable de mener une analyse fine de l'état du patrimoine bâti et naturel préalablement dans chaque commune.

En terme d'attractivité des centres urbains, la mise en place de services et de commerces, ouverts au-delà de 18h, pourrait contribuer à redynamiser ceux-ci et à en faire des lieux de vie agréables. Parfois, la simple mise en lumière de certains espaces publics suffit à créer un début d'animation. En y rajoutant quelques espaces de convivialités (terrain de basket, boulodrome, bar, café, vendeurs ambulants, marchés nocturnes...), le centre bourg devient un lieu où le lien social pourrait se construire. (Voir photo 39) Certains centres bourgs pourront être développés sur le modèle de petites ZAC avec des aménagements d'espaces publics. Ainsi, les lieux de vie qui avaient tendance à se déplacer vers les centres commerciaux seront réintroduits au centre des communes.

Ces aménagements n'ont pas pour vocation d'uniformiser les centres bourgs de l'Espace Sud, mais au contraire de valoriser leur patrimoine et leur identité propre.



Photo 39 : Exemple d'infrastructure légère qui contribue à l'animation des centres bourgs

Un regain d'intérêt pour la culture

La Martinique de par son statut de département français entretient des relations privilégiées avec la France ainsi qu'avec l'Europe. De plus sa proximité avec le continent américain fait que ce territoire est imprégné d'influences multiples. Ceci entraîne peu à peu une désaffection des générations nouvelles pour la culture, la langue et les traditions martiniquaises. Toutefois, on peut noter que pour le créole des actions sont menées notamment par la mise en place d'un CAPES Créole permettant au titulaire de celui-ci de pouvoir enseigner la langue. Cependant le créole n'est qu'une petite partie de tout ce qui fait l'identité martiniquaise, on peut citer : le Bélé (photo 40), la Haute taille, la biguine (photo 41), mais aussi le carnaval, les yoles, les gommiers, etc. On ne peut nier qu'il existe des manifestations autour de ces différents arts ou sports qui font la culture locale, pourtant ils sont trop peu pratiqués par les jeunes, qui préfèrent s'adonner aux pratiques nouvelles.

Il ne s'agit en aucun cas de contraindre le choix des jeunes, mais de leur laisser au contraire le choix de pratiquer ou pas ces différentes traditions en mettant à leur disposition des centres où celles-ci pourraient leur être enseignées. Ces centres pourraient être localisés dans chaque commune à partir des équipements existants déjà, tels que les écoles ou autres structures existantes. On note également que l'essentiel des communes de cet espace attache une importance primordiale à la vie sportive, les équipements sportifs (stade) présents dans quasiment chacune des communes en témoignent. Toutefois des lacunes peuvent être observées concernant la vie culturelle. Un effort tout particulier doit donc être fait pour irriguer l'Espace Sud en terme d'équipements culturels et de loisirs (cinéma, galerie d'art, théâtre, médiathèque, etc.).

La réalisation de ces différentes actions permettrait ainsi de faire des communes des lieux de vie agréables, dynamiques qui répondent aux besoins de toutes les générations qui y vivent.

Conclusion

Pour conclure, il faut noter que quelque soit l'aspect du fonctionnement de l'Espace Sud abordé (économie, société, transport), la Martinique est un territoire trop petit pour se permettre de traiter de façon indépendante une de ces problématiques.

Des coopérations entre les trois intercommunalités et entre les communes voisines partageant des intérêts communs, sont indispensables pour faire durablement de la Martinique un espace de vie agréable et économiquement viable.



Photo 40: Joueurs de Bélé

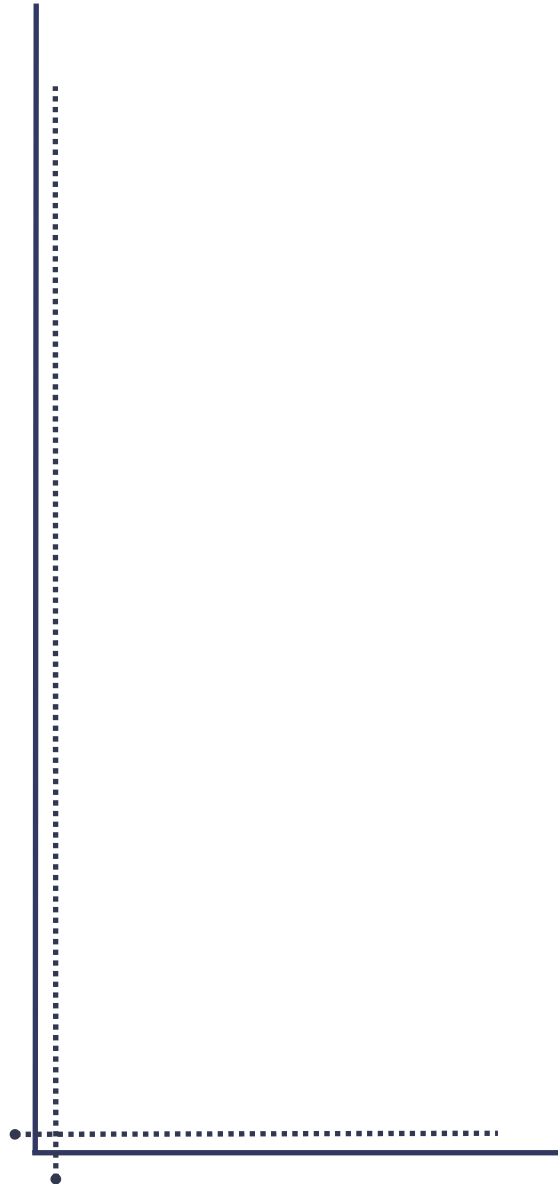


Photo 41 : Danseurs de Biguine

Société : population, condition de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de structures pour le traitement des personnes âgées. - Lutte contre la délinquance et la toxicomanie.
Cadre de vie Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de logements adaptés aux nouveaux modes de vie des locaux. - Revitalisation des centres bourgs pour en faire des lieux de vie attractifs. - Mise en place d'un équipement minimum dans les centres bourgs afin d'encourager les pratiques sportives et culturelles, indispensable à la vie sociale.
Gestion des espaces : naturels, urbains, agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Densification dans les zones urbanisables existantes afin de lutter contre l'étalement urbain, le mitage et de protéger les zones dédiées aux activités traditionnelles. - Mise en place d'une politique de remembrement concernant les zones agricoles, mais aussi les zones mitées. - Aménagement groupé de zones littorales en fonction des pratiques qui en sont faites (pêche, activité touristique, plaisance,...).
Structuration du territoire, répartition des équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion différenciée de tout l'Espace Sud en vue de la préservation des activités traditionnelles. - Décision de conserver et renforcer les sous-ensembles émergents du territoire, pour assurer son équilibre, selon leur domaine d'activité prédominant. - Stabilisation de ces secteurs, puis croissance optimale et coordination entre ceux-ci. - Répartition des équipements lourds (piscine, complexe sportifs, cinéma...) pensée à l'échelle intercommunale.
Mobilité et transports	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un réseau structuré de transport en commun intercommunal. - Mise en place d'un transport de marchandise de la côte vers l'intérieur des terres et inversement, ainsi qu'entre les différents secteurs.
Economie : formation, emplois, secteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration et valorisation des secteurs traditionnels existants : agriculture, élevage et pêche. - Développement progressif et maîtriser des autres secteurs économiques. - Mise en place d'outils pour assurer la santé économique des entreprises quelles que soit leur taille. - Professionnalisation des acteurs du territoire et anticipation des mutations économiques afin de mettre en place les formations en amont de la création d'emplois.
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité d'un affichage clair de la volonté politique des élus quant à un soutien apporté aux secteurs plus traditionnels cités précédemment qui sont pratiqués par une majorité de la population et qui sont l'essence même de la structure du territoire.
Rayonnement et interactions	<ul style="list-style-type: none"> - Coopération sur un plan économique de l'Espace Sud avec l'ensemble de la Martinique, voire à l'échelle de la Caraïbe pour assurer la pérennité du marché des exportations (en prévision des évolutions du marché de la banane).

Atouts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> - Une intégration de la population au développement économique du territoire. - Une gestion du territoire qui préserve les différents types d'espaces. - Une gestion des ressources qui permet de limiter l'importation. - Une préservation du patrimoine créole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un refus de la population de revenir à la pratique des activités traditionnelles. - Une prédominance des autres activités économiques qui prennent le pas sur les activités traditionnelles.

Les acteurs clés
<ul style="list-style-type: none"> - Le conseil Régional - Le conseil Général - La CAESM - Les communes - La Direction Départementale de l'Agriculture et de la forêt - La chambre d'agriculture - Les affaires maritimes - L'IFREMER



L'ESPACE SUD, UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

SCÉNARIO 4 : L'ESPACE SUD, UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Objectifs : Planifier le développement de l'Espace Sud afin de préserver et à terme d'augmenter le potentiel environnemental existant. La priorité est de préserver l'environnement sans menacer l'économie et la population martiniquaise.

La Martinique possède un patrimoine naturel riche, constitué d'une multitude d'écosystèmes qui en font un territoire à la fois précieux et vulnérable. L'île a connu ces dernières années un développement économique accéléré qui s'est accompagné d'une expansion urbaine, menaçant les espaces naturels et agricoles. Ce scénario part du principe que la protection de l'environnement doit être la nouvelle priorité de l'Espace Sud. Dans cette optique, il ressort que la protection des espaces comme des espèces, ne peut être efficace si elle se résume à une réglementation. L'aménagement des espaces et leur gestion planifiée prennent ici toute leur importance. La réussite d'un tel scénario est basée sur un changement de mentalité des résidents comme des décideurs locaux, c'est pourquoi il doit être envisagé à très long terme.

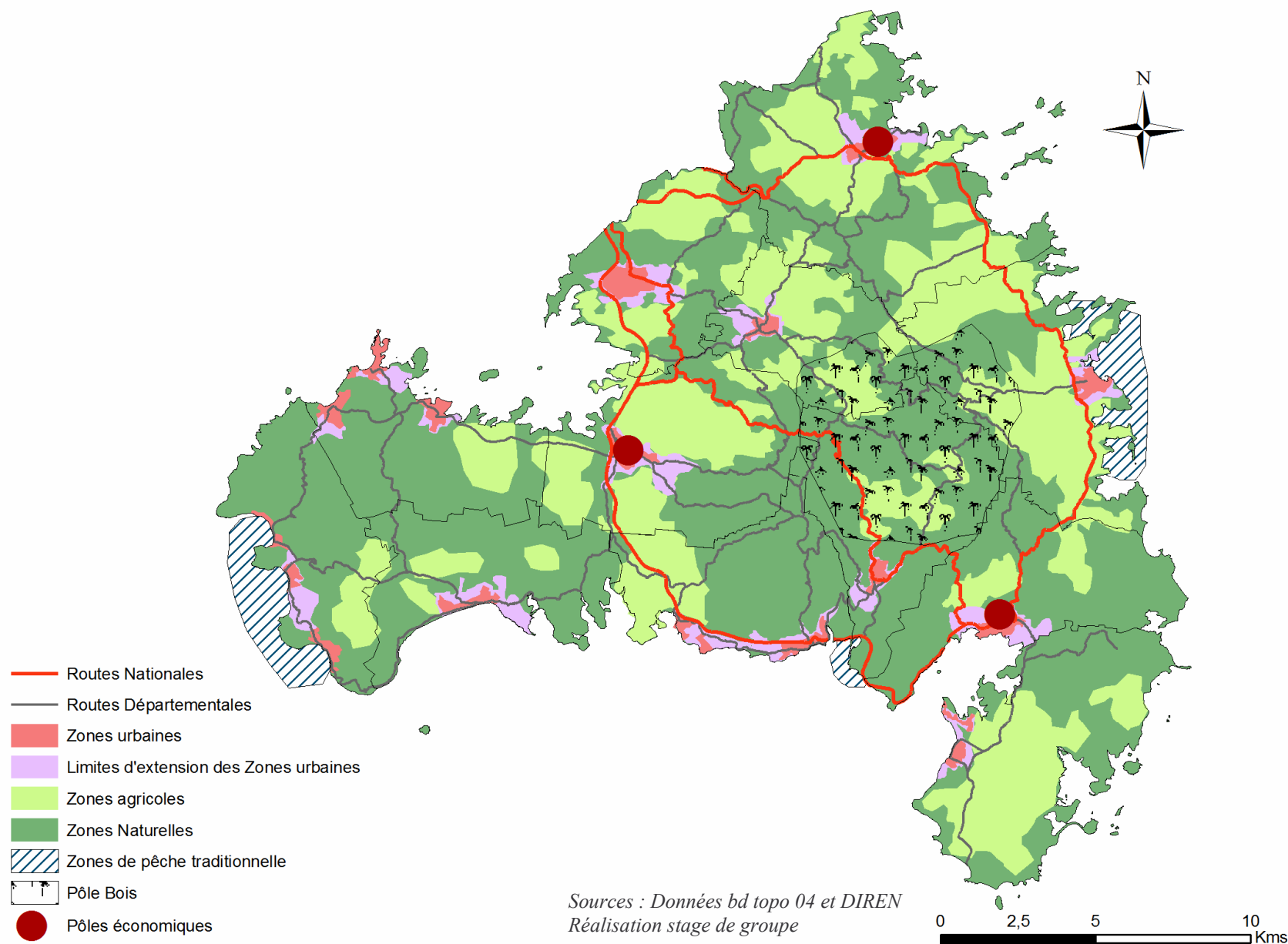
Le scénario sera articulé autour de trois axes:

Axe 1 : La protection par l'aménagement et la réglementation

Axe 2 : Une nouvelle forme d'habiter respectueuse de l'environnement

Axe 3 : Une économie écologiquement durable, au sein d'un territoire équilibré

Carte n° 13 : Bilan du scénario « l'Espace Sud, un modèle de développement durable »



AXE 1 : LA PROTECTION PAR L'AMÉNAGEMENT ET LA RÉGLEMENTATION

Maîtrise de l'augmentation du taux de croissance de la population visant à une diminution à long terme de sa densité

Dans le but d'enrayer l'étalement urbain et le mitage, il s'agit de diminuer la pression foncière s'exerçant sur le territoire. L'une des origines de cette pression foncière est la croissance démographique connue par le Sud en raison de son attractivité. Il paraît donc nécessaire de maîtriser l'installation de nouveaux résidents, en incitant les promoteurs à construire des logements collectifs en ne laissant dans les documents d'urbanisme que peu de zones constructibles pour les maisons individuelles.

Recensement de tous les types d'espaces du territoire en vue d'une classification en trois types de zones : urbanisées, agricoles, naturelles, chaque type de zone étant subdivisé et réglementé

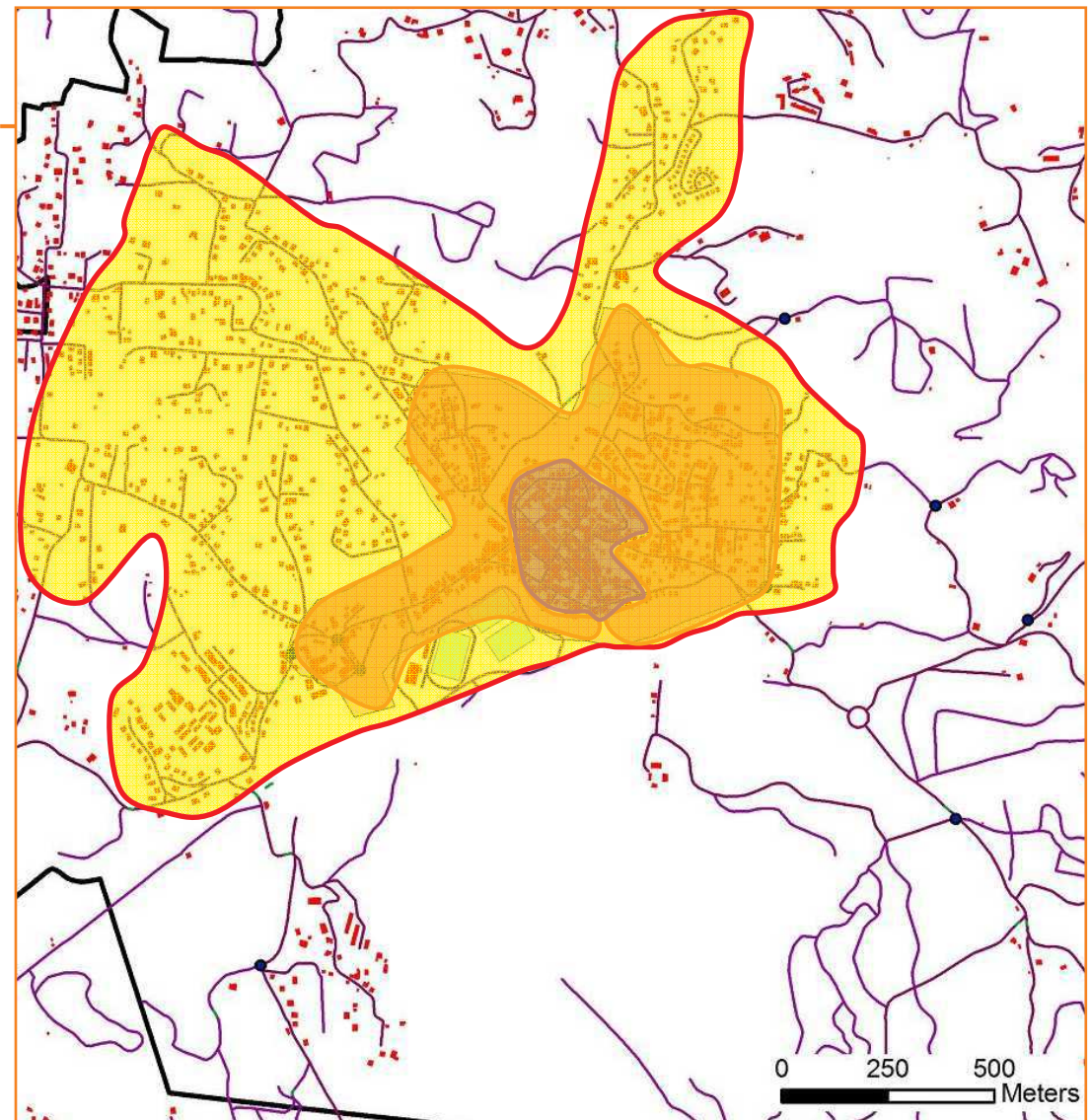
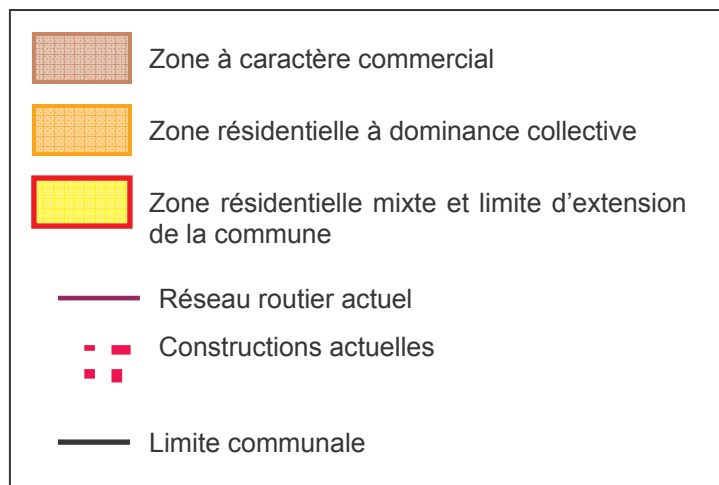
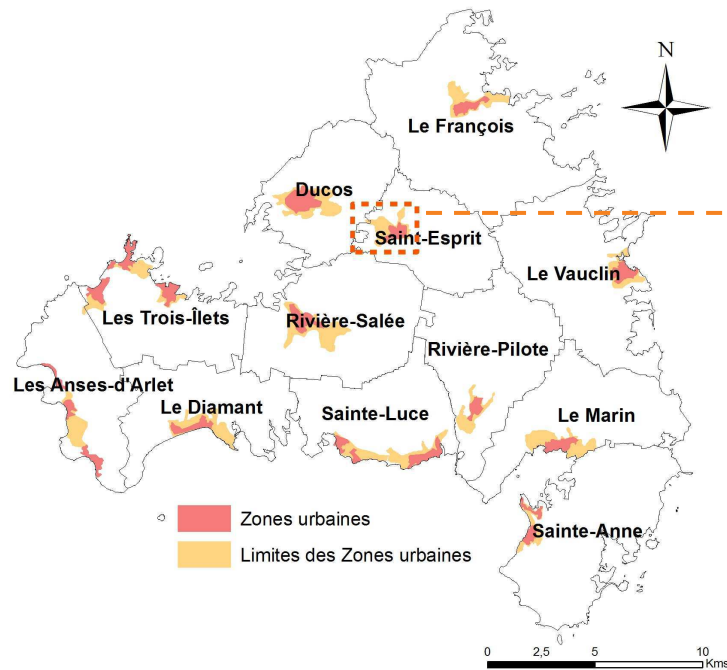
De même qu'il existe un zonage à l'échelle communale, il serait opportun de mettre en place une politique de gestion de l'espace à l'échelle intercommunale afin d'assurer une meilleure cohérence en terme de planification territoriale. Il appartiendrait à la CAESM de coordonner le recensement des espaces et la politique de zonage.

Trois types de zones se dégagent alors, chacune étant subdivisée pour une meilleure précision des actions et de la réglementation :

- **Les zones urbanisées** : Ce sont les actuels centres bourgs et espaces périphériques fortement peuplés, dans lesquels il faut accroître la densité en augmentant par exemple le COS. Les différents types d'espaces à sectoriser seraient :
 - la zone à caractère commercial au cœur du centre bourg, présentant des commerces ou des services en rez-de-chaussée et des logements dans les étages,
 - la zone résidentielle à dominance collective,
 - la zone résidentielle mixte avec du collectif et de l'individuel

Ces deux dernières zones présenteront quelques commerces et services de proximité (boulangerie, bureau de poste...) afin de limiter les déplacements en voiture vers les centres bourgs.

Carte n° 14 : Zonage urbain à l'échelle communale



Source : Données bd topo 04
 Réalisation stage de groupe

- **Les zones agricoles** : Une réglementation très stricte doit être mise en place pour ces espaces, actuellement menacés par le mitage, deux types d'espaces peuvent être dégagés :
 - les zones agricoles à fort potentiel (type AOC, terres fertiles) où seule la construction de bâtiments à caractère exclusivement agricole serait tolérée, dont la vente serait régulée par l'intercommunalité. En ce qui concerne les terres AOC, l'intégration de cette appellation dans les documents d'urbanisme doit être envisagée afin de renforcer leur protection.
 - les autres terres, elles aussi protégées de l'urbanisation mais dont une partie (située aux abords des villes) servirait de réserve foncière ;
- **Les zones naturelles** : Celles-ci peuvent être subdivisées en fonction de leur valeur environnementale et de la fréquentation prévue mais aussi voulue sur ces espaces :
 - les zones sanctuaires qui peuvent être endommagées par la moindre pression humaine, où aucun aménagement n'est prévu afin de conserver leur caractère sauvage,
 - les zones intermédiaires, rendues peu accessibles par un déclassement des infrastructures routières et peu aménagées mais tout de même ouvertes au public et fortement réglementées,
 - les zones phares, qui se prêtent à un flux important de visiteurs, pour lesquelles les aménagements seront importants. Ces derniers doivent être adaptés aux différents usages (des locaux et des touristes) afin de les maîtriser.

Concrètement, le secteur regroupant les communes des Trois-Ilets, des Anses d'Arlet et du Diamant, est encore relativement peu atteint par le phénomène du mitage. C'est pourquoi, il semble urgent de mettre en place des mesures visant à protéger définitivement cet espace.

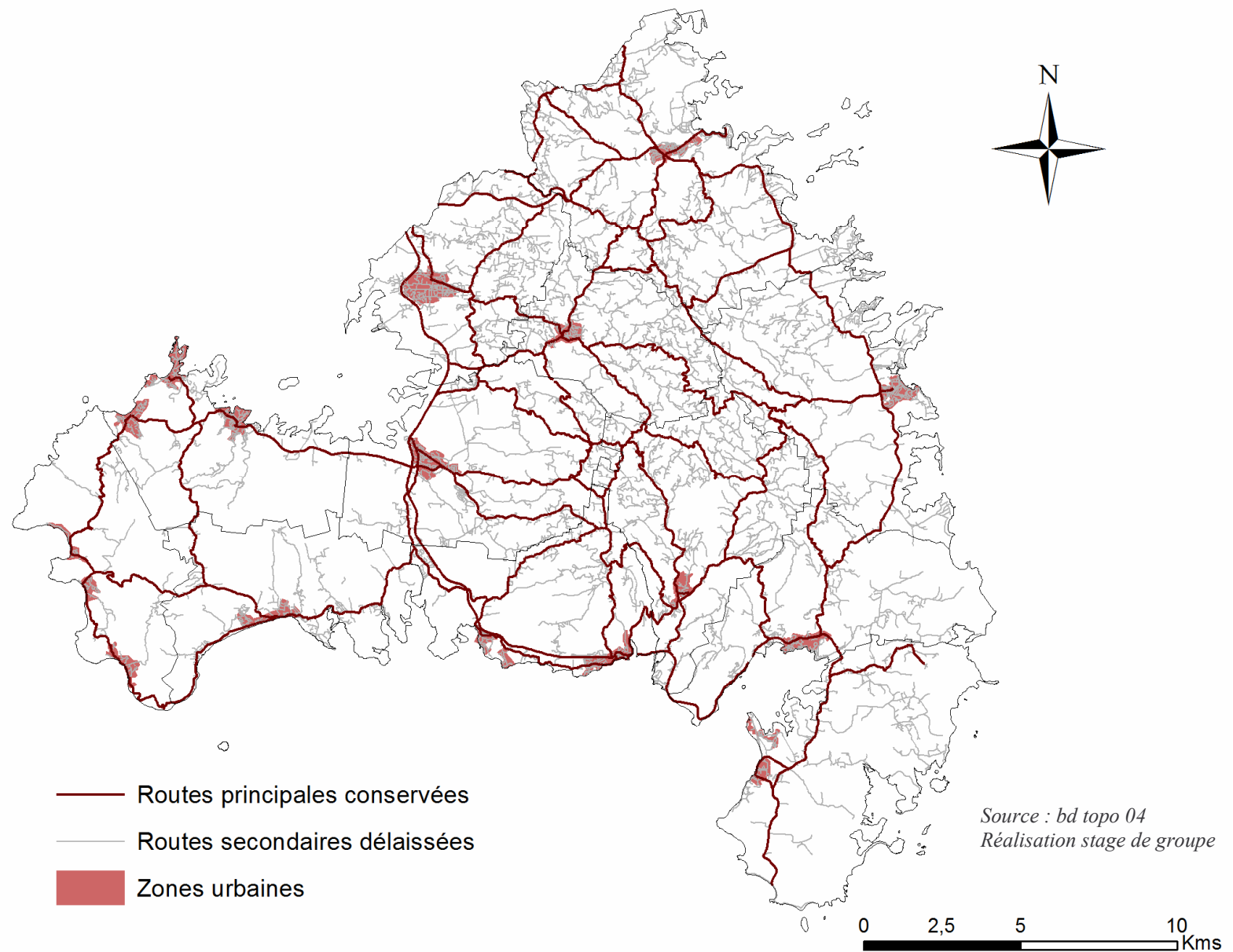
Conservation des axes structurants actuels et mise en retrait de certains axes secondaires

Dans le but d'enrayer la progression de l'utilisation de la voiture, il semble pertinent de ne pas développer le réseau routier existant. En revanche dans l'optique de diminuer l'affluence dans certaines zones naturelles telles que les zones sanctuaires, les zones intermédiaires et les zones agricoles à fort potentiel, les réseaux secondaires peu utilisés seront laissés en l'état avec un entretien minimal.

Deux types de routes se dégagent alors :

- Les routes nationales et départementales, considérées comme réseau structurant prioritaire, ne seront pas élargies mais leur qualité sera améliorée.
- Les routes départementales, communales et autres, qualifiées de secondaires, favorisant le mitage et l'étalement urbain seront réduites puis à terme, fermées aux véhicules motorisés individuels.

Carte n°15 : Priorisation des routes



Densification des zones urbaines préalablement définies, avec résorption progressive du mitage

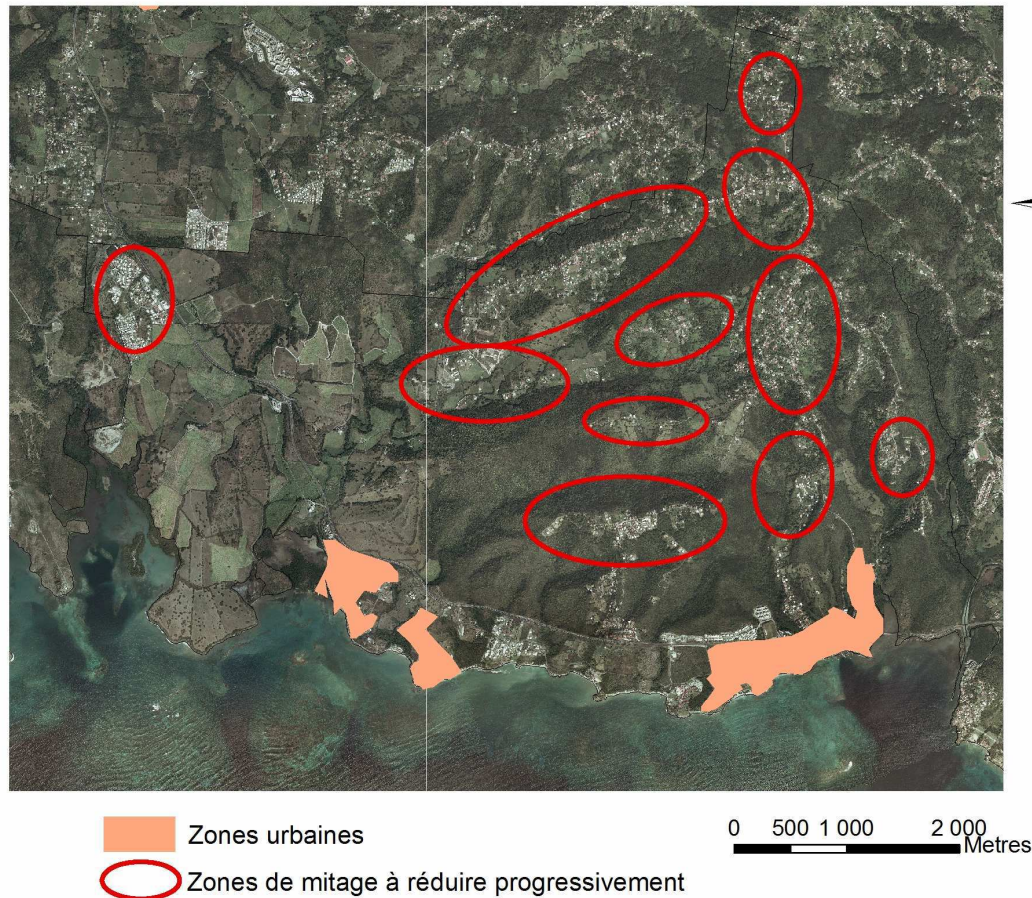


Illustration n°6 : Résorption du mitage à Sainte-Luce

Source : Données bd ortho
Réalisation personnelles

Dans les secteurs urbains du zonage proposé, notamment dans les zones à caractère commercial et les zones d'habitat collectif, il s'agit d'imposer une hauteur minimale et une hauteur maximale afin d'augmenter la densité et de garantir une unité.

C'est pourquoi, une telle stratégie requiert une adaptation des documents d'urbanisme et plus particulièrement du PLU. Ainsi, l'augmentation du COS serait la première mesure à mettre en place, suivie d'une directive imposant l'exploitation des dents creuses. Cependant, certaines de ces dents creuses pourront servir à la création de nouveaux espaces publics lorsque celles-ci ne sont pas enclavées. Cette dernière mesure participera également à la revitalisation des centres bourgs. De plus, des prescriptions concernant l'usage des rez-de-chaussée en centres bourgs, permettront de garantir un usage préférentiel aux commerces.

D'autres mesures pour enrayer l'étalement urbain et le mitage, telles que la mise en place d'une interdiction de construire hors zones urbaines, l'application du droit de préemption à grande échelle et la destruction des constructions isolées abandonnées, pourront suivre (illustrations 6). Dans le but d'améliorer les conditions de vie et de préserver l'environnement, il paraît nécessaire de mettre en place une politique ferme concernant l'habitat insalubre passant par sa destruction. Parallèlement, des solutions de relogement aux populations dans des logements sociaux situées en zones urbaines devront être proposées, dans la mesure du possible à proximité de leur ancien logement.

Destruction des constructions situées dans la bande des 50 pas géométriques hors zones urbaines



Photo 42 : Urbanisation des 50 pas géométriques

Une politique draconienne concernant les constructions situées dans la bande des 50 pas géométriques (photo 42) doit être instaurée et soutenue par tous les acteurs du territoire. Aucune construction nouvelle située dans cette zone ne pourra être tolérée en dehors des aménagements visant la protection de ces espaces et les constructions liées aux activités nécessitant une proximité à la mer (équipements de pêche). Ces derniers devront être répertoriés dans un registre et régulièrement contrôlés pour éviter toute dérive. Les concessions faites actuellement pour les logements, les restaurants et les hôtels, ne doivent plus être autorisées, aucune régularisation ne doit être accordée. Une destruction progressive de ces constructions illégales doit être envisagée, c'est pourquoi il est nécessaire au préalable de lancer une opération de relogement des personnes concernées en zone urbaine.

Il faut tout de même préciser que ces mesures ne s'appliquent pas sur les zones qualifiées d'urbanisées dans le zonage proposé précédemment.

Toutes les opérations citées nécessitent une prise en charge anticipée des populations touchées. C'est l'occasion, à travers les diverses mesures de relogement, de mener une réflexion sur des modes d'habiter plus cohérents avec l'objectif de préservation de l'environnement visé par ce scénario.

AXE 2 : UNE NOUVELLE FORME D'HABITER RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT

Mise en place de cahiers des charges stricts dès la délivrance des permis de construire et systématisation du label HQE notamment pour les logements sociaux

La mise en place de règles strictes en matière de normes environnementales en amont de la délivrance des permis de construire, permettra de contrôler les constructions et de maîtriser la qualité du parc de logements.

Une telle mesure ne pourra être efficace que si elle est portée par une volonté politique affichée par les élus. C'est pourquoi, la création de cahiers des charges stricts conditionnant la délivrance des permis de construire semble être appropriée. Ces cahiers des charges doivent être imposés à la fois pour les logements collectifs, mais également pour les logements individuels. De même, toute rénovation doit être l'occasion d'améliorer la qualité environnementale d'une habitation. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une obligation d'utilisation d'énergies renouvelables à hauteur (minimum) de 30%, d'un choix pertinent des matériaux de construction, d'un raccordement au réseau d'assainissement, etc.

Dans un souci de respect de l'environnement, la systématisation du label HQE lors de la construction de logements sociaux pourrait être instaurée dans les clauses de délivrance des permis de construire. De plus, une mise aux normes des logements sociaux existants devrait également être entreprise afin de compléter la démarche et permettrait par la même occasion d'améliorer les conditions de vie des occupants. Enfin, dans le but de montrer l'exemple aux populations, il est nécessaire que les bâtiments administratifs ainsi que les équipements publics répondent également à ces mêmes normes et que l'on fasse valoir ce type d'actions. Il existe une possibilité de subvention de tels projets, à hauteur de 50% des coûts hors taxe.

Mise en place d'un réseau d'assainissement performant et adapté aux besoins permettant l'amélioration des conditions de vie de la population locale

Les mesures précédentes ne pourront être respectées que si le réseau d'assainissement communal est adapté aux besoins. C'est pourquoi il est nécessaire que les stations d'épuration soient développées et mises aux normes afin de répondre à ces besoins. De plus, le réseau d'assainissement collectif et individuel, doit absolument être entièrement mis aux normes rapidement sous peine d'entraîner des conséquences irréversibles sur l'environnement. C'est pourquoi la mise en place d'une structure contrôlant le réseau d'assainissement semble nécessaire. Celle-ci devra à terme être en mesure de délivrer des amendes afin d'appliquer le principe pollueur-payeur.

Il faut noter que si l'étalement urbain est enrayé et que les zones faiblement peuplées sont abandonnées, le réseau d'assainissement ne pourra plus s'étendre, se qui permettra aux communes de limiter les dépenses engendrées par l'extension des réseaux. Les économies ainsi réalisées pourront permettre de financer une partie de la mise aux normes. Un approvisionnement raisonné en eau passant par une meilleure connaissance des ressources notamment souterraines devra être assuré par les communes. D'une part, ces mesures permettront d'améliorer la qualité de vie des résidents et d'autre part, la concentration des logements facilitera ces actions et en diminuera les coûts.

Incitation à la pratique des logements collectifs dans des immeubles adaptés au mode d'habiter local

La lutte contre l'étalement urbain ne pourra être effective que si elle s'accompagne d'un changement de mentalité. Le logement collectif ne doit plus apparaître comme une solution provisoire mais comme un choix délibéré. Pour cela, la volonté politique est essentielle. En effet, ceci peut passer par une campagne de sensibilisation importante sur la valeur des espaces naturels et agricoles et par l'amélioration qualitative de l'offre en logements collectifs. Il serait alors intéressant d'effectuer une étude sur les modes d'habiter en Martinique afin de trouver des solutions adaptées aux habitudes locales (photo 43). Il faut également diversifier l'offre en logement collectif en vu d'offrir un choix important permettant à chacun de trouver un logement adapté à sa situation familiale et financière. Enfin, l'incitation doit également passer par une faible mise à disposition de terrains dédiés à l'habitat individuel.



Photo 43: Un exemple d'habitat collectif adapté

Réaménagement des centres villes pour en faire des lieux de vie

Concernant les centres bourgs, la priorité est d'augmenter leur attractivité afin de retenir les populations en centre ville ce qui participerait à la lutte contre l'étalement urbain et le mitage. L'amélioration de la qualité de vie en centre ville semble être le meilleur moyen d'atteindre un tel objectif. Ceci pourrait passer par :

- la création et la valorisation des espaces verts, encore trop absents à l'heure actuelle,
- la création de nouveaux espaces publics alliant sécurité et esthétique (photo 44),
- la lutte contre l'insécurité grâce notamment à des plans lumière intégrant au maximum l'énergie solaire, permettant également d'embellir les centres bourgs par la mise en valeur de leur patrimoine bâti et végétal.



Photo 44 : Un espace public attractif

La mise en valeur du patrimoine bâti et naturel des centres bourgs représente une opportunité qui nécessite au préalable un travail de recensement important afin de connaître finement le potentiel offert par le territoire. Cette étape permettra ensuite d'établir un classement du bâti en fonction de sa valeur et du traitement qu'il en sera fait. En effet, certains bâtiments de grande valeur devront être conservés, rénovés et mis aux normes sanitaires et environnementales. D'autres bâtiments, de moindre valeur ou trop dégradés seront éventuellement détruits puis reconstruits dans un style architectural reprenant au maximum le style du bâtiment initial.

L'une des idées phares pour augmenter l'attractivité des centres villes pourrait être la création de petites ZAC intégrées à la ville, combinant des commerces, des services et des administrations. Cette mesure, moins consommatrice d'espace que les zones commerciales situées en périphérie, aura pour avantage, de diminuer les déplacements vers la périphérie ou l'agglomération foyale. Elle permettrait également d'offrir aux résidents des emplois à proximité de leurs logements et ainsi de diminuer les désagréments causés par les embouteillages.

Il faut enfin souligner que des aménagements agréables, augmentant le sentiment de bien être et le rapport affectif au centre bourg des habitants, leur donnerait envie de rester en ville plutôt que de retourner en périphérie. Une telle politique participerait à la lutte contre l'étalement urbain et le mitage sans pour autant contraindre la population.

Gestion de la circulation en ville

Afin d'améliorer les conditions de circulation en centre ville, notamment pour les piétons, la piétonisation des principales rues commerçantes pourrait être envisagée (photo 45). En effet, une telle mesure permettrait d'accroître le sentiment de tranquillité dans les centres bourgs. Cette démarche doit cependant prendre en compte les besoins des résidents et des commerces en termes d'accès. C'est pourquoi la piétonisation pourrait prendre effet entre 9h00 et 18h30, ce qui permettrait d'assurer les livraisons des commerces et de faciliter l'usage des résidents. Il sera également capital, pour compléter cette démarche, de mettre en place des parkings supplémentaires éventuellement souterrains, ce qui permettrait d'éviter une consommation excessive d'espace. Il serait pertinent d'instaurer une politique de parking relais sur ces espaces de stationnement nouvellement construits. Cette mesure ayant déjà fait ses preuves en métropole permettrait d'inciter à l'utilisation des transports en commun.



Photo 45 : La rue piétonne de Fort-de-France

Incitation à l'utilisation de véhicules propres

Enfin, toutes les mesures citées précédemment sont à mettre en place en parallèle d'une réelle politique pour la valorisation de l'usage de véhicules propres, des énergies renouvelables et des transports alternatifs. Cette démarche doit être fortement soutenue par les acteurs du territoire notamment les élus et les administrations qui devraient montrer l'exemple en renouvelant progressivement leur parc de véhicule et utilisant des carburants écologiques.

Ce type de politique, améliorant le cadre de vie, pourrait encourager l'implantation et le développement d'entreprises spécialisées dans les énergies propres, entraînant dans leur sillage d'autres entreprises innovantes. Ainsi, un cercle vertueux conduisant à l'établissement d'une filière économique écologiquement durable se mettrait progressivement en place.

AXE 3 : UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE, AU SEIN D'UN TERRITOIRE ÉQUILIBRÉ

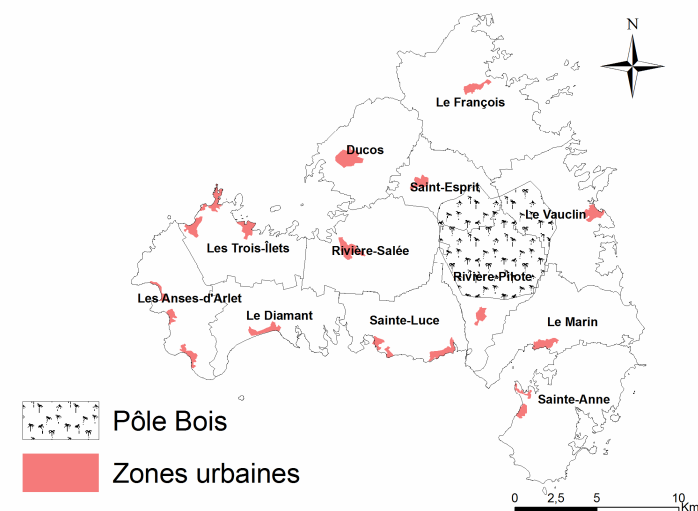
Développement et structuration de la filière bois

Dans un premier temps, il serait intéressant de développer la filière bois sur toute l'île, le potentiel de production pouvant atteindre 15 à 20 000 tonnes de bois par an. Dans l'Espace Sud les communes de Saint-Esprit, Rivière-Pilote et Le Vauclin offrent un potentiel intéressant pour développer cette filière en raison de l'importance de leur activité agricole, de leur surface boisée et du renouveau d'emploi que cela apporterait. Le développement de ce secteur passe par la mise en place d'une filière structurée, allant de la production de matières premières, à la transformation finale du produit. L'objectif étant d'avoir une production de qualité, à haute valeur ajoutée. De plus, pour faire face à la concurrence, il est nécessaire d'avoir une production de niche, fournissant des meubles hauts de gamme destinés à l'exportation et aux hôtels de luxe présents en Martinique.

Encourager l'artisanat d'art à haute valeur ajoutée pour l'exportation

De la même manière, l'artisanat d'art pourrait être développé et faire l'objet d'une structuration et d'une mise en valeur pour augmenter l'exportation. La mise en place d'ateliers dans les centres bourgs à destination des artistes mais aussi des novices pourrait être envisagée, ainsi que l'installation de galeries d'art où les expositions pourraient tourner entre les différentes salles de présentation. De cette manière, les artistes martiniquais pourraient plus facilement se faire connaître et exporter leurs œuvres.

Carte n°16 : Zoom sur le pôle bois



Source : Données bd topo 04
Réalisation personnelle

Développement de la production agroalimentaire de qualité

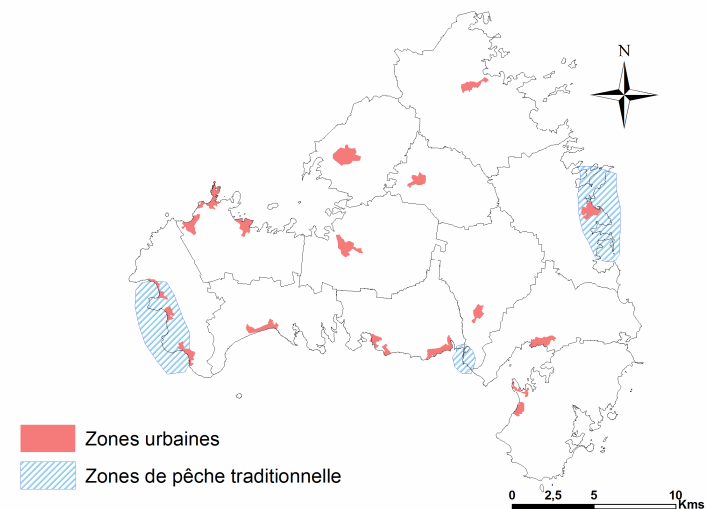
La filière agroalimentaire pourrait faire l'objet d'un renouveau en matière de cultures. Ces activités devraient être plus respectueuses de l'environnement sans pour autant faire l'objet d'une labellisation BIO trop contraignante et qui ne pourrait être accordée à cause de la pollution par des substances organochlorées. La mise en place de cahiers des charges comprenant quelques aspects contraignants (utilisation des pesticides, gestion de l'eau,...) permettrait de gagner en qualité sans dégrader davantage les terres. Cette évolution n'impliquera pas une expansion de la filière mais un maintien des exploitations notamment maraîchères comme celles situées au niveau de Sainte-Anne et du Vauclin (culture de melon, pastèques, salades...).

Structuration et réglementation du secteur de la pêche

En ce qui concerne la pêche, il serait nécessaire de conserver certains aspects traditionnels tout en encourageant l'utilisation des DCP notamment dans les communes du Vauclin et des Anses d'Arlet. Il faudra également instaurer une forte réglementation pour éviter les abus et les exploitations excessives de certaines zones de pêche, voire multiplier les cantonnements de pêche. A terme il faudrait aboutir à une professionnalisation et un regroupement du secteur pour établir un partenariat avec les restaurateurs et autres revendeurs afin d'éviter la vente à la sauvette dans des conditions peu respectueuses de l'environnement et des normes sanitaires.

*Source : Données bd topo 04
Réalisation personnelle*

Carte n°17 : Zoom sur les zones de pêches



Favoriser l'implantation d'entreprises innovantes non polluantes

Dans l'optique de dynamiser le territoire et d'améliorer les finances des communes via la taxe professionnelle, il faut envisager l'implantation de nouvelles entreprises tout en conciliant la protection de l'environnement. Ceci pourrait passer par :

- Le soutien des entreprises non polluantes, utilisant des technologies nouvelles,
- Le développement du secteur des énergies renouvelables (entreprises fabricant des panneaux solaires...)
- L'encouragement des entreprises de services utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la télécommunication, qui pourraient ainsi s'implanter sur le sud du territoire, favorisant son rééquilibrage par la création d'emploi en dehors de l'agglomération foyaloise et sa périphérie.

Mise en place d'un tourisme vert haut de gamme intégré

Il est important de souligner qu'il n'est pas envisageable de replier la Martinique sur elle-même en empêchant la venue des touristes. Pour autant, il ne s'agit pas d'accepter un afflux massif de touristes mais plutôt d'orienter cette activité vers un tourisme « éco-responsable ». En effet, dans l'optique de préserver l'environnement, il paraît essentiel de proposer un nouveau mode de découverte de la Martinique respectueux de sa biodiversité et soucieux de diminuer son impact environnemental. Ainsi l'offre d'hébergement, en terme de qualité doit être revue à la hausse afin de proposer un habitat répondant aux dernières législations et certifications en vigueur. De plus, dans les espaces où le tourisme vert est dominant, les gîtes devront faire preuve d'un effort d'intégration paysagère afin de limiter les dégradations. Dans les zones touristiques littorales et à l'intérieur des bourgs, il faudra favoriser les hôtels en limitant les nouvelles constructions afin de ne pas augmenter la consommation d'espace et en améliorant l'intégration paysagère des établissements existants. En vu d'augmenter la plus value et les bénéfices découlant de ce tourisme, la clientèle visée sera relativement aisée. Afin de répondre à l'attente de cette clientèle, des activités de qualité telles que des excursions accompagnées et des circuits aménagés, devront être mises en place, l'encadrement étant important afin d'éviter des dérives telles que la violation des espaces sanctuaires.

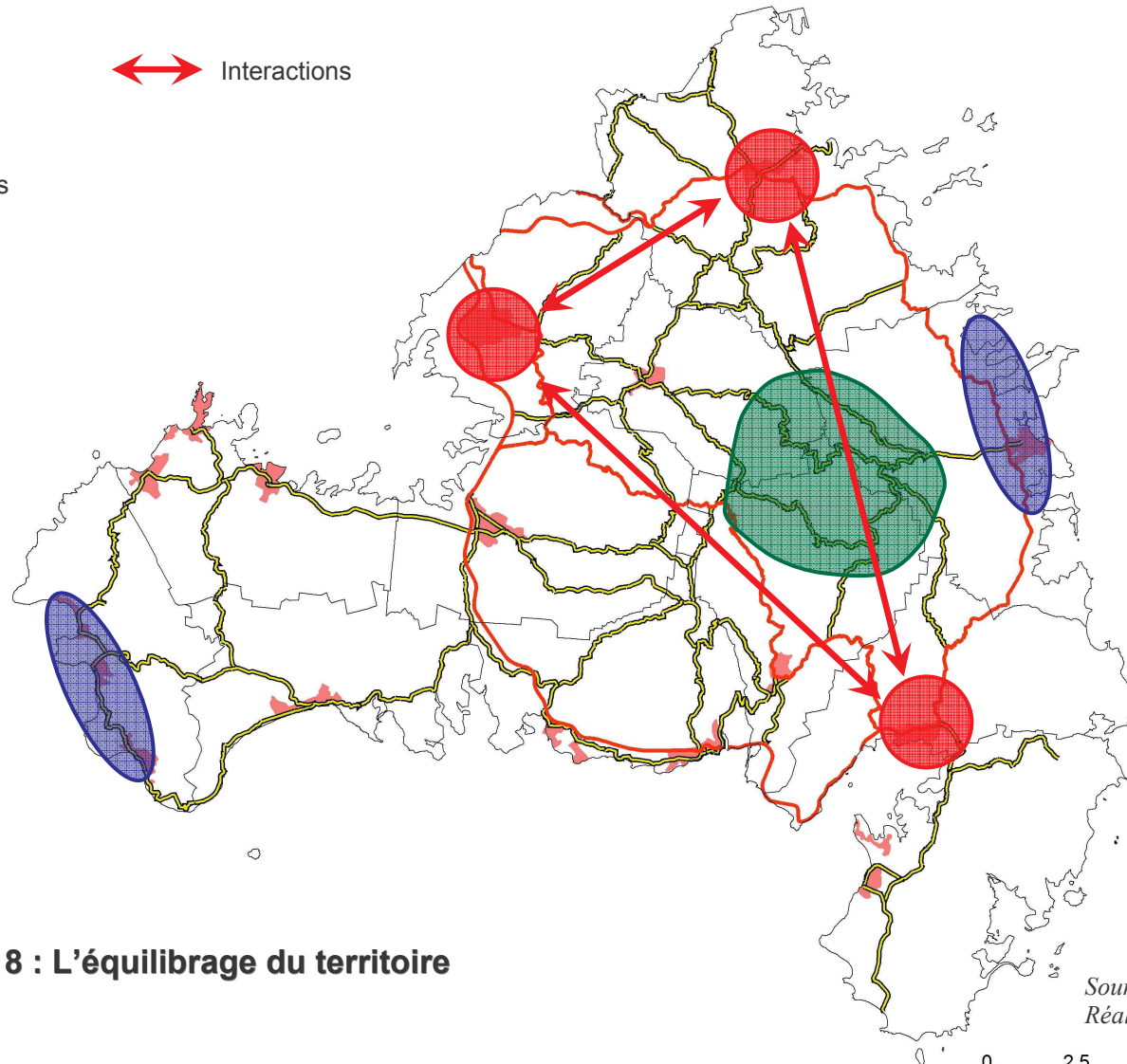
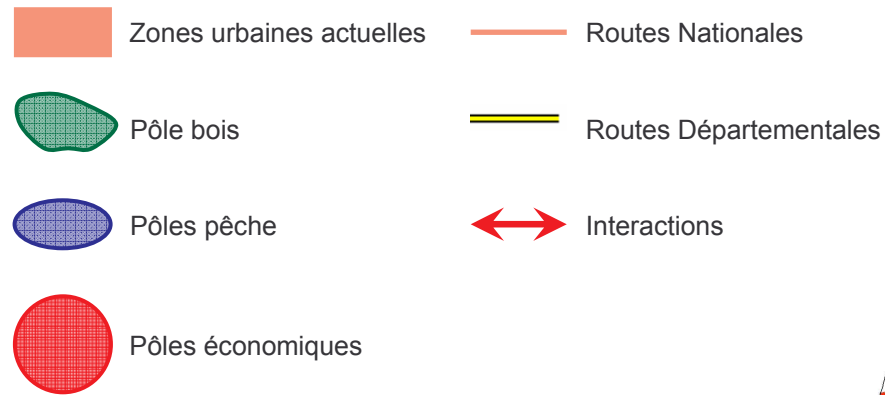
Création de formations tournées vers l'environnement et sa préservation, en partenariat avec les organismes de l'Etat et les îles voisines

Dans le domaine de la formation, des efforts sont à faire concernant l'enseignement tourné vers l'environnement. Il pourrait être intéressant de mettre en place des formations continues ou en alternance qui correspondraient aux nouveaux besoins en matière de gestion de l'environnement comme des secteurs de pointe. De plus, afin de sensibiliser la population dès le plus jeune âge il serait opportun de généraliser les journées de découverte de l'environnement ou de les intégrer aux emplois du temps des écoliers et des collégiens.

Planification du développement des pôles afin d'équilibrer la répartition des équipements dans l'Espace Sud

De manière naturelle, les pôles du Marin, Ducos/Rivière-Salée et du François vont se développer économiquement du fait de l'attractivité croissante du Sud. C'est pourquoi la planification de ce développement est nécessaire pour que celui-ci se fasse en accord avec la politique de zonage et de protection de l'environnement mise en place. Ainsi, l'urbanisation de ces communes devra être maîtrisée afin d'éviter l'étalement urbain. De plus, il serait pertinent d'implanter un certain nombre d'équipements d'envergure intercommunale pour éviter l'installation d'un même type d'équipements sur plusieurs communes, ce qui entraînerait un gaspillage foncier et pécunier. La création de tels équipements dans l'Espace Sud permettrait également de diminuer les déplacements vers Fort-de-France.

Dans cette optique, mais également dans le but d'améliorer les conditions de vie, il semble nécessaire de développer les infrastructures hospitalières du Marin et d'implanter de nouveaux équipements de loisir (cinéma, salles de spectacle...).



Carte n° 18 : L'équilibrage du territoire

Source bd topo 04
Réalisation stage de groupe

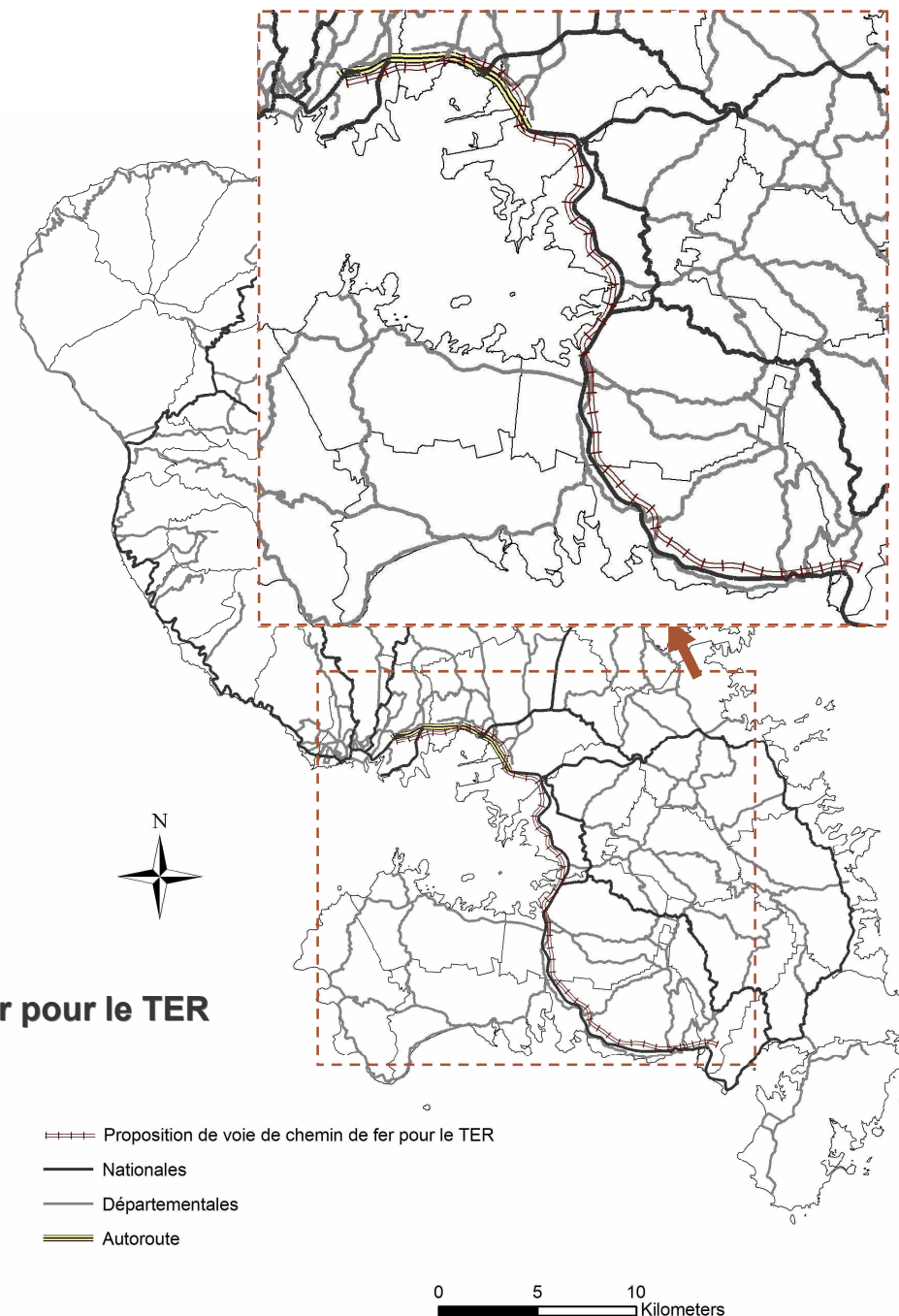
0 2,5 5 10 Kms

Mise en place d'un réseau de transport en commun inter et intra communal adapté aux heures d'affluence

Ce réseau comportera des horaires aménagés en fonction des horaires de travail, ainsi qu'un service de transport vers les plages et autres lieux de loisir le week-end et pendant la saison touristique. Un transport à la demande pourrait également être proposé pour la nuit. Il serait intéressant de favoriser l'utilisation de véhicules collectifs fonctionnant avec des énergies alternatives telles que le GPL. De plus, la résorption du mitage et la présence de commerces et services de proximité au sein des zones résidentielles, permettront de réduire la nécessité d'un transport en commun intracommunal.

Pour aller plus loin, la création d'une ligne de chemin de fer reliant Fort-de-France au Marin, passant par Ducos, Rivière-Salée et Sainte-Luce, pourrait être envisagée à très long terme, si la carte du développement durable est jouée à son extrême.

Carte n° 19 : Proposition de chemin de fer pour le TER



Source : bd topo 04
Réalisation stage de groupe

Conclusion

Dans le but d'assurer la cohérence de ces actions, celles-ci doivent systématiquement avoir lieu en association avec le PNRM et autres organismes concernés par le zonage mis en place (association d'agriculteurs pour les zones agricoles, associations de quartiers pour les zones urbaines, CCI et Chambre des Métiers pour les zones urbaines à caractère commerciale, et autres acteurs pertinents...). Afin d'engager le processus proposé, il est nécessaire que l'État coordonne les démarches dans un premier temps, puis dans un second temps, il adoptera un rôle de partenaire. Enfin, dans le cadre de ce scénario, relativement contraignant, il est primordial que les communes s'engagent à respecter les mesures instaurées.

L'association du Nord et du Sud pour la préservation de l'environnement et la structuration du tourisme vert semble indispensable pour établir une cohérence à l'échelle de l'île. En outre, la promotion à l'échelle mondiale de la Martinique comme destination privilégiée du tourisme vert haut de gamme doit être optimisée afin d'assurer une rentabilité des aménagements mis en place.

Enfin, il pourrait être intéressant de développer des chantiers avec les organismes gérant ces structures notamment pour la création des sentiers touristiques. Ces chantiers sont des séjours dédiés aux jeunes, désireux de découvrir un pays tout en participant à des opérations de construction ou d'aménagement utiles au territoire. Une telle mesure permettrait de faire découvrir l'Espace Sud sous une autre facette, tout en permettant au territoire de faire des économies car il ne serait alors pas nécessaire d'employer des professionnels.

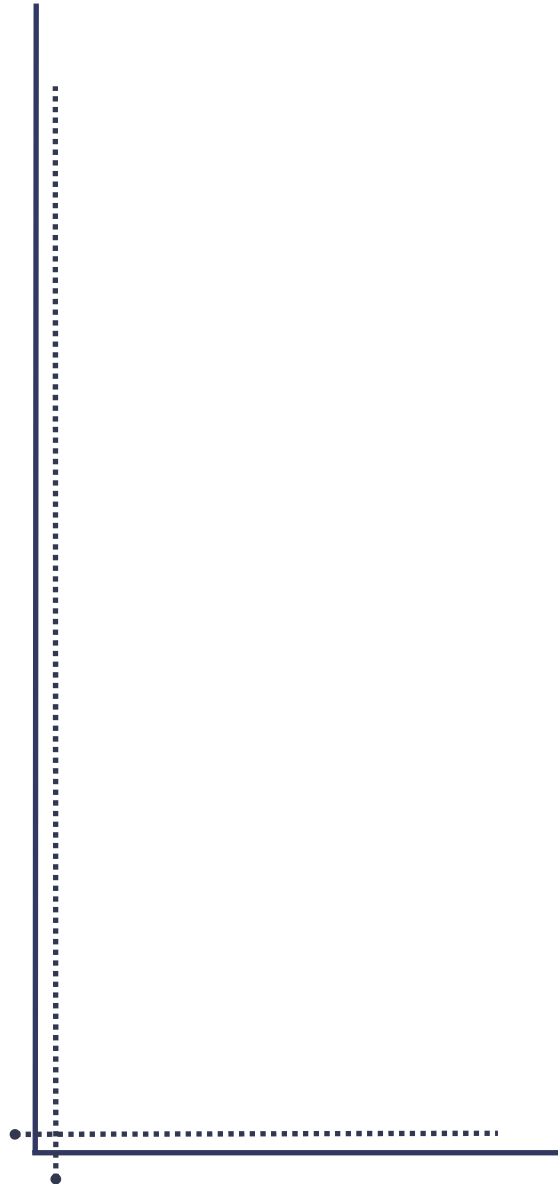
Société : population, condition de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise de l'augmentation du taux de croissance de la population - Amélioration des conditions de vie de la population locale en terme de ressources
Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Réaménagement des centres villes pour en faire des lieux de vie agréables et attractifs
Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Systématisation du label HQE notamment pour les logements sociaux - Mise en place de cahiers des charges stricts dès la délivrance des permis de construire - Incitation à la pratique des logements collectifs dans des immeubles adaptés au mode d'habiter local
Gestion des espaces : naturels, urbains, agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement de tous les types d'espaces du territoire en vue d'une classification en trois types de zones : urbanisées, agricoles, naturelles, chaque type de zone étant subdivisé et réglementé - Densification des zones urbaines préalablement définies, avec résorption progressive du mitage
Structuration du territoire et répartition des équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Planification du développement des pôles afin d'équilibrer la répartition des équipements dans l'Espace Sud - Mise en place d'équipement de loisir
Mobilité et transports	<ul style="list-style-type: none"> - Conservation des axes structurants actuels et mise en retrait de certains axes secondaires - Mise en place d'un réseau de transport en commun inter et intra communal adapté aux heures d'affluence
Economie : formation, emplois, secteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développement et structuration de la filière bois - Favoriser l'implantation d'entreprises innovantes non polluantes - Structuration et réglementation du secteur de la pêche - Mise en place d'un tourisme vert haut de gamme intégré - Développement de la production agroalimentaire de qualité
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination par la CAESM du recensement des espaces et de la politique de zonage - Association systématique avec le PNRM - Etat coordonne et impulse le processus puis accompagne la démarche - Engagement fort des communes
Rayonnement et interactions	<ul style="list-style-type: none"> - Association du Nord et du Sud pour la préservation de l'environnement et la structuration du tourisme vert - Promotion à l'échelle mondiale de la Martinique comme destination privilégiée du tourisme vert haut de gamme

Atouts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> - Préservation de la richesse écologique de la Martinique - Une lutte efficace contre le mitage et l'étalement urbain - Développement des énergies renouvelables - Une meilleure cohérence de la gestion des espaces à l'échelle intercommunale 	<ul style="list-style-type: none"> - Un processus qui prend du temps - Une politique stricte - Difficulté d'adaptation de la population - Risque de construction sauvage face à la sévérité des nouvelles réglementations

Les acteurs clés
<ul style="list-style-type: none"> - Le PNRM - La CAESM - Les communes - Les 50 pas géométriques - Le Conseil Régional - Le Conseil Général - Le Conservatoire du Littoral - L'ADEME - L'ANAH - La DIREN - L'ONF



CONCLUSION GÉNÉRALE



CONCLUSION GÉNÉRALE

Les différents scénarii présentés sont de manière générale très ambitieux et exigent souvent un changement de mentalité des populations pour permettre au territoire de répondre aux contraintes de la mondialisation. Ceci explique le laps de temps, parfois très long, indispensable pour la réalisation de certains scénarii. Le scénario tendanciel très pessimiste au premier abord ne reprend que les dynamiques actuelles, notamment la logique d'action « au coup par coup » allant de pair avec une logique de guichet. Ces dynamiques ne pourront perdurer en raison de la disparition, progressive, des financements européens dans les départements d'Outre-Mer.

Ainsi, il est indispensable d'apporter des pistes de réflexion pour un futur développement économique, mais aussi social, maîtrisé et viable pour le territoire. Il en est question dans les autres scénarii proposés. Le scénario « Un Espace Sud tourné vers le tourisme » prône un développement intégré au territoire de ce secteur. Toutefois, pour y parvenir, une redéfinition de l'image du tourisme auprès de la population ainsi qu'un soutien politique affiché sont indispensables. Cette volonté des élus de soutenir une filière est nécessaire pour permettre le développement de celle-ci et constitue un point essentiel dans le scénario « Les activités traditionnelles au cœur de l'Espace Sud ». En effet, le maintien, la valorisation et l'optimisation de ces activités ne peuvent se faire sans un affichage clair des ambitions politiques, qui souvent négligent certaines réalités et passent à côté des véritables potentialités du territoire. Le scénario « La Martinique, un modèle importé de territoire dynamique » illustre parfaitement ces ambitions. Pour conduire l'espace martiniquais sur le marché économique international, un certain nombre de mutations sont incontournables. Ces dernières sont limitées par un territoire fini et une population, qui n'étant pas encore préparée, éprouve des difficultés pour s'y intégrer. Enfin, le scénario « L'Espace Sud, un modèle de développement durable » rompt avec les tendances actuelles peu prévenantes en matière d'environnement. Pour assurer la pérennité de cette action, l'économie doit devenir plus respectueuse de l'environnement et la population doit être sensibilisée et consciente des problèmes environnementaux de son territoire.

Les différentes pistes évoquées précédemment sont envisageables à condition d'être portées politiquement et de faire l'objet d'une coopération des acteurs du territoire et d'une véritable coordination de leurs actions. Il convient donc dans un premier temps de résoudre les difficultés de collaboration entre le Département et la Région, qui entretiennent des relations tendues et se consultent peu, bien que travaillant sur le même périmètre. Il s'agit par la suite, de les inciter à travailler avec les EPCI et les communes, mieux à même de faire remonter les priorités de leur territoire. Ainsi les spécificités territoriales, qu'elles soient propres à une intercommunalité ou à un des six sous-ensembles déterminés par le Schéma d'Aménagement Régional (SAR), seront prises en compte dans les projets de développement. En effet, le SAR a mis en évidence un découpage de la Martinique qui vient se superposer aux limites des intercommunalités. Cette multiplicité d'échelles sur ce territoire insulaire, donc fini, peut pousser à s'interroger sur la pertinence des périmètres à partir desquels il faut étudier l'île.

Il faut noter qu'au sein de la CAESM, il existe une réelle volonté de penser le territoire de l'Espace Sud de manière globale afin que son développement profite à toutes les communes qui la composent. Par ailleurs ces relations avec les autres intercommunalités de l'île montrent sa détermination de ne pas faire du territoire Sud une île dans une île, dont le développement ne pourrait être pérenne sans intégration à l'ensemble de la Martinique. Ce travail de prospective réalisé à partir d'un diagnostic prospectif du territoire anticipe diverses évolutions possibles de l'Espace Sud et pourra être une base de travail pour la CAESM dans sa démarche de mise en place du SCoT, en collaboration avec les services de l'Etat. Ces réflexions amorcées par le SCoT pour trouver une stratégie commune de développement doivent devenir systématiques et ceci sur l'ensemble du territoire martiniquais. Ainsi, la Martinique, territoire qui évolue rapidement, sera en mesure de se positionner comme acteur et non comme spectateur de son futur développement.

BIBLIOGRAPHIE

ETUDES

Actualisation des tendances démographiques, les flux de migrations journalières de travail, Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, 23 novembre 1987

Cartographie des terrains du conservatoire Martinique, Conservatoire de l'Espace Littoral et des rivages lacustres, Décembre 1998

Chiffres-clés de l'Environnement de Martinique, DIREN Martinique, 2006

Compte-rendu de la 4^{ème} rencontre des projets lauréats à Grande-Synthe - SaintPol sur Mer – Dunkerque sur « le citoyen et le citoyen », Délégation Interministérielle à la Ville GIE « Villes et Quartiers » et Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, 15 et 16 décembre 1998

Contrat d'agglomération de l'Espace Sud Martinique, programme opérationnel, Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique, 2004

Diagnostic du réseau de transport urbain, rapport définitif, Ville du Lamentin, Septembre 1992

Diagnostic du territoire de l'Espace Sud, BRL ingénierie, Novembre 2003

Document préparatoire pour la réunion « chercheurs et prospectivistes », Tourisme Transports Territoires Environnement Conseil, 24 avril 2007

Etude relative à la mise en valeur des sites, espaces et paysages remarquables du littoral, Carex Environnement, Février 2000

3^{ème} Etude de Styles de Vie en Guadeloupe et Martinique, IPSOS Antilles, 2001/2002

Influence des associats touristiques sur les modalités de gestion et d'aménagement du littoral méridional martiniquais (L'exemple : des Trois-Ilets et de Sainte-Anne), Frédéric MIEVILLY, mémoire de maîtrise de géographie, 2006

Inventaire des espaces protégés à la Martinique (sites naturels et bâtis), Agence Départementale d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, Juillet 1993

Les agressions d'origine anthropique sur le milieu marin côtier et leurs effets sur les écosystèmes coralliens et associés de la Martinique, Observatoire du Milieu Marin Martiniquais, 2004

- Les prémices de l'Inter-SCoT : premier état des lieux de l'articulation des démarches de planification sur les grands territoires*, Gilles PERILHOU, Avril 2005
- Liste des variables-clés des scénarios d'évolution du territoire à l'horizon 2030*, Direction Régional de l'Equipement, Octobre 2006
- Note du CPVS n° 19 « Prospective et planification territoriales : état des lieux et propositions »*, Guy Loinger et Claude Spohr, 22 juin 2004
- Note du CPVS n° 20 « Pour une approche de l'aménagement des territoires par l'Etat : un avenir les services du Ministère de l'Equipement »*, Claude Spohr et Claude Martinand, 19 août 2005
- Orientations Régionales de Gestion de la Faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses Habitats*, Jean-François Maillard, Mai 2004
- Plan de Développement Durable et Solidaire, programme d'actions*, Mission SCET DOM-TOM / Municipalité de Sainte-ANNE, Octobre 2000
- Plan de développement durable et solidaire, Cahier des charges environnementales sur les sites des salines et du cap chevalier*, Mission SCET DOM-TOM / Municipalité de Sainte-Anne Carex Environnement, Septembre 2001
- Point « Méthode » la fiche « variable »*, Philippe Durance, 19 septembre 2006
- Porter à connaissance des services de l'Etat pour le schéma de cohérence territoriale de l'Espace Sud de la Martinique*, Préfecture de la région Martinique, Juillet 2004
- Profil environnemental de la Martinique*, BRL ingénierie, Avril 2000
- Projet de développement intégré et équilibré*, Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique, 2005
- Rapport final de l'étude sur le transport de matériaux en Martinique*, Eurosiris, Juillet 1997
- Rapport final de l'étude prospective sur le Sud de la Martinique*, Europe caraïbe consultants, Août 2001
- Schémas régionaux de transport, contenu des documents soumis à délibération*, Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Est/Ministère de l'Equipement des Transports et du Logement/ Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques, Janvier 1999
- Schéma de développement et d'aménagement touristique de la Martinique, tome 1, projet de rapport, document de travail*, KPMG Fiduciaire de

France-Axe Consultants, ADUAM et Partenaire Développement, Juin 1999

Schéma de développement et d'aménagement touristique de la Martinique, tome 2, développement des dossiers clés, document de travail, KPMG Fiduciaire de France-Axe Consultants, ADUAM et Partenaire Développement, Juin 1999

Styles de vie des Antillais à l'aube du 21^{ème} siècle, note de présentation, Groupe M CONSULTANTS-IPSOS DOM, 2000

Synthèse de séminaire d'après « Méthode et Pratiques de Prospective Territoriale », Futuribles International, Algoé, l'institut Jules Destré, Pro activité Conseil, 29 et 30 septembre 2004

Tendances et Styles de Vie aux Antilles 1993-1994, rapport sociologique de base, M Team-Groupe M Consultants, 1994

Tendances de l'urbanisation en Martinique, Laurent Charre, Albert Flagie, Mai 2000

Visite du 16 avril 1997 de la commission des Travaux Publics et des Equipements Régionaux sur le réseau routier national de la Martinique, dossier de présentation, Direction Départemental de l'Equipement Martinique, , 16 avril 1997

REVUES

Antiane n° 19, la revue économique des Antilles et de la Guyane, données spéciales volume 1, INSEE, Septembre 1992

Antiane n° 31, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Mars 1996

Antiane n° 32, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Juillet 1996

Antiane n° 33, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Novembre 1996

Antiane n° 34, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Avril 1997

Antiane n° 35, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Septembre 1997

Antiane n° 36, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Janvier 1998

Antiane n° 38, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Août 1998

Antiane n° 39, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Novembre 1998

Antiane n° 40, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Mai 1999

Antiane n° 42, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Octobre 1999

Antiane n° 43, la revue économique des Antilles et de la Guyane, Spécial entreprise, INSEE, Décembre 1999

Antiane n° 54, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, octobre 2002

Antiane n° 58, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Décembre 2003

Antiane n° 59, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Avril 2004

Antiane n° 64, la revue économique des Antilles et de la Guyane, L'année économique et sociale 2004 en Guadeloupe, une année qui marque le pas, INSEE, Octobre 2005

Antiane n° 64, la revue économique des Antilles et de la Guyane, L'année économique et sociale 2004 en Guyane, les années difficiles se suivent et se ressemblent, INSEE, Décembre 2005

Antiane n° 66, la revue économique des Antilles et de la Guyane, INSEE, Septembre 2006

Bulletin mensuel du Comité Martiniquais du Tourisme n°1, Comité Martiniquais du Tourisme, Juin 2006

BusinessNews n°16, le magazine de l'actualité économique régionale-Guadeloupe-Guyane-Martinique-Caraïbe, Janvier 2006

BusinessNews n°17, le magazine de l'actualité économique régionale-Guadeloupe-Guyane-Martinique-Caraïbe, Avril 2006

BusinessNews n°18, le magazine de l'actualité économique régionale-Guadeloupe-Guyane-Martinique-Caraïbe, Octobre 2006

BusinessNews n°19, le magazine de l'actualité économique régionale-Guadeloupe-Guyane-Martinique-Caraïbe, Mars 2007

L'express n° 2915, dossier spécial Martinique-Guadeloupe les sœurs rivales, Marianne Payot, Béatrice Vandevoorde, Hervé Pédurand, semaine du 17 au 23 mai 2007

OUVRAGES

1996-2006 Dix années d'actions pour une gestion équilibrée de l'eau, Comité de Bassin de la Martinique, 2007

Bilan du tourisme à la Martinique, Comité Martiniquais du Tourisme, 2005

Bilan du tourisme à la Martinique, Comité Martiniquais du Tourisme, 2006

La démarche SCoT-témoins, la prise en compte des activités économiques et des équipements commerciaux dans les SCoT, journée d'échange du 4 octobre 2006, Direction Général de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction, 4 octobre 2006

L'économie martiniquaise au passage de 2000, Une trajectoire vertueuse ?, INSEE, IEDOM, AFD, ARDTM, 2005

Le Marin « Construire, c'est collaborer avec la terre... », Ville du Marin, 2007

Tableau de bord de l'Espace Sud numéro 2, Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, 2003

Tableau de bord de l'Espace Sud numéro 2, Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, 2005

Tableau de bord de l'environnement de la Martinique, Direction Régional de l'Environnement Martinique, 2005

Tableau de bord de la Communauté Nord numéro 2, Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, 2005

Tableau de bord Agglomération Centre numéro 4, Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, 2005

Tableaux Economiques Régionaux de la Martinique, INSEE, 2002

DOCUMENT D'URBANISME

Annexe 1 du contrat d'agglomération Sud : le programme opérationnel pluriannuel, Pour un Développement Intercommunal Intégré et Equilibré
Communauté de l'Espace Sud Martinique, Mars 2005

Projet de contrat de pays Sud, Département de la Martinique et la Communauté de l'Espace Sud Martinique, Octobre 2004

Schéma d'aménagement régional, Conseil Régional de la Martinique, 1993

Schéma directeur de gestion des déchets de la CESM, Communauté de l'Espace Sud Martinique, Juillet 2003

TABLE DES CARTOGRAPHIES

Scénario tendanciel	
Carte 1 : Bilan du scénario tendanciel.....	7
Scénario 1	
Carte 2 : Bilan du scénario « La Martinique, un modèle importé de territoire dynamique »	17
Carte 3 : Organisation du territoire par le traitement des axes de communication	33
Carte 4 : Traitement différencié des centres bourgs.....	40
Scénario 2	
Carte 5 : Bilan du scénario « Un Espace Sud porté par le tourisme»	47
Carte 6 : Un réseau de transport intercommunal au sein de l'Espace Sud.....	54
Carte 7 : Mobilité des touristes du Sud au nord de la Martinique.....	58
Scénario 3	
Carte 8 : Bilan du scénario « Les activités traditionnelles au cœur de l'Espace Sud »	67
Carte 9 : Répartition actuelle des activités économiques de l'Espace Sud	76
Carte 10 : Le Sud Martinique, un espace d'activités traditionnelles.....	79
Carte 11 : Répartition actuelle des activités principales sur l'Espace Sud	80
Carte 12 : Traitement différencié des activités traditionnelles sur le territoire de la Martinique	82
Scénario 4	
Carte 13 : Bilan du scénario « l'Espace Sud, un modèle de développement durable »	91
Carte 14 : Zonage urbain à l'échelle communale.....	93
Carte 15 : Priorisations des routes.....	95
Carte 16 : Zoom sur le pôle bois	102
Carte 17 : Zoom sur les zones de pêches	103
Carte 18 : L'équilibrage du territoire	105
Carte 19 : Proposition de chemin de fer pour le TER	106

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Scénario 1

1 : Zone de concentration des activités commerciales et industrielles du pôle foyalais à Ducos.....	20
2 : Quai « béton » du Marin	21
3 : Zone de mouillage du port du Marin.....	21
4 : Aménagement portuaire à Antigua	21
5 : Friche au Marin, proche du port.....	22
6 : Modèle « américain » de galeries avec casinos et surabondance d'offres, à Saint-Martin.....	22
7 : Club Med de Sainte Anne	24
8 : Photo aérienne de la Baie du Marin/ Sainte-Anne	24
9 : Installation solaire sur un toit de particulier.....	26
10 : Salle de spectacle de Saint-Esprit	29
11 : Gare multimodale métropolitaine	31
12 : Navette maritime des Trois Îlets	32
13 : Traitement paysager du littoral, au bourg des Trois Îlets.....	35
14 : Appontement de pêche sur la côte sud.....	35

Scénario 2

15 : Une maison créole rénovée, aux Trois Îlets	48
16 : Une structure légère pour les animations, aux Trois Îlets.....	49
17 : Une construction laissée à l'abandon, à Saint-Esprit	49
18 : Un hôtel désaffecté (le Kalenda) à la pointe du bout, aux Trois Îlets.....	50
19 : Un kiosque sur la plage de l'Anse Figuier de Rivière Pilote	51
20 : La forêt tropicale du Nord Martinique	57
21 : La Montagne Pelée.....	57
22 : Des champs de canne à sucre dans le Sud Martinique.....	57
23 : Le tour annuel de Yoles de la Martinique.....	59
24 : Le carnaval	59

Scénario 3

Photos actions Carte Bilan (A,B,C,D,E,F,G).....	67
25 : Campagne de promotion d'une cuvée spéciale du rhum Martiniquais Saint-Etienne	68
26 : Gamme de produits dérivés du rhum	68
27 : Parcelle partagée entre culture cannière et bananière	69
28 : Vente improvisée de produits maraîchers sur le bord des routes.....	69
29 : Elevage de bovins de la commune de Sainte-Anne	69
30 : Abris en bois improvisé sur la côte du Vauclin pour vendre la pêche de la journée	70
31 : Préfabriqué aménagé pour la vente de poissons à proximité des appontements en Guadeloupe	70
32 : Vente de poissons sans aucun moyen de conservation	70
33 : Points de vente aux normes sanitaires en Guadeloupe	70
34 : Transport maritime individuel assuré par un pêcheur.....	71
35 : Quai dédié aux activités de pêche au François	77
36 et 37 Cohabitation, sur la plage des Trois îlets, des pratiques de pique-nique et de barbecues des locaux (encerclées de rouge) avec la pratique balnéaire classique des touristes.	77
38 : Découverte de la Mangrove en kayak dans la baie de Ducos	78
39 : Snack improvisé qui contribue à l'animation des centres bourgs	84
40 : Joueurs de Bélè	85
41 : Danseurs de Biguine	85

Scénario 4

42 : Urbanisation des 50 pas géométriques.....	97
43: Un exemple d'habitat collectif adapté	99
44 : Un espace public attractif.....	99
45 : La rue piétonne de Fort-de-France.....	100

TABLE DES SCHÉMAS ET AUTRES ILLUSTRATIONS

Scénario 1

Illustration 1 Croquis du développement de la baie de Fort-de-France	19
Illustration 2 Croquis d'ambiance de l'extension du port de plaisance du Marin.....	21
Illustration 3 Croquis d'insertion dans le plan paysage de l'extension du port du Marin (source : Etude de faisabilité de l'extension portuaire du Marin de 2006)	23
Illustration 4 Exemple d'une gare multimodale.....	31
Illustration 5 Schéma de gare multimodale associant les transports maritimes	32

Scénario 2

Scénario 3

Scénario 4

Illustration n°6 : Résorption du mitage à Sainte-Luce	96
---	----

TABLE DES MATIÈRES

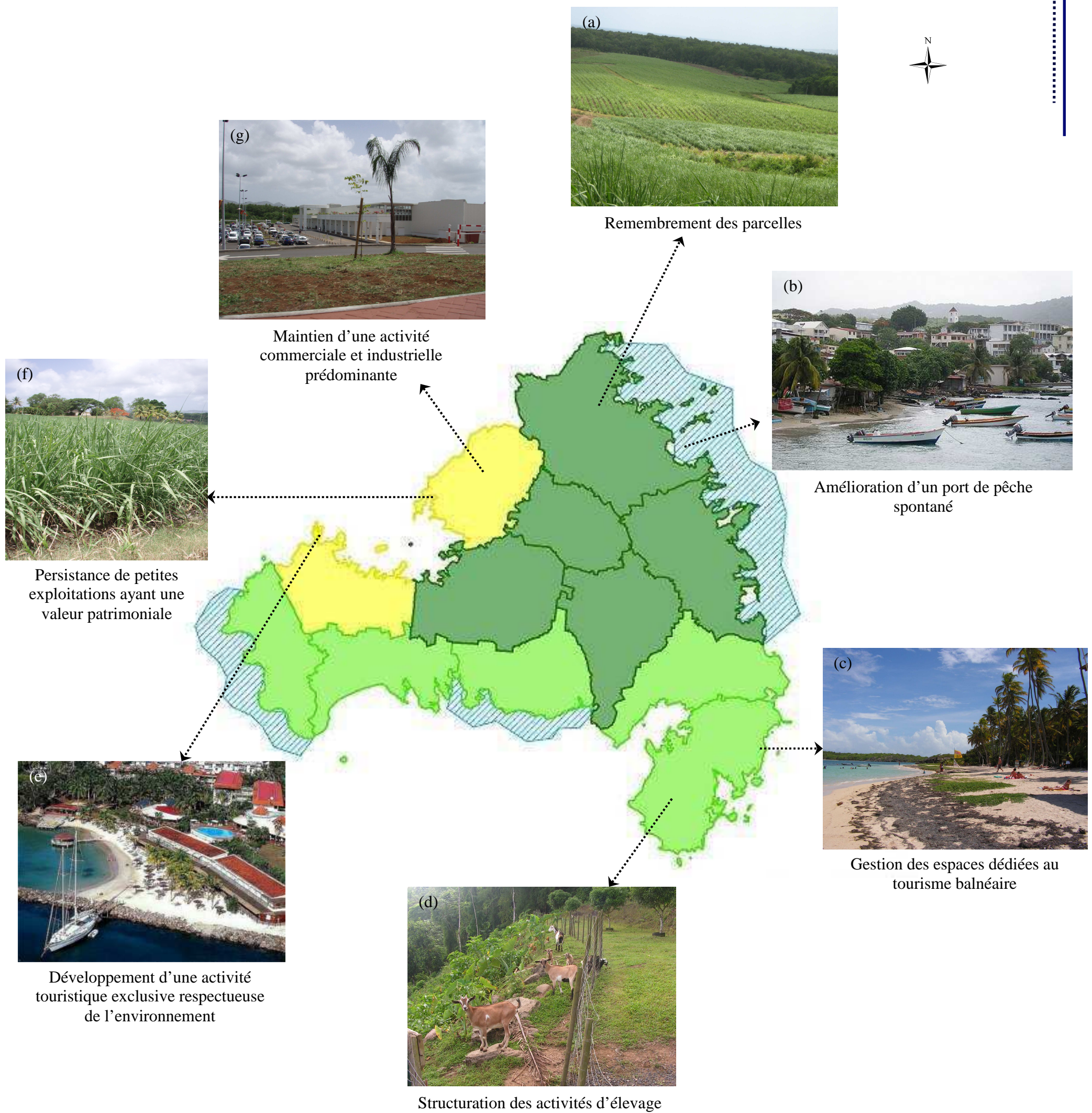
INTRODUCTION.....	3
SCÉNARIO 0 : LE SCÉNARIO TENDANCIEL DE L'ESPACE SUD.....	5
INTRODUCTION	6
CARTE BILAN	7
AXE 1 : UN RENFORCEMENT DE L'ÉTALEMENT URBAIN ET DU MITAGE	8
AXE 2 : DÉVELOPPEMENT DE PÔLES D'ÉQUILIBRE SOUTENANT PÉNIBLEMENT UNE SITUATION ÉCONOMIQUE COMPLEXE	9
AXE 3 : MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE TRANSPORTS EN COMMUN ET POLARISATION DU TERRITOIRE.....	11
CONCLUSION.....	12
TABLEAU SYNTHÈSE	13
SCÉNARIO 1 : LA MARTINIQUE, UN MODEL IMPORTÉ DE TERRITOIRE DYNAMIQUE	15
INTRODUCTION	16
CARTE BILAN	17
AXE 1 : UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE	18
Un pôle foyalais en expansion	18
L'extension du pôle foyalais	18
La spécialisation du pôle foyalais	18
Un pôle « propre » au Marin	20
Un pôle de plaisance à la pointe de la technologie	20
Un pôle propre.....	24
Une activité économique gravitant autour de sa clientèle aisée.....	25
Une politique globale de développement économique	25
La politique économique martiniquaise	25
Les leviers d'action de la politique économique martiniquaise	27
AXE 2 : UN TERRITOIRE STRUCTURÉ AUTOUR DE SES PÔLES	28
Une logique de concentration	28
... pour les administrations	28
... pour les équipements structurants	28
... aux conséquences multiples	29
Une mobilité optimisée	30
La volonté de fluidifier les transports routiers	30
Le développement des transports maritimes pour fluidifier le transport routier.....	32

Des périphéries diverses.....	34
Le François : entre la CACEM, la CAESM et la CCNM	34
Une zone côtière homogène	35
Une polarisation préservant certains espaces	36
AXE 3 : UNE ORGANISATION URBAINE MODIFIÉE.....	37
Une population urbaine en mutation	37
Une population se « mondialisant »	37
Une urbanisation densifiant la ville.....	38
Un traitement différencié des zones urbaines	39
Conclusion.....	41
Tableau synthèse	42
Atouts/ Risques/ Acteurs clés.....	43
SCÉNARIO 2 : UN ESPACE SUD PORTÉ PAR LE TOURISME.....	45
INTRODUCTION	46
CARTE BILAN	47
AXE 1 : LE POTENTIEL TOURISTIQUE.....	48
Mise en valeur de l'architecture traditionnelle et développement d'animation dans les centres bourgs	48
Résorption de l'habitat insalubre qui nuit à l'image touristique des villes	49
Recensement et mise en réseau de tous les logements touristiques	50
Lutte contre l'étalement urbain et le mitage.....	50
AXE 2 : STRUCTURATION DU TERRITOIRE	52
Sectorisation en fonction des secteurs économiques dominants et des différentes pratiques touristiques	
et des différentes pratiques touristiques	52
Une répartition équilibrée des équipements de loisirs sur le territoire.....	53
La mobilité du territoire	53
AXE 3 : STRUCTURATION DE LA FILIÈRE	55
Développer une filière touristique intégrée.....	55
Coordonner les actions des offices du tourisme de chaque commune.....	56
Coordonner le Nord et le Sud Martinique, notamment pour le tourisme de Nature et les activités culturelles.....	57
Développer le packaging.....	59
CONCLUSION.....	60
TABLEAU SYNTHÈSE	61
ATOUTS/ RISQUES/ ACTEURS CLÉS.....	62

SCÉNARIO 3 : LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES AU CŒUR DE L'ESPACE SUD	65
INTRODUCTION	66
CARTE BILAN	67
AXE 1 : L'ÉCONOMIE DE L'ESPACE SUD TOURNÉE VERS SES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES.....	68
Préservation des activités traditionnelles	68
Mise place d'une politique de soutien aux activités traditionnelles.....	71
Développement progressif et maîtrisé des nouvelles activités.....	73
AXE 2 : STRUCTURATION DU TERRITOIRE PAR UNE GESTION DIFFÉRENCIÉE DES ESPACES	74
Sectorisation des activités clés du dynamisme territorial	74
Aménagement stratégique du littoral	77
Gestion différenciée des activités traditionnelles sur l'ensemble du territoire	78
AXE 3 : LE MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE SOCIAL DANS UN CONTEXTE DE MUTATIONS SOCIALES.....	83
Une prise en charge des populations en difficulté	83
Vers une nouvelle forme d'habiter : le logement collectif.....	84
Revitalisation et redynamisation des centres bourgs	84
Un regain d'intérêt pour la culture	85
CONCLUSION.....	85
TABLEAU SYNTHÈSE	86
ATOUTS/ RISQUES/ ACTEURS CLÉS	87
 SCÉNARIO 4 : L'ESPACE SUD, UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	 89
INTRODUCTION	90
CARTE BILAN	91
AXE 1 : LA PROTECTION PAR L'AMÉNAGEMENT ET LA RÉGLEMENTATION.....	92
Maîtrise de l'argumentation du taux de croissance de la population visant à une diminution à long terme de sa densité.....	92
Recensement de tous les types d'espaces du territoire en vue d'une classification dans trois types de zones :	
urbanisées, agricoles, naturelles, chaque type de zones étant subdivisé et réglementé	92
Conservation des axes structurants actuels et mus en retrait de certains axes secondaires	94
Densification des zones urbaines préalablement défini avec résorption progressive du mitage	96
Destruction des constructions situées dans la bande des 50 pas géométriques hors zone urbaine	97
AXE 2 : UNE NOUVELLE FORME D'HABITER RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT	98
Mise en place des cahiers des charges strictes dès la délivrance des permis de construire et systématisation du label HQE, notamment pour les logements sociaux	98
Mise en place d'un réseau d'assainissement performant et adapté au besoin permettant l'amélioration des conditions de vie de la population locale	98

Incitation à la pratique des logements collectifs dans des immeubles adaptés aux modes d'habiter local	99
Réaménagement des centres villes pour en faire des lieux de vie	99
Gestion de la circulation en ville	100
Incitation à l'utilisation de véhicules propres	101
AXE 3 : UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE, AU SEIN D'UN TERRITOIRE ÉQUILIBRÉ	102
Développement et structuration de la filière bois	102
Encourager l'artisanat d'art à haute valeur ajoutée pour l'exportation	102
Développement de la production agroalimentaire de qualité	103
Structuration et réglementation du secteur de la pêche	103
Favoriser l'implantation d'entreprises innovantes non polluantes	103
Mise en place d'un tourisme vert haut de gamme intégré	104
Création de formations tournées vers l'environnement et sa préservation en partenariat avec les organismes de l'Etat et des îles voisines	104
Planification du développement des pôles afin d'équilibrer la répartition des équipements de l'Espace Sud	104
Mise en place d'un réseau de transport en commun inter et intra communaux adapté aux heures d'affluence	106
CONCLUSION	107
TABLEAU SYNTHÈSE	108
ATOUTS/ RISQUES/ ACTEURS CLÉS	109
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	 111
 BIBLIOGRAPHIE	 116
 TABLES DES ILLUSTRATIONS.....	 121

Carte bilan 8 : Traitement différencié des activités traditionnelles sur le territoire Sud Martinique



- Gestion prioritaire des espaces dédiés aux activités traditionnelles
- Gestion bisectorielle des espaces à vocation à la fois touristique et d'élevage
- Gestion secondaire des espaces d'activités touristique ou industrielle prioritaires
- Zone de pêche

0 2,5 5 10 Kms

Source : Données bdtopo04
Réalisation stage de groupe

Le futur pôle foyalais combinant des fonctions économiques et résidentielles fortes, la sectorisation de celles-ci sera déterminante pour le bon fonctionnement de l’agglomération. Ainsi, les activités économiques suivront elles aussi une logique de concentration, de préférence le long des axes de communication important (RN5, zone portuaire...). Toutefois le potentiel végétal que présente la Martinique, même en zone urbaine, sera le moyen non seulement de faciliter l’intégration paysagère de ces zones, mais aussi de créer des zones tampons entre les espaces résidentiels et les espaces économiques (photo 1).



Photo 1 : Potentiel végétal sur une zone de concentration des activités commerciales et industrielles du pôle foyalais. (Source DDE)

Un pôle « propre » au Marin

✧ *Un pôle de plaisance à la pointe de la technologie*

Le deuxième pivot du développement de l’Espace Sud sera la création d’un pôle « propre » autour de la baie du Marin et de Sainte-Anne, spécialisé dans la filière de l’activité de plaisance. Il aura pour vocation d’accueillir un centre de carénage chargé entre autre de la tropicalisation des bateaux, des agences de location de bateau, un agrandissement du port de mouillage (déjà à l’étude), et enfin une zone portuaire aménagée pour l’accueil des plaisanciers qui doit devenir un lieu de vie (photos 2 à 6 et illustrations 1 et 2). Pour être compatible avec la vocation de plaisance du port qui recevra une population aisée et exigeante, la localisation de la partie industrielle devra être réfléchi en terme d’intégration paysagère.

AXE 1 : LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES AU CŒUR DE L’ÉCONOMIE DE L’ESPACE SUD

Le développement accéléré des secteurs industriels, touristiques et des activités commerciales et de service est susceptible de laisser de coté les activités dites traditionnelles dont dépend une part importante de la population. Pour les préserver il est prioritaire de structurer mais aussi et surtout de valoriser ces secteurs. Enfin, la préservation des activités traditionnelles ne vise en aucun cas à inhiber le développement des autres activités économiques. Il ne s’agit pas d’un refus de la mutation mais bien au contraire d’un accompagnement de celle-ci afin qu’elle profite au maximum à la population martiniquaise.

Préservation des activités traditionnelles

Plusieurs secteurs d’activité traditionnelle sont historiquement présents sur l’ensemble des communes de l’Espace Sud et méritent d’être conservés. Ils sont l’expression d’un savoir faire et d’un patrimoine commun aux martiniquais. Toutefois un certain nombre de mesures de structuration et de modernisation de ces activités doivent être conduites pour assurer leur pérennité dans le contexte de mutation économique actuel.

L’activité certainement promise au plus bel avenir est aussi la plus ancienne, il s’agit de la culture cannière. En effet, la culture de la canne en Martinique est aujourd’hui la seule à bénéficier du label AOC qui lui assure sa place sur le marché mondial. Il est donc indispensable de conserver cette production AOC, garante d’un rhum de qualité qui s’exporte bien. Toutefois, pour positionner le rhum martiniquais comme *produit de luxe* de manière durable sur le marché, un renouvellement régulier de son image et une diversification de ses productions, pour assurer sa promotion, restent inévitables (voir photo 25). Le secteur de la canne à sucre bénéficie de nombreuses possibilités de diversification parmi lesquelles nous pouvons citer la production de Rhum divers (blancs, vieux, paille, cuvées spéciales...), la confection de produits dérivés (punch, confiture, bonbons...) et la fabrication de sirops de canne (Voir photo 26). Notons que les habitations peuvent aussi être le théâtre de manifestations diverses (colloques, conférences, expositions, spectacles...) en complément des visites guidées qu’elles proposent ou de leur activité agricole (pour celles qui fonctionnent encore).



Photo 25 : Campagne de promotion d’un rhum haut de gamme

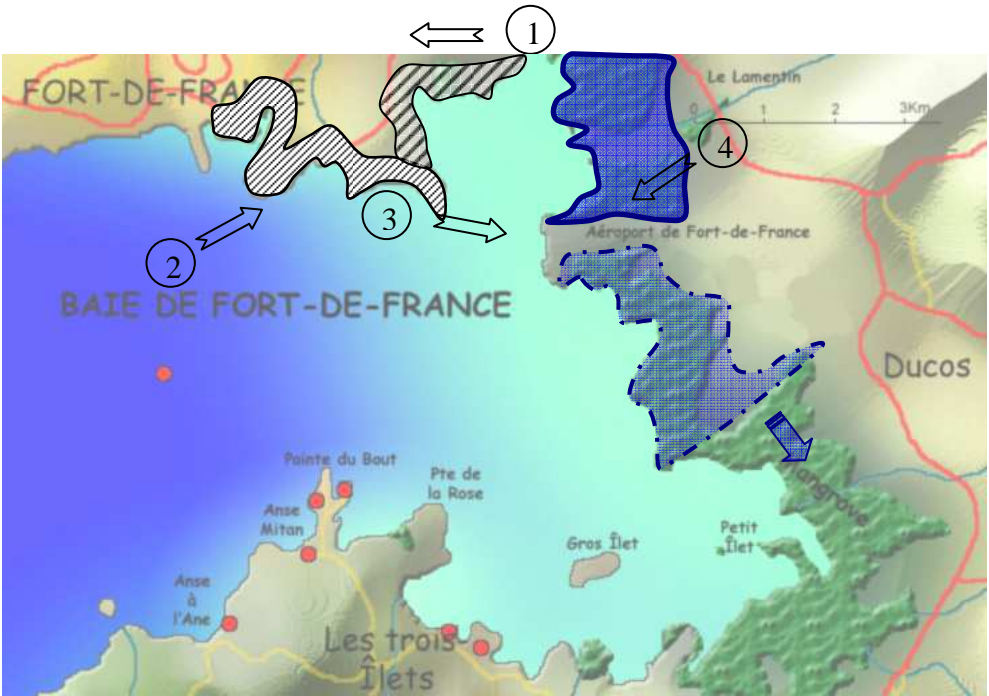


Photo 26 : Gamme de produits dérivés du rhum

Illustration 1 :
Développement du pôle
foyalais

Opération d'aménagement de la baie de Fort-de-France

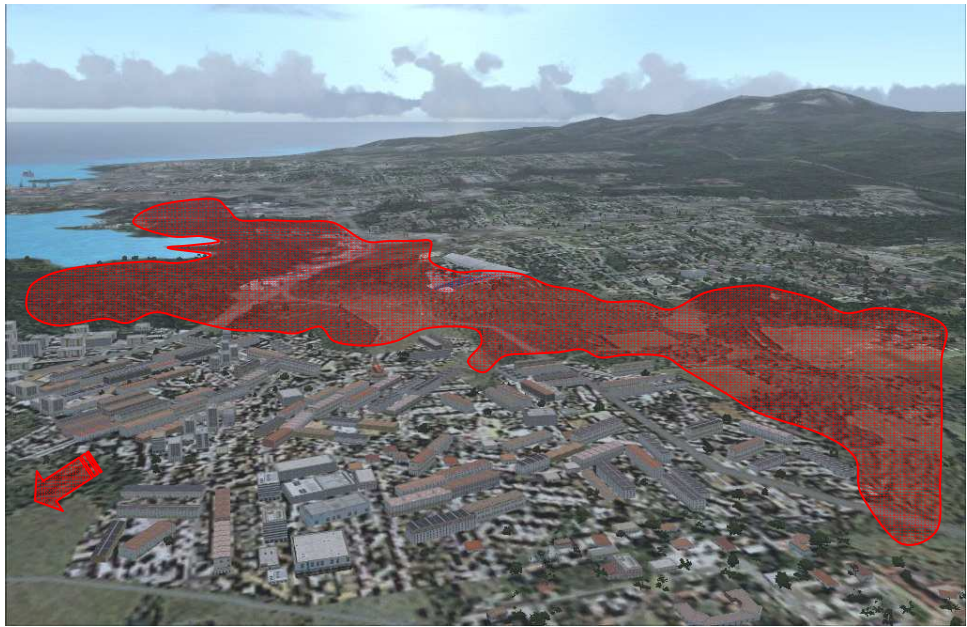
- Installations portuaires actuelles
- 1^{ère} phase d'extension du port en zone urbaine
- 2^{ème} phase d'extension du port : 1^{er} remblaiement de la mangrove
- 3^{ème} phase d'extension : 2^{ème} remblaiement de la mangrove
- Extension envisageable à long terme
- 1 → Sens de la prise de vue de l'image aérienne 1



Source : réalisation personnelle, image de fond www.Iles@rêver.com

Image aérienne 1 : Extension et densification du pôle
foyalais

- Espace voué à l'urbanisation pour la réunification des zones déjà construites
- Sens de l'étalement du pôle foyalais



Source : réalisation personnelle, image de fond www.VFR.com

Image aérienne 2 : zone
portuaire actuelle



Source : réalisation personnelle, image de fond www.VFR.com

Image aérienne 3 : extension progressive
de la zone portuaire

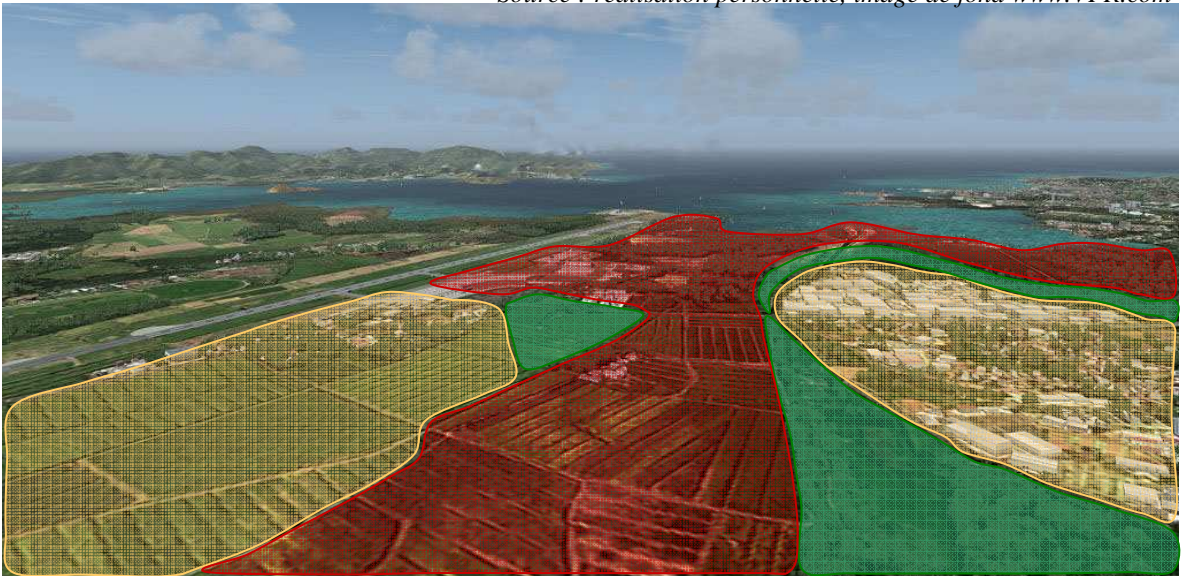
- 1^{ère} phase d'extension du port
- 2^{ème} phase d'extension du port : 1^{er} remblaiement de la mangrove
- 3^{ème} phase d'extension : 2^{ème} remblaiement de la mangrove
- Extension envisageable à long terme



Source : réalisation personnelle, image de fond www.VFR.com

Image aérienne 4 : Sectorisation des fonctions
du pôle foyalais

- Zone résidentielle
- Zone d'activités à première vocation industrielle, en lien avec le port et l'aéroport
- Zone agricole ou reliquat de mangrove convertis en coupure verte



Source : réalisation personnelle, image de fond www.VFR.com